

CAHIERS DU BRÉSIL CONTEMPORAIN



Secrétaire
de rédaction

Marion AUBRÉE
CRBC
54, boulevard Raspail - 75006 Paris
tél. ; 01 49 54 20 83 - e-mail : maubree@ehess.fr

Directeurs
du CRBC

Ignacy SACHS
Afrânio GARCIA

Comité de
rédaction
et de lecture

Michel AGIER
Felipe de ALENCASTRO
Marion AUBRÉE
Maria Edy de CHONCHOL
Jean HEBRARD
Philippe LENA
Roger MEUNIER
Anita PIRES-SABOIA
Hélène RIVIÈRE D'ARC
Michel SCHIRAY
Mônica SCHPUN

Conception
technique

Dominique DUCHANEL

Solicita-se intercambio

Echanges souhaités

ISSN 0989-5191
Achevé d'imprimer
par Instaprint
1-2-3 Levée de la Loire - 37520 LA RICHE
tél. 02 47 38 16 04 / 06 60 53 58 23
N° d'imprimeur 02016297-700
Dépôt légal : juillet 2001

Distribution gratuite

ERRATA

En cours de lecture lire «Rio Formoso» au lieu de «Rio de Formoso».

p. 81 (note bas de page 1) : au lieu de «il n'était pas bon pour l'employé», lire «il n'était pas bon pour l'administrateur (*empregado*)».

p. 85 (note bas de page 2) : au lieu de «séchage», lire «désherbage».

p. 140 (dernier paragraphe) : au lieu de «*profesional de servicio*», lire «professions de service».

p. 142 (ligne 16) : au lieu de «*vecinos*», lire «habitants».

p. 154 et 155 (3^e paragraphe et 4^e paragraphe) : au lieu de «préfecture», lire «mairie».

p. 156 (1^{re} ligne) : au lieu de «avant de devenir plus tard fonctionnaire», lire «avant de devenir plus tard employé».

p. 182 (ligne 28) : lire «responsables (l'actuel et le futur) du Syndicat des Travailleurs Ruraux» au lieu de «responsables actuel et futur du Syndicat des Travailleurs Ruraux».

p. 185 (ligne 17) lire «la qualité des "vérités"» au lieu de «la qualité de "vérité"».

CAHIERS DU BRESIL CONTEMPORAIN

N° 43/44

2001

OCCUPATIONS DE TERRES ET TRANSFORMATIONS SOCIALES

(PERNAMBUCO, SEPTEMBRE 1997)

Coordonné par

Lygia SIGAUD et Benoît de L'ESTOILE

SOMMAIRE

Benoît de L'ESTOILE et Lygia SIGAUD Introduction - Les transformations sociales au Nordeste : regards croisés	5
Lygia SIGAUD, David FAJOLLES, Jérôme GAUTIÉ, Hernán GOMEZ et Sergio CHAMORRO Histoires de campements	31
Benoît de L'ESTOILE et Claudio PINHEIRO COSTA Projets, paris, hésitations : notes sur trois plantations en situation d'incertitude	71
Isabelle COUTANT, Frédéric VIGUIER, Afrânio GARCIA Jr et Jorge F. PANTALEÓN Les transformations du pouvoir municipal	125
I- Zé Paulo, maire de Rio Formoso : le pouvoir municipal, un "héritage maudit"	127
II - Nouvelles médiations à Rio Formoso : observations sur la mairie	139
João Paulo de CASTRO et José Gabriel SILVEIRA CORREA "Aider le peuple en difficulté". La mairie et les inondations de la Rua da Lama	147
Delphine SERRE, Claire ZALC et Christian BAUDELLOT Sur le chemin des écoles ... Regards sur le système éducatif de Rio Formoso	165
Jean-Claude COMBESSIE D'une infraction heureuse aux règles de méthode	181

LES TRANSFORMATIONS SOCIALES AU NORDESTE : REGARDS CROISES

Benoît de L'ESTOILE^{*} et Lygia SIGAUD^{}**

Ce volume est consacré aux occupations de terre et aux transformations sociales en cours dans la région des grandes plantations sucrières de l'Etat de Pernambuco, situé au Nord-Est du Brésil. On se propose d'examiner quelques dimensions de ce processus à partir d'observations réalisées à Rio Formoso et Tamandaré, communes situées dans le sud de la *Zona da Mata* (zone littorale), lors d'une enquête menée en septembre 1997. Pendant neuf jours (du 13 au 21), une équipe composée de 16 chercheurs, enseignants et étudiants français, brésiliens et argentins¹, ayant des formations d'anthropologues et de sociologues pour la plupart, mais aussi d'historien ou d'économiste, ont essayé de comprendre les changements sociaux qui étaient en cours suite à une crise dans l'agro-industrie sucrière, notamment la réforme agraire et la reconversion au tourisme.

Ce numéro présente, à travers un ensemble d'articles qui analysent diverses dimensions d'un moment perçu par l'ensemble des acteurs comme celui d'une mutation brutale, le produit de cette "expérience sociologique", au double sens d'un moment de transformation

^{*} Ecole normale supérieure.

^{**} PPGAS/Museu Nacional (UFRJ).

¹ Les participants étaient Christian Baudelot, João Paulo Castro, Jean-Claude Combessie, Hernán Gomes, José Gabriel Correa, Isabelle Coutant, David Fajolles, Afrânio Garcia, Jérôme Gautié, Benoît de L'Estoile, Jorge Pantaleón, Claudio Pinheiro Costa, Delphine Serre, Lygia Sigaud, Frédéric Viguier, Claire Zalc. Les institutions suivantes étaient représentées : Laboratoire de Sciences Sociales de l'Ecole normale supérieure, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Centre de Sociologie de l'Education et de la Culture, Centre de Recherches sur le Brésil contemporain (CRBC) et Programa de Pós-Graduação em Antropologia Social (PPGAS)/Museu Nacional de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro.

sociale, produisant une situation quasi-expérimentale, et d'une tentative de pratiquer une recherche commune plurinationale.

A l'origine de cette expérience d'enquête collective se trouve l'idée de faire au Brésil un "stage de terrain" en partie inspiré du modèle de l'expérience pédagogique du DEA en Sciences Sociales (ENS/EHESS) : le "stage de formation à l'enquête de terrain" organisé chaque année avec les étudiants de DEA¹. Il s'agissait de profiter de la présence au Brésil d'enseignants et d'étudiants de deux institutions françaises, à l'occasion des *Rencontres Scientifiques* franco-brésiliennes, et notamment du Colloque "Sciences Sociales, Etat et Société"², pour faire avancer la coopération scientifique dans une direction précise : exercer de façon commune le travail pédagogique auprès des étudiants de nos institutions et tenter une expérience de recherche plurinationale³.

Rio Formoso, commune située sur la côte sud de l'Etat de Pernambuco, fut le terrain choisi, pour plusieurs raisons. La commune se trouve dans la région des grandes plantations sucrières qui fut, depuis les années 70, une zone d'étude privilégiée des chercheurs du Musée National⁴. Il existait une importante bibliographie en français, ce qui facilitait la préparation du stage

¹ Voir Florence Weber, «Une pédagogie collective de l'enquête de terrain», *Etudes rurales*, 1987, n° 107-108, p. 243-249. Benoît de L'Estoile avait participé à l'encadrement de ce stage depuis 4 années et Lygia Sigaud y avait participé lors de son séjour comme professeur invité à l'ENS en décembre 1995. Quatre élèves de l'ENS y avaient également pris part.

² Ce colloque eut lieu du 8 au 10 septembre 1997 au Museu Nacional, grâce à l'appui notamment du Ministère des Affaires Etrangères, du Conselho Nacional de Pesquisa Científica e Tecnológica - CNPq ; de la Fundação do Amparo à Pesquisa do Estado do Rio de Janeiro - FAPERJ, de l'Ecole normale supérieure et de l'UF RJ. Parmi les diverses publications issues du colloque on se bornera à signaler ici le numéro 3/4, 2000 de la *Revue de Synthèse*, "*Anthropologies, Etats et Populations*".

³ Cette expérience a pu se réaliser grâce à l'appui de la Fundação José Bonifacio et de la Fondation Ecole normale supérieure.

⁴ Pour une présentation d'ensemble en français, voir Afrânio Garcia, "Permanences et mutations dans le Brésil Agraire". Introduction au n° spécial d'*Etudes rurales*, juil-déc 1993, n° 131-132, p. 9-18.

du côté français. D'autre part, c'est à Rio Formoso que Lygia Sigaud mène, depuis 1994, une recherche sur le règlement juridique des conflits sociaux.

Au départ nous avons pensé centrer le stage sur l'étude de l'usage de la force physique ou des armes dans le règlement des conflits interpersonnels, qui est récurrent chez les salariés agricoles dans la zone et qui contraste fortement avec le recours au droit pour le règlement de leurs conflits avec leurs patrons. Cependant, quelques temps avant le départ pour le terrain, lorsque Lygia Sigaud a repris les contacts (téléphoniques) avec ses informateurs, ils lui ont annoncé que la "réforme agraire" était en marche à Rio Formoso ! De loin il était impossible d'évaluer la portée de l'annonce, faute d'informations fiables sur ce qui se passait dans la région. Il était néanmoins clair qu'il fallait partir vers le terrain avec l'esprit ouvert.

Le 13 septembre 1997, nous sommes partis pour le Pernambuco. En arrivant à la ville de Rio Formoso, à 80 km de Recife, nous sommes allés directement à l'*engenho*¹ Amaragi, situé à une dizaine de kilomètres. Cet *engenho*, déjà étudié dans le cadre d'une précédente enquête², disposait d'une infrastructure qui permettait de nous héberger.

Roberto, le patron, nous a reçu comme ses invités plutôt que des clients payants, nous offrant un apéritif dans la véranda de sa maison, où était installée une partie du groupe, tandis que l'autre partie était logée dans celle de son partenaire allemand. Il se mit à nous expliquer ce qu'il voyait comme de grands bouleversements à Rio Formoso. L'*engenho* Amaragi lui-même allait être exproprié par l'Institut de Colonisation et Réforme Agraire – l'INCRA – et ses terres allaient être distribuées aux travailleurs qui y habitaient (*moradores*). Roberto se disait plutôt favorable à ce processus. Il avait voulu l'expropriation des terres de l'*engenho* qui ne lui appartenait pas, puisque le propriétaire était l'usine Central Barreiros, lui n'en étant que l'exploitant. Depuis les premiers indices d'une crise de l'agro-industrie sucrière, à la fin des années 80, Roberto avait reconverti la maison de maître – la *casa-grande* – en un gîte rural "haut de gamme" et avait commencé à investir davantage dans le

¹ *Engenho* est le terme utilisé pour nommer l'ensemble moulin à sucre et plantations sucrières dans le Nordeste.

² Voir L. Sigaud, "Le courage, la peur et la honte : morale et économie dans les plantations sucrières du Nordeste brésilien", *Genèses*, 1996, p. 72-90.

tourisme. Les deux *engenhos* de son oncle, à Rio Formoso, occupés par deux campements organisés par le Syndicat de Travailleurs Ruraux (STR) de la commune, allaient aussi sans doute être expropriés. Il fit référence aussi à d'autres campements, organisés par le Mouvement de Travailleurs Ruraux Sans Terre –le MST– qu'il n'appréciait guère, situés sur la commune voisine de Tamandaré. Il fit aussi état de ses conflits avec le nouveau maire, José Paulo, ex-président du Syndicat des Travailleurs Ruraux, autour du destin de la *casa-grande* d'Amaragi : alors que lui souhaitait la garder pour continuer l'exploitation du tourisme, le maire et le syndicat désiraient qu'elle soit aussi expropriée pour qu'une coopérative puisse exploiter le tourisme¹.

Le lendemain nous sommes allés voir le maire qu'Afrânio Garcia et Lygia Sigaud connaissaient déjà depuis des années. C'était un dimanche ; il nous a reçus chez lui et nous avons parlé pendant plus de deux heures. Comme Roberto il mit l'accent sur les changements en cours, notamment sur l'intensité du processus, parlant de transformations à toute vitesse (*mudança galopante*). A l'origine de tout se trouvait, selon José Paulo (le maire), la crise de l'agro-industrie sucrière, avec la faillite des entreprises et le chômage pour des milliers de travailleurs ruraux. Les demandes d'expropriation des *engenhos* et les occupations de terres faites par le syndicat et le MST n'en étaient que les effets. José Paulo pariait sur la réforme agraire comme issue de la crise et soutenait les campements. L'autre signe important des changements en cours était, du point de vue du maire, le programme déclenché par le gouvernement fédéral, en association avec le gouvernement de Pernambuco et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), visant à créer l'infrastructure nécessaire à l'exploitation du tourisme écologique dans la région –le Projet *Costa Dourada*. L'arrivée en masse des travailleurs agricoles dans la ville de Rio Formoso, suite à leur licenciement dans les *engenhos*, était pour le maire le signe le plus critique de l'ensemble des changements. Il n'y avait pas d'équipements en ville pour les accueillir, pas de travail pour les adultes, ni d'écoles pour les enfants. C'était à l'égard de ces travailleurs que José Paulo semblait se sentir impuissant, démuné de moyens pour les aider.

Après ces deux rencontres, il était évident qu'il nous fallait essayer de comprendre les changements en cours, notamment la crise économique, la réforme agraire et le tourisme. Vécus comme importants par les agents, ils

¹ *Jornal do Comercio*, 11/09/1997.

devaient par conséquent être pris au sérieux par les chercheurs. Mais, en outre, il y avait, dans ce que racontaient nos informateurs, d'autres signes de ruptures dans l'univers social des grandes plantations, identifiables pour les chercheurs du Museu Nacional qui avaient longtemps enquêté dans la zone.

Le pouvoir dans les communes de la zone sucrière a toujours été exercé par des individus liés aux grands propriétaires, aux fermiers et aux industriels du sucre qui exploitent les *engenhos* producteurs de canne à sucre. A Rio Formoso les maires avaient été des membres des professions libérales, des commerçants et quelques patrons, dont le père de Roberto, José Bezerra, par deux fois. L'arrivée au pouvoir de José Paulo, soutenu par une coalition de partis de gauche, était un fait remarquable qui témoignait d'un changement dans le rapport de force local. José Paulo n'était pas seulement un dirigeant syndical de la commune, mais un leader prestigieux dans l'Etat de Pernambuco, car il avait occupé un poste de direction dans la puissante Fédération des Travailleurs de l'Agriculture de l'Etat de Pernambuco (FETAPE).

Un deuxième signe de rupture était la présence active dans la zone du MST, mouvement créé dans le sud du pays et depuis peu implanté dans le Pernambuco. Elle indiquait que le syndicat n'était plus la seule force politique à encadrer les travailleurs ruraux, comme il l'avait été depuis le milieu des années 60. D'autre part, l'engagement des dirigeants syndicaux dans les occupations de terre témoignait d'un changement dans la consigne jusque-là exclusive de lutter pour le respect des droits sociaux et pour l'élargissement de ces droits par le biais de contrats collectifs de travail.

La crise de l'agro-industrie sucrière était notamment une conséquence de la décision du gouvernement fédéral de ne plus assurer à cette branche d'activité la protection que représentaient les subsides, le crédit facile et les garanties de prix du sucre sur le marché international. Les patrons ont été alors contraints de compter sur leurs propres ressources pour faire face aux aléas de leurs activités. Plusieurs ont fait faillite, laissant des milliers de travailleurs au chômage. D'autres sont parvenus à se restructurer en licenciant des milliers d'autres et en durcissant les conditions de travail de ceux qui restaient dans l'entreprise. Des signes de la crise étaient déjà visibles en 1994 et 1995 et le syndicat de Rio Formoso se battait alors pour assurer les droits

des salariés¹. En 1997 on constatait que la crise était devenue plus grave (chute de 40% de la production de canne dans la *mata pernambucana* par rapport à la fin des années 80 ; une des raffineries, l'Usina Santo André, était restée fermée lors de la récolte 96/97). Du côté des travailleurs ruraux, la crise impliquait aussi une perte de protection, celle du contrat de travail qui assurait le paiement régulier de leurs salaires.

Cette double perte de protection était certainement une caractéristique du moment. Mais elle coexistait avec l'ouverture de nouvelles possibilités, dont les signes les plus visibles étaient les occupations de terres conduisant à des expropriations et au passage à la condition de paysan sans patron dans les *assentamentos* (nom donné aux établissements de paysans bénéficiant de la réforme agraire) et le projet *Costa Dourada* dont certains attendaient une création d'emplois.

Nous savions qu'il nous serait évidemment impossible de rendre compte de l'ensemble des transformations sociales en cours, dont les quelques signes que nous avons mis en rapport soulignaient déjà la complexité. Nous avons néanmoins deux atouts importants. D'une part, il y avait le capital de connaissances déjà accumulées sur l'histoire récente et la dynamique des rapports sociaux dans les grandes plantations, sur les catégories de perceptions du monde social et sur les hiérarchies de valeurs des acteurs clés comme les travailleurs, les patrons, les syndicalistes. Ce capital, objectivé dans de nombreux livres et articles, nous permettait d'aller plus vite dans l'élaboration des hypothèses et dans l'interprétation des matériaux. Notre deuxième atout était le capital de confiance accumulé par les chercheurs du Museu Nacional auprès des dirigeants syndicaux, à travers les liens établis et entretenus au long des années de recherche dans la zone, et renforcés dans les moments critiques des luttes sociales des années 80. Ce capital ouvrait les portes du syndicat, de la mairie de Rio Formoso, désormais contrôlée par un syndicaliste, et facilitait grandement les relations avec les travailleurs. Il nous permettait d'entrer rapidement en rapport avec nos interlocuteurs et ainsi de raccourcir l'étape parfois longue de construction des liens avec les informateurs.

¹ Cf. L. Sigaud, op. cit.

La définition des “objets” de recherche s’est faite progressivement. Notre stratégie de départ a été “d’attaquer” sur les fronts suivants : la mairie, pour examiner les implications de la gestion de l’administration par des syndicalistes¹ ; les écoles de la zone, qui intéressaient les chercheurs français, dont certains avaient un investissement antérieur en sociologie de l’éducation, et qui n’avaient jamais été étudiées par les chercheurs brésiliens². De son côté, Lygia Sigaud devait reprendre ses contacts avec les syndicalistes, ceux de Rio Formoso et ceux qui se trouvaient dans la commune voisine de Tamandaré, créée en 1996 à partir d’une scission avec Rio Formoso. Par le biais des syndicalistes s’est ouvert un troisième front : celui des campements et des *assentamentos*. Il s’agissait d’essayer de comprendre comment ils étaient devenus possibles, et qui étaient ceux qui affluaient vers les campements³. La dynamique de la recherche nous a conduit à explorer deux autres terrains. Les *engenhos* Amaragi, Serra d’Água et Minguito, exploités par la famille Bezerra, devinrent un objet à part entière : ils étaient les seuls à Rio Formoso en cours d’expropriation par l’INCRA et permettaient d’analyser des aspects importants du processus de transformations tels : les espoirs concernant la réforme agraire, la peur de la perte de la protection assurée par les droits sociaux et le soutien politique du maire. A Amaragi, en outre, il s’avérait possible d’examiner les implications de la reconversion au tourisme ; ce qu’on savait déjà sur le passé de cet *engenho* permettait de mieux en saisir le présent⁴. L’autre terrain fut un des quartiers les plus pauvres de Rio Formoso, la rue de la Boue (*Rua da Lama*) où, à la suite de l’inondation de dizaines de maisons et du déplacement de plusieurs habitants, s’était produite une espèce de malaise entre les habitants et les responsables de la mairie. La rue de la Boue fournissait un contrepoint intéressant à ce qu’on voyait dans les campements, d’autant plus que le maire et le syndicat

¹ Cf. I. Coutant, F. Viguier, A. Garcia et J. Pantaleón, “Les transformations du pouvoir municipal - volet I et II”.

² Cf. D. Serre et C. Zalc, avec C. Baudelot, “Sur le chemin des écoles”.

³ Voir l’article “Histoires de campements” de L. Sigaud, D. Fajolles, J. Gautié, H. Gomez et S. Chamorro dans ce numéro.

⁴ B. de L’Estoile et C. Pinheiro, “Paris, projets, hésitations : notes sur trois plantations en situation d’incertitude”.

soulignaient que la plupart des occupants des campements venaient de ce quartier¹.

Le déroulement de l'enquête s'est inspiré de la pratique du stage de terrain du DEA de Sciences Sociales. Pendant la journée se déroulaient les enquêtes : entretiens, observations, enregistrements, journal de terrain. Le soir, tous les participants se rassemblaient pour discuter le travail de la journée². Ces réunions étaient des moments forts pour la formulation des hypothèses, la discussion des interprétations et des pistes ouvertes, et la confrontation des diverses enquêtes. Nous avons travaillé en équipes, en essayant toujours de garder (notamment pour des raisons linguistiques) dans chaque équipe un équilibre d'enseignants et d'étudiants, de brésiliens/argentins et français. La composition des équipes était relativement flexible. La dynamique de la recherche collective, permettant d'enquêter de façon simultanée en divers endroits, a eu un effet cumulatif, permettant de mettre en relation une quantité significative de matériaux, obtenus par entretiens et observations.

Les textes réunis dans ce volume ont été écrits pour l'essentiel entre la fin de 1997, où eurent lieu deux présentations, au Museu Nacional et à l'ENS, et la mi-1999, avant une nouvelle phase d'enquête³. Six articles, qui correspondent à nos "fronts" : les campements, les trois *engenhos* de la famille Bezerra, le maire, la mairie, le quartier en crise avec la mairie et les écoles, ont été écrits à plusieurs mains par les membres de l'équipe pour rendre compte du caractère collectif de la recherche. Malgré les investissements empiriques postérieurs à la rédaction des textes, nous avons choisi de ne pas les modifier, sauf à corriger quelques erreurs. Nous avons fait une ethnographie collective d'une configuration sociale à un moment précis de son histoire et avons essayé de produire des hypothèses pour rendre compte de nos observations. Ces textes varient par leur format et leurs objectifs. Certains, rédigés peu après le retour, se veulent davantage des comptes-rendus

¹ J. P. Castro ; J. G. Correa, "Aider le peuple en difficulté : La mairie et les inondations de la *Rua da Lama*".

² La langue de travail de ces réunions était le français, même si ceux qui le désiraient pouvaient s'exprimer en portugais ou espagnol.

³ C'est au cours de cette période que les 27 cassettes enregistrées sur le terrain ont été transcrites par Tania Ferreira, secrétaire exécutive du PPGAS, que nous remercions pour son aide précieuse.

d'observations ; d'autres, ayant bénéficié de discussions lors de séminaires à Paris et à Rio de Janeiro en 1998 et 1999, ébauchent des hypothèses pour la deuxième phase de la recherche. Le texte qui ouvre le recueil est davantage un regard rétrospectif sur le matériau recueilli en 1997, qui propose un cadre d'interprétation du processus de réforme agraire dans la région des grandes plantations sucrières, à partir des cas observés à Rio Formoso et Tamandaré. Le texte suivant prend aussi pour objet la diversité des réactions face à la crise de l'économie sucrière et des significations différentes que prend la "réforme agraire", mais l'échelle différente de l'analyse, celle de trois *engenhos*, permet de mettre en relief la diversité des réactions en fonction des trajectoires et des groupes d'appartenance.

Ce qui donne sens à la publication de ces textes aujourd'hui, c'est d'abord la singularité du moment d'enquête et de l'expérience elle-même, mais aussi la place qu'ils occupent dans un processus cumulatif de production de connaissances. Rendus possibles par les travaux antérieurs des chercheurs du Musée National, l'expérience de 1997 a été le déclencheur d'une nouvelle phase de recherche fondée sur la coopération entre deux institutions¹. Elle a en effet donné lieu à l'élaboration d'un projet de recherche pour étudier de façon systématique les transformations sociales en cours dans la zone des plantations sucrières. Ce projet, qui a démarré en 1999, notamment grâce à un financement important de la Fondation Ford, engage à présent des enseignants et des étudiants du Museu Nacional et de l'ENS, dont plusieurs de ceux qui ont participé à l'expérience de 97, rejoints par de nouveaux chercheurs. En août-septembre 1999 a eu lieu un nouveau terrain dans la même zone, qui a permis d'explorer davantage les hypothèses formulées dans le cadre du stage de 97. Depuis lors, nous poursuivons l'analyse des nouveaux matériaux et avons déjà à plusieurs reprises présenté des résultats de la recherche².

¹ Cette enquête constitue également un des axes du projet de coopération CAPES-COFECUB (qui associe plusieurs des institutions ayant participé à l'expérience de 1997) sur le thème "Processus d'internationalisation et transformations des Etats nationaux : économie, culture et politique". Cette coopération bénéficie aussi du soutien de l'Ambassade de France au Brésil.

² Notamment à l'occasion d'un atelier lors de la réunion de l'Association Brésilienne des Anthropologues (ABA - Brasília, juillet 2000) ; l'atelier "Occupations de terres et transformations sociales au Nordeste du Brésil" dans le colloque "Etats nationaux, internationalisation et redéfinitions des identités"

La pratique de l'enquête collective de terrain, qui implique des différences significatives par rapport à l'enquête individuelle, (sans qu'il soit possible de les caractériser aisément comme "meilleures" ou "pires"), n'a pas fait l'objet d'une réflexion systématique¹. Le regard à la fois complice et distancié d'un sociologue, Jean-Claude Combessie, constitue un premier pas en ce sens. La confrontation de perspectives associées à des univers nationaux et disciplinaires différents (les Brésiliens se définissant davantage comme anthropologues et les Français, dans leur majorité, formés à la sociologie) était une dimension centrale de l'expérience, par-delà les incompréhensions qui n'étaient pas uniquement d'origine linguistique. La réussite de l'expérience a sans doute été permise à la fois par l'existence de relations d'amitié et par le fait que plusieurs chercheurs étaient familiers des deux univers, pouvant ainsi jouer le rôle de médiateurs.

C'est l'existence d'un travail antérieur qui rendait possible une intelligibilité de ce que nous voyions sur le terrain. En même temps, la coïncidence d'un regard neuf, c'est-à-dire aiguisé sur d'autres terrains, et d'un

(Paris, Octobre 2000). A l'occasion de la Semaine Brésil (Octobre 2000), une exposition a été présentée à la Maison des Sciences de l'Homme à partir de la recherche "Visages de la réforme agraire au Nordeste du Brésil : des campements aux maisons". Deux travaux universitaires ont été aussi réalisés par des étudiants : le mémoire secondaire de Liliane Bernardo pour le DEA de Sciences Sociales (ENS/EHESS), *Esquisse de l'offre éducative à Rio Formoso : invitation à une réflexion sur les significations et surinvestissements de l'école pour adultes en contexte d'incertitude*, la dissertation de *mestrado* (PPGAS,UFRJ) de Sergio Chamorro Smircic : *Com a cara e a coragem : etnografia de uma ocupação de terras*.

¹ Il est significatif que cette dimension ne soit pas thématisée dans le manuel de Stéphane Beaud et Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, 1997, qui s'appuie pourtant en partie sur l'expérience des enquêtes réalisées dans le cadre collectif du stage de terrain du DEA de Sciences Sociales. De même, les réflexions stimulantes de plusieurs anthropologues britanniques sur les conditions nouvelles du *fieldwork* considèrent uniquement des enquêtes individuelles ou en couple (Dresch, James et Parkin (ed.), *Anthropologists in a wide world*, 1999, New York et Oxford, Berghahn). Pour une approche historique de ces questions, voir B. de L'Estoile "Une petite armée de travailleurs auxiliaires : la division du travail et ses enjeux dans l'ethnologie française des années 1930", novembre 1999. Colloque "Les recherches collectives en sciences sociales au XX^e siècle", Centre de Recherches Historiques (EHESS-CNRS), Paris (publication prévue en 2001).

moment vécu comme une profonde transformation sociale a permis d'explorer de nouvelles questions. Pour donner au lecteur un équivalent du processus de "découverte" qu'ont vécu les protagonistes de cette expérience, le volume s'ouvre par un "carnet de voyages" qui présente un certain nombre d'images qui nous ont marqués.

Cette expérience n'aurait pas été possible sans l'accueil et la disponibilité de tous ceux que nous avons rencontrés à Rio Formoso et Tamandaré. C'est à eux que nous dédions ce volume.

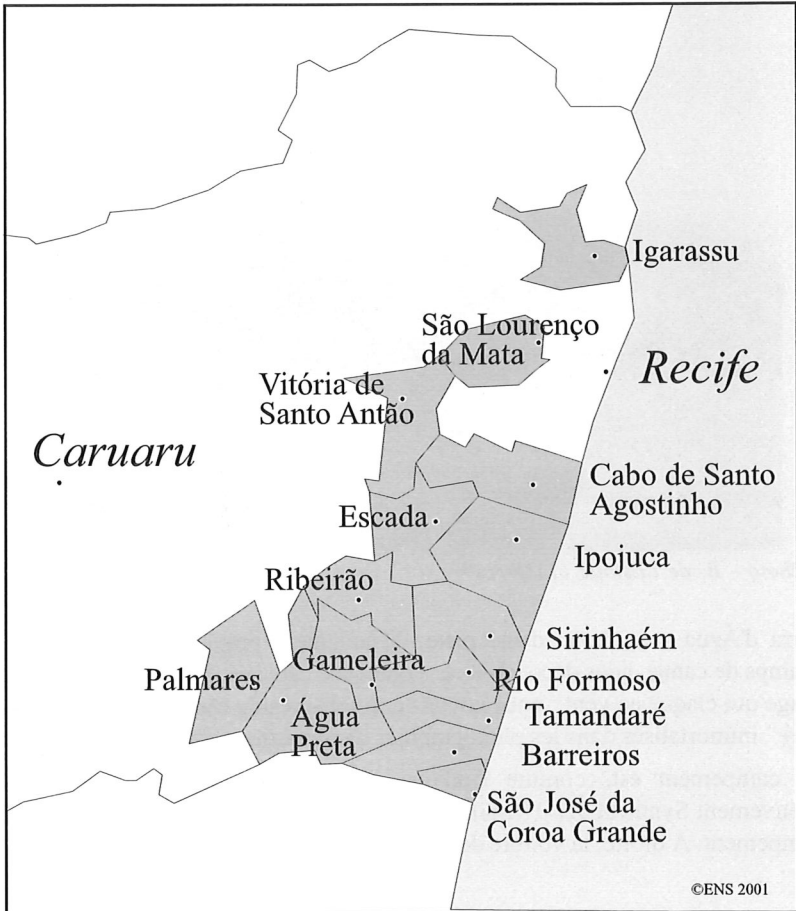
Novembre 2000

CARNET DE VOYAGE



Carte - Hervé Théry (ENS)

Zona da Mata de l'Etat de Pernambuco
(cartes des municipes du Pernambuco mentionnés dans les textes)



Carte - Hervé Théry (ENS)

Photo 1- La découverte des Campements

*Photo - B. de l'Estoile (15/09/1997)*

Serra d'Água - au bout d'une piste difficilement praticable, à travers les champs de canne, nous découvrons ces quelques cabanes, au pied d'un drapeau rouge qui claque au vent : nous voyons enfin de près un campement des "Sans terre" immortalisés dans les photographies de Sebastião Salgado.

Le campement est, comme l'indique le drapeau, sous le contrôle du Mouvement Syndical des Travailleurs Ruraux (MSTR), qui nous a amenés au campement. A droite, la voiture de location des enquêteurs.

Photo 2- Le campement de Serra d'Água

*Photo - B. de l'Estoile (15/09/1997)*

Arrivés avec le président du syndicat (avec la casquette), vieil ami de nos collègues brésiliens, nous sommes bien accueillis. En apprenant que le MST se préparait à envahir l'*engenho*, le syndicat, avec l'accord du fermier, a établi ce campement, plus récent et plus précaire que ceux que nous verrons le lendemain.

Au premier plan, la mise en culture de la terre occupée a une fonction alimentaire, mais aussi une dimension symbolique : la Réforme agraire doit, pour le syndicat permettre le passage de la monoculture de la canne à la production de cultures vivrières destinées à la consommation et à la vente.

Photo 3 - Le campement de Minguito



Photo - B. de l'Estoile (17/09/1997)

Les différents critères qui président au choix de l'emplacement apparaissent ici clairement : proximité d'un point d'eau (au premier plan), une forêt (à l'arrière plan), à la fois source de matériaux de construction, de combustible ... et refuge potentiel en cas d'attaque de *pistoleiros*.

Le lieu d'occupation est symbolique : les arbres fruitiers qui sont plantés ici (palmiers divers, jacquiers, manguiers) sont ceux d'un ancien *sítio*, terrain traditionnellement concédé par les *senhores de engenho* aux *moradores* ?

La maison a été rasée il y a longtemps, au départ de ses habitants. La plantation s'est vidée des salariés agricoles, contraints de s'installer dans la périphérie de Rio Formoso.

Photo 4- Une cabane au campement de Minguito



Photo - B. de l'Estoile (17/09/1997)

Le matin où nous visitons le campement, seuls quelques occupants sont là. C'est maintenant la période de la récolte qui commence ; beaucoup d'occupants ont quitté le campement pour trouver un travail.

On distingue la bâche noire au sommet du toit de palmes de la cabane.

Photo 5- Campement de Brejo

*Photo - J. Gautié (19/09/1997)*

Vue du campement de Brejo, dans la commune de Tamandaré, en bordure du chemin. C'est dans la cabane à gauche du drapeau que nous avons mené les entretiens avec les travailleurs.

Photo 6 - La mise en scène de la "lutte"



Photo - J. Gautié (19/09/1997)

A l'issue des entretiens au campement de Brejo, les travailleurs ont demandé que nous les prenions en photo. Ils se sont alors placés devant le drapeau et, au moment de la prise, ont brandi leurs outils de travail. Ensuite, ils ont crié des slogans et chanté des chansons du MST.

Cet enchaînement ritualisé de gestes est récurrent dans les campements du MST, lorsqu'il y a des visiteurs extérieurs et fait partie de ce que les militants nomment la "mystique" du mouvement.

Photo 7- Maisons de moradores de l'*engenho* Amaragi*Photo - B. de l'Estoire*

Les maisons de *moradores*, près de l'ancienne maison de maître de la plantation transformée en maison d'hôtes, sont pour les touristes européens une image exotique.

Photo 8- «Nous allons lutter unis pour la Réforme Agraire»



Photo - B. de l'Estoile (21/09/1997)

Cette photographie a été prise devant le siège du Syndicat des Travailleurs Ruraux de Rio Formoso, à l'issue d'une Assemblée générale, destinée à lancer la nouvelle campagne salariale.

Les visages sont sérieux, même celui du jeune garçon : cette mise en scène de la lutte manifeste à la fois la gravité des enjeux et la détermination des syndicalistes.

Celui qui tient l'affiche est le Sr Teixeira, président du syndicat, ancien ouvrier agricole. A gauche, Zé Francisco, délégué syndical de l'*engenho* Amaragi, qui porte le T-shirt du Congrès des délégués syndicaux de la *Zona da Mata*, accompagné de son fils, qui porte le même T-Shirt, illustrant ainsi la continuité des luttes entre les générations. A droite, Chiquinho, le nouveau *leader* d'Amaragi.

En 1999, Teixeira, Zé Francisco et Chiquinho figurant parmi les bénéficiaires de parcelles.

La banderole suspendue aux fenêtres («Nous allons lutter unis pour la Réforme agraire»), indique le changement de priorité : alors que les campagnes du syndicat étaient depuis les années 1980 consacrées aux salaires, cette revendication est en petits caractères, la place centrale étant occupée par la Réforme agraire.

Photo 9- Entretien avec le maire Zé Paulo

*Photo - B. de l'Estoire (14/09/1997)*

Entretien collectif avec le maire de Rio Formoso, José Paulo.

A ses côtés, un conseiller municipal ; derrière lui, sa famille.

Assis en cercle autour de lui, le groupe des enquêteurs, magnétophone à la main et carnet sur les genoux.

Photo 10- Ecole d'*engenho*



Photo - C. Zalc (16/09/1997)

Une école de zone rurale peu sensible à l'abandon scolaire .
L'école Imaculada Conceição de l'*engenho* Pedra de Amolar.

le cas. Que se jouait-il donc dans ce changement d'orientation de la part des syndicats ? Y avait-il un lien avec l'implantation du MST au Pernambuco, et si oui, avec quels effets ?

Avant même de nous rendre dans un campement, nous savions qu'ils étaient constitués dans leur grande majorité par des travailleurs ruraux issus des *pontas de rua*, les quartiers périphériques des bourgs de la *Zona da Mata* pernamboucaine¹ ; c'était les "gens au chômage", nous avait expliqué le maire de Rio Formoso. Or le fait que des travailleurs ruraux sans emploi se rendent dans les campements n'avait rien d'évident. Des chômeurs, il y en avait toujours eu dans la région sucrière ; au moins depuis les années 1960 quand les portes des *engenhos* commencèrent à se fermer à ceux qui demandaient la *morada*², et que des milliers de travailleurs ruraux furent contraints à s'installer dans les petites villes de la région. Pour ces derniers, les seules possibilités d'emploi correspondaient à la période de récolte. Après l'été et la fin de la récolte venait la période du chômage d'hiver (*tranca do inverno*), que les petits boulots (*biscates*) permettaient plus ou moins de compenser³. Comment alors expliquer que le chômage des années 1990 aboutisse, lui, à l'occupation des *engenhos* ? Y avait-il une différence entre la *tranca* des années 1970 et le chômage des années 1990 ? Quelles étaient les motivations des travailleurs ruraux pour venir occuper les terres des patrons, y construire des baraques et s'y installer ?

Pour compléter ce tableau complexe, nous nous rendîmes compte que l'INCRA était devenu sur place une référence obligatoire. Dès nos premières conversations avec l'exploitant d'Amaragi, le maire et les syndicalistes, l'organe de l'Etat chargé de la politique foncière était invoqué à plusieurs reprises, comme l'un des principaux personnages du drame qui était en train de se dérouler : c'est à lui que s'adressaient tous ceux qui étaient

¹ La *Rua da Lama* analysée dans ce volume par João Paulo Castro et José Gabriel Correa est un exemple de *ponta de rua*.

² Traditionnellement, les travailleurs de la canne résidaient à l'intérieur des *engenhos*. L'entrée dans un *engenho* passait par la demande d'une maison auprès du patron ou de son représentant. Si la demande était acceptée, il devenait *morador* (littéralement, habitant) de l'*engenho*.

³ Sur l'installation des salariés en ville et le chômage, voir Sigaud, L., 1979, 1993.

concernés par les campements et les expropriations ; c'est lui qui décidait du devenir des *engenhos* occupés. Ce fait attirait l'attention : cette institution, en effet, ne faisait guère l'objet de références dans les études sur la région des années 1970 et 1980 —la référence institutionnelle qui alors s'imposait était la Justice, en l'occurrence la *Junta*, le Tribunal de première instance auquel les travailleurs en conflit avec leur patron recouraient pour faire valoir leurs droits. Les statistiques peuvent nous aider à comprendre l'évolution de cette présence de l'INCRA dans le discours local : depuis sa création en 1965, l'INCRA avait exproprié 36 *engenhos* dans la *Zona da Mata* pernamboucaïne ; 30 de ces expropriations eurent lieu entre 1995 et 1997¹. Comment expliquer cette intervention récente dans les structures foncières locales et l'accélération des expropriations ?

Il était évident que nous n'aurions pas le temps en huit jours de réunir tous les éléments nécessaires pour répondre à ces questions. Dans l'idée d'avancer cependant le plus possible dans ce sens, nous avons concentré notre attention sur les campements, qui nous semblaient être le signe le plus évident de l'introduction d'une discontinuité dans l'ordre social ; nous en fîmes notre fil conducteur. Nous avons donc rencontré les dirigeants syndicaux de Rio Formoso et de Tamandaré, ainsi que le responsable local du MST, le *militant*, pour reprendre la dénomination en usage des cadres du mouvement. Etant donné que la majorité des campements des deux communes se trouvaient sur des terres appartenant aux usines Santo André et Central Barreiros, appartenant toutes les deux à la même famille d'entrepreneurs, nous avons rencontré le gérant de ces usines, afin d'essayer de comprendre le point de vue patronal. Nous avons également visité les campements des *engenhos* Serra d'Água, à Rio Formoso, ainsi que Mascatinho, São João et Brejo à Tamandaré, où nous avons réalisé des entretiens et fait un certain nombre d'observations. Nous avons mené par ailleurs des entretiens dans les *engenhos* Sauézinho (Tamandaré) et Amaragi (Rio Formoso), où des campements avaient été montés auparavant, ainsi qu'à Cipó (Tamandaré), *engenho* exproprié depuis 1995. Enfin, pour conclure l'enquête, deux membres de l'équipe se sont rendus à l'INCRA, à Recife.

¹ Cf. Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária (INCRA)/Superintendência Regional de Pernambuco / Divisão de Assentamentos. *Relação de projetos de assentamentos do Incra em Pernambuco*. Recife, 1999.

Le matériel que nous avons ainsi recueilli constitue la base de l'analyse que nous proposons ici. Cette dernière s'appuie également sur d'autres éléments, notamment des documents que nous n'avons obtenus que plus tard, ainsi que sur des publications récentes.

LES PATRONS FACE AUX EXPROPRIATIONS

Au moment de notre arrivée à Rio Formoso il y avait des signes importants de crise de l'agro-industrie sucrière¹. Sur les quatre usines qui traitent la canne dans les deux communes étudiées, seule Trapiche, dont le siège est à Sirinhaém (commune limitrophe au nord de Rio Formoso), offrait une situation stable et équilibrée. Cucaú, basée à Rio Formoso, venait d'échapper à une faillite. Santo André, à Tamandaré, n'avait pas traité de canne lors de la récolte de 1996-1997; depuis 1997, elle peinait à payer ses travailleurs. Central Barreiros (dont le siège est à Barreiros, commune au sud de Rio Formoso) venait de céder 13 de ses engenhos (dont 9 au Pernambuco et 4 en Alagoas) à la Banque du Brésil pour régler ses dettes et être de nouveau en mesure de contracter des emprunts. Cette usine, qui avait raffiné 650 000 tonnes de canne lors de la récolte de 1988-1989, arrivait en 1996-1997 à un étiage de 350 000 tonnes². Dans les *engenhos* dits "particuliers", exploités par des fournisseurs³, la chute de la production s'était également accentuée. Amaragi, par exemple, était l'un des principaux engenhos de Rio Formoso, avec une production de 30 000 tonnes de canne dans les années 1970; au milieu des années 1990, sa production se réduisait à 6 000 tonnes. Comme

¹ Cette crise avait été déclenchée par les changements de politique économique imposés par le gouvernement Collor (1989-1992), avant de s'aggraver à la suite d'une sécheresse prolongée et de la chute des cours du sucre sur le marché international. Elle rendait manifeste la difficulté du patronat à répondre à la perte de la protection que lui garantissait l'Etat brésilien les décennies précédentes, à travers l'obtention facilitée de crédits, des prix garantis sur les marchés intérieur et extérieur, ou encore le plan Proalcool, qui avait entraîné dans les années 1970 une augmentation substantielle de la production.

² Voir Sindicato das Indústrias do Açúcar de Pernambuco, *Boletins de Safra (1989-1999)*, Recife 1999.

³ Les "fournisseurs" sont ceux qui fournissent la canne à sucre à l'usine qui la traite. Parmi ces fournisseurs, on trouve des propriétaires et des exploitants. Les *engenhos* qui sont exploités par des fournisseurs sont dits "particuliers", par opposition aux *engenhos* exploités par les usines.

dans d'autres *engenhos*, le paiement des travailleurs ruraux avait dû être suspendu. 3000 d'entre eux étaient au chômage, d'après les estimations des dirigeants syndicaux de Rio Formoso et de Tamandaré.

Depuis le début de la crise, la solution adoptée par les usines était de licencier leurs travailleurs. Les dirigeants syndicaux s'étaient opposés à cette tendance, en incitant les travailleurs ruraux à intenter des procès devant la Justice du Travail. La stratégie suivie consistait à obtenir la reconnaissance du temps de travail sans contrat (le temps "clandestin"), de manière à rendre le licenciement onéreux pour le patron. En 1993, 900 des 6 000 travailleurs ruraux de la commune de Rio Formoso déposèrent plainte devant le Tribunal du Travail de Barreiros¹. L'efficacité de cette stratégie syndicale fut inégale ; En ce qui concerne l'usine Santo André, elle porta ses fruits : l'usine fut contrainte d'interrompre ses licenciements en raison du nombre considérable de procès. Quant aux usines Cucaú et Trapiche, contre lesquelles les procès avaient été intentés de manière moins massive, plusieurs milliers de travailleurs perdirent leur emploi, leur maison et leur lopin de terre, avant de devoir aller s'installer aux périphéries de Rio Formoso et de Tamandaré, qui furent du coup marqués par une croissance notable. Quant à ceux qui réussirent à maintenir leur contrat, leurs conditions de travail se détériorèrent, notamment à travers l'augmentation de l'intensité du travail, l'altération des modalités de paiement (tous les quinze jours et non plus hebdomadaire, en chèque et non plus en espèces) et la perte de certaines garanties collectives, dont l'accès à la terre pour des cultures de subsistance.

C'est dans ce contexte de crise de la canne à sucre que le MST est entré en scène. En 1992, des militants du mouvement proposèrent aux dirigeants syndicaux de Rio Formoso l'occupation d'un *engenho*. Depuis son implantation récente au Pernambuco, c'était la première fois que le MST s'associait à un syndicat dans l'organisation d'une occupation². Ce fut

¹ Voir Lygia Sigaud, 1996.

² Depuis 1985, le Congrès national du MST avait décidé d'implanter le mouvement dans l'ensemble du pays. Au Pernambuco, la première occupation organisée par le MST eut lieu en 1989 dans la commune de Cabo, dans le sud de la *Zona da Mata* pernamboucaine. L'expérience fut un échec, et les militants se replièrent dans le *sertão* de l'Etat, avant de revenir en 1992 dans la *Zona da Mata*.

Cf. Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST), "Breve Historico", www.mst.org.br/mstpe. 2000.

Camaçari qui fut choisi, un *engenho* de 2 800 ha, officiellement, propriété du Réseau Ferroviaire National, que l'usine Cucaú avait récupérée. L'*engenho* fut occupé en avril 1992, au début de la période hivernale. 1 200 personnes entrèrent dans l'*engenho* (hommes, femmes et enfants), réunies pour la plupart par des militants du MST à Rio Formoso et dans les communes de la région (Vitória de Santo Antão, Escada et Barreiros). Le Syndicat participa pour sa part en impliquant certains de ses dirigeants dans l'occupation et en appuyant l'initiative du MST. Après l'installation du campement dans l'*engenho*, les premières revendications furent exprimées par les occupants auprès du gouvernement de l'Etat de Pernambuco : le partage des terres, la distribution de semences pour commencer le plus tôt possible à planter, des rations de nourriture et des bâches pour couvrir les baraques. La presse du moment décrivait les occupants comme des travailleurs mis au chômage par la fin de la *moagem* (raffinement de la canne par l'usine, qui termine la période annuelle économiquement active)¹. Au bout de quelques jours, des soldats de la Police Militaire et l'armée intervinrent pour les déloger. L'usine avait pour cela réussi à prouver que les terres lui appartenaient, en utilisant des documents dont la validité est encore aujourd'hui remise en question par le MST. Certains rentrèrent chez eux ; 800 personnes cependant se rendirent à Vermelho, un ancien *assentamento*², pour y monter un campement.

D'avril 1992 à septembre 1997, 12 *engenhos* avaient été occupés sur les communes de Rio Formoso et de Tamandaré. Dans la majorité de ces occupations, on retrouvait des participants de Camaçari. Pendant cette même période, des dizaines d'autres *engenhos* étaient également occupés dans le reste de la Zona da Mata pernamboucaine. Dans toutes ces occupations, il s'agissait de revendiquer l'expropriation de l'*engenho* pour "improductivité"³. En 1995, l'INCRA réalisait la première expropriation dans la Zona da Mata sud de

¹ Voir les éditions des 29 et 30 avril 1992 du *Jornal do Comércio*, Recife.

² *Assentamento* désigne toute propriété (*fazenda, engenho*) ayant fait l'objet d'une expropriation et d'une redistribution de ses terres, tout en maintenant son statut d'unité de production (dans une perspective généralement coopérativiste).

³ Depuis la constitution de 1988, les propriétés qui ne remplissent pas leur "fonction sociale" sont passibles de désappropriation. En 1993, la loi 8629 précise la notion de "fonction sociale": elle fait notamment de l'improductivité, calculée à partir d'indicateurs techniques, l'un des critères pour caractériser son inaccomplissement.

Pernambuco : celle de l'*engenho* Cipó, occupé en 1994 par plusieurs participants de Camaçari, première expropriation d'une longue liste.

Parmi les patrons confrontés à la crise, certains virent dans l'expropriation une solution à leurs problèmes. Ce fut le cas de l'exploitant d'Amaragi, qui aurait demandé lui-même aux dirigeants syndicaux de déclencher le processus auprès de l'INCRA. Lors de l'expropriation, en effet, les améliorations qui ont pu être faites par l'exploitant (infrastructures, bâtiments, etc.) sont indemnisées en argent liquide. Quant à la terre, dont le prix a chuté depuis le Plan Real et la stabilisation de l'économie brésilienne¹, son indemnisation est faite en titres de la dette agraire (TDA), cotés sur le marché financier². L'exploitant d'Amaragi ne pouvait pas recevoir d'indemnités pour la terre, dans la mesure où elle appartenait à l'usine Central Barreiros ; par contre, les indemnités qu'il pouvait réclamer pour les améliorations pouvaient lui servir, à terme, à régler ses dettes à l'égard des travailleurs de l'*engenho* (cumulées depuis le début de la crise) mais également à investir dans l'exploitation touristique du lieu, qui représentait pour lui une priorité. Selon les syndicalistes, le propriétaire de São João, déclarant faillite, aurait lui-même offert sa propriété au syndicat de Rio Formoso. Cette offre fut suivie d'une demande de visite technique auprès de l'INCRA, afin de vérifier si l'*engenho* était improductif, puis de son expropriation³. Qu'il s'agisse d'Amaragi ou de São João, les deux *engenhos* pouvaient être expropriés : ils étaient l'un et l'autre improductifs selon les critères de l'INCRA.

¹ Le Plan Real désigne l'ensemble des mesures adoptées par le gouvernement fédéral en 1994 afin de contrôler l'inflation.

² Les TDAs sont des titres qui sont négociés sur le marché financier. Ils ont par exemple été utilisés lors des privatisations.

³ Le processus d'expropriation est déclenché par la demande de visite technique. L'INCRA envoie alors ses techniciens sur place, pour l'examiner. Leur visite doit déboucher sur un rapport où ils évaluent la productivité du bien en question, calculée par rapport à un seuil de rendement minimum par hectare : dans le cas d'un constat d'improductivité, la valeur du bien est alors évaluée –elle peut d'ailleurs faire l'objet d'une contestation de la part du propriétaire. Le dossier est ensuite envoyé à l'INCRA à Brasília, pour que le président signe le décret de d'expropriation.

L'expropriation n'était cependant pas toujours perçue par les patrons comme une solution envisageable. L'usine Santo André, par exemple, s'opposa à la demande d'expropriation qu'avait déposée le Syndicat de Tamandaré pour 3 de ses 16 *engenhos*. De la même manière, l'usine Central Barreiros envoya ses milices pour déloger les occupants de trois *engenhos* (Ilhetas, Mascatinho et Brejo), alors même qu'elle venait de remettre 13 *engenhos* à la Banque du Brésil. Le groupe qui possède ces deux usines envisageait encore la possibilité d'une restructuration —d'où cette lutte pour préserver son patrimoine¹. Dans cette situation d'incertitude, l'occupation d'un *engenho* et la pression sociale qu'elle impliquait ne pouvait que venir compliquer les négociations éventuelles du patronat avec la Banque du Brésil et l'INCRA.

Pour les membres du patronat qui étaient parvenus à contourner la crise, la question des expropriations ne se posait pas. Dès le début des années 1990, l'usine Trapiche avait commencé sa restructuration : elle avait réduit le contingent de ses travailleurs de 4 200 à 3 000 en rationalisant sa gestion des "ressources humaines" et ses *engenhos* étaient considérés comme hautement productifs. Les terres de l'usine Cucaú étaient également considérées comme productives ; l'usine commençait à sortir de la crise, après quelques centaines de licenciements. Dans les deux cas, la question de l'expropriation ne se posait pas : ses terres ne risquaient pas d'être occupées, puisque les campements n'étaient a priori montés que sur des terres supposées improductives. Les patrons de terres productives n'étaient cependant pas totalement à l'abri des occupations et des demandes d'expropriation. Carlos, l'exploitant des *engenhos* Minguito et Serra d'Água (Rio Formoso), l'oncle de l'exploitant d'Amaragi, avait vu ainsi ses terres faire l'objet d'une occupation en avril 1997². Bien qu'ils fussent techniquement productifs, les deux *engenhos* étaient devenus vulnérables du fait de leur cession, par l'usine Central Barreiros (le propriétaire), à la

¹ L'*engenho* Brejo était l'un des seuls de l'ensemble des *engenhos* cédés à la Banque du Brésil qui fût exploité directement par l'usine. Mascatinho, de son côté, avait été présenté à la Justice du Travail comme garantie du paiement de la dette à l'égard des travailleurs de l'usine. L'intention de l'usine était d'échanger ces *engenhos* contre d'autres.

² Voir l'article de Benoît de L'Estoile et Claudio Pinheiro.

Banque du Brésil¹. Comme les autres *engenhos* qui firent l'objet de cette procédure², ils passèrent à l'INCRA, en entrant ainsi dans la liste des terres susceptibles d'être expropriées —et par conséquent d'être occupées.

LES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS RURAUX ET LE MOUVEMENT DES SANS-TERRE : DE LA COOPERATION A LA CONCURRENCE

L'expropriation des *engenhos* et la réforme agraire sont des revendications anciennes pour les organisations de travailleurs ruraux de la *Zona da Mata* pernamboucaïne. Les Ligues paysannes (*Ligas Camponesas*), créées au milieu des années 1950, en avait fait le principal slogan de leur lutte : "Réforme agraire par la loi ou par la force" (*reforma agrária na lei ou na marra*), tel était le mot d'ordre des luttes sociales du début des années 1960³ ; le thème de la réforme agraire était également relayé par les Syndicats et la FETAPE. Cette dernière, pendant les années 1980, s'était faite l'avocate d'un programme de rationalisation de l'agro-industrie de la canne à sucre, qui prévoyait entre autres choses une réforme agraire⁴. Ce n'est cependant que dans les années 1990 que la revendication de l'expropriation s'est retrouvé associée à l'acte même d'occuper les *engenhos* et d'y monter des campements.

¹ Carlos avait pris ces *engenhos* en fermage en 1952, comme son frère José Bezerra l'avait fait pour Amaragi.

² La majorité des *engenhos* que l'usine Central Barreiros a cédé à la Banque du Brésil étaient des *engenhos* affermés. En acceptant de perdre une partie de son patrimoine, l'usine réglait une partie de sa dette vis-à-vis de la Banque du Brésil. Il lui était difficile, dans cette situation, de récupérer les *engenhos* affermés: il lui aurait fallu indemniser les exploitants pour leurs améliorations infrastructurelles, alors que la cession des *engenhos* permet de reporter la charge sur l'INCRA.

³ Cette période a fait l'objet d'une vaste bibliographie. Voir, par exemple, le témoignage de Francisco Julião (1962, 1968) ; Gregório Bezerra (op. cit.) ; Paulo Cavalcanti (1978) ou des analyses comme celle de Manoel Correa de Andrade (1964) et celle d'Aspásia Alcântara Camargo (1974).

⁴ La FETAPE suivait alors les propositions du Groupe Spécial pour la rationalisation de l'agro-industrie sucrière du Nordeste (le GERAN), créé par le gouvernement fédéral en 1966, avec un siège à Recife, puis supprimé sous la pression des patrons. Voir FETAPE, *Racionalização da agro-indústria canvieira de Pernambuco com distribuição das terras excedentes para os trabalhadores rurais*. Recife, 1983.

A Rio Formoso, ce lien est le fait d'une initiative du MST, lien que le soutien des syndicalistes a consolidé. Nous ne connaissons pas les modalités exactes de cette alliance entre les militants du MST et les syndicalistes de Rio Formoso, bastion de la FETAPE¹ : le fait est que Camaçari fut le premier d'une série de campements qui jouèrent sur cette coopération. Des dirigeants et des employés du syndicat participèrent aux côtés des militants du MST aux occupations de São Manuel en 1992 et de Cipó en 1994, *engenhos* "particuliers" de Rio Formoso, dont seul Cipó fut exproprié. De la même manière qu'à Camaçari, l'idée était d'appuyer l'initiative des militants du MST, qui détenaient le savoir technique nécessaire à l'occupation et au recrutement des participants. Les syndicalistes accordaient-ils vraiment de l'importance à ces occupations ? Il est probable que ces dernières ne faisaient office que d'activité secondaire par rapport aux priorités syndicales, à savoir la confrontation avec le patronat par le biais des recours en justice et des grèves.

En avril 1996, le Syndicat de Tamandaré, avec l'appui de syndicalistes de Rio Formoso et d'Ipojuca (commune voisine), organisa l'occupation de l'*engenho* São João, dont le propriétaire était en faillite. La demande de visite technique avait déjà été faite auprès de l'INCRA, et l'occupation proprement dite n'eut lieu qu'après la confirmation officielle de l'improductivité de l'*engenho*. Il s'agissait de la première occupation à être organisée sans les militants du MST, inaugurant une série d'occupations qui allaient être strictement syndicales. Le leader de l'occupation de São João, Jaíso, n'était autre que le président du Syndicat de Tamandaré, récemment créé depuis la séparation de la commune d'avec Rio Formoso. Il avait été auparavant trésorier du Syndicat de Rio Formoso, et avait participé aux occupations de Camaçari, São Manuel et Cipó. Des relations cordiales ont cependant été maintenues entre les syndicalistes et les militants. Voilà comment Jaíso présentait les choses :

¹ Depuis la fin des années 1970, le Syndicat de Rio Formoso avait étroitement coopéré aux initiatives lancées par la FETAPE, notamment l'organisation des grèves. José Paulo, l'ancien président du syndicat et maire de la ville, avait récemment occupé le poste de vice-président de la Fédération.

² En janvier-février 1994 et en juillet 1995, Lygia Sigaud se rendit sur le terrain : dans les entretiens réalisés, les syndicalistes de Rio Formoso ne faisaient alors aucune référence aux occupations. Cipo et São Manuel étaient cités comme des exemples de la crise, sans être particulièrement présentés comme faisant l'objet d'un nouveau type de *lutte*.

«On a une très bonne relation avec eux [les militants du MST]. On organisait des campements ensemble. Et puis ils nous ont laissé. Depuis, on continue à faire nos campements, et eux les leurs. On continue toujours à se parler. Je vais voir leurs campements. Ils demandent de l'aide, je leur en donne ; le syndicat les soutient».

Le fait est que le Syndicat avait entretemps cessé de coopérer avec le MST, pour entrer en concurrence avec lui. En janvier 1997, la FETAPE déclarait pour la première fois publiquement son intention de recourir à des “pressions plus fortes”, y compris “l’occupation des terres improductives” pour obtenir les expropriations¹. La FETAPE se lançait dès lors dans une dynamique de promotion des occupations : elle incitait les syndicats à en organiser, en leur garantissant son soutien pour négocier ensuite avec l’INCRA.

Il est nécessaire, ici, de recontextualiser les initiatives syndicales. A cette période, l’INCRA commençait à d’exproprier des *engenhos* occupés, comme c’était arrivé à Cipó ; pendant ce temps, la crise de l’agro-industrie sucrière s’aggravait. L’usine Santo André, par exemple, avait dû interrompre le paiement de ses travailleurs depuis août 1995 ; deux mois plus tard, Cipó était exproprié. On fera donc l’hypothèse que la décision de promouvoir les occupations d’*engenhos* était le résultat d’une perception du changement qui était en train d’affecter le monde de la canne à sucre, et de la nécessité de s’y adapter. Jusque-là, les syndicalistes se contentaient d’affronter la crise en défendant les droits des travailleurs ruraux et en demandant au gouvernement de Pernambuco des plans d’urgence pour la période d’entre-récoltes. Cette ligne d’action ne leur permettait plus, à terme, de parler au nom des travailleurs ruraux sur les questions de réforme agraire ; les expropriations de l’INCRA avaient en effet pour origine des occupations organisées par le MST. En se faisant eux aussi promoteurs des occupations de terres, les syndicalistes devenaient des interlocuteurs de l’INCRA à part entière, à niveau égal avec le MST. À Vitória de Santo Antão et São Lourenço da Mata, le syndicat avait également organisé des occupations. La FETAPE, par sa déclaration officielle, venait ainsi donner plus de légitimité aux occupations comme étant la forme appropriée pour revendiquer des expropriations, et en

¹Voir sur ce sujet l’entrevue avec le syndicaliste João Santos, secrétaire de la FETAPE chargé de la politique de la réforme agraire, publiée par le *Diario de Pernambuco* (édition du 12 janvier 1997).

même temps reprendre à son compte une forme de lutte diffusée par le MST et associée à son nom.

Les occupations organisées à Rio Formoso et à Tamandaré en 1997 s'inscrivaient déjà dans ce contexte concurrentiel. Mascatinho, *engenho* de l'usine Central Barreiros, avait été occupé par le Syndicat de Tamandaré au mois de mars. L'*engenho* voisin de Mascate, appartenant à la même usine, avait fait l'objet d'une occupation de la part du MST ; les occupants avaient été expulsés et s'étaient repliés sur Mascatinho, où le campement syndical avait semble-t-il déjà été démonté. Un mois plus tard, le MST occupait Brejo ; le même mois, le Syndicat de Tamandaré organisait des campements dans les *engenhos* Sauézinho, Coqueiro et Saué Grande, de l'usine Santo André. Le MST, lui, se consacrait en priorité aux *engenhos* que l'usine Central Barreiros avait cédés à la Banque du Brésil. C'est ainsi que fut occupé Jundiá de Cima, un *engenho* qui avait été affermé à un *fomecedor* réputé pour sa violence. Le jour même de l'occupation, le campement fut attaqué par une centaine d'hommes armés réunis par l'exploitant : les occupants durent prendre la fuite. En juin, le syndicat de Tamandaré montait à Brejo un campement concurrent avec les travailleurs *fichados* de l'*engenho*, *moradores* ("résidents"), détenteurs d'un contrat de travail et syndicalisés : le campement disparut assez vite de lui-même, car les travailleurs sous contrat se refusaient à devoir le prendre en charge par eux-mêmes ; ils n'avaient pas non plus l'intention d'adhérer au campement du MST. Du côté de Rio Formoso, le syndicat organisait un campement dans l'*engenho* Amaragi : le campement, monté par des *moradores* de l'*engenho*, ne dura que 3 jours. Bien que ce campement fût démonté rapidement, il avait permis à Amaragi de figurer dès lors sur la liste des campements organisés par la FETAPE ; Amaragi "comptait" comme campement, pour reprendre les termes du président du Syndicat de Rio Formoso, en attendant de devenir officiellement un *assentamento* après le décret d'appropriation par l'INCRA. Le même syndicat montait au mois de mai un campement à Minguito, puis à Serra d'Água en juillet, deux *engenhos* qui faisaient partie du lot réservé à la Banque du Brésil par l'usine Central Barreiros, et que nous avons visités lors de notre enquête.

Les campements montés en 1997 par les syndicalistes dans les *engenhos* de Serra d'Água, Minguito (Rio Formoso), Sauézinho, Saué Grande et Coqueiro (Tamandaré) nous ont été présentés par leurs organisateurs comme des campements préventifs. L'idée était d'occuper le terrain avant que le MST ne le fît :

«Nous avons occupé Serra d'Água afin que les sans-terre ne viennent pas (un syndicaliste de Rio Formoso) ; c'est par peur des sans-terre que nous avons campé ici. Parce qu'ici, c'est à nous. Sinon les sans-terre viennent, ils occupent... Si nous l'avons fait ici, c'est à cause des sans-terre (délégué syndical de Saezinho)».

Dans cette relation entre les deux mouvements, l'installation d'un campement constitue une situation de fait accompli : c'est une manière de montrer que la place est déjà prise, comme l'indique le sigle qui figure sur le drapeau du campement.

«Nous avons hissé le drapeau. On pouvait le voir de loin (...) Du coup, les sans-terre ne sont pas venus (un syndicaliste de Rio Formoso, à propos du campement de Serra d'Água) ; nous avons campé et hissé le drapeau pour qu'ils [les sans-terre] s'en aperçoivent. Qu'est-ce qu'ils peuvent dire ? Avec le drapeau comme preuve, il [l'hypothétique sans-terre] voit le drapeau et il s'en va (un travailleur rural de Saezinho) ; quand un engenho est improductif, s'il n'y a pas de drapeau, ce sont les sans-terre qui entrent (un délégué syndical de Saezinho)».

En termes de recrutement pour les occupations, les syndicalistes de Rio Formoso revendiquaient leur supériorité sur le MST. A propos de Serra d'Água et de Minguito, le recrutement se serait fait uniquement sur une base d'interlocuteurs connus à titre personnel, liés au syndicat, venus des *pontas de rua*, avec parmi eux des victimes de la dernière inondation¹. Toujours selon les syndicalistes, les réseaux d'interconnaissance et les liens d'amitiés facilitaient le contrôle et le maintien de l'ordre. Cet argument avait été utilisé auprès de l'exploitant des *engenhos* Serra d'Água et Minguito, afin de le convaincre d'approuver le montage des campements : l'idée était qu'il était préférable que ce fût des gens de Rio Formoso qu'il connaissait de longue date plutôt que les sans-terre dont "on ne sait même pas d'où ils viennent". Le MST, de son côté, revendiquait un recrutement plus large : "*Nous ne discriminons personne. Nous accueillons tous ceux qui se retrouvent en ville et qui veulent suivre la lutte*", expliquait José Augusto, surnommé Cabeludo, militant du MST responsable pour le littoral sud de la *Zona da Mata*. Pour le coordinateur national du mouvement, l'un des principes du mouvement est "d'agglutiner les gens"². Alors que le syndicat doit se restreindre aux limites

¹ Il s'agit de l'inondation de la "Rue de la Boue", analysée par Castro et Correa dans ce numéro.

² Voir João Pedro Stédile et Bernardo Fernandes, 1999.

municipales pour monter ses campements, le MST, lui, ne connaît pas ce genre de contrainte. La base territoriale du syndicat, elle, est communale : ses affiliés travaillent à l'intérieur de cette unité administrative. D'où le fait que la coopération du syndicat de Rio Formoso avec le MST ait du se limiter aux occupations organisées dans les limites de la commune –il était impossible au syndicat de suivre les militants du MST et les anciens de Camaçari qui portaient pour des occupations dans d'autres communes. Le MST, organisé en micro-régions, sans limite communale, possède une marge de manœuvre plus importante : ses militants peuvent rassembler des participants venus de communes différentes, sans que cela fasse problème. Dans les communes où le syndicat n'était pas particulièrement disposé à organiser des occupations, le MST trouvait ainsi un espace privilégié d'action. A la différence des syndicats, la structure du MST n'implique pas une affiliation comme condition pour participer ; seuls les "militants", autrement dit les cadres du mouvement, lui sont liés par une relation organique¹.

Ces deux formes de recrutement n'ont de valeur que si on les prend comme un modèle général destiné à repérer des différences ; ils ne correspondent pas nécessairement à l'origine effective des travailleurs ruraux qui font les occupations. São João, par exemple, a été occupé par des gens de Tamandaré, mais également par des travailleurs ruraux issus des communes voisines d'Ipojuca, de Sirinhaém et de Rio Formoso, recrutés par des dirigeants syndicaux de ces communes². Brejo, *engenho* de l'usine Central Barreiros qui faisait partie du lot cédé à la Banque du Brésil, a été occupé en avril 1997 par 9 personnes, toutes recrutées par des militants du MST dans un réseau d'interconnaissance d'un quartier de Barreiros³. Dans les deux cas, ce n'est pas le modèle revendiqué qui avait prévalu, mais bien les nécessités pratiques. A São João, la première occupation syndicale sans appui du MST, le

¹ C'est cette ignorance de l'organisation interne du MST par la presse brésilienne et internationale qui explique la représentation dominante - et erronée - des participants aux occupations et aux manifestations organisées par le MST comme membres à part entière d'une organisation, suivant un modèle qui serait celui du syndicat ou du parti politique.

² Informations obtenues en 1999 grâce à l'enquête menée par Hernán Gomez et Frédéric Viguier à São João.

³ C'est ce que montre l'étude sur l'occupation de l'*engenho* Brejo. Voir Sergio Chamorro, 2000.

modèle qui avait été suivi était bien celui du MST : les occupants n'avaient pas nécessairement d'origine géographique commune, à l'instar de Camaçari – l'important, c'était surtout de faire nombre. Quant à Brejo, l'ordre d'occuper rapidement l'*engenho* est venu de la direction Pernambuco du MST. Les dirigeants régionaux craignaient peut-être que l'usine ne renégociât l'*engenho* avec la Banque du Brésil et l'INCRA ; il est également possible qu'ils aient voulu prévenir un campement syndicaliste.

Entre mars et septembre 1997, autrement dit entre le début de la nouvelle vague des occupations et notre enquête, le MST n'avait monté aucun campement à Rio Formoso. A Tamandaré, le MST s'était également abstenu d'entrer dans les *engenhos* de l'usine Santo André. Les dirigeants syndicaux insistent sur le caractère préventif de leurs campements ; d'autres facteurs, cependant, étaient peut-être en jeu, notamment le prestige dont bénéficiait dans le milieu syndical pernamboucain les syndicalistes de Rio Formoso, depuis les années 1970 : leur pratique des procès et des grèves les avaient placés à l'avant-garde des luttes syndicales. Les *engenhos* de l'usine Santo André, notamment Sauézinho, Saué Grande et Coqueiro, formaient une des principales bases du syndicat de Rio Formoso : les travailleurs ruraux de ces *engenhos* étaient en tête de toutes les grèves et manifestations, et ils figuraient parmi ceux qui intentaient le plus de procès en justice contre le patronat. Compte tenu des liens forts de loyauté qu'ils avaient tissés avec les dirigeants syndicaux¹ de Rio Formoso et de la déclaration récente de la FETAPE en faveur de l'occupation des *engenhos*, un campement organisé par le seul MST aurait été une atteinte au prestige du syndicat (au même titre qu'une entrée du MST dans les *engenhos* de l'usine Santo André situés dans la nouvelle commune de Tamandaré). Le MST semble ainsi avoir respecté l'hégémonie syndicale sur des territoires déterminés. Le coordinateur local du MST, Cabeludo, nous a expliqué que le MST avait bien eu l'intention d'occuper les 3 *engenhos* de Rio Formoso, mais qu'il s'était retiré quand le syndicat avait garanti qu'il allait le faire. Quel aurait pu être le gain du mouvement à entrer en conflit avec des syndicalistes sur lesquels il s'était appuyé jusqu'à très récemment ? Pour Cabeludo, un tel affrontement était certainement difficilement concevable. Né dans l'*engenho* Amaragi en 1970, petit-fils d'un ancien dirigeant syndical connu pour sa participation dans les luttes d'avant

¹ Voir L. Sigaud, 1996.

1964¹, lié par sa famille à un syndicaliste, Cabeludo avait participé à l'occupation de Camaçari sur l'invitation de travailleurs ruraux liés au Syndicat, avant de suivre les anciens participants de cette occupation vers les autres campements qui furent montés par la suite ; il est devenu en peu de temps un militant, avec des responsabilités croissantes. Le président du syndicat de Rio Formoso en parlait en ces termes : *"le petit gars d'ici qu'ils [les gens du MST] sont venus chercher"*. Cabeludo était ainsi porté à respecter les dirigeants syndicaux de Rio Formoso —d'autant plus qu'ils étaient tous plus âgés que lui.

En juin 1997, la presse pernamboucaine annonçait que la FETAPE dépassait d'ores et déjà le MST en nombre d'occupations : 22 pour la FETAPE, contre 20 pour le MST². Depuis lors, les deux organisations n'ont cessé de se concurrencer dans les installations de campements, suivant un processus que l'on pourrait qualifier, pour reprendre les termes de Bateson, de "schismogénèse symétrique"³ : à chaque occupation d'un côté répondait une occupation de l'autre. Cette escalade est en grande partie responsable de la prolifération des campements au Pernambuco —Etat qui a connu la croissance la plus importante au Brésil du nombre d'occupations. Entre 1990 et 1994, le Pernambuco était 6^e en nombre d'occupations, avec 28 campements sur un total national de 421, et 4^e en nombre de familles impliquées, avec environ presque 5 000 familles pour un total national d'environ 75 000. Entre 1995 et 1999, période pendant laquelle la FETAPE s'est mise elle aussi à monter des campements, le Pernambuco est devenu le premier Etat du Brésil aussi bien en nombre d'occupations de terres (308 sur 1855 dénombrées sur l'ensemble du territoire national) qu'en nombre de familles mobilisées (35 000 sur un total national de 256 000)⁴.

Le MST et les syndicalistes semblent être d'accord sur la dimension positive de cette concurrence :

¹ Il s'agit d'Amaro Pedro, mentionné par L'Estoile et Pinheiro dans leur article. Pour une analyse de ses relations avec l'exploitant d'Amaragi, voir L. Sigaud, 1999a.

² Voir *Diario de Pernambuco*, édition du 11 juin 1997.

³ Gregory Bateson (1994).

⁴ Voir les données de Mançano Fernandes (2000, p. 270-272), qui s'appuie sur une base de données de l'UNESP de São Paulo.

«C'est bon pour la réforme agraire, déclare le coordinateur du MST pour le Pernambuco, à propos des occupations syndicale. Le président du syndicat de Tamandaré va dans le même sens : Il y a le MST et il y a le Syndicat. Au final, il n'y a qu'une seule lutte. Parce qu'on lutte tous pour une bonne cause : c'est la réforme agraire».

Autre objectif commun aux deux organisations : destiner les terres qui jusque-là étaient consacrées à la monoculture de la canne à sucre à des cultures d'autosubsistance familiale. En 1997, cette position s'opposait à celle du gouverneur Miguel Arraes, pour qui il fallait reconsacrer les terres improductives à la culture de la canne. Cet argument du gouverneur pernamboucain était étayé par l'avis des économistes, selon lesquels la canne à sucre restait malgré tout la culture la plus rentable pour la région. Le conflit des deux modèles en présence contribuait ainsi au renforcement des incertitudes quant aux issues possibles de la crise. D'après le dirigeant du syndicat de Rio Formoso, le gouverneur avait l'intention de faire avec l'usine Santo André ce qu'il avait déjà fait avec l'usine Catende : depuis 1995, cette usine de la *Zona da Mata* était gérée par un conseil d'administration composé entre autres de représentants des travailleurs ruraux, des créanciers et du gouvernement de Pernambuco. Elle continuait à produire du sucre suivant le modèle habituel. Les syndicalistes de Rio Formoso qui étaient impliqués dans les occupations des trois *engenhos* de l'usine Santo André s'opposaient à ce genre de solution : la culture de la canne était en effet tellement associée aux relations de subordination qu'elle leur paraissait incompatible avec l'idée même de réforme agraire, prise comme une libération vis-à-vis des liens avec le patron. Le président du Syndicat de Rio Formoso déclarait :

«La réforme agraire en plantant de la canne, ce n'est pas une réforme agraire (...) Ce que les gens veulent, c'est planter des cultures diversifiées, qui puissent les nourrir».

LES TRAVAILLEURS RURAUX FACE A LA CRISE : CAMPER POUR S'EN SORTIR

Pour les dirigeants syndicaux de Rio Formoso et de Tamandaré, ainsi que pour les militants locaux du MST, la réforme agraire semblait être la solution au chômage que provoquait la crise de l'agro-industrie sucrière. Jaíso, président du Syndicat de Tamandaré, nous expliquait :

«La situation d'aujourd'hui n'est pas la même qu'il y a 10 ans (...) Beaucoup de gens avaient un emploi, c'étaient les patrons qui venait nous chercher (...) Aujourd'hui, la réalité est différente. On voit bien que les travailleurs ruraux

sont en train de perdre leur emploi. La seule issue possible, c'est la réforme agraire, parce que celui qui perd son emploi, il ne s'arrête pas de vivre pour autant ; il a besoin de se trouver quelque chose pour travailler et pouvoir vivre».

La réforme agraire dont il était question, c'était l'expropriation des *engenhos* et la distribution des terres en parcelles destinées aux travailleurs ruraux, pour qu'ils puissent les cultiver sur une base familiale. C'est dans cette perspective que les occupations et les campements s'inscrivaient pour eux dans une logique de *lutte* pour la réforme agraire¹.

Tous les travailleurs ruraux n'avaient cependant pas la même croyance en la réforme agraire comme issue possible, ni la même disposition à la *lutte*. Certains avaient rejeté des propositions de participer à des campements, en déclarant qu'ils ne voulaient pas la terre. Cabeludo, le militant du MST, raconte les vicissitudes du recrutement aux *pontas de rua* :

«Certains le prennent bien, d'autres mal. Il y en a qui disent que le sans-terre, c'est un agitateur, qu'il ne vaut rien ; d'autres disent qu'ils ne vont tout de même pas mourir pour un morceau de terre ; que la terre, c'est bon pour les vers de terre».

A Sauézinho, certains travailleurs ruraux envisageaient avec scepticisme la perspective de la réforme agraire dans l'*engenho*, en usant de la même métaphore : «*Il y a des travailleurs qui disent : on n'est pas des vers de terre, on ne veut pas de terre*», raconte le délégué syndical. Au campement de Brejo, un travailleur racontait sa tentative de trouver plus de gens pour participer au campement, sur la demande du MST : il s'était vu répondre par certains qu'ils n'étaient pas question pour eux d'occuper la terre des autres. A Serra d'Água, le coordinateur du campement, Dinho, racontait la peur de certains travailleurs ruraux : «*il y a des coins où ils [les miliciens] tirent, ils n'hésitent pas à tuer !*» D'autres travailleurs ruraux de Sauézinho craignaient, en restant au campement, de perdre leur *ficha*, leur contrat de travail, autrement dit leur

¹ Comme le montre très bien John Comerford, pour les travailleurs ruraux, le mot «lutte» est associé à plusieurs significations. Dans le contexte de la réforme agraire, la lutte est «un terme central des récits (...) de conflit entre paysans et propriétaires (...), un terme qui désigne des affrontements concrets et prolongés, avec plusieurs épisodes». Voir John Cunha Comerford, 1999, p. 20.

emploi¹, si l'usine apprenait leur présence dans le campement. Le président du Syndicat de Tamandaré rappelait comment les travailleurs ruraux s'étaient battus pendant toute leur vie active pour leurs salaires :

«Pour un travailleur, se retrouver à travailler pour soi-même, c'est difficile. Quand ils s'organisent pour lutter pour la terre, l'usine arrête de les payer, parce qu'ils vont arrêter de travailler pour elle. Pendant cette période, ils n'ont rien pour subsister. D'où l'angoisse et la peur».

A Amaragi, par contre, la peur de la réforme agraire, c'était de ne plus avoir de patron : les travailleurs ruraux étaient habitués, depuis l'époque du vieux Bezerra, le père de Roberto, à pouvoir s'appuyer sur le patron en cas de maladie et de décès ; la peur était donc grande de perdre cette protection².

Cette conception de la réforme agraire comme issue et cette disposition (variable) à la *lutte* étaient liées à la crise et ses licenciements, le durcissement des conditions de travail pour ceux qui avaient pu garder leur emploi, la chute ou même l'interruption du revenu hebdomadaire lorsque les patrons étaient insolvables. Le lien s'était construit entre la crise et la disposition à la *lutte* à travers une série de médiations : la représentation que les travailleurs ruraux se faisaient de leur situation, qui dépendait de leur propre trajectoire et de leurs expériences précédentes, leurs réseaux de relations et les événements auxquels ils avaient dû se confronter. C'est cet enchaînement que nous allons tenter de décrire, en comparant quelques campements.

Prenons tout d'abord les cas des *engenhos* Amaragi et Sauézinho, dont les campements, comme à Saué Grande et Coqueiro, étaient uniquement constitués de *moradores* (travailleurs résidents). A Amaragi, le salaire des travailleurs avait été suspendu mais le patron leur garantissait le droit de cultiver la terre et leur manifesta son soutien. Il fit tuer des bœufs pour en distribuer la viande, avec des produits achetés au supermarché local, adoptant ainsi la posture du patron respectueux de la tradition —celle des anciens

¹ La *Ficha* désigne le contrat de travail à durée indéterminée. Les *fichados* ont des cartes de travail officielles ; ils se distinguent ainsi des *clandestinos*, travailleurs non déclarés, et des *safristas* (saisonniers), dont le contrat de travail ne dure que le temps de la récolte de la canne.

² Voir l'article de Benoît de L'Estoile avec C. Pinheiro.

seigneurs d'engenho¹— selon laquelle il se devait de protéger ses *moradores* dans les moments difficiles. Ce comportement avait pour conséquence l'entretien du sentiment de dette des travailleurs à son égard. Ces derniers, en effet, étaient certes syndiqués, mais ils ne s'étaient jamais impliqués à l'avant-garde des luttes de Rio Formoso : ils n'avaient jamais eu recours à la Justice du Travail, ni participé aux grèves². Face à la crise, la solution était donc attendue de la part du patron. Ce fut le Syndicat qui leur proposa de faire un campement : il ne dura que 3 jours.

A Sauézinho par contre, l'insolvabilité de l'usine était considérée comme inacceptable par les travailleurs ruraux. Tous les récits que nous avons recueillis sur le campement dans cet *engenho* l'associe avec la suspension des salaires. Les liens des travailleurs de Sauézinho avec le syndicat étaient forts et l'habitude était ancrée des confrontations quotidiennes avec les employés de l'usine, des recours en justice et des grèves. La crise ne fit qu'accroître les tensions. La première démarche fut de faire grève, afin d'exiger le paiement des salaires en retard ; les travailleurs ruraux tuèrent par la suite du bétail de l'usine, avant de monter finalement un campement, qui dura environ 15 jours. Quand l'usine reprit le paiement des salaires, le campement commença à se vider. Par la suite, des fonctionnaires de l'INCRA vinrent rendre visite aux derniers "occupants", en leur faisant valoir le fait qu'il n'était pas nécessaire pour eux de se sacrifier en dormant dans des baraques, car ils bénéficiaient d'entrée de jeu d'une priorité légale dans la distribution à terme des terres de l'*engenho*³. Le syndicat mit alors fin au campement. En juin 1997, sous la direction des syndicalistes, les travailleurs de Sauézinho montèrent un nouveau campement, à Recife cette fois, en face du siège de l'INCRA, en association avec les travailleurs de Coqueiro et de Saué Grande. L'occupation,

¹ Le terme tradition est ici employé dans le sens technique que Max Weber lui a donné, à savoir comme un ensemble de normes légitimées par la domination dite traditionnelle, qui se trouve être, parmi les différents idéaux-types de domination, la plus appropriée pour analyser les relations sociales dans les grandes plantations jusqu'à la mise en place des droits des travailleurs ruraux au début des années 1960.

² Cf. L. Sigaud, 1996.

³ Suivant la législation, la priorité dans la distribution des parcelles est donnée aux détenteurs d'un contrat de travail en bonne et due forme résidant dans l'*engenho*.

qui dura trois jours, correspondait à la revendication d'une visite technique de l'INCRA dans les trois *engenhos*¹.

Dans le cas de Sauézinho, on peut repérer les différentes étapes suivant lesquelles la perception de la crise a évolué. Le premier moment correspond à la suspension du paiement du salaire familial, après celle du 13^e mois et des congés payés ; puis celle du salaire lui-même. Parallèlement, les travaux agricoles (élagage de la canne, semailles) étaient largement abandonnés ; le raffinage de la canne à l'usine (la *moagem*) fut finalement interrompu, ce qui était le signe le plus tangible de la fin prochaine de l'usine. La voie choisie par les travailleurs de l'*engenho* fut celle de l'affrontement. Certains, cependant, se demandaient si une inversion de la tendance n'était pas sur le point de se produire : l'usine pouvait éventuellement se redresser. Ce doute entraînait la peur de perdre sa *ficha* (le contrat de travail à durée indéterminée) pour rien. Malgré tout, l'engagement dans les actions du syndicat en faveur de la réforme agraire fut massif. Le délégué syndical dans l'*engenho* était lui-même totalement convaincu de la justesse de cette nouvelle *lutte*. Ce fut la première chose qu'il nous dit lorsque nous le rencontrâmes : "*Nous sommes maintenant dans une nouvelle lutte (...) L'idée, c'est d'organiser les travailleurs pour faire la réforme agraire*"². Certains travailleurs de l'*engenho*, dont lui-même, s'étaient déjà lancés dans la culture de denrées de subsistance, qu'ils vendaient au marché de Barreiros, ainsi qu'à l'élevage bovin et ovin. A Sauézinho, la réforme agraire était déjà en marche pour une bonne partie des travailleurs ruraux.

Que ce soit à Amaragi ou à Sauézinho, les travailleurs étaient dans les deux cas confrontés à l'insolvabilité patronale : la réaction ne fut pas la même dans les deux *engenhos*. L'épisode des bœufs, en cela, est emblématique :

¹ Depuis les années 1980, les organisations de travailleurs ruraux ont fréquemment recours à l'occupation d'administrations publiques pour exiger la satisfaction de leurs revendications. Voir John Comerford, op. cit. p. 127-147. Au Pernambuco, l'occupation de l'INCRA pour accélérer le processus d'expropriation est devenu une pratique aussi commune que les occupations de terre elles-mêmes. En 1997, dans la capitale pernamboucaïne, les campements se succédaient devant le siège de l'INCRA.

² La référence temporelle tient au fait que l'un d'entre nous avait déjà eu l'occasion de rencontrer le délégué syndical de Sauézinho, pour qui la "lutte", jusque-là, concernait le droit du travail et l'application des conventions collectives.

alors que dans un *engenho* les travailleurs pouvaient consommer la viande des bœufs que le patron avait fait tuer à leur intention, dans l'autre cas les bœufs de l'entreprise avaient été tués contre la volonté patronale. L'installation du campement fut envisagée de manière différente dans les deux *engenhos* : alors qu'à Sauézinho, le campement s'inscrivait dans une longue suite d'affrontements avec l'usine, le campement d'Amaragi correspondait à un acte singulier, appuyé de surcroît par le patron. Dans les deux cas, cependant, les "occupants" résidaient sur place : ils se connaissaient, ils étaient liés par des liens de parenté, de parrainage et d'amitié ; ils avaient une histoire commune, que ce fût en termes de dette morale à l'égard du patron dans le cas d'Amaragi ou de grèves et de loyauté à l'égard du syndicat dans le cas de Sauézinho. C'est sur ce fond commun que se construisait la disposition de chacun à s'engager ou à prendre ses distance avec la *lutte*.

La situation était bien différente dans les campements dont les occupants venaient de l'extérieur : Brejo, Mascatinho, Serra d'Água, Minguito, São João et, auparavant, Cipó. Ces campements rassemblaient des individus dont les origines et les parcours étaient plus variables. Nous avons étudié le cas de Brejo.

Brejo est un *engenho* situé le long de la route qui relie la grand-route littorale à la ville balnéaire de Tamandaré¹. Depuis son installation en avril par 9 personnes, le campement avait entretemps connu une croissance notable : il comptait environ une quarantaine de familles, avec chacune leur baraque. D'avril à septembre, le campement avait déjà fait l'objet de deux expulsions sur décision judiciaire et d'une attaque par la milice de l'usine. A chaque expulsion, les participants du campement avaient été contraints de quitter l'*engenho*, en laissant derrière eux leurs baraques et leurs biens, pour s'installer provisoirement au bord de la route, avant de revenir quelques jours plus tard occuper l'*engenho*. Il est à noter que les expulsions font partie intégrante du processus d'occupation : les propriétaires ont toujours à un moment donné recours à la Justice pour demander la réintégration de leur bien, et à l'exception des campements organisés par des *moradores*, tous les campements que nous avons visités avaient fait l'objet d'une expulsion. A Brejo, les expulsions furent menées par la Police Militaire. Après la deuxième

¹ Le site de Tamandaré fut au XVII^e siècle le théâtre de batailles liées à l'occupation hollandaise. Depuis les années 1960, Tamandaré est devenu un pôle de villégiature pour les classe moyennes et l'élite pernamboucaines.

expulsion judiciaire, la milice de l'usine profita de l'occasion pour brûler les baraques abandonnées du campement et les cultures de subsistance des occupants. A leur retour, ces derniers décidèrent de construire des maisons en pisé afin de rendre leur destruction plus ardue ; la bâche noire caractéristique des campements, elle, était toujours là, recouvrant les feuilles de bananier qui faisaient office de toit.

Lors de leur retour au campement, après leur deuxième expulsion, les participants au campement furent attaqués par des *pistoleiros* de l'usine, qui venaient d'attaquer le campement de Mascatinho, faisant 3 blessés. Il n'y eut pas de blessés à Brejo : les occupants de Mascatinho les avaient prévenu, ce qui leur laissa le temps de se cacher dans le bois. L'attaque du 16 juin 1997 était un thème récurrent des conversations que nous avons eues en septembre avec les occupants de Brejo, les syndicalistes et les militants du MST. Nous en parlâmes au gérant de l'usine, qui nous déclara avoir envoyé ses hommes pour protéger le patrimoine de l'entreprise. Selon Cabeludo, du MST, ces hommes de main étaient au nombre de 17. Ils furent arrêtés à Brejo par la Police Militaire, qui les désarma, avant de les relâcher le soir même. Ce dénouement fit bien sûr l'objet de l'indignation des syndicalistes, des militants et des travailleurs de Sauézinho et de Brejo.

En septembre, nous avons visité Brejo en compagnie de Cabeludo, le militant du MST. Nous avons été conviés à nous installer sous un abri qui servait de lieu de réunion, où nous avons pu discuter avec les différents occupants du campement¹. Voici le profil de cinq d'entre eux :

1 - Amaro Santino est entré dans le campement le 27 mai, un mois et demi après le début de l'occupation. Il a alors 48 ans et 18 enfants, dont 15 qui vivent encore avec lui. Né à Sirinhaém, il avait habité 29 ans dans un *engenho* de l'usine Trapiche, avant d'entrer en conflit avec le contremaître de la plantation et de partir en démissionnant, pour se rendre à Tamararé, chez un de ces frères. C'est à la radio qu'il a entendu parler de Brejo :

«L'engenho Brejo semble avoir un problème, l'INCRA est là. Ils appellent beaucoup de monde [à propos d'un programme de radio organisé par le MST]. J'avais eu cette histoire, là-bas [à Trapiche]. Alors je me suis dit : je vais à l'INCRA [en l'occurrence, à Brejo]. A la radio, on parlait "du problème des

¹ Cf. les photos du "Carnet de voyage" n° 9 et 10.

engenhos qui allaient être divisés (...) J'ai voulu avoir mon terrain, pour y travailler et pour éviter à mes fils d'être assujettis à tous ces patrons". Au campement, il rencontre une connaissance de Trapiche. En arrivant, il demande s'il y a encore de la place : "Oui, il y en a ! Il faut juste couper du bois, construire une baraque, s'y installer, et ça y est". Maintenant j'attends ; si Dieu le veut, ils vont résoudre le problème, n'est-ce pas ?».

2 - Daniel Pedro est un homme de 44 ans. Il est séparé de sa femme, qui vit avec ses enfants dans le Rio Grande do Norte. Sa mère et un de ses frères habitent à Sauézinho ; il loge généralement chez sa sœur, qui habite à Barreiros. Pendant 19 ans, il a travaillé dans des *engenhos* des usines Central Barreiros et Santo André. Il a également une expérience professionnelle dans l'industrie, après avoir travaillé dans une fabrique de plastique à São Paulo ; il a également été administrateur d'une *fazenda* dans le Rio Grande do Norte. En 1992, il revient au Pernambuco, pour travailler dans le sucre. En mars 1997, à la fin de la récolte, il est licencié. "J'ai traîné dans la rue, sans emploi, sans maison, sans avoir de quoi manger". Alors qu'il cherchait du travail, un de ses amis qui occupait Mascatinho lui dit que Brejo va être occupé.

«Je me suis dit : j'y vais aussi. A Mascate aussi, j'avais cherché une place. Parce que j'ai 44 ans. 44 ans de souffrance dans l'entreprise, et je n'y ai rien gagné. Maintenant, je vais essayer, parce que jusque-là, en travaillant, j'ai rien acquis pour moi. Et puis j'ai rien contre tenter ma chance, car j'ai rien à perdre, n'est-ce pas ? Ce que j'ai de mieux à espérer pour le futur, c'est ça. Si ça ne marche pas, je ne perds rien(...) C'est le jeu de hasard de la vie, et moi aussi je vais jouer».

En 1994, déjà, il avait été invité, sans doute à Barreiros où le MST recrutait, à participer à l'occupation de Flor de Maria, un *engenho* situé sur la commune de Palmares, dans l'ouest de la Zona da Mata : il avait refusé. A cette époque, "ces histoires de campement, j'écoutais pas. Car j'avais du travail. (...) Toutes les entreprises embauchaient". Désormais, selon lui, les entreprises se débarrassent des plus de 40 ans : "de quoi est-ce que je vais vivre, maintenant ?" Le jour de l'occupation de Brejo, avec de l'argent collecté auprès de ses amis, il achète 4 mètres de bâche noire. 8 jours plus tard, il vient avec sa bâche à Brejo. Une semaine plus tard, sa baraque était construite.

3 - Amaro a 21 ans en septembre 1997. Avec son amie, âgée de 18 ans, ils ont deux enfants. Il fait partie du groupe des 9 premiers occupants de Brejo ; il était également au campement de Camaçari, en 1992, où son père l'avait emmené. Cette année-là, à la fin de la *moagem*, son père, qui était

camionneur avec un contrat de saisonnier, s'était retrouvé au chômage, à Barreiros. Les "gars" du MST commencèrent à faire des réunions dans la ville, et ce fut Camaçari. Après l'expulsion, son père et lui vont à Vermelho (un *assentamento* déjà ancien), où ils restent trois mois, avant d'aller occuper l'*engenho* Frescundinho, dans la commune de Gameleira. Après une nouvelle expulsion, les occupants reviennent à Barreiros, où ils montent un campement au lieu-dit Monte das Cabras, avant d'aller s'installer en ville, dans un club, avec l'appui du maire de l'époque, Amaro Biá, ancien président du Syndicat des Travailleurs Ruraux de la commune. Après une nouvelle tentative à Frescundinho et de nouveau une expulsion, une partie de ce groupe de 80 occupants s'installe sur le bord de la route à Gameleira pour continuer la *lutte* pour Frescundinho (pour laquelle ils obtiennent finalement gain de cause), tandis que les autres vont occuper l'*engenho* São Manuel, dans la commune de Rio Formoso, où ils resteront 7 mois, là aussi avec l'appui du maire. Après leur expulsion, ils partent occuper l'*engenho* Cipó. Amaro parle de la démobilisation qu'entraînent les expulsions :

«Tout le monde ne tient pas le coup. Il y en a qui abandonnent : non, je me suis déjà pris une expulsion, alors tant pis pour la terre, etc. Son amie raconte : j'habitais à Barreiros, et je l'ai rencontré. Je suis allé avec lui à Mearim [un *engenho* occupé à Palmares]. On est restés là quelques mois. Puis on a abandonné. De là, on est partis pour Cipó».

Entretemps, de Camaçari à Cipó, Amaro était devenu un "militant" du MST. Ils restent 8 mois à Cipó. Amaro et son amie, son père et des parents quittent finalement l'*engenho* pour revenir à Barreiros. Amaro explique : ils n'aimaient pas l'endroit. Pendant deux ans, Amaro se retire alors du mouvement pour travailler, avant de revenir dans les campements de Mascatinho et finalement de Brejo, avec 8 autres personnes. Une fois le campement installé, Amaro est allé faire du "travail de base" à Tamararé, Barreiros, Rio Formoso et São José da Coroa Grande :

«A Tamararé, par exemple, on allait chez les gens pour leur parler du campement d'ici, en leur disant qu'on avait besoin de gens, et qu'il y avait de la terre, qu'on était en train de négocier avec l'INCRA. Toute la bande écoutait, et tout le monde était d'accord, moi aussi d'ailleurs : la solution, c'était la réforme agraire, parce que du travail, il n'y en a plus. [Amaro voudrait à terme s'installer à Brejo] Dans la pratique, on fait partie de l'organisation. Soit on reste, soit on doit partir pour un autre endroit, ça dépend si on aime le lieu ou non. Nous, on aime bien. Je voudrais avoir une parcelle ici (...) Nous, à

l'organisation, on connaît les campements (...) On va sur place, on connaît. S'il y a une place et que l'INCRA vient cadastrer le coin, alors on reste».

4 - Edmilson est arrivé au campement de Brejo le deuxième jour. Le jour de l'occupation, il allait au marché de Tamandaré quand il a rencontré Dedé, un militant du MST, qu'il connaissait de vue ; Dedé l'invite à venir au campement, lui dit que c'est un "mouvement bien", et lui demande de rassembler d'autres personnes. Bien qu'il n'eût jamais participé auparavant à une occupation de terre, l'idée ne lui était pas étrangère. Travaillant à Ilhetas, un *engenho* de l'usine Central Barreiros, il ne reçoit plus son salaire ; syndiqué, proche de Jaíso, il avait déjà entendu parler, au Syndicat, des occupations, comme celle de São Manuel ; il avait même pensé rejoindre celle de Mascatinho, avant d'abandonner finalement l'idée. Avec Brejo, il se décide :

«Ce que je veux, c'est travailler pour moi-même. Travailler pour les autres, c'est fini. Travailler pour moi, par contre, ça marche toujours. Là, je marche, parce que j'ai ma fille, sans parler de ma femme ; (...) Travailler pour les autres, j'ai déjà donné, ça ne marchera plus».

A son arrivée au campement, Dedé lui demande de construire sa baraque. Il a demandé une bâche noire à la mairie, mais il n'y en avait pas ; comme il n'avait pas d'argent non plus pour en acheter une, il s'est contenté de couvrir sa baraque d'un toit de paille.

5 - Nazareno a 50 ans ; il habite Tamandaré depuis seize ans. Il est né à l'usine Santa Terezinha, un *engenho* situé dans la commune de Palmares. Quand il avait 8 ans, son père, qui s'occupait des bêtes de trait, s'est installé à l'usine Trapiche. Deux ans plus tard, sa mère meurt ; quand il a 20 ans, c'est le tour de son père, qui laisse trois fils derrière lui. Il va alors à Recife, puis dans l'Etat voisin de l'Alagoas, pour travailler dans un *engenho*, enfin à São Paulo où il reste 2 ans, dans le bâtiment. De retour au Pernambuco, il travaille à nouveau dans la canne à sucre, avant de retenter une deuxième fois sa chance à São Paulo. A son retour, il s'installe dans un *engenho*, en Alagoas. Le gérant de cet *engenho* ordonne que l'on détruise ses plantations (*roçado*) : il décide de partir. Il s'installe alors à Tamandaré, chez sa belle-mère, et décide de ne plus jamais travailler dans les *engenhos*. Sur un terrain donné par la mairie, il se construit une maison ; il vit de la vente de fruits et des plats de fruits de mer que cuisine sa femme.

«Je passais souvent par ici [Brejo]. Et puis il y a eu cette histoire de mouvement. C'est Zezinho qui m'en a parlé, un militant. Et un coordinateur.

Moi, j'enregistrais, j'enregistrais ce qu'il me disait. Puis un jour, je suis venu. J'ai construit cette petite baraque et j'ai planté deux-trois choses».

Sur une idée du maire de Rio Formoso, il s'était présenté, sans succès, aux élections municipales. Il continue de vendre ses produits à Tamandaré :

«Demain il faut que j'y retourne, je vais vendre du crabe et du poisson».

Sur ces cinq profils, seul le jeune Amaro, militant du MST, avec l'expérience de plusieurs occupations, considérait déjà depuis un certain temps la réforme agraire comme une solution. Pour les autres, cette option était récente.

Daniel Pedro avait déjà été convié à participer à des occupations ; mais il avait un travail, ce qui l'avait amené à ne pas prendre en considération cette possibilité. C'est seulement quand il s'est retrouvé au chômage et sans débouché en perspective que la "réforme agraire" lui est apparue comme une solution. La question s'était posée dans les mêmes termes pour le père d'Amaro en 1992 : au chômage, il s'était rallié à l'invitation des militants venus faire du "travail de base" à Barreiros. La comparaison entre ces deux cas montre bien que la crise de la canne peut frapper les travailleurs ruraux en des moments variés, sous des formes différenciées.

Revenons au premier occupant que nous citons, Amaro Santino : le récit de la manière dont il a quitté Trapiche reste elliptique (il y a eu un "problème" et c'est pour cela qu'il serait parti pour Brejo). Peut-être est-il parti pour ne pas être licencié, avec en tête l'idée des campements. C'est sans doute également le cas de l'autre travailleur de Trapiche qu'il avait déjà croisé avant de le retrouver à Brejo. À Mascatinho aussi, les occupants comptaient dans leurs rangs des licenciés de cette même usine. En ce sens, la restructuration des usines de sucre qui ont réussi, comme c'est le cas de Trapiche, à maintenir une forte productivité en licenciant leurs travailleurs, a indirectement contribué à la prolifération des occupations d'*engenhos*, au même titre que les usines en déclin comme Santo André et Central Barreiros. Pour Amaro Santino cependant, la participation au campement n'est pas liée à la perception d'une fatalité du chômage, à la différence du deuxième occupant que nous citons. Amaro ne parle pas de sa recherche d'emploi : tout se passe dans son récit comme s'il avait quitté l'usine pour se rendre immédiatement à Brejo. Peut-être la "réforme agraire" faisait-elle déjà partie de son horizon

d'attente, notamment parce que certains de ses collègues de Trapiche étaient déjà partis pour des campements¹.

Edmilson (4), lui, s'était confronté à la crise de l'usine Central Barreiros, comme les travailleurs de Sauézinho et de Santo André : après un certain temps passé sans salaire dans l'*engenho* Ilhetas, il était désormais convaincu de l'inutilité de travailler pour les autres. Les syndicalistes de Tamandaré lui avaient déjà parlé de la "réforme agraire" comme une issue possible. Les occupations de mars et avril 1997 lui offrent l'occasion d'y participer : il pense d'abord à Mascatinho, recule et finalement se décide pour Brejo, qui est limitrophe de l'*engenho* Ilhetas : il est cette fois trop près pour rater l'occasion.

Nazareno (5), n'était pas à proprement parler une victime de la crise de la canne à sucre. Les raisons de son entrée dans le campement de Brejo restent là aussi elliptiques. Son cas permet cependant d'illustrer le fait que les campements ne regroupaient pas seulement des travailleurs ruraux, mais également des gens qui avaient abandonné cette activité : Nazareno, lui, l'avait été pendant 16 ans. A Mascatinho, à Cipó, nous avons là aussi rencontré des participants aux campements qui avaient une activité en ville. Bien qu'elle soit directement liée à la crise du sucre, on voit bien que la "réforme agraire" n'est pas une issue pour les seules victimes directes de cette crise ; elle peut l'être également pour des personnes en situation précaire dans d'autres secteurs. Dans les deux campements de Rio Formoso, on trouvait ainsi des victimes de l'inondation catastrophique de mai 1997, qui avaient perdu leur maison.

En comparant les cas d'Edmilson, de Nazareno et de Daniel Pedro, la participation à un campement apparaît comme le résultat d'un processus par lequel les travailleurs ruraux donnent progressivement un sens à la crise qui les atteint et à l'évolution du "mouvement", travail d'interprétation dans lequel on peut lire l'influence du "travail de base" mené par les syndicalistes et les militants du MST. Nazareno nous raconte qu'il discutait fréquemment avec Zezinho, le militant ; habitant d'une *ponta de rua* de Tamandaré, il était un

¹ Nombreux, parmi les participants aux campements, sont ceux qui venaient de Santo Amaro, un village situé sur la commune de Sirinhaém où résidaient les travailleurs (en activité ou déjà licenciés) de l'usine Trapiche. Ce village était l'un des lieux privilégiés par les militants du MST pour mobiliser la "base".

destinataire naturel de ce travail de mobilisation : il “enregistre”, jusqu’à ce qu’un jour il se décidât. Quant au choix d’entrer dans tel campement plutôt que tel autre, il semble lié à des facteurs essentiellement conjoncturels par exemple, à la coïncidence, entre l’existence d’une occupation et la perception subjective des effets négatifs de la crise (cf. le père d’Amaro, Amaro lui-même et le deuxième occupant cité) ou bien la proximité plus ou moins grande de l’occupation (dans le cas d’Edmilson et de Nazareno). Il faudrait également prendre en compte les réseaux d’interconnaissance antérieurs aux campements, et que nous n’avons pu qu’effleurer en septembre 1997 : l’existence de ces réseaux, que nous avons entr’aperçue au travers d’allusions récurrentes dans les entretiens, doit sans aucun doute être considérée comme un facteur également décisif dans le choix de participer à un campement déterminé.

Autre thème que nous retrouvons dans ces cinq entretiens : à l’exception du récit d’Amaro, les récits des occupants mobilisent la notion de “place” (*vaga* -c’est-à-dire un siège, un poste, une place de stationnement libre ou non) : le premier demande, en arrivant dans le campement, “s’il y a de la place” ; le deuxième raconte qu’il “cherchait une place”, dans un lexique qui est le même que celui de la recherche d’emploi. Quant aux témoignages où le terme n’apparaît pas, il est néanmoins question d’une démarche de demande d’autorisation (à un responsable, à un militant, au coordinateur du campement) au moment de l’arrivée dans le campement. Les travailleurs ruraux semblent, par cette identité lexicale, associer en un certain sens l’entrée dans un campement à l’accès à un emploi –cette hypothèse nécessiterait cependant une recherche empirique plus poussée.

Dans ces témoignages, le motif revendiqué pour expliquer sa participation à l’occupation reste très homogène : quitter la dépendance du travail pour un patron et travailler pour soi-même. Cette opposition, récurrente dans les campements, entre le travail pour soi et le travail pour un patron, est une dichotomie ancienne dans la *Zona da Mata* de Pernambuco : elle se matérialise dans l’espace par la différence entre la culture du lopin de terre (pour soi) et le travail dans les champs de canne (pour le patron). Avant l’apparition des campements, le fait de pouvoir travailler pour soi dans un *engenho* impliquait structurellement le travail pour un patron, car seuls ceux qui détenaient un contrat de travail de l’usine ou du fournisseur avaient droit à un lopin de terre à usage personnel. Les campements semblaient donc offrir une nouvelle possibilité : travailler pour soi-même, sans la subordination à

un patron. C'est là le sens principal que les travailleurs ruraux des occupations donnent à l'expression "réforme agraire".

A Brejo comme ailleurs, on pouvait repérer dans les campements une posture dominante : celle de l'attente d'un dénouement. Amaro Santino attend que se manifeste la volonté de Dieu et qu'une décision soit prise. Pour Daniel Pedro, participer au campement est un pari :

«Tout ça, ça n'est pas bon. Les autres camarades et moi, on a dormi sous la bâche noire, avec la pluie qui tombe sur le bois, dans la boue... Il n'y a rien de bon dans cette vie qu'on mène ici. Mais il faut prendre le risque : un jour ça pourrait bien tourner».

Pour les occupants, l'attente du "dénouement" passe par le maintien d'activités parallèles. Nazareno raconte qu'il doit aller en ville le lendemain pour y vendre ses fruits de mer. Cette superposition de la participation au campement à une activité rémunératrice est fréquente. Dans tous les campements que nous avons visités, bon nombre des occupants étaient absents : ils étaient partis couper la canne (la récolte venait de commencer) ou répondre à des "petits boulots". Le fait de monter une baraque dans un campement pouvait donc s'accommoder du maintien d'autres activités.

Les récits d'Amaro (à Brejo) et de Cabeludo (le militant régional du MST) nous ont donné quelques éléments d'une histoire des campements de la région. Cabeludo parlait en ces termes de Cipó, *engenho* exproprié dont il est lui-même détenteur d'une parcelle : "*L'histoire de ce campement ? C'est une longue histoire. La lutte pour cette terre-ci a commencé à Camaçari (...)*" Le récit du militant décrivait par la suite le cheminement d'un groupe de travailleurs ruraux, de campement en campement, émaillé de faits héroïques, telle une véritable saga. 1 200 au départ de Camaçari en 1992, ils n'étaient plus que 80 quand ils arrivèrent à Cipó en 1994. Même si l'on prend en compte ceux qui étaient restés à Frescundinho, cette réduction est frappante. Pour Amaro, cette désaffection était liée aux expulsions et au découragement qu'elles entraînaient ; "*la lutte pour la terre est la lutte la plus difficile du monde*", disait également Cabeludo. La persistance de certains en est d'autant plus frappante, comme dans le cas du père d'Amaro (dans les campements depuis Camaçari, 1992), ou de cette femme de Cipó qui était entrée dans les campements depuis l'occupation de l'*engenho* São Manuel, ou encore des couples dont les enfants, entre 2 et 4 ans, étaient nés dans les campements. Dans presque tous les campements que nous avons visités, nous

avons rencontré des anciens de Camaçari. Tous ces éléments montrent bien qu'abandonner ou persister dans la *lutte* sont des démarches qui s'inscrivent directement dans des trajectoires personnelles et non dans une disposition particulière pour la *lutte* qui pourrait être dissociée de ces trajectoires. Le cas du père d'Amaro et de sa famille est parlant : leur sortie de Cipó pourrait a priori être interprétée comme un cas d'abandon, alors que leur participation au groupe initial de l'occupation de Brejo indiquerait plutôt le contraire.

L'entrée dans les campements est ainsi liée à plusieurs facteurs : le désir de disposer d'une terre afin de travailler pour soi-même reste la motivation la plus explicite. A cela il faudrait ajouter l'effet d'entraînement provoqué par la multiplication des campements dans la région durant l'année 1997 : les campements apparaissent de plus en plus comme une option possible pour les travailleurs ruraux, sans pour autant que ces derniers disposent d'un quelconque contrôle sur les développements du processus de d'expropriation. Si d'autres opportunités apparaissent, l'option de quitter le campement est envisagée sans que cela fasse problème : le cas d'Amaro vaut sans doute pour bien d'autres participants aux campements dont nous ne connaissons pas l'histoire. Quitter un campement, ce n'est pas nécessairement ne plus croire en cette solution que représente la réforme agraire ; cette croyance vient se superposer à d'autres croyances. La réforme agraire est perçue comme une issue possible mais une issue parmi d'autres.

Quand Nazareno, Amaro Santino, Edmilson et Daniel Pedro entrent à Brejo, ils cherchent une issue. Si l'on peut parler pour certains (le délégué syndical de Sauézinho, Amaro, Cabeludo) d'une "prédisposition", qui se serait construite au fil du temps, à s'engager dans la *lutte* pour la réforme agraire, ce n'est cependant pas le cas de ces quatre participants aux campements. Pourtant, leur acte est interprété comme faisant partie intégrante du processus de *lutte* pour la réforme agraire. L'existence de cette *lutte* au Pernambuco a donc pour assise une multitude de démarches individuelles, qui prennent leur sens en s'inscrivant à la fois dans des trajectoires personnelles et au niveau symbolique, dans la construction d'un sens collectif, suivant un "jeu d'échelles" différenciées.

LA CONSTRUCTION D'UNE LEGITIMITE

Les campements que nous avons visités, de même que ceux dont nous avons pu faire une reconstitution à partir du récit des travailleurs ruraux (Sauézinho, par exemple), présentaient tous un ensemble de traits distinctifs et récurrents : les baraques en bois, couvertes d'une bâche noire, parfois jaune ; le drapeau rouge, avec le logo du MST ou du Syndicat des Travailleurs Ruraux. Même lorsqu'il s'agissait de campements déjà démontés, les récits des occupants mentionnaient toujours la bâche noire et le drapeau comme des éléments-clefs de l'occupation. Le délégué syndical de Sauézinho avait même gardé précieusement le drapeau rouge chez lui, dans une boîte, enveloppé d'un papier soyeux, tel une relique qu'il était fier de nous montrer. D'autres travailleurs ruraux de cet *engenho* avaient également gardé chez eux la bâche noire qui avait servi à couvrir leur baraque pendant le campement.

Les campements présentaient également d'autres traits distinctifs : la plupart avaient été installés sur des élévations (le haut d'une colline, généralement) —de manière à être visibles à quelques kilomètres de distance— à proximité d'un bois et d'un cours d'eau. Les baraques, alignées, formaient des ruelles parallèles. Chaque baraque appartenait à une famille, dans certains cas à un célibataire. Les occupants étaient amenés fréquemment à sortir du campement, pour aller travailler dans d'autres *engenhos*, pêcher ou faire des "petits boulots" ; indépendamment de leur présence effective, le fait d'avoir construit une baraque faisait d'eux des membres à part entière du campement.

A cette homogénéité formelle s'ajoute la régularité dans la période d'installation des campements : tous avaient été montés entre deux récoltes, entre les mois de mars et de juillet. Quelque temps après l'occupation, les occupants se lançaient dans des cultures individuelles de subsistance. A Brejo, le campement avait établi une sorte de division du travail, en créant des commissions chargées de secteurs spécifiques : sécurité, santé, alimentation, péage¹. Les occupants y avaient également délimité un champ

¹ Le "péage" est une pratique courante des campements : installé sur le bord de la route la plus proche, un groupe d'occupants suggère aux automobilistes de s'arrêter, au moyen d'un drapeau du mouvement tendu en travers de la route, pour leur demander une contribution.

cultivé en commun, le “collectif”, impliquant en théorie la participation de chacun, destiné à la culture de denrées dont la vente devait financer les activités du campement —notamment les déplacements à Recife pour aller “occuper” le siège de l’INCRA. Cette division du travail et l’existence d’un collectif semblent être des caractéristiques propres aux campements organisés par le MST ; il est néanmoins possible que les campements du syndicat se soient dans certains cas dotés de structures similaires.

De par la régularité de leurs caractéristiques et de leurs structures, les campements correspondent à une forme spécifique, à une technologie politique particulière de visibilité dont le modèle a été élaboré ailleurs —en l’occurrence dans le Sud du Brésil— tout au long d’un processus d’occupations au début des années 1980 qui a débouché sur la création du MST. Ce sont des militants MST venus du Sud qui sont venus planter le mouvement au Pernambuco (au prix, certainement, d’un certain nombre d’adaptations aux conditions de la *Zona da Mata*), en important avec eux les techniques matérielles et sociales nécessaires à l’installation et au maintien des campements —techniques que par la suite les syndicalistes de Rio Formoso et de Tamandaré se sont appropriées.

En symbolisant une redistribution spatiale et sociale nouvelle, par le biais d’une installation pourtant provisoire, la forme même du campement devient le support de pratiques discursives nouvelles ; elle donne au processus de la réforme agraire les bases d’une double légitimité, à un niveau à la fois individuel et collectif. Les occupants des différents campements que nous avons visités en 1997 avaient dans leur très grande majorité une activité extérieure, voire, dans le cas des campements de moradores (Sauézinho, Amaragi), une maison dans l’*engenho* qu’ils étaient pourtant en train “d’occuper” : mais c’est le fait d’être resté dans le campement même, de mettre en scène et de vivre une logique de la souffrance (subsister dans des installations précaires, subir les expulsions, être exposé aux attaques des hommes de main du patronat), qui permet à chacun de donner à sa prétention à la terre une épaisseur symbolique que le seul processus administratif et juridique d’expropriation ne saurait conférer : une légitimité pour soi-même et pour les autres.

En cela, le cas déjà cité du démantèlement du campement à Sauézinho est exemplaire : alors même que gain de cause avait été obtenu (la reprise du paiement des salaires par l’usine Santo André et la prévision de la mise en

route du processus d'expropriation par l'INCRA en faveur des travailleurs ruraux de l'*engenho*), un petit groupe de travailleurs reste dans le campement (déjà largement abandonné) ; ils ne finiront par sortir qu'après la visite de fonctionnaires de l'INCRA, leur expliquant qu'il était inutile de continuer à "se sacrifier" pour obtenir des garanties déjà acquises. L'information n'était-elle pas parvenue jusqu'à ces derniers occupants ? Cela est improbable, compte tenu du départ des autres travailleurs ruraux et de la présence du délégué syndical. On fera plutôt l'hypothèse qu'un nouveau type de capital symbolique était apparu avec le campement, irréductible à la satisfaction même des revendications et que ce dernier "carré" voulait continuer à accumuler. Dans d'autres cas, c'est la mise en récit proprement dite de l'expérience des campements, à travers notamment les "sagas" de certains groupes qui passèrent, sur plusieurs années, d'une occupation d'*engenho* à une autre avant de pouvoir obtenir une parcelle, qui octroie d'autant plus de légitimité à l'accès d'un travailleur rural à la terre qu'elles s'inscrivent dans la durée et dans une histoire collective en train de se constituer. Ce que rend possible, à titre individuel, le campement, c'est d'étayer sa prétention à la terre (par rapport au droit du patron, mais aussi aux prétentions des autres candidats éventuels à une "place") sur un sacrifice, plus ou moins fort, plus ou moins vécu comme tel, qui soit visible par tous.

Rendre visible, mais à qui ? Aux représentants de l'Etat de Pernambuco, au patronat, aux autres travailleurs ruraux, au syndicat, aux militants du MST dans le cas des campements préventifs des syndicats, mais aussi aux pouvoirs locaux (la mairie qui, dans certains cas, appuie l'occupation en fournissant de la nourriture ou quelques mètres de bâche noire), aux prêtres de l'Eglise catholique, ou encore aux responsables du programme "Comunidade Solidária"¹ — dont bénéficiaient quelques uns des campements que nous avons visités. Le destinataire principal de ce message reste cependant l'Institut de la Réforme Agraire (l'INCRA), dont le lien avec les Syndicats des Travailleurs Ruraux et le Mouvement des Sans-Terre relève de ce que l'on pourrait appeler une collaboration objective. Les campements, en ce sens, donnent à cette convergence d'intérêts son interface technique et administrative. D'un côté, la FETAPE et le MST respectent les critères d'expropriation de l'INCRA :

¹ Institué par le gouvernement fédéral, "Comunidade solidária" est un programme d'aide aux communautés indigentes (par le biais notamment de la distribution de rations alimentaires, les "*cestas básicas*") ; il est dirigé par Ruth Cardoso, l'épouse du président de la République.

l'improductivité est une catégorie que les mouvements se sont appropriés dans le choix des terres à occuper, afin d'entrer le mieux possible en adéquation avec les critères de la visite technique. De son côté, à Recife, l'organisme public entérine les choix pré-établis par les syndicats et le MST qui font office de prestataires de service en établissant à la fois la liste des terres susceptibles d'être expropriées et celle des bénéficiaires éventuels de cette expropriation. Cette dernière peut faire l'objet de certains ajustements, en fonction des "places" disponibles : à Cipó par exemple, 8 participants au campement durent être exclus de la liste des bénéficiaires de parcelle, par manque de place selon l'évaluation de l'INCRA, qui s'engagea en conséquence à leur donner une propriété lors de la prochaine expropriation. Dans la mesure où les deux mouvements en position concurrentielle (le syndicat et le MST) ont communément admis qu'ils avaient intérêt à ne pas juxtaposer leur action (et à respecter le principe "1 *engenho* – 1 campement"), les campements se sont imposés comme la forme qui permet à la fois à l'INCRA et aux mouvements qui les organisent d'établir une liste de bénéficiaires qui ne fasse pas l'objet d'une contestation extérieure¹.

Le cas des occupations d'*engenhos* dans la *Zona da Mata* de Pernambuco permet ainsi d'entr'apercevoir, à travers une étude régionale, les conditions sociales de possibilité d'un processus par lequel, en quelques années, les campements sont devenus pour l'essentiel la forme obligée de la revendication de la réforme agraire au Brésil, en permettant à la revendication de la redistribution foncière de se doter d'une légitimité à la fois individualisée —l'acte individuel de la participation à une occupation— et institutionnalisée —la collaboration, par chiffres et par listes interposés, entre l'organisme

¹ Nous n'avons cité ici que les mouvements qui organisaient des campements dans les communes de la *Zona da Mata* où nous avons enquêté. Aux côtés de la FETAPE et du MST, qui sont par ailleurs les principaux acteurs de la revendication de la réforme agraire au Pernambuco (en novembre 1997, on compte dans la *Zona da Mata* 13 campements de la FETAPE et 21 du MST), il faudrait citer également parmi les mouvements actifs dans la région des organisations telles que la CPT (Comissão Pastoral da Terra, 3 campements), ou encore des mouvements comme le MLST (Movimento de Libertação dos Sem-Terra, 1 campement), le MT (Movimento dos Trabalhadores, 4 campements), le MCL (Movimento das Comissões de Luta, 1 campement). Sur ces données, cf. INCRA, "Atuais acampamentos cadastrados no Estado do Pernambuco" (novembre 1997), cité par Vantuil Barroso Filho, 1999, p. 322-324.

fédéral chargé de la réforme agraire et les mouvements de travailleurs ruraux. Ce modus operandi institutionnel, qui semblait avoir concilié de manière structurelle des intérêts pourtant exprimés politiquement sur le mode de la divergence et du rapport de force, voire de la confrontation (gouvernement fédéral contre MST), n'est cependant pas à l'abri des prises de position gouvernementales, qui peuvent gripper les rouages de son fonctionnement. En septembre 2000, un arrêté présidentiel (à titre provisoire) promulguée par le gouvernement fédéral exclut du processus d'expropriation toute propriété faisant l'objet d'une occupation illégale : ce processus d'individualisation de la revendication foncière, qui s'était progressivement associé à un mécanisme institutionnel, se retrouve ainsi remis en question par l'attaque dont fait l'objet sa pièce-maîtresse, en l'occurrence les campements.

REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ALCANTARA CAMARGO, Aspásia (1974) : *Brasil Nord-est : mouvement paysans et crise populiste*, EHESS, Paris, thèse de doctorat 3^e cycle.
- BARROSO FILHO, Vantuil (1999) : *La lucha por la tierra en la Zona da Mata de Pernambuco, Brasil. La participación del movimiento de los trabajadores rurales sin tierra*, Universidad de Deusto, Bilbao. Thèse de doctorat.
- BATESON, Gregory (1994) : *Naven. The culture of the Iatmul people of New Guinea as revealed through the study of the Naven ceremony*, Stanford University Press, [1^{re} éd. 1935].
- BEZERRA, Gregório (1979) : *Memórias — II, 1946-1969, Civilização Brasileira*, Rio de Janeiro.
- CALLADO, Antonio (1964) : *Tempo de Arraes*, Rio de Janeiro, José Alvaro Editora.
- CAVALCANTI, Paulo (1978) : *O caso eu conto, como o caso foi — da Coluna Prestes à queda de Arraes* (memórias), São Paulo, ed. Alfa-Omega.
- CHAMORRO, Sergio (2000) : *Com a cara e a coragem : etnografia de uma ocupação de terra em Pernambuco*, Rio de Janeiro, PPGAS/Museu Nacional.
- CORREA de ANDRADE, Manoel (1964) : *A terra e o homem no Nordeste*, São Paulo, ed. Brasiliense.
- CUNHA COMERFORD, John (1999) : *Fazendo a luta. Sociabilidade, falas e rituais na construção de organizações camponesas*, Rio de Janeiro, Relume Dumará.
- JULIÃO, Francisco (1962) : *O que são as ligas camponesas*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

Idem, (1968) : «*Cambão*» (*le joug*), *la face cachée du Brésil*, Paris, éd. Maspero.

MANÇANO FERNANDES, Bernardo (2000) : *A formação do MST no Brasil*, Petrópolis, Editora Vozes.

SIGAUD, Lygia (1979) : *Os clandestinos e os direitos*, São Paulo, Duas Cidades,

Idem, (1993) : «Des plantations aux villes : les ambiguïtés d'un choix», *Etudes Rurales*, Paris, n°132-133, p. 19-37.

Idem, (1996) : «Le courage, la peur et la honte : morale et économie dans les plantations sucrières du Nordeste brésilien», *Genèses*, n° 25.

Idem, (1999a) : «Honneur et tradition dans les plantations sucrières du Nordeste (Brésil)», *Etudes Rurales*, janvier-juin 1999, n° 149-150, p. 221-228.

Idem, (1999b) : «Les paysans et le droit : le mode juridique de règlement des conflits», *Information sur les Sciences Sociales*, 38 (1): p. 113-147.

Idem, (2000) : «A forma acampamento : notas a partir da versão pernambucana», *Novos Estudos*, n° 58, p. 73-92.

STEDILE, João Pedro et FERNANDES, Bernardo (1999) : *Brava gente. A trajetória do MST e a luta pela terra no Brasil*, São Paulo, Editora Perseu Abramo.

PROJETS, PARIS, HESITATIONS : NOTES SUR TROIS PLANTATIONS EN SITUATION D'INCERTITUDE

Benoît de L'ESTOILE^{*} et Claudio PINHEIRO^{}**

Le moment où nous arrivons à Rio Formoso, en septembre 1997, est caractérisé, pour l'ensemble de ceux que nous rencontrons, par le sentiment d'une transformation rapide, voire de bouleversements : c'est le thème qui domine les discours à la fois du patron d'*engenho* (plantation) chez qui nous sommes logés, du maire, des leaders paysans, des administrateurs d'usine, mais aussi des *moradores* d'*engenho* ou des occupants des campements¹. La monoculture de la canne à sucre, qui dominait la région depuis les débuts de la colonisation au XVI^e siècle, semble menacée de s'effondrer, entraînant une grave crise de l'emploi agricole. La grande propriété foncière paraît remise en cause par les débuts d'une "réforme agraire" qui semble enfin sur le point de se réaliser, avec la multiplication des campements dans les *engenhos*. Enfin, de grands projets, liés à un financement international, prévoient la reconversion de la région littorale vers le tourisme².

D'un côté, la situation est caractérisée par "l'ouverture". Le bouleversement apparent de la situation, la redistribution des cartes qui s'annonce, engendrent une situation où, en un sens, "tous les espoirs sont permis", mais aussi où certains recours traditionnels ont disparu. C'est un moment extrêmement ouvert mais aussi, et pour cela-même, inconnu, risqué, dangereux. Le moment où nous arrivons est donc particulièrement propice à la

* Ecole normale supérieure.

** PPGAS, Musée National (UFRJ).

¹ Cette impression est confirmée par les anthropologues brésiliens qui nous accompagnent, Lygia Sigaud et Afrânio Garcia, qui ont réalisé des recherches de terrain dans la région depuis le début des années 1970 dans le cadre des projets de recherches du Musée National.

² Voir l'article de L. Sigaud, D. Fajolles, J. Gautie, H. Gomez et S. Chamorro dans ce numéro.

formulation de “projets” individuels et collectifs, mais aussi aux hésitations, aux doutes, voire au désarroi de ceux qui ont le plus à perdre dans une transformation des rapports sociaux. Plus exactement, nous tenterons de montrer comment un certain nombre d'acteurs se trouvent dans une situation où ils sont amenés à faire un “pari”. D'un autre côté, tous les individus de la région ne sont pas atteints de la même façon par ces bouleversements et n'en ont pas la même perception, ni la même conscience. Ainsi, les “projets touristiques” (*Costa Dourada*) semblent pour une grande partie des paysans ou dans les campements, ne pas avoir de signification¹. De même, la grande majorité des travailleurs d'*engenho* ne sont pas concernés directement par les occupations de terres, alors que beaucoup subissent les conséquences de la crise de l'économie sucrière.

La conjoncture nous offre donc une occasion unique, dans la mesure où l'espace des possibles apparaît plus ouvert qu'à l'ordinaire. Un des intérêts de la situation, du point de vue théorique, tient précisément à l'incertitude généralisée quant à l'avenir. Cette incertitude généralisée contraste avec ce qui était pour la majorité de la population un “destin” tracé d'avance, quasi-immémorial : le travail de la canne. Du coup, les normes de comportement qui organisaient jusque-là les conduites, dans la mesure où elles structuraient les “attentes” des uns et des autres, paraissent remises en question. On hésite sur les règles du jeu par rapport auxquelles il est possible de s'orienter, alors que les comportements habituels n'apparaissent plus nécessairement appropriés. Ce moment de bouleversements est donc aussi l'occasion d'un retour sur le passé.

Nous voudrions, à partir des observations réalisées en septembre 1997 et des recherches effectuées auparavant, esquisser ici une analyse des réactions différenciées des individus face à ces transformations considérables et à cette situation d'incertitude et proposer un certain nombre d'hypothèses provisoires qui constituent aussi des pistes pour une nouvelle

¹ L'anticipation de grands projets, annoncés avant même qu'aucun signe visible ne les rende tangible, est très différenciée socialement. Cf. L. Sigaud, 1995, sur la difficulté à “croire” que les terres seront inondées dans le cas des projets de grands barrages.

phase de recherche¹. Nous nous centrerons ici sur trois *engenhos* de Rio Formoso, Amaragi, Minguito et Serra d'Água, situés de part et d'autre de la BR 60, à la sortie de Rio Formoso, contrôlés depuis les années 1950 par des membres de la même famille et appartenant au même groupe sucrier (Usina Central Barreiros)². Cette parenté tend à rapprocher les *engenhos*³ mais, d'un autre côté, elle permet aussi une analyse différenciée, dans la mesure où ils n'ont pas subi la même gestion. A notre arrivée, ces trois *engenhos* se trouvent en situation de "crise", pour des motifs différents. Les terres d'Amaragi (1 080ha) apparaissent, par contraste avec celles des *engenhos* voisins, négligées depuis quelques années : la canne à sucre n'y occupe plus qu'un espace résiduel et de vastes zones sont en friche. Amaragi est donc en faillite : la canne n'y est plus cultivée depuis deux ans (même si elle est encore coupée)⁴, et l'*engenho* est sur le point d'être exproprié dans le cadre du programme de réforme agraire. Serra d'Água et Minguito (865 ha), quoique rentables et couverts de canne, ont été occupés par des campements organisés par le syndicat de travailleurs ruraux (STR) affilié à la FETAPE de Rio Formoso (photos 1 et 3) et font l'objet d'une demande d'expropriation (suite à la cession par l'usine de ces *engenhos*, ainsi que d'une dizaine d'autres de la commune voisine de Tamararé, au Banco do Brasil, pour solder ses dettes). Cette crise, qui prend donc des modalités différentes selon les cas, est elle-

¹ Cet article était écrit dans ses grandes lignes avant la nouvelle phase d'enquête de terrain (août-septembre 1999), qui a confirmé le caractère exceptionnel du moment dont nous avons été témoins en 1997. Pour respecter la règle du jeu de ce numéro des *Cahiers du Brésil Contemporain*, qui devait refléter l'enquête de 1997, nous avons pris le parti, sans en modifier l'essentiel, d'indiquer dans certains cas en note des informations complémentaires recueillies en 1999 par Benoît de L'Estoile (B. L.), qui sont pertinentes pour la compréhension de ce que nous avons vu en 1997. Certaines informations factuelles erronées ont aussi été corrigées.

² Amaragi avait été étudié par Lygia Sigaud (1996) qui présente le modèle d'une domination personnelle néo-traditionnelle.

³ Ce n'est pas un hasard si l'entretien se déroulera avec les deux patrons en même temps.

⁴ C'est en mars 1997, à la fin de la récolte (*safrá*), que Roberto a officiellement annoncé à ses *moradores* qu'il n'y aurait plus pour eux de travail dans la canne.

même à replacer dans le contexte plus général de crise de la canne à sucre dans la région¹.

Etant logés dans l'*engenho* Amaragi qui constituait une sorte de microcosme des changements en cours, dans la mesure où s'y croisaient la crise de la canne, le processus de réforme agraire et un projet pionnier de reconversion vers le tourisme, nous nous trouvions dans un lieu privilégié pour aborder ces transformations. Le fait de vivre au cœur de notre objet créait cependant des difficultés, d'autant plus que le lieu où nous étions logés était l'enjeu de conflits. Notre situation n'est pas sans ambiguïté : nous sommes à la fois des hôtes, des clients et des chercheurs. Roberto insiste sur le fait que nous sommes ses hôtes : il nous accueille dans sa maison (et dans celle, voisine, de son associé allemand), et non pas dans la *pousada* (auberge), située dans l'ancienne *casa-grande* (siège), dans laquelle séjournent les touristes, essentiellement étrangers. Lui et son épouse, Ana Paula, nous reçoivent à leur table, partagent nos repas, cherchent à prévenir nos besoins et nous être agréables, s'efforçant de correspondre aux normes (réinventées) de l'hospitalité traditionnelle d'un *senhor de engenho* du Nordeste. Tout le comportement de Roberto et Ana Paula vise ainsi à nous faire oublier que nous sommes aussi des hôtes payants, c'est-à-dire objectivement des clients². Enfin, la raison principale de notre présence est le fait que nous sommes des chercheurs³ qui s'efforcent d'analyser une situation de crise dans laquelle notre hôte/hôtelier occupe une position-clé, à la fois en tant qu'informateur et en tant que partie de l'objet.

¹ Cette "crise" entamée dès le début des années 1990, en particulier après la suppression des subventions gouvernementales et la suppression de l'Institut du Sucre et de l'Alcool, se traduisait à la fois par la diminution de la production de canne, la faillite d'*engenhos* et d'usines, et le licenciement de nombreux travailleurs dans toute la région de la *Zona da Mata*. Cf. Sigaud (1996) et l'introduction de ce numéro.

² Cette insistance sur l'accueil "chez soi" a aussi des raisons fiscales. La mairie insiste sur le fait que Roberto n'a pas d'activité hôtelière déclarée.

³ En particulier, c'est cette identité sociale de chercheur/ apprenti chercheur qui justifie le financement de notre séjour. Elle nous conduit à nous efforcer de nous distinguer des "touristes" (auxquels les chercheurs *gringos* en particulier pourraient être associés), par exemple en refusant de participer aux activités qui leur sont destinées (barbecue à la plage, promenade à cheval dans l'*engenho*, etc.).

De cette situation complexe découle un certain nombre de tensions quotidiennes. Ainsi, les frictions entre notre hôte et le maire, Zé Paulo, dont l'épouse figure dans la liste des bénéficiaires d'une parcelle à Amaragi, sont sensibles dès le premier soir¹. Cette position ambivalente nous place aussi dans une position privilégiée pour comprendre un certain nombre de contradictions de la situation.

Notre entrée sur le terrain est rendue possible, à la fois socialement et intellectuellement, par le fait que certains des protagonistes qui jouaient un rôle central dans les événements des trois *engenhos* étaient déjà "connus" par l'intermédiaire de Lygia : Roberto et son père, l'ancien président du syndicat devenu maire, le président et les permanents du syndicat, le délégué syndical de l'*engenho* Amaragi, etc. C'est grâce à l'existence de ces relations personnelles déjà établies que nous pouvons avoir accès, dans le cas de Minguito et Serra d'Água, aux points de vue antagonistes du patron, par l'intermédiaire de son neveu, et à celui des "occupants" des campements, par la médiation du syndicat qui les encadre.

Cette importance des liens personnels transparait par exemple dans la façon dont le président du syndicat, Teixeira, nous présente aux occupants du campement de Serra d'Água, en insistant sur l'ancienneté des relations d'amitié et de coopération avec Lygia (photo 2) :

«Celle-là vient de Rio de Janeiro ; ceux-là viennent de l'étranger, ce sont des *amis* à elle ; elle *nous connaît* déjà, c'est une *amie à nous*, habituée à travailler ici *avec nous*, et maintenant elle est venue ici, faire une recherche ici, et ce sont aussi des faiseurs de livres, hein. Ils font cette recherche pour améliorer leurs études. Donc, ils sont ici dans le campement, et ce campement-ci constitue une histoire nouvelle pour elle parce que, quand elle venait ici, le problème c'était le salaire, et maintenant, en arrivant ici, elle a été stupéfaite par la transformation (*remodelação*), alors elle voulait voir ici le mouvement et le palais, maintenant elle voit ce palais ici. (rires)»².

Il faut insister sur le fait que la possibilité même de l'enquête dépend de l'existence de ces relations personnelles pré-existantes. De façon plus

¹ Voir les articles d'I. Coutant, A. Garcia, F. Viguier, J. Pantaleón in «Les transformations du pouvoir municipal» dans ce numéro.

² 15/9/97, entretien - L. Sigaud, B. de L'Estoile, D. Fajolles, J. Gautié.

générale, il faut souligner à quel point la production d'un savoir ethnographique passe par la mobilisation et le développement d'un réseau de relations personnelles, à la fois avec les enquêtés et entre les enquêteurs—ce qui ne veut pas dire que ce savoir soit subjectif.

Grâce à ces accès à divers réseaux, nous avons pu recueillir, sous des formes diverses (allant de la discussion informelle à l'entretien enregistré), des éléments permettant d'esquisser les points de vue de six types d'acteurs dans ces trois *engenhos* :

- Les "patrons" : Roberto, son épouse, et son oncle, Carlos Bezerra.
- Les "leaders" des *moradores*, Chiquinho et Zé Francisco.
- Des *moradores* de l'*engenho* Amaragi¹.
- Des membres de familles de *moradores* rattachés à l'exploitation touristique d'Amaragi.
- Les responsables syndicaux et municipaux, qui encadrent les campements.
- Des occupants des campements (encadrés par le syndicat) de Serra d'Água et Minguito.

L'intérêt d'une analyse tient à cette possibilité que nous avons eue de multiplier les points de vue sur un même processus, même si ces points de vue n'ont été parfois qu'esquissés².

En même temps, il convient de souligner aussi le caractère provisoire, voire fragile, des données que nous avons recueillies : parfois, nous n'avons pu faire qu'une observation rapide, toujours à la merci d'une interprétation ethnocentrique, ou n'avons pu comprendre une information qui nous était donnée par un interlocuteur. Surtout, nous manquons des éléments qui nous permettraient de comprendre ce que notre perception de la situation doit à la façon dont notre présence a été perçue. Un des avantages méthodologiques de cette fragilité est qu'elle oblige en quelque sorte à modaliser les

¹ Nous n'avons pas en 1997 rencontré de *moradores* de Serra d'Água et Minguito.

² La multiplication des points de vue a été favorisée à la fois par la connaissance accumulée sur la zone et par le caractère collectif de la recherche, qui a permis d'élargir l'espace des investigations.

interprétations, à rendre plus explicite le travail d'élaboration du matériau "brut" qui est souvent rendu invisible par un traitement plus "achevé". En ce sens, cette situation d'enquête inédite constitue une véritable "expérience ethnographique" qui peut amener à réfléchir sur les pratiques de recherche¹.

Pour tenter de comprendre ce que nous avons vu alors dans ces trois *engenhos*, on peut procéder en deux étapes :

1- A partir d'une situation vécue comme un bouleversement, donner quelques éléments sur l'histoire des relations sociales avant le moment où nous arrivons, qui permet de donner un sens aux actions des divers protagonistes et, surtout, de restituer quelques traits du système d'attentes qui organisait les comportements.

2- Esquisser une analyse des diverses attitudes face à la situation d'incertitude que nous découvrons.

CRISE DE LA CANNE ET CRISE DE LA DOMINATION

Lors de notre séjour, plusieurs d'entre nous ont été invités à assister à une assemblée de "l'association des *moradores* d'Amaragi", récemment créée². Sans nous être concertés, nous nous retrouvons un nombre important de membres de l'équipe à la réunion, qui se tient dans l'école d'Amaragi, à la tombée de la nuit, sous la pâle lumière d'une ampoule électrique. L'objectif premier de la réunion est d'inciter les *moradores* à participer à une action de revendication : il s'agit de revendiquer l'inclusion dans le terrain qui doit être exproprié d'une zone que l'usine (propriétaire) entend conserver pour y établir des lotissements. Il s'agit donc de faire pression sur l'INCRA, l'agence étatique responsable du processus d'expropriation, en plantant symboliquement des semences sur le terrain contesté. Plusieurs leaders prennent la parole. Le jeune président de l'association des *moradores*, Chiquinho, propose de planter de façon collective (en *mutirão*) un certain

¹ Voir le texte de J. C. Combessie dans ce numéro.

² 17/09/97.

nombre de graines de cajou dans ce qu'il présente comme une future "zone collective" de l'*engenho*¹.

Au-delà de ces manifestations, l'objectif de la réunion est de convaincre les *moradores* de se mobiliser en faveur du processus de réforme agraire. Un certain nombre de représentants du syndicat et de la municipalité sont présents. Pedro Assunção, leader syndical qui coordonne les campements de Serra d'Água et Minguito, invite à "quitter l'esclavage". Il résume l'histoire de la région en trois phases : "l'esclavage, le salariat et la réforme agraire", et il affirme que "nous [les *moradores*] sortons de l'esclavage pour la réforme agraire". Zé Francisco, délégué syndical de l'*engenho*, invite les travailleurs à participer à l'assemblée du syndicat le dimanche suivant et explique les raisons d'adhérer à la réforme agraire. Chiquinho exprime le regret que sur 96 futurs bénéficiaires de la réforme agraire, seuls une trentaine soit présents ; il évoque aussi la nécessité d'une formation technique (*capacitação*) pour assurer le succès de la réforme agraire. Il ne semble pas très assuré et nous dira plus tard qu'il a fait appel à un orateur expérimenté comme Pedro parce qu'il se sentait intimidé. A plusieurs reprises, j'ai le sentiment que les orateurs s'adressent à nous : nous sommes non seulement "pris à témoin", mais même invités à prendre la parole pour manifester notre avis sur ce que nous voyons.

A un moment, Roberto, qui passe en voiture devant l'école, s'arrête et vient voir ce qui se passe ; on lui fait sentir (dans quels termes exactement, nous l'ignorons) qu'il n'est pas bienvenu et il repart. La réunion n'est pourtant pas —comme certains d'entre nous ont pu alors en avoir l'impression— directement dirigée contre le patron (fermier), mais contre l'usine (propriétaire de l'*engenho*) et l'INCRA. Roberto soutient d'ailleurs cette revendication contre l'usine. Cependant, la tenue d'une assemblée des *moradores* dans l'*engenho* sans que Roberto y soit associé, et le fait, que nous, ses *hôtes*, ayons été invités à y assister sans passer par sa médiation, constitue un coup pour son honneur de bon patron, dans la mesure où cet événement indique clairement qu'il n'est désormais plus "maître chez lui". Cette négation du rôle de "maître de l'*engenho*" (*senhor do engenho*) de Roberto prend sens par rapport au système de relations

¹ En fait, cette zone ne sera pas incluse par l'INCRA dans la zone expropriée et sera donc détachée de l'*engenho* Amaragi.

anciennement implanté à Amaragi. Pour les leaders de l'association des *moradores*, l'enjeu est en particulier de délier les liens (très forts à Amaragi) qui unissent les *moradores* au patron : "Le patron de cet *engenho*, c'est terminé ; il n'est plus patron de personne", déclarent-ils lors de la réunion. Cette réunion des *moradores* est donc un signal d'une transformation importante en cours.

Rétrospectivement, selon un processus classique, la situation antérieure apparaît comme ayant été relativement stable, alors même qu'elle a été caractérisée par des transformations considérables¹. C'est par rapport au passé (reconstruit) que sont notées et interprétées les transformations actuelles ; inversement, c'est en fonction du présent incertain que le passé est évoqué. Ainsi, nos interlocuteurs évoquent à la fois ce qui apparaît désormais comme le "passé", et l'avenir, gros à la fois d'espoirs et de craintes. C'est donc une situation où l'on évoque aussi les normes qui organisaient les comportements, au moment où elles sont remises en cause.

Le modèle du "bon patron"

Ce va-et-vient entre le passé, le présent et l'avenir marque l'entretien que nous avons avec les "patrons" d'Amaragi, Serra d'Água et Minguito². Ces trois *engenhos* ont été donnés en fermage par l'usine Santo André (Grupo Othon) à deux frères (le premier à José, les deux autres à Carlos Bezerra), au début des années 1950³. Quoique rapprochés par ces liens de parenté, la trajectoire historique des deux *engenhos* diverge en fonction, notamment, de différences dans les modes de gestion des deux frères. Le destin contrasté que connaissent les trois *engenhos* dans le processus de crise de la canne, puis de réforme agraire, est étroitement lié aux différences dans leur histoire antérieure.

¹ Palmeira (1976), signale un phénomène similaire à propos de la reconstruction idéalisée a posteriori de la relation de *morada*.

² Entretien avec Sr. Carlos et Roberto (18/09/97) : C. Baudelot, A. Garcia, B. de L'Estoile, F. Viguier.

³ En fait, Minguito a été donné en fermage plus tard (1958-59), en compensation du fait que Carlos avait cédé des terrains à la commune.

L'entretien porte sur le passé, sur la gestion des rapports sociaux au sein de l'*engenho*, mais aussi sur le présent, la crise de la canne, attribuée à l'arrêt du soutien donné par l'Etat brésilien aux producteurs de canne¹, et sur les projets d'avenir. C'est par contraste avec le présent gros de menaces que prend sens la description du passé.

Un des enjeux de l'entretien avec Carlos et Roberto est précisément la construction et la validation de la figure du "bon patron", de "l'homme bon"². Roberto veut convaincre ses hôtes du fait qu'en plus d'être un "bon patron", il entretient avec ses *moradores* une relation d'amitié. Cette image a précisément été mise en danger par la scène qui s'est produite la veille au soir, lors de l'assemblée des *moradores*, où notre présence n'a pu lui échapper. Il s'agit donc pour lui de rétablir à nos yeux cette image de lui-même qui définit son identité. C'est sans doute le fait que son "honneur" de *senhor de engenho* a été en jeu qui explique la violence de sa réaction, qui nous frappe dès le petit déjeuner, sous la forme d'une violente diatribe contre un "curé italien", à qui il aurait dit, en lui parlant de la Sicile, "que chacun balaie devant sa porte" (en termes plus grossiers) ; cette attaque contre les étrangers qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas me semble alors une allusion transparente à notre intrusion.

Amaragi a été géré directement par José Bezerra pendant 26 ans, de 1952 à 1978, mais il y a habité jusqu'à sa mort, en 1996.³ La qualification de *homem bom* ou *bom patrão* revient constamment dans les discours des *moradores* que nous avons rencontrés pour décrire le père de Roberto, "*Seu Zé Bezerra*". Le "Vieux Bezerra" était considéré comme un patron plus protecteur que les autres, surtout en ce qui concerne

¹ Notamment avec la suppression de l'Institut du Sucre et de l'Alcool, en 1991.

² La traduction par "bon patron" risque d'induire en erreur : cette expression possède en français une autre connotation, qui renvoie à l'idée d'un patron qui se conduit "bien" avec ses employés, se montre "compréhensif". Au contraire, la notion d'*homem bom* renvoie à une qualité qui se manifeste par des actes positifs, en particulier par le fait de *donner* : donner sa protection, donner des secours, donner de sa personne.

³ Pour une présentation détaillée de la formation de cet *engenho*, et de la trajectoire de la famille Bezerra, cf. Sigaud (1996).

l'assistance médicale¹. La logique qui définit le vieux Bezerra comme *bom patrão* est relationnelle, c'est-à-dire que la définition se fait par comparaison avec les autres patrons, selon un processus auquel n'échappent ni Roberto, ni Carlos². En particulier, la comparaison avec le père est mise en action au détriment de Roberto dans les moments de crise. Ce dernier, qui a succédé à son père à la tête de l'*engenho* Amaragi, se trouve donc dans la situation difficile de devoir reprendre son rôle d'homme bon dans des conditions qui ont changé, et s'efforce de valider à nos yeux cette auto-définition. Au cours de l'entretien, Roberto (et dans une moindre mesure son oncle) s'efforce donc de nourrir cette image du bon patron, en particulier par des anecdotes, opposant leur façon d'agir à celle des autres patrons de la région, selon une logique de différenciation.

Tout le discours du vieil oncle (il a soixante-dix-sept ans au moment de l'entretien) est organisé par une opposition entre un passé idéalisé et un présent où toutes les valeurs se trouvent renversées ; c'est l'arrivée des lois sociales, qui marque pour lui le début d'une longue décadence (une régression) qui culmine avec la situation actuelle, où "tout est erroné", tout est à l'envers. Carlos raconte l'organisation de l'*engenho* à partir du moment où il en a pris la direction, en 1952, fondée sur la relation de *morada*³ : le lopin de terre (*sítio*) donné à chacun est un "droit" concédé par le patron, en contrepartie du travail sur l'*engenho*. Il insiste sur la générosité du patron, qui assurait la protection des travailleurs, notamment du point de vue de la santé.

«Carlos - Quand je suis arrivé pour m'occuper de cela, j'ai commencé en organisant la chose suivante : chacun avait droit à un lopin (*gleba*) de terre pour sa subsistance. Et tous travaillaient. L'entretien des maisons était fait par moi. Tout l'entretien des maisons était fait *par moi*. A cette époque,

¹ Ces récits de travailleurs sont confirmés *a contrario* par les paroles d'un homme qui fut administrateur de Bezerra dans les années 1960, pendant quatre ans : "il n'était pas bon pour l'employé". Cet homme se vantait d'avoir fait doubler la production de canne, mais ajoute que Zé Bezerra n'était pas satisfait de ses méthodes, et implicitement, traite celui-ci de laxiste : "Parfois, il y avait un travailleur qui n'était pas régulier, et je l'appelai pour remettre les choses en place, mais lui (Bezerra) disait que ce n'était pas comme ça" (paroles reconstituées peu après la conversation, notes B. L.).

² Voir L. Sigaud, 1993.

³ Palmeira, 1976.

comme il n'y avait pas de route, pas de téléphone, les routes étaient de terre, très précaires, alors le travailleur, quand il tombait malade, ou la femme du travailleur, c'est nous qui emmenions l'homme à l'hôpital, à Barreiros ou Recife. C'est nous qui emmenions le malade.

Roberto - Dans notre voiture.

Carlos - Oui, oui.

Roberto - Avant, oncle Carlos, il est bon de souligner que ce n'était pas tous qui faisaient ça. Modestie à part, ici, seuls toi et mon père avaient ce comportement. Ça, on peut le constater, parce que c'est la vérité. Tous ne font pas ça».

Pour Carlos, la "réforme agraire", identifiée au fait que chaque paysan ait accès à un lopin de terre a déjà existé dans le passé, avant l'arrivée des "droits" qui ont commencé à briser la relation harmonieuse entre les *senhores* et leurs *moradores*¹.

«C'était à cette époque la vie que nous appelons *du senhor de engenho*. C'était une situation où tous les ouvriers habitaient dans les propriétés. Chacun avait un lopin de terre. Ils travaillaient dans la *fazenda* pour l'employeur. Et ils avaient leurs zones de terre pour planter. Sans payer de loyer, sans rien. Ils produisaient pour eux et vendaient le surplus. Ils l'emmenaient aux marchés, et vendaient. En 1963, quand il y a eu de l'agitation dans le secteur de la campagne, alors tout ça s'est mis à disparaître.

Roberto - Les lois sociales sont arrivées, n'est-ce pas ?

Carlos - Alors sont apparues les lois sociales. L'homme devait avoir une carte [de travail]. L'homme devait avoir les droits sociaux. Et le résultat, pour moi, ils n'ont pas su faire les choses, ils n'ont pas su faire, ça a tout compliqué. Maintenant, l'homme, je paie les droits pour lui. Et l'homme n'en a pas, le gouvernement ne lui donne pas une couverture comme ça devrait être le cas. Moi je pense que là, la chose a changé. La réforme agraire, c'est autrefois qu'elle existait (*Já existia reforma agrária ...*)».

Pour Carlos, les lois sociales, qui prétendaient protéger les travailleurs, ont eu l'effet inverse, dans la mesure où la fin de la domination personnelle

¹ Ce que Carlos omet de dire, c'est que les paysans n'étaient nullement propriétaires, ni même "*posseiros*", des terres dont ils avaient l'usufruit selon le bon vouloir du patron.

et des relations de protection qui lui étaient associées, qu'elles ont entraînées, n'a pas été remplacée par une prise en charge effective de la part de l'Etat (la couverture sociale que l'INPS est censé procurer fait défaut). Quand il décrit la vie des *moradores* de l'époque d'avant les droits, c'est une véritable idylle pastorale : travail peu fatigant, le matin sur les terres de l'*engenho*, l'après-midi travail familial dans le *roçado* qui lui était concédé, vie équilibrée, qui s'oppose à la perte des valeurs du travail. C'est un monde pour lui disparu, avec la perte des racines.

«Carlos - Ils travaillaient jusqu'à une heure de l'après-midi. La maison où ils vivaient, on va dire, de leur lopin, leur morceau de terre, était juste à côté de la maison. Il arrivait, déjeunait, se reposait, et allait avec sa famille faire sa production. C'était à côté de la maison. Il avait du temps pour tout. Parce qu'à cette époque, sa propre famille travaillait pour l'aider là dans sa zone, ce qu'il avait planté. Aujourd'hui, personne n'y va plus. On ne rencontre pas une femme aujourd'hui pour prendre sa bêche et aller à la *roça*. On ne rencontre pas. Je ne sais pas si ça c'a été l'évolution ou bien...

Roberto - La régression.

Carlos - ... La régression de l'histoire. Je crois qu'ils ont retiré l'homme, l'homme de sa vie. Il vivait là dans son petit coin à lui. Et on a abandonné ça. Ils l'ont enlevé, et aujourd'hui personne ne veut plus retourner à ça. A partir de maintenant... Cet *engenho* où j'habite va rentrer dans la réforme agraire».

Dans la présentation de Carlos, c'est seulement le non-respect des règles par le *morador* qui pouvait interrompre cette relation harmonieuse. Le principe de la *morada* impliquait que le *senhor* reste maître de la disposition de la terre, ce qui au dire de Carlos rendait la situation "très simple" :

«A cette époque, c'était une méthode très simple. S'il ne suivait pas le règlement de la propriété, il comparaisait. On lui donnait sa production. Je l'appelais, lui expliquais la situation. Et alors, je lui demandais la maison, le *sítio*. Il cueillait tout ce qu'il avait planté. Je lui donnais un délai. Il cueillait tout, et ensuite rendait la maison, il n'y avait pas de problème. Les problèmes, il y en aujourd'hui. Mais autrefois non».

La "simplicité" de cette méthode de résolution des conflits, liée à l'acceptation sans discussion par le *morador* de l'expulsion, montre bien le caractère toujours provisoire de cette relation, qui n'était garantie que par le bon vouloir du patron. Les "règles" étaient uniquement les règles déterminées au sein de la propriété et non imposées par un appareil judiciaire extérieur. C'est la transformation des relations avec les travailleurs sous l'effet

des lois sociales, qui selon Carlos a rendu impossible la relation de *morada*, notamment en rendant impossible le règlement des conflits en face-à-face :

«Carlos- Combien de fois, il y avait pendant la semaine un problème sur son lopin, il ne venait pas travailler, mais il se justifiait. Vous comprenez ? Et ça, ça a changé, changé, changé, et est arrivé au point que nous n'avons pratiquement plus les moyens aujourd'hui d'avoir cette relation avec le travailleur, c'est-à-dire habiter dans la propriété. Aujourd'hui il habite au village ou en ville. Un tout petit nombre, ceux qui habitaient là depuis d'autres époques, moi du moins je les garde là. Maintenant, donner une terre, donner le *sítio*, comme nous l'appelons, à un travailleur nouveau, je ne donne plus. Parce que la loi, la loi lui donne une [telle] couverture, si bien qu'on finit par perdre cette partie de terre».

Ce sont pour lui clairement les lois sociales qui ont eu pour effet de faire sortir les *moradores* des *engenhos*, et par conséquent multiplié la misère dans les centres urbains¹.

«Carlos - Pour résumer, c'est ma façon de raisonner, moi qui ai connu l'époque d'autrefois. Je vois celle d'aujourd'hui, à ma façon, je m'interroge, je dis : tout est de travers, tout de travers. Les lois sociales sont arrivées. Aujourd'hui, dans les grands centres, Recife et les grandes villes de l'intérieur, tout est plein de *favelas*. Allez faire une enquête là, tout est sorti d'ici, de...

Roberto - De la campagne.

Carlos - ... De la campagne. A cause des lois sociales, parce qu'ils n'ont pas fait une étude sérieuse et profonde.

Roberto - Pour maintenir l'homme à la campagne.

Carlos - Pour maintenir l'homme à la campagne. Aujourd'hui, aujourd'hui, l'autre jour je parlais avec les gens qui disaient : (...) l'homme qui a travaillé aux champs, ou qui aujourd'hui encore travaille aux champs, mais habite la ville, tu peux lui offrir la terre, le *sítio*, il ne revient plus. Et celle qui donne le premier avis négatif, c'est l'épouse elle-même et les enfants, ils ne veulent plus».

¹ La déploration de la misère urbaine des travailleurs qui ont quitté la campagne apparaît déjà dans le discours des *senhores de engenho* dans les années 1950 (Garcia, 1990, p. 66-67).

Le discours de Carlos justifie de façon très classique le départ des *moradores* et l'impossibilité de la *morada*.¹ Carlos explique donc qu'au lieu de leur donner une maison dans l'*engenho*, selon le modèle antérieur, il a aidé ses nouveaux travailleurs, et les fils de ses *moradores*, quand ils se mariaient, à s'installer à la ville, en leur donnant du bois et du ciment pour construire leur maison. De fait, la situation de l'*engenho* Serra d'Água, est très particulière, dans la mesure où il est immédiatement contigu à la ville. Les travailleurs qui habitent *na rua* (en ville) sont donc en fait situés sur un terrain en bordure de l'*engenho*. En revanche, la propriété de Minguito, quasiment vidée de ses *moradores*, est à peu près inhabitée. De fait, il n'y a plus selon Carlos (en 1997) que 19 *moradores* dans l'*engenho* (sur les deux propriétés), alors qu'il y en a eu jusqu'à 60.

Ce faible nombre souligne le fait que les deux frères Bezerra ont eu une gestion extrêmement différente de leur *engenho* et en particulier de leur rapport avec les *moradores*. Carlos a eu une gestion "modernisatrice" : il mécanise tôt son *engenho*, utilise beaucoup d'engrais, des désherbants chimiques² et reboise les fonds de vallée, qui ne se prêtent pas à l'agriculture mécanisée, contrairement aux surfaces plus planes, ce qui lui permet de n'avoir besoin que d'une main d'œuvre permanente limitée, en faisant appel pour la *safrá* à des travailleurs extérieurs³. Au contraire, Bezerra investit peu dans la modernisation agricole, mais conserve une importante réserve de main d'œuvre : selon ce que dit Zé Francisco lors de l'AG, il y avait, en 1978, 250 travailleurs *fichados* (déclarés) à Amaragi (il n'y en avait plus que 41 début 1997). Bezerra n'a en effet pas lui-même suivi cette pratique d'expulsion des *moradores*⁴. Il faut souligner le caractère exceptionnel

¹ Cf. Sigaud, 1993.

² Le travail de séchage manuel de la canne implique la mobilisation d'une main d'œuvre relativement importante, y compris dans l'entre-saison.

³ B. Heredia (1989) a montré comment dans une région proche de l'Alagoas, la "modernisation" de l'exploitation de la canne à sucre — qui s'est faite notamment par le développement de la canne à sucre sur les plateaux jusque-là considérés comme impropres à cette culture — s'est traduite par l'expropriation complète des *moradores* hors des *engenhos* (et des petits producteurs).

⁴ Cette différence entre les deux frères remet en question l'hypothèse de Lygia Sigaud (1996) selon laquelle ce serait le caractère d'homme nouveau de Bezerra qui

d'Amaragi, où la force de la relation sociale de la *morada* s'est maintenue alors même qu'elle subissait ailleurs un processus d'extinction avec le départ des *moradores*. Au total, il y a, en 1997, 641 habitants sur les terres d'Amaragi¹.

Cette différence de gestion de la main d'œuvre a des effets sur le destin de l'*engenho* face à la crise de la canne. La faiblesse du nombre des *moradores* rend en effet la propriété vulnérable à l'invasion du MST, alors qu'Amaragi, *engenho* "plein" est à l'abri². Carlos est contraint de faire alliance avec le syndicat pour occuper préventivement son *engenho*, dans la mesure où ses relations anciennes avec les dirigeants du syndicat garantissent une occupation moins "agressive" que ne le serait celle du MST. Carlos prend soin de préciser qu'il n'y a pas eu "invasion", mais "demande" (*pedido*), même si cela a été une "demande de mauvaise foi". Le récit de Carlos laisse ainsi entendre que le président du syndicat a marqué sa reconnaissance de son interlocuteur en respectant les formes anciennes de la demande de *morada*, en demandant une "place" pour les paysans³. Mais si la forme est similaire, le rapport de force est tout autre : en réalité, Carlos n'est pas vraiment en position de refuser cette "demande" du syndicat.

Domination personnelle, "amitié" et "ingratitude"

La particularité d'Amaragi tient à l'ancienneté des relations qui existent entre la famille des *moradores* et la famille des patrons. Sous réserve de vérification, il semble en effet qu'une grande partie des familles présentes à

aurait entraîné son "style" particulier. On peut penser que la différence entre les deux frères est aussi liée à l'investissement de José Bezerra dans la politique.

¹ Selon la "*Relação Empregados e residentes em terras da Fazenda Amaragi. Aposentados –safristas- outros*" communiquée à l'INCRA.

² Cependant, les *moradores* d'Amaragi ont monté un "campement" fictif, qui n'a pas duré plus d'une journée, de façon à marquer symboliquement le fait que l'*engenho* était occupé. De fait, il figure dans la liste officielle des *engenhos* occupés par la FETAPE.

³ De fait, le campement original de Minguito a été déplacé à la demande de Carlos, parce qu'il se trouvait dans le *cercado* où paissent les bœufs. De même, à Serra d'Água, Carlos a fait planter la canne nouvelle dans le champ à côté du campement, et les *acampados* prennent soin de ne pas y toucher.

Amaragi y soit depuis de longues années. Ainsi, Roberto connaît depuis son enfance la plupart des travailleurs qui vivent sur la propriété¹.

La relation personnelle s'exprime dans l'importance donnée dans les discours à la notion de "connaissance"². Cette thématique de la "connaissance" apparaît à la fois dans la relation des patrons aux *moradores* et dans la relation des dirigeants syndicaux aux occupants.³ Ce qui caractérise la relation de *morada* (mais aussi certaines des formes qui lui ont succédé), par opposition à la relation de salariat typique, c'est la connaissance personnelle. L'acceptation de la demande de *morada* était ainsi précédée d'une "enquête" sur le caractère et les antécédents de la personne.

«En général, ils se connaissent les uns les autres. Donc, je leur demandais. J'allais en ville et demandais : tu connais un tel ? Il disait, "je le connais. Il a habité tel endroit, tel endroit tel endroit". Et je m'informais sur comment ça s'était passé : "Ecoutez, il n'y a jamais eu aucun problème". Alors, je les mettais. Mais s'il arrivait des choses douteuses, je n'acceptais pas"⁴.

Cette importance de la "connaissance" est générale dans les relations sociales, à tous les niveaux. On peut ainsi rapprocher la façon dont sont recrutés les *moradores*, et la façon dont Carlos lui-même a été "recruté" comme fermier, par l'intermédiaire de son beau-frère, ingénieur dans l'usine à sucre.

¹ Lorsque Lygia Sigaud a rencontré pour la première fois Roberto en 1994, celui-ci insistait sur le fait qu'il "*connaît tout le monde par son nom*" à Amaragi, contrairement au patron du garage de Recife où il répare sa voiture, qui "*ne sait pas où habitent ses employés*". De fait, Amaro Pedro évoque le fait qu'il a connu Roberto enfant et, à ce moment-là, le tutoie. Tout le monde à Amaragi parle de Roberto, ou Seu Roberto, en employant son prénom, alors qu'on disait "Zé Bezerra" ou "o velho Bezerra".

² Sur cette notion de "connaissance" dans une société post-esclavagiste, voir, à propos de Bahia, Mattoso, 1992, Introduction.

³ L'importance des relations personnelles et de la "connaissance" est également fondamentale dans l'enquête elle-même, par l'intermédiaire de Lygia et Afrânio.

⁴ Selon B. Heredia (1989, p. 118), en Alagoas, c'est en général auprès des autres *senhores de engenho* que l'on s'informait.

«Mais, en fonction de la personne, il avait quelques propriétés ici qu'il affirmait. Donc, le patron de l'usine a demandé qui c'était. Il a dit : "C'est mon beau-frère. Je suis suspect pour donner des informations". – "Ce qui m'intéresse, c'est son nom, le nom de son père. Et tu vas chercher à prendre des informations". Et ainsi fut fait. Ensuite, il envoya divers messages disant qu'il voulait parler avec moi».

De la même façon, il est frappant de voir que le recrutement des participants au campement de Minguito et Serra d'Água est décrit par les syndicalistes (opposant explicitement ce critère de la "connaissance" et du lien personnel aux pratique du MST) dans des termes très proches de ceux dont Carlos évoque la sélection de ses *moradores* :

«Généralement, pour les personnes des autres villes, ils [le MST] ne font pas une sélection des gens, donc il vient du monde de toute qualité, c'est-à-dire, que c'est plus difficile de contrôler parce qu'on n'a pas de connaissance avec ces personnes. Ils sont intéressés, c'est vrai, à obtenir la terre, mais ce ne sont pas des personnes qui ont été sélectionnées pour cette fin, donc c'est pour cela qu'il y a plus de conflit. Avec les gens qui sont coordonnés par le syndicat, nous avons plus de connaissance, ce sont aussi des gens qui ont déjà travaillé, qui ont été associés au syndicat, des personnes qui ont été expulsées des *engenhos*, nous avons déjà une grande connaissance. Donc, c'est plus facile du fait du lien d'amitié que l'on a...»¹.

C'est cette "connaissance des travailleurs" qui, pour Carlos, constitue la supériorité de la gestion personnalisée des *engenhos*, telle que lui et son frère l'ont pratiquée, sur celle des usines. Comme le montre bien Palmeira, la relation de *morada* est en effet une relation personnalisée du *senhor de engenho* avec chaque chef de famille ; cette relation est transférable à la veuve, mais pas au fils. C'est ce qu'indique une histoire que raconte Carlos :

«Ici, dans la propriété, il y avait un travailleur, une famille. On appelle ça *sítio*. Le vieux est mort, et les fils, déjà tous mariés, étaient partis, etc. Il est resté la vieille, son épouse. Quand il est mort, c'était un homme que j'aimais beaucoup. Alors, je suis allé là parler avec la vieille, pour qu'elle ne reste pas dans cet endroit, isolée de tout le monde. Elle, déjà bien âgée. Je lui ai dit : "Pourquoi tu ne vas pas habiter dans la maison de ton frère. Dans la maison de ton fils ?" Et elle m'a dit : "Non, Sr Carlos, laissez-moi passer les jours de vie qui me restent ici". J'ai dit : "il n'y a pas de problème". Arrive un de ses

¹ Jobson, du Syndicat des Travailleurs Ruraux.

fil, il habitait là-bas, du côté de São Paulo, et il s'est approprié [*apossou-se* : le terme indique une prise de possession non autorisée] la maison. Je lui ai dit : "mais tu n'es pas mon *morador*. J'ai laissé ta mère ici parce qu'elle m'a fait cette demande, et j'ai consenti à ce qu'elle reste dans la maison. Mais toi tu ne peux rien planter ici, parce que tu n'es pas mon *morador*".

La *casa* est concédée à un *morador*, chef de famille, les fils, avec leur mariage, ne font plus partie de l'unité domestique ; en principe, sa veuve, seule, devrait "rendre la maison" et aller habiter chez un parent (cf. Heredia, 1988, p. 131). C'est ce que lui suggère Carlos, mais il souligne qu'il accepte de faire une exception du fait de sa relation privilégiée avec son mari et parce qu'elle fait une "demande" pour rester dans les lieux. En revanche, le fils, qui avait quitté la maison en se mariant et migrant vers São Paulo, n'a pas demandé la *morada*, et n'est donc pas reconnu par Carlos comme étant [son] *morador*. Ce que dénonce Carlos, c'est le fait que le fils se conduise en *posseiro*, en pensant qu'il a "droit" par héritage de cultiver la terre et, surtout, de planter des arbres fruitiers, ce qui indique une implantation de longue durée¹. De fait, la relation devient très conflictuelle, même si Carlos reste allusif.

«Et voilà la conclusion ; vous savez ce qu'il a planté ? Orangers, cocotiers, bananiers. Tous types d'arbres fruitiers, jacquiers, c'est ça qu'il a planté. Alors j'ai vu que ça ne marchait pas très bien, même pour l'effet psychologique sur les autres. Je l'ai appelé, et lui ai dit : "Ecoute, on va faire un accord. Tu t'en vas, etc." Ce qu'il m'a demandé pour cela, même la terre ne valait pas l'argent. J'ai dit : "Non, reste là". Parce que je savais qu'il n'allait pas supporter. Il est resté, resté, resté. Ensuite il est venu me proposer un accord pour partir. "Dis ce que tu veux ?", il a dit "Vous me donnez 5 000 reais" et je pars. Comme j'avais intérêt à le retirer, parce que ça donnait une image mauvaise à l'*engenho*, je lui ai payé, 5 000 reais, alors que ça n'en valait même pas deux, j'ai payé cinq».

Carlos ne dit pas quels moyens de pression il a adoptés pour que le fils ne "supporte" pas de rester ; on peut supposer que la privation de travail et des avantages concédés aux *moradores* rendait déjà sa situation difficile. Sa

¹ En réalité, comme Carlos le dit plus tard, les "conventions collectives" ont inscrit dans le droit la possibilité pour le fils de reprendre le *sítio* de son père au décès de celui-ci. Les syndicats conseillaient aux travailleurs de planter des arbres fruitiers, de façon à rendre coûteuse l'expulsion, du fait des indemnités.

préoccupation principale est “l’effet psychologique” (de contagion) sur les autres *moradores*, et la “mauvaise image” de l’*engenho*. La réputation de celui-ci et de son patron, auprès des autres travailleurs et patrons de la région, est une préoccupation fondamentale qui amène Carlos à accepter une transaction, qu’il présente comme absurde d’un point de vue comptable.

D’un autre côté, l’existence de cette relation personnelle (et héritée) est vécue par Roberto comme entraînant pour lui des obligations : il se sent une responsabilité vis-à-vis de “ses” travailleurs. L’emploi du possessif est ici significatif : Roberto oppose constamment *ses* travailleurs, avec qui il a une relation personnelle et familiale, et pour lesquels il manifeste constamment sa préoccupation et “ceux de l’extérieur”. Il explique ainsi son attitude lorsqu’il s’est trouvé dans l’incapacité de payer ses travailleurs, suite à un grave conflit avec l’usine. Il veut montrer qu’il n’a pas manqué à ses responsabilités vis-à-vis de ses *moradores*, mais que la faute de tout cela incombe à l’usine :

«Je n’avais pas les moyens de payer les travailleurs. Je payais un peu et faisais un accord, etc. Il y avait une époque où j’avais des vaches et des bœufs. J’ai fait une réunion avec le syndicat, et je me suis mis à tuer le bœuf et à donner la viande du bœuf aux travailleurs pour qu’ils mangent, avec la farine de manioc qu’ils avaient. Parce que je n’avais pas d’argent. J’avais des bœufs. Alors je donnais les bœufs. La viande, etc. Parce que *moi je ne pouvais pas voir mes travailleurs mourir de faim*. Donc, c’est la raison principale de la situation critique qu’il y a eu ici. Jusqu’au point de l’expropriation et de la réforme agraire, comme ça se passe maintenant. Et j’y suis favorable, à partir du moment où elle est faite de façon correcte, avec une assistance à l’homme, pour que le travailleur lui-même en profite. Je suis contre la réforme agraire pour mettre des personnes de l’extérieur, qui n’ont rien à voir avec les travailleurs de l’*engenho* Amaragi. *Par contre, pour les travailleurs de l’engenho Amaragi, je défends tout. Parce qu’ils sont mes amis. Ils ont vécu ici depuis l’époque de mon père*. Je veux donner tout ce qui est possible, et payer tout correctement. Ça c’est mon point de vue, auquel je ne renoncerai pas» (souligné par l’auteur).

Il faut souligner qu’une telle conviction (que le “bon patron” a des devoirs vis-à-vis de ses employés) n’est pas seulement de l’ordre d’une “idéologie”, qui masquerait la réalité des relations de domination ; c’est une norme de conduite, socialement reconnue, à laquelle se réfèrent aussi bien les

“patrons” que les paysans¹. Il s’agit d’un idéal de relations sociales qui est actif dans la construction et le maintien de ces relations. Ce modèle des relations sociales, mis en avant par les deux patrons, constitue en effet une référence largement partagée. En particulier, des notions comme des obligations créées par les dons, et au contraire la dénonciation de la non reconnaissance des dons comme “ingratitude”, réapparaissent chez différents interlocuteurs.²

Au modèle du bon *senhor de engenho* s’oppose celui du mauvais *morador*, stigmatisé comme malhonnête et ingrat. Roberto raconte ainsi un cas exemplaire de “mauvais sujet” : ayant surpris un homme qui volait des bananes sur les terres des *moradores* d’Amaragi, pour nourrir sa famille, Roberto non seulement ne le livre pas à la police, mais se montre généreux :

«Je l’ai amené ici, à ma maison. Je lui ai donné de la nourriture. Je lui ai donné de l’argent pour s’acheter de quoi vivre, et lui ai dit... c’était au mois de mai... Il a dit qu’il aurait du travail seulement en septembre, quand les usines commenceraient à récolter. Je lui ai dit, d’ici à septembre, je te maintiens. Tu vas travailler ici pour moi, faire quelque chose pour gagner de quoi survivre».

Pourtant, après avoir quitté l’*engenho*, cet homme dépose une plainte en justice :

«Deux mois après, je reçois une plainte (du travail), il était allé à la Justice du Travail, s’était trouvé un avocat, et s’était plaint de moi, disant qu’il travaillait depuis cinq ans pour moi, que je n’avais jamais payé ses droits, etc.».

Finalement, Roberto accepte un compromis. Cette histoire illustre à la fois la “générosité” de Roberto qui “pardonne”, “accueille chez lui”, “aide” et “donne”, non seulement à ses *moradores*, mais à un homme dans le besoin, en

¹ Cette norme est le produit d’une longue histoire des relations personnelles qui trouve ses racines dans la période de l’esclavage. Cf. pour des exemples de cet idéal de *bom patrão* ou *bom senhor de engenho*, vus du point de vue des *senhores/patrons*, Corrêa de Oliveira (1988), Bello (1938), Freyre (1954 ; 1989). Pour une analyse de la domination personnelle dans le monde de la plantation traditionnelle, cf. Palmeira (1976) et Heredia, (1989), notamment le chap. 7 “As relações sociais do engenho”.

² Sur les relations don/dette cf. Benoît de L’Estoile, 1997.

l'opposant à l'ingratitude et à la malhonnêteté du "voleur" qui s'appuie sur la justice et les avocats pour réclamer des "droits" imaginaires¹.

On peut rapprocher cette anecdote d'une autre "histoire" où le fait d'aller en justice est interprété comme signe d'ingratitude : celle d'Amaro Pedro, poursuivant en justice, sur le conseil des dirigeants syndicaux, le père de Roberto qui l'avait accueilli et protégé lors du coup d'état de 1964, que le vieux Bezerra avait raconté à Lygia². Apprenant que nous souhaitons le rencontrer³, Roberto l'a fait *appeler* (le terme de *chamar* (appeler) est le terme utilisé traditionnellement pour convoquer un *morador*). La rencontre a lieu le soi-même de l'entretien avec Roberto et Carlos, et apparaît ainsi comme une "confirmation" de la véracité des propos tenus le matin⁴. Amaro Pedro apparaît en effet comme un rebelle "repenti" : après avoir été en justice, et s'être ainsi montré "ingrat", il a été pardonné par Zé Bezerra, et semble être devenu un *morador* modèle.

La situation me met mal à l'aise : l'entretien a lieu sous la véranda de la maison de Roberto. Pedro Amaro, le corps raide, reste assis sur le devant d'un confortable siège en bois, et, l'air gêné, triture sa casquette, attentif à "bien répondre". Il parle de façon contrainte, affirme ne pas bien se souvenir. Roberto assiste au début de l'entretien, bien calé au fond du fauteuil, son talkie-walkie (qui lui sert à répercuter les ordres aux divers employés) à la main, observant son ancien *morador* ; il intervient parfois pour poser des questions, expliquer certaines choses à sa place, ou pour lui faire certifier des affirmations ("N'est-ce pas qu'il n'y avait pas de grève à Amaragi ?"). Nous comprenons que Roberto l'a fait venir pour qu'il témoigne devant nous

¹ On peut penser que Roberto raconte ce cas aussi pour nous montrer que s'il y a eu des plaintes en justice contre lui, ce n'était pas de la part de travailleur de l'*engenho*, mais de quelqu'un de malhonnête et paresseux.

² Cf. Sigaud, 1996, p. 88-89. Voir aussi Sigaud, 2000.

³ Lygia avait entendu son histoire de la bouche de Zé Bezerra, et souhaitait obtenir sa propre version.

⁴ On peut interpréter l'appel de Roberto à la fois comme un geste de bonne volonté à notre égard (il veut nous "aider" dans notre recherche) et comme la production d'un "témoin" en sa faveur.

de la bonté de ses patrons. C'est bien ce qu'il fait, en insistant sur le fait que Roberto a dignement pris la suite de son père dans le rôle de "bon patron" :

«Moi, en tant que pauvre, j'ai été très triste de la mort de *Seu Zé Bezerra*. Pour trouver un patron comme ça aujourd'hui à Rio Formoso, même en cherchant avec une lanterne allumée, c'est difficile. Il y a son fils.

Lygia Sigaud - Mais pourquoi était-il si bon que cela ?

Amaro Pedro - C'était un homme qui n'avait pas une mauvaise opinion du travailleur. Il ne mettait personne dehors. Et il a payé tous les congés, et il donnait au *morador* une chose spéciale, c'était bon. Acheté à Recife. Il amenait des bœufs. Ici, il les tuait et montrait au peuple. Quand arrivait le temps du carême ; et il ne donnait pas du mauvais poisson. Il apportait du bon poisson. De première classe. Cavala, dourado. Du poisson de classe, et il nous le donnait. Ensuite, longtemps après, il apprit nos droits, et il se mit à apporter du bon poisson et du bon bœuf, et il nous le vendait, moins cher qu'en ville.

Il coupait la viande dans l'*engenho*, tuait [le bœuf]. Et nous le vendait. Et au début, il donnait. Il a beaucoup donné. Une personne bonne. C'est quelqu'un qui a de la bonté. Il nous écoutait en tout endroit. Si on voulait lui parler, on allait là dans sa maison. C'était dans les champs à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. On pouvait parler avec lui. Il n'y avait pas de problème avec lui. Il a été bon.

Et son fils, c'est la même chose, une personne bonne».

Au-delà de la situation d'hommage obligé (d'autant plus que Roberto assiste à une partie de l'entretien), cette description permet de saisir le modèle de la "bonté", manifestée par un certain nombre d'attitudes et de gestes, qui singularisent le comportement de Bezerra par rapport aux autres patrons de la région. Cette bonté est caractérisée à la fois négativement, par l'abstention de certaines pratiques courantes (ne pas avoir "mauvaise opinion des travailleurs", ne pas expulser les *moradores*) et positivement :

- Donner, en particulier donner de la nourriture (ou, après les lois sociales, vendre à prix réduits). Il est notable qu'Amaro Pedro insiste sur la qualité de la nourriture que donnait Bezerra, comme si la "bonne" nourriture était associée au caractère "bon" du patron.
- Recevoir les *moradores* dans sa maison, et les écouter. Il semble que les *moradores* appréciaient particulièrement chez Zé Bezerra sa façon de se comporter avec eux, faisant preuve d'une sorte de "respect" (même si le terme n'est pas prononcé, c'est comme cela que l'on peut

interpréter l'affirmation qu'il n'avait pas une "mauvaise opinion" des travailleurs)¹.

- Porter secours en cas de besoin.

Il est tout à fait frappant que des obligations inscrites dans le droit du travail, telles que le paiement des jours de vacances, soient mises ici au compte de la "bonté" du patron à côté d'obligations traditionnelles². On peut faire l'hypothèse que c'est précisément par comparaison avec les autres patrons de la région, qui pour beaucoup ne respectaient pas cette obligation, que Bezerra est qualifié de bon. La "bonté" renvoie donc à la fois à une qualification morale de la relation avec les travailleurs et aux gestes de bonté. Dans le contexte de l'entretien, Amaro Pedro ne peut qu'ajouter que son fils est aussi bon que lui. Amaro Pedro raconte ensuite qu'ayant récemment eu un infarctus, il a été conduit à l'hôpital dans la voiture de Bezerra. "C'est pour cela que je suis ici aujourd'hui". Ce qu'Amaro Pedro nous donne à entendre, c'est qu'il doit deux fois la vie à Zé Bezerra, qui l'a sauvé une première fois en 1964, en le protégeant, et une deuxième fois lors de son attaque. Autrement dit, il a contracté une dette inextinguible à l'égard du patron. A la fin de l'entretien, Roberto invite Amaro Pedro à dîner à notre table, nous faisant ainsi la démonstration de sa générosité et de son amitié avec les *moradores*.

Cette question de l'ingratitude est essentielle : c'est ainsi que le jeune leader Chiquinho doit faire face à l'accusation de se montrer ingrat envers Roberto, ce dont il prend soin de se justifier devant nous :

«Il y a un contremaître là dans l'*engenho* qui a dit la chose suivante : "Chiquinho, Roberto l'a tellement aidé, et aujourd'hui, il est contre Roberto". Les gens pensent que j'ai étudié parce que Roberto m'a aidé, m'a financé. Pas du tout».

¹ En 1999, certains *moradores* de Serra d'Água m'ont dit des choses similaires de Sr Carlos.

² Ce cas n'est pas rare. Cf. Sigaud, 1999, p. 134-135.

Chiquinho au contraire s'affirme dégagé de toute relation de dette personnelle avec Roberto, ce qui lui permet de s'opposer à lui¹. C'est dans des termes semblables que s'exprime José Vieira, qui a quitté Amaragi et se sent visiblement libéré de toute obligation à l'égard de Roberto. Roberto ne l'a pas payé, et après s'être "contenté de promesses" pendant un an et demi, il a décidé d'aller en procès². Lui aussi justifie son action en opposant le comportement du père (*Ele era um homem bom*) à celui du fils.

A cette image du "bon patron", "ami" de ses travailleurs, que Roberto s'efforce d'imposer s'opposent donc d'autres descriptions de la relation. Chiquinho, en particulier, conteste la catégorie de l'*aide* pour décrire le comportement du patron. Il en vient même à comparer Roberto à un vampire, quand il parle de sa relation aux habitants de Amaragi :

«Benoît - Quel type de relation tu as avec Roberto ? Tu discutes avec lui, ou...?»

Chiquinho - Non, seulement des disputes. Je parle avec lui, mais son objectif à lui, c'est toujours... Il n'appuie jamais la réforme agraire. Il dit qu'il va être... Il est du genre vampire (chauve-souris), vous savez, qui se pose et bat des ailes (...) Le vampire coupe le bœuf, suce le sang mais bat des ailes (pour ne pas qu'on sente la morsure. C'est comme ça qu'il est. Mais personnellement, il peut même aider, mais je sais que je n'ai pas confiance. Il fait toujours un croche-pied³.

La description des relations patron/travailleur est donc prise dans les enjeux du présent. L'évaluation du passé, positive ou négative, prend sens par rapport aux transformations en cours.

¹ En 1999, le père de Chiquinho, parlant des études de ses enfants, précisera aussi : "C'est moi qui ai tout payé". Au contraire, Roberto affirmera avoir contribué aux études de Chiquinho, comme à celles de plusieurs autres enfants de *moradores*.

² Ce point est d'autant plus notable qu'Amaragi se singularisait précisément par l'absence de tout procès, ce qui avait attiré l'attention de L. Sigaud sur cet *engenho*.

³ Entretien avec Chiquinho, Rio Formoso, 19/09/97.

EVALUATIONS DE L'AVENIR ET PARIS

En 1997, trois éléments relativement nouveaux caractérisent une situation de transformation sociale : la crise de l'économie de la canne à sucre, qui se traduit notamment par des faillites d'*engenhos* et d'usines, et par une sévère crise de l'emploi pour les travailleurs agricoles ; la possibilité pour certains travailleurs agricoles de devenir petits producteurs avec la perspective de "réforme agraire", soudainement passée d'un mythe à un espoir réaliste, comme le manifestent le fait que plusieurs *engenhos* sont "occupés" par des campements, et que d'autres ont déjà été divisés en parcelles ; enfin, le développement programmé du tourisme international, avec le projet "*Costa Dourada*", qui doit valoriser cette partie du littoral.

Des projets concurrents

Face à cette situation, à la fois de "crise" et d'"ouverture", les réactions des divers individus sont bien entendu très différentes en fonction des trajectoires, de l'âge et des espoirs de pouvoir tirer parti de cette transformation de l'espace des possibles. Un des éléments qui conditionnent la possibilité de faire des "projets" est la capacité de se "projeter" dans l'avenir, ce qui implique à la fois une certaine distance par rapport à la nécessité quotidienne, et un espoir d'être présent.

De ce point de vue, la différence, du côté des patrons, entre l'oncle et le neveu est tout-à-fait frappante. Le vieux Carlos se définit comme un homme du passé, "perdu" face à l'ampleur des transformations, et n'aspire plus qu'à quitter tout cela. Il ne comprend plus le monde dans lequel il vit, qui lui apparaît renversé.

«Je n'y crois pas. Je viens d'une autre époque, je vois celle-ci. Toujours, je parle à la maison avec mes enfants, avec ma femme. Je parle toujours ; je dis : telle chose a été un tel changement que tu..., moi je suis perdu. Je ne sais plus ce que l'on peut faire.»

De fait, il n'a pas l'intention de lutter pour sa terre, qu'il considère comme déjà perdue, même s'il vit la perspective d'être exproprié de la *casa-grande* où il vit depuis 35 ans comme à la fois une injustice et une humiliation.

«Moi, je n'ai plus aucun intérêt. S'ils paient ce à quoi j'ai droit, ce que moi j'ai fait, ce que moi j'ai construit pendant ces 45 ans, je ne vais plus rien réclamer, parce que je ne vois même pas d'avenir là-dedans».

Plutôt que d'inquiétude, il s'agit ici de résignation. Le regard de Carlos est irrémédiablement tourné vers le passé perdu, dans lequel les valeurs de l'ordre social étaient respectées. Il est frappant qu'il termine sur le thème que "la réforme agraire" c'était autrefois.

«La réforme agraire, comme je vous l'ai dit au début, il y avait la réforme agraire ici autrefois. Parce que c'était ça, l'homme habitait son sítio, avait son salaire. Il avait son lopin de terre pour planter des cultures vivrières. Il avait tout».

L'entretien s'achève sur une note nostalgique : nous feuilletons ensemble l'album de photographies qu'avait apporté Carlos : le collège jésuite de Recife, les churrascos réunissant les *coroneis*, les scènes de chasse, les portraits de famille, témoignages jaunis de la vie de la couche sociale des maîtres de moulin, sur le point de disparaître définitivement avec la fin de la monoculture de la canne à sucre¹.

Alors que la réforme agraire est pour Carlos une catastrophe, qui va ruiner l'œuvre de sa vie, elle est au contraire vue par Roberto plutôt comme une *chance* : c'est en accord avec lui que le syndicat a fait la demande du processus d'expropriation de son *engenho*. Cet accord a été rendu possible par l'histoire des bonnes relations entre les deux². Roberto espère en effet obtenir de l'argent frais grâce aux indemnités de l'INCRA pour les "améliorations" (*benfeitorias*) qu'il a réalisées sur la plantation dont il n'est que le fermier (routes, électricité, plantation d'arbres, construction de maisons, etc.). L'argent des indemnités devrait lui permettre à la fois de liquider ses "dettes" vis-à-vis de ses anciens travailleurs, et d'obtenir le capital qui lui fait cruellement défaut pour investir dans le tourisme³. En "liquidant le passé",

¹ En 1999, Carlos a quitté la *casa-grande* de Serra d'Água, expropriée, et vit à Recife. Il vient régulièrement rendre visite à Roberto, et à cette occasion passe voir ceux d'entre les *moradores* avec qui il avait des relations d'amitié.

² C'est encore par la médiation de Roberto que Carlos négocie avec le syndicat.

³ En 1999, Roberto avouera s'être trompé sur ce point : il n'avait toujours pas reçu les indemnités espérées.

l'expropriation donnerait à Roberto une plus grande liberté, tout en lui permettant de maintenir une bonne relation avec ses anciens travailleurs, essentielle à son entreprise touristique.

Roberto et Carlos s'accordent cependant sur le fait que non seulement la "réforme agraire" est vouée à l'échec, mais surtout qu'elle va faire le malheur des travailleurs, s'ils sont laissés à eux-mêmes ; selon Carlos, les *moradores* de son *engenho* n'y sont pas favorables : ils ne veulent pas la terre, car ils savent qu'ils vont mourir de faim¹. Mais Carlos refuse désormais d'assumer le rôle traditionnel de protecteur, considérant que l'Etat, qui se substitue au patron, doit endosser cette responsabilité.

«Carlos - Mes travailleurs sont complètement révoltés. Parce qu'ils ne veulent pas la terre, parce qu'ils savent qu'ils vont mourir de faim. Parce qu'ils ne veulent pas. Moi, je dis : "Ecoutez, ce problème là, ce n'est pas le mien. C'est le problème du gouvernement, je ne peux pas m'en mêler". Parce qu'ils ont déjà l'expérience d'autres endroits où ça n'a pas marché. Là, dans la commune de Ribeirão, il y a une usine appelée Usina Caxangá. Une usine à sucre. Une usine à moitié neuve. Une terre extraordinaire. Elle est entrée en réforme agraire, il n'y a plus rien. L'usine a déjà fermé. Elle a déjà arrêté. Les terres là sont dans la main de tiers.

Roberto - Tout le monde meurt de faim».

Pour les deux patrons, cet échec est la preuve que les travailleurs sont dans l'incapacité de se débrouiller seuls, du fait de leur "ignorance".

«Carlos - (...) Mais comment peut-on faire la réforme agraire sans donner une assistance à ces travailleurs ? Alors qu'ils ne sont même pas alphabétisés ! Comment peuvent-ils mener cela à bien ? Alors qu'ils n'ont aucune notion. Aucune. Comme technique, ils n'ont rien».

C'est ainsi que dans le futur qu'il imagine pour l'après-réforme agraire, Roberto se voit dans un rôle de "conseiller", qui lui permettrait de concilier l'obligation de "responsabilité" qu'il ressent envers ses anciens travailleurs, et

¹ Nous n'avons pas eu l'occasion de rencontrer alors les *moradores* de Carlos. D'après les entretiens de 1999, il semble qu'ils aient été alors très divisés ; il semble que de fait ceux qui étaient les plus proches de Carlos (ceux à qui il parlait le plus) étaient hostiles au processus de réforme agraire.

l'absence de relation de dépendance salariale (et des obligations juridiques liées à celle-ci) :

«J'ai une idée. Je vais essayer de la mettre en pratique ici dans l'*engenho* Amaragi. Je ne sais pas si je vais réussir. Chaque travailleur va recevoir 10 hectares. Moi je vais recevoir une indemnisation du gouvernement. Mon idée c'est, ensuite, d'appeler les travailleurs, faire une réunion. Monter un moulin à sucre (*engenho*) petit, mais moderne, avec un moteur électrique, etc. Pour fabriquer du sucre roux (*mascavo*), comme c'était il y a des années. *Maintenant, le travailleur ne sera pas mon employé, non. Il sera propriétaire de sa terre.* Moi, je vais financer pour lui le fertilisant, l'argent pour planter la canne, etc. Et il me vendra sa canne, moi je vais le transformer ici dans la propriété, faire ensemble, avec eux, une espèce de coopérative. Et essayer d'exporter ce sucre roux. Parce que j'ai déjà découvert qu'en Europe, le sucre roux est cher. Parce que c'est un sucre naturel. J'ai cette idée, ici dans l'*engenho* Amaragi, d'essayer ce débouché. Outre le tourisme on aurait en plus ce débouché ; les travailleurs plantent leur propre canne qui pousse bien ici et la vendent ; on ferait une coopérative. Moi je financerais, etc. C'est mon idée».

Le projet de Roberto concerne les trois *engenhos*, y compris ceux de son oncle. Roberto se dit prêt à troquer la position de "patron" contre celle de "partenaire", à passer de la hiérarchie à l'égalité. Du même coup, il se débarrasserait des "obligations" traditionnelles du patron (et de la charge financière qu'elles font peser sur l'exploitation), dans la mesure où les paysans seraient devenus indépendants. En même temps, il est clair dans son discours qu'il serait en quelque sorte le "gérant" de la coopérative. Ou, plus exactement, on pourrait dire que quand il imagine la relation qu'il aurait avec les "travailleurs", Roberto reproduit la relation qu'ont les *usineiros* avec les "fournisseurs de canne", ou encore la relation qu'avaient certains maîtres de moulin avec les *lavradores*, petits producteurs indépendants à qui ils achetaient leur canne¹.

La réalisation de ce projet bute cependant sur une hostilité que Roberto, insistant sur l'intérêt commun, dit ne pas comprendre et qui est peut-être une allusion à la scène de la veille, quand on lui a fait sentir que sa présence n'était pas bienvenue à la réunion.

¹ Heredia, 1989, p. 152-154.

«Mais je sens des difficultés, parce qu'il n'y a pas de réciprocité du côté du syndicat et du côté des travailleurs à vouloir mon opinion. Quand je veux m'exprimer, ils disent : "Non, vous êtes patron. Vous êtes patron". Je dis : "Je suis patron, mais je ne suis pas un criminel, ni un ennemi". Donc, c'est une difficulté. Il faudrait casser ça : "Je pense que tu as été patron". Mais je me suis toujours bien entendu. Aujourd'hui je suis une personne égale à eux. Je veux discuter le problème de tous. La même terre dont j'ai besoin pour vivre, ils en ont besoin. Comme grâce à Dieu j'ai eu la possibilité d'avoir un peu plus d'instruction, *je peux m'offrir pour essayer d'aider*. Pas pour faire du mal. Mais je sens une certaine... de leur côté je ne sens pas la réciprocité qu'il devrait y avoir».

Plus tôt dans la journée, il nous a déclaré :

«Ils disent que je ne peux pas entrer [dans la coopérative] parce que je suis patron. J'ai *été* patron, mais j'ai toujours été un ami. Maintenant, j'ai cessé d'être patron, mais je continue [d'être] ami. Je ne suis pas un criminel».

Contrairement à son oncle, Roberto (qui a alors 37 ans) frappe par le fait qu'il propose une série de projets ; il voit l'avenir en particulier autour du tourisme écologique. Il s'est efforcé de reconverter tous ses investissements (à la fois financiers et surtout des réseaux de relations qu'il a tissés au long des années) dans la transformation de l'activité économique qui assure à la fois son existence et son identité sociale de *senhor de engenho*. Il faut noter aussi que Roberto a clairement intégré l'internationalisation à la fois du marché du sucre et du tourisme. Il intègre dans ses projets les demandes des consommateurs européens pour le sucre roux, comme les exigences "écologiques" du nouveau tourisme.

«Je crois que c'est un avenir très bon. Pour la raison suivante : nous avons pratiquement 365 jours d'été. Seulement deux ou trois mois par an où il pleut un peu plus. Mais, même comme ça, il pleut la nuit, et il y a du soleil le jour, il pleut l'après-midi, il fait beau le matin, et ça continue comme ça. Alors, ce n'est pas tellement un problème. Bon, en plus de cela, nous avons ici à Rio Formoso la seule zone vierge du littoral de Pernambuco, sans pollution, sans problème, un endroit réellement extraordinaire, s'il est traité avec le respect de la nature. En prenant en compte la préservation de l'environnement, je pense que le futur est total. Parce que le monde d'aujourd'hui exige le tourisme écologique. Et ce tourisme écologique, c'est exactement ce que nous avons. La vie des crabes, des poissons, des crustacés. Et le peuple lui-même, le contact avec les travailleurs».

Il est frappant de voir que Roberto compte les *moradores* d'Amaragi parmi les atouts d'un tourisme écologique, au côté des crabes et des crustacés ! C'est que de fait ils sont intégrés dans le tourisme : ainsi, la visite de la *casa de farinha* (lieu de production de la farine de manioc), qui fonctionne pour la reproduction du groupe domestique, figure au programme des attractions pittoresques du "tourisme authentique" d'Amaragi¹. Ce qui pour les uns fait partie de la "vie quotidienne" est intégré dans la production d'un folklore exotique pour les visiteurs² (photo 7).

Les images paradisiaques font en effet l'objet d'une mise en scène de la part du propriétaire de la plantation, dans les brochures touristiques qu'il distribue à ses invités, mais aussi sur le site internet qu'il a récemment ouvert. La photo de couverture du prospectus publicitaire montre la mer verte, le sable blanc et les cocotiers de la *Praia dos Carneiros*, sous un ciel bleu traversé de quelques nuages. Pour Roberto, il s'agit de "vendre", en utilisant ces images, un tourisme élitiste qu'il revendique comme "différent", un "Brésil Spécial", à la fois "authentique" et "naturel".

"Vivez le privilège naturel de la campagne et de la mer en un même lieu. Soyez différent de l'habituel, soyez *Brasil Special*"³.

La publicité décline la thématique de la beauté de la nature et de l'environnement ("Tamandaré : un plongeon dans la nature"), en une mise en scène de l'exotisme tropical clairement orientée vers des touristes européens, et celle de l'authenticité nordestine ("Vivez le Brésil à la façon du Nordeste") : sur le dépliant figurent des photos du marché, des églises

¹ De ce point de vue, Amaragi constitue une sorte "d'écomusée" en activité.

² La visite de quelques enquêteurs à une *casa de farinha* d'Amaragi est ainsi un moment particulièrement ambigu : pour nous, il s'agit d'un intérêt légitime pour une activité traditionnelle, fondamentale dans l'économie domestique nordestine. Cependant, nous sommes sans doute perçus comme des "touristes" en quête de pittoresque, d'autant plus que nous sommes guidés par un des jeunes garçons attachés à la *fazenda*. De fait, "Ce n'est pas la première fois que des *gringos* viennent ici" nous dit un des participants. Sur les analogies entre les "visites" d'enquêteurs, de promeneurs et de philanthropes, voir le chapitre "Les visiteurs", in : Weber, 1998, p. 21-49.

³ Brochure "Rio Formoso. Brasil special", 1997.

nordestines typiques, des bateaux de pêcheurs. Le projet de Roberto prévoit en effet d'impliquer ses *moradores* dans le projet de reconversion touristique, ce qui lui permettra de conserver et transformer tout à la fois le capital de relations personnelles que lui et son père ont tissé depuis des années. Il est frappant de voir que le discours de Roberto, opposant les gens de l'extérieur à "ceux d'ici", est exactement identique à celui qu'il tient à propos de la réforme agraire, qui selon lui ne doit bénéficier qu'aux seuls "travailleurs d'Amaragi". Cependant, l'emploi de la main d'œuvre locale dans le cadre du projet *Costa Dourada* implique une politique volontariste, que, selon Roberto, la mairie devrait mettre en place :

«Dans le cas contraire, ils vont importer de la main d'œuvre du dehors, l'argent ne fera que passer et les gens d'ici mourront de faim. Moi, si j'étais maire j'exigerais, pour donner les autorisations, l'emploi de main d'œuvre locale. Comme le tourisme que je fais, avec tout le monde de la *fazenda*. Personne de l'extérieur. C'est un point fondamental».

Cette politique de recrutement local permet aussi à Roberto de maintenir des liens de protection avec une partie de ses *moradores*, et ainsi de continuer à bénéficier de tous les avantages de la domination personnelle, notamment en termes de contrôle de la main d'œuvre. Il reproduit dans l'exploitation touristique le type de domination personnalisée qui caractérisait sa relation avec les *moradores* de l'*engenho*, fondée sur l'endettement (moral) et les obligations mutuelles. Le fait que nombre d'employés de la *pousada* bénéficient à la fois d'un logement et de l'accès à une terre permet aussi de maintenir des salaires minimaux, et de ne pas déclarer la plus grande partie du personnel¹. Cette "familiarité" des patrons avec le personnel de la *pousada* est aussi essentielle dans la création d'une atmosphère "familiale" qui est une des caractéristiques distinctives du tourisme offert par la *Fazenda Amaragi*. Conformément à une représentation traditionnelle, l'*engenho* apparaît largement comme une extension de l'espace domestique du *senhor de engenho*, qui en parle constamment en employant le vocabulaire de la famille. Le site

¹ Le salaire minimum (fixé à un niveau national) est inférieur au salaire minimum dans la canne, objet d'une négociation au niveau de l'Etat de Pernambuco.

Internet d'Amaragi vante les "bons rapports sociaux traditionnels" et l'atmosphère familiale de l'*engenho*¹.

«Au milieu du travail, les *moradores* et les enfants trouvent encore le temps de jouer, chanter et danser, satisfaits, joyeux et en bonne santé, parce qu'ils ont un excellent patron».

Le *fazendeiro* Roberto et son épouse Ana Paula, attendent leurs amis et leur souhaitent la bienvenue, en les invitant à profiter de cette expérience unique de vivre avec leur famille. Ils sont attentifs à ce que rien ne dérange vos vacances différentes de l'habitude².

Roberto a été contraint de penser à une reconversion très tôt, dès qu'il y a eu des problèmes entre son *engenho* et l'usine Othon, en 1989.

Malgré le scepticisme de son père, il a donc fait très tôt le "pari" d'un développement touristique de la région³.

«De telle sorte que le tourisme ici, j'ai commencé en 89, comme une alternative. Essayer de donner un emploi à la main d'œuvre locale. C'est l'alternative. Parce que depuis 89, je sais que la canne à sucre allait faire faillite. Il n'y allait plus avoir de possibilité pour le planteur de canne.

Roberto se présente comme isolé parmi les autres fournisseurs de canne, dont il ne se sent pas solidaire. Il a en particulier le sentiment d'avoir été abandonné lors de "l'invasion" de l'*engenho* par l'usine en 1995, qui, suite à un différend avec Roberto, a envoyé ses hommes sur les terres de l'*engenho* pour y couper la canne, l'attaquant ainsi à la fois dans son honneur de *senhor de engenho* et lui supprimant les ressources de la vente de la canne. Roberto insiste sur le fait qu'il n'appartient pas à ce groupe social, et se présente au

¹ Le "livre d'or" de la "Fazenda Amaragi", sur lequel les "hôtes" inscrivent quelques mots amicaux à la fin de leur séjour (partiellement retranscrits par Liliane Bernardo en 1999), confirme que ces catégories de perception sont largement partagées par les visiteurs de la *pousada*. Il est frappant que la thématique de la "famille" et des "amis", et plus généralement le vocabulaire affectif, y soient omniprésents.

² Extrait du texte sur le site internet d'Amaragi, consulté en avril 1999.

³ Cette capacité d'anticipation est aussi liée à la capacité relationnelle de Roberto. En 1999, il raconte comment il avait à cette époque fait la connaissance de celui qui deviendra son associé allemand, qui lui avait ouvert les yeux sur les possibilités de développement du "tourisme vert".

contraire comme proche des travailleurs¹. Il revendique d'ailleurs l'origine populaire de son grand-père paternel, qu'il présente comme *trabalhador rural*²: Il était pauvre, il n'avait rien. Il a commencé en travaillant à la bêche. Il travaillait le jour et étudiait la nuit pour apprendre à lire. Il a commencé sa vie comme ça».

Ce qui rapproche paradoxalement Chiquinho et Roberto, c'est qu'ils sont tous deux en position d'innovateurs, parce qu'ils sont tous deux, pour des raisons différentes, en situation instable. Dotés d'un certain nombre d'atouts qui les singularisent parmi leurs semblables, ils ont intérêt à parier sur l'avenir pour échapper à leur situation inconfortable. Il est significatif que tous deux se soient lancés dans des expériences d'innovation agricole, qui démontrent la volonté de chercher une issue face à la crise de la canne. Roberto a tenté la culture commerciale de l'*acerola* (fruit d'un palmier rouge), afin de produire du jus qui serait envoyé en Allemagne. Le problème était qu'il ne parvenait pas à obtenir une couleur constante, ce que les consommateurs ne pouvaient accepter. Chiquinho lui, s'est essayé à la culture des salades, après avoir suivi un cours d'agriculture spécialisée à Campinas (dans l'Etat de São Paulo)³. Il a renoncé du fait qu'il n'existait pas de marché local. Il a alors cherché des orchidées sauvages, pour étudier la possibilité de produire localement des fleurs pour l'exportation.

Chiquinho se trouve également en position de porte-à-faux : seul de sa génération, parmi les jeunes de l'*engenho*, à avoir fait des études poussées (il est allé au collège agricole de Barreiros), il se trouve en fait coupé du monde duquel il vient, sans pouvoir vraiment trouver sa place dans le monde des techniciens agricoles des usines à sucre⁴. Après des emplois dans des raffineries en Alagoas, l'arrivée début 1997 du syndicaliste Zé Paulo à la mairie lui a permis de trouver un emploi de technicien agricole (au

¹ En 1994, il se présentait à Lygia comme "socialiste".

² Il est frappant que son oncle Carlos ne mette pas en avant cet aspect au cours de l'entretien.

³ Le simple fait de suivre ce cours, où Chiquinho était non seulement le seul fils de salarié agricole, mais même le seul à venir du Nordeste, révèle le caractère exceptionnel de Chiquinho.

⁴ Il insiste constamment sur le fait qu'il était le seul "fils de travailleur agricole" dans les différentes expériences d'études qu'il a eues.

département Agriculture de la mairie), mais cet emploi est soumis aux aléas de la politique municipale ; si Zé Paulo n'est pas réélu, Chiquinho perdra son poste. La perspective de réforme agraire lui donne une chance inespérée : celle de réaliser une promotion sociale sur place. Il pourrait ainsi rester à Amaragi tout en occupant une position importante, à la fois politique et technique, en tant que "coordonnateur" de la coopérative et technicien agricole. Chiquinho s'identifie donc presque totalement avec la réforme agraire, qui peut littéralement transformer son existence. En même temps, il semble que la conscience de sa "responsabilité" soit parfois lourde à porter et que Chiquinho ressente un sentiment de solitude, de ne pas avoir d'interlocuteurs à Amaragi, ce qui est sans doute ce qui lui a fait rechercher notre compagnie. Le dernier soir avant notre départ Chiquinho, soudain découragé, se plaindra à nous de la "mentalité" des paysans, qui ne sont pas "préparés" pour la réforme agraire.

La vision de Chiquinho paraît en fait analogue à celle de Roberto : lui aussi affirme que le succès de la réforme agraire est menacé par "l'ignorance" des travailleurs et que ceux-ci ont besoin d'être "conseillés". La différence essentielle est que celui que Chiquinho voit dans le rôle de conseiller, c'est lui-même, en tant que technicien agricole. Il se voit en agent de la rationalisation de l'agriculture, apportant son savoir-faire au service de ses compagnons ignorants et "irrationnels". L'avenir qu'il évoque est que lui-même montre le chemin, en commençant certaines cultures commerciales nouvelles (fruit de la passion, papaye, légumes verts), et que les autres le suivent. Il se présente comme un "leader agricole", avec un rôle décisif d'entraînement et d'obtention de ressources.

«L'agriculture est l'un des débouchés, non de manière irrationnelle, [mais] d'une manière bien dans la technique. Une des débouchés, c'est ça. Ils font davantage de culture de subsistance. J'ai planté des fruits de la passion, ils plantent. De la papaye, ils en plantent. Des légumes verts, ils en font. Ils n'en font pas parce qu'il y a des difficultés de fumure, parce qu'il faut de la fumure (...) Il y a diverses choses qu'ils vont faire.

Afrânio - Ils vont le faire ? Ou tu discutes encore avec eux ?

Chiquinho - Ils font seulement de la subsistance. Mais (...) à l'issue du processus, si on leur donne les conditions, ils le feront, sans aucun doute (...). L'igname même, la plantation d'igname, c'est une des choses qui donne de l'argent. Ils en font, mais seulement pour l'alimentation interne. Seulement pour la consommation familiale, pas pour vendre. Parce qu'il n'y a pas de financement, de ressources propres».

Chiquinho représente donc le principal concurrent de Roberto pour cette position de conseiller/leader. Inversement, Roberto et les liens de dépendance qu'il a tissés avec les *moradores* constituent le principal obstacle à l'adhésion des *moradores* aux projets de Chiquinho. Il est donc logique que les deux entrent en conflit.¹

Les dirigeants syndicaux sont bien entendu favorables à la réforme agraire : celle-ci est depuis longtemps une revendication du mouvement syndical (photo 8). Ils promeuvent en particulier le modèle de "l'agriculture familiale", qui s'oppose radicalement au projet concurrent d'une poursuite de l'exploitation de la canne en coopérative (c'est le projet avancé par Roberto, mais aussi par le gouverneur de Pernambuco). Selon le président du syndicat de Rio Formoso,

«Le projet du syndicat est de recevoir les terres, et recevoir les terres pour la réforme agraire, du type de culture diversifiée, pas pour planter de la canne, parce que planter de la canne pour un pauvre, c'est perdre son temps. Les patrons d'usine reçoivent la canne et ça n'arrive à rien ; autant travailler gratuitement ; si c'est des cultures diversifiées, alors il faut faire un projet pour que la communauté puisse grandir. Tous les projets possibles pour faire grandir la communauté, donc nous allons découvrir où il y a des choses à faire. Création de micro-entreprises et d'autres choses, mais du moment que cela mette l'accent sur l'agriculture».

La réforme agraire permet aussi de "rétribuer" les dirigeants syndicaux en leur permettant d'obtenir une terre, même s'ils ne sont pas *moradores* : c'est ainsi que, comme nous l'a tout de suite fait remarquer Roberto, le président du syndicat, Teixeira, et la femme de Zé Paulo, figurent sur la liste de ceux qui doivent recevoir une terre à Amaragi². La position du syndicat est compliquée par le fait que sa base sociale est constituée par les salariés ; la création d'un groupe de "petits paysans indépendants" correspond à une revendication ancienne et en même temps risque de miner cette base sociale et les revenus du syndicat, qui dépendent notamment des cotisations obligatoirement prélevées sur les salaires. Il est frappant que dans l'assemblée d'Amaragi, pour

¹ De fait, en 1999, le conflit entre les deux s'est fortement envenimé, prenant notamment la forme de plaintes en justice.

² La liste des bénéficiaires est affichée à l'intérieur du *barracão*, autrefois lieu où étaient payés les travailleurs, et donc symbole de la domination de l'*engenho*.

convaincre les *moradores* de participer à la réunion du syndicat prévue le dimanche suivant, Pedro Assunção évoque le statut de "travailleur rural" au passé.

«Ils sont tous travailleurs de la canne, comme vous l'avez été, comme nous l'avons été».

Pour le syndicat aussi, la stratégie de lutte pour la terre est un saut dans l'inconnu : Teixeira me dit : "on a l'habitude de lutter pour le salaire, mais on n'est pas habitué à lutter pour la terre". De fait, le slogan de la FETAPE pour la campagne salariale 1997 "Emploi, Terre et salaire pour tous" indique bien cette ambiguïté fondamentale ; précisément la "terre pour tous" signifierait la fin de l'emploi salarié dans la canne.

A Amaragi en particulier, les projets du syndicat entrent en conflit avec ceux de Roberto. Le syndicat avance un projet de coopérative qui regrouperait les trois *engenhos* de la famille Bezerra, et qui se lancerait aussi dans l'exploitation du tourisme, en reprenant la *pousada* de Roberto, qu'il voudrait voir figurer dans le domaine exproprié par l'INCRA. Cependant, le coût des indemnisations serait tel que l'INCRA préfère laisser à Roberto cet espace.

L'évolution de l'espace des possibles pour les *moradores*

- Entre ces deux pôles de réorganisation des rapports sociaux à Amaragi, il semble qu'il y ait un certain flottement, une hésitation autour de la perspective de réforme agraire. De fait, on sent parmi les *moradores* d'Amaragi une incertitude, et parfois une inquiétude, quant à l'avenir. Alors même que l'assemblée des *moradores* pouvait donner à des observateurs étrangers une impression de force, notamment à travers les discours des leaders, l'évaluation de Chiquinho est toute autre ; il se plaint de la faible mobilisation : seulement une trentaine sur 96 bénéficiaires de la réforme agraire étaient présents. Le discours auquel nous avons assisté était en fait un discours de mobilisation ; notre présence était mise à profit par les leaders pour mettre en scène les appuis extérieurs dont ils jouissaient et bénéficier du "prestige" de notre visite. En effet, la mobilisation collective, au moins d'un certain nombre des *moradores* d'Amaragi, apparaît essentielle pour le succès de la stratégie syndicale, notamment pour pouvoir implanter une coopérative.

- Pour comprendre ces hésitations entre l'espoir d'une vie meilleure et la crainte d'une dégradation de la situation, on peut chercher à reconstituer l'évolution de l'espace des possibles pour les moradores. Pour simplifier, on peut dire que les moradores d'Amaragi se trouvaient depuis les années 1960, devant deux options (qui pouvaient d'ailleurs dans certains cas être vécues successivement) :
- rester à Amaragi et travailler dans la canne à sucre,
- partir travailler à São Paulo (ou à Recife, comme domestiques, pour les filles)¹.

Selon le récit de Chiquinho, c'est vers 1960 que les cousins de son père partent à São Paulo, en camion (*pau de arara*). Dans un second temps, d'autres membres de la famille (femmes et enfants) partent rejoindre ceux qui se sont installés.

«En général, le mari, part d'abord. Si ça marche bien, alors il emmène sa femme, emmène les enfants, tout le monde part. En général, le premier qui y va c'est l'homme».

C'est aussi le cas de la grand-mère de Chiquinho, qui va vivre chez un de ses fils. Au contraire, le père de Chiquinho, aîné de sa famille, qui a déjà des enfants, reste à Amaragi. Dans les années 1980, les frères aînés de Chiquinho ont suivi le même chemin. Un frère travaille aujourd'hui chez Volkswagen. Sa demi-sœur plus âgée est aussi partie : elle s'est d'abord employée comme domestique à Recife, puis est aujourd'hui à São Paulo. Selon lui, 95% des hommes dans la tranche d'âge 18/30 ans sont à São Paulo. "Ceux qui sont ici, c'est qu'ils sont revenus".

Dans la période plus récente, les choses ont commencé à changer : il est devenu plus difficile de trouver du travail à São Paulo ; en même temps, l'arrêt de la canne à Amaragi depuis le début de 1997, a supprimé le travail agricole sur l'*engenho* comme source de revenu monétaire. Trois options restent ouvertes :

- tenter malgré tout sa chance à São Paulo ;

¹ Sur le rôle de l'émigration vers le Sud-Est dans la transformation de l'espace des possibles dans le Nordeste, cf. Garcia, 1989.

- chercher à s'employer ailleurs comme journalier pendant la safra (mais cette possibilité est fortement réduite par la crise de la canne et le chômage qui en découle), en survivant le reste du temps à Amaragi grâce au *roçado* et au *sítio* et à la pêche dans la mangrove¹ ;
- travailler dans la *pousada* de Roberto. Selon Roberto lui-même, "seuls ceux qui travaillent dans la partie du tourisme gagnent quelque chose". Cette possibilité concerne essentiellement les femmes (pour la cuisine et les tâches ménagères) et les jeunes (pour le service de garçons), et ne suffit bien sûr pas à occuper l'ensemble de la main d'œuvre.

La fermeture progressive de ces options alternatives explique pourquoi la terre devient une "issue" et un "espoir". La possibilité de réforme agraire ouvre en effet une nouvelle option : devenir petits propriétaires indépendants, éventuellement regroupés en coopérative de petits producteurs.

Là encore, les parcours individuels montrent les "essais successifs" de ces différentes voies. Ainsi le frère cadet de Chiquinho a commencé à travailler comme "garçon" à la *pousada*, puis est parti à São Paulo, où il a d'abord travaillé comme "garçon", puis comme cuisinier : il a acquis ainsi une nouvelle qualification et apprend à faire la cuisine (selon son frère, "c'est un bon cuisinier"). L'entreprise dans laquelle il était a fermé et il se retrouve au chômage. C'est alors qu'entendant parler (par sa famille) de la réforme agraire, il revient à Amaragi dans l'espoir d'avoir accès à la terre.

«La boîte a fermé, il s'est retrouvé sans emploi. Il est parti, et venu par ici. Il y a la réforme agraire ici, il est parti. C'est un débouché, ça ici²».

Ainsi, ces diverses options ne sont pas nécessairement exclusives, au moins au niveau des familles. Cependant, l'imminence de la réforme agraire et les tensions qu'elle génère entre le syndicat et Roberto, obligent à faire un choix. Chiquinho parle bien en termes d'alternative : "soit la terre, soit un emploi [chez Roberto]". Il faut faire un choix : parlant d'un *morador*

¹ Cette possibilité est le résultat de la politique plutôt libérale de Bezerra qui a donné aux *moradores* largement accès à des *sítios*.

² Il obtient une parcelle, mais en fait va trouver un emploi de cuisinier dans l'auberge de Rio Formoso.

(Nivaldo), il dit “s’il lâche Roberto, il va bien s’en sortir”. En même temps, Chiquinho comprend que l’emploi constitue une “garantie”.

«S’il lâche Roberto, ça va bien marcher pour lui. Je ne mets pas la main au feu, mais il est travailleur. Mais moi je veux voir, il est en train d’hésiter, voir ce qu’il va choisir : ou la terre ou un emploi. Qu’il garde les deux s’il y parvient. C’est bien de garder les deux pour garantir».

Chiquinho se plaint de la faible mobilisation des paysans, notamment des plus âgés, et souhaite “du sang neuf”. Il se dit en particulier peu sûr de ceux qui sont le plus liés au tourisme et le plus liés à Roberto : le chauffeur, le comptable, les veilleurs de nuit.

«C’est ce que je crains. Ils travaillent avec le tourisme. Il est garçon, l’autre s’occupe du bateau. Est-ce que je peux avoir confiance dans une personne, est-ce qu’il va donner de la valeur à la terre ? Ensuite, il y a 90 personnes, mais seulement 30 qui y sont vraiment».

A plusieurs reprises, Chiquinho indique ce nombre d’environ trente *moradores* qui appuient réellement le processus de réforme agraire, soit un tiers. Ainsi, il avait organisé une manifestation devant l’INCRA à Recife, en prévoyant des camions (fournis par la mairie) pour 100 personnes, alors que seules 30 se sont déplacés. Chiquinho lui-même n’est pas très assuré, et la veille de notre départ, nous avoue son appréhension d’un échec de la réforme agraire, voire son découragement devant une mobilisation qu’il estime insuffisante.

De fait, les discussions informelles avec certains employés de la *pousada* semblent confirmer ces inquiétudes et donnent une autre vision de la “réforme agraire” que celle des militants. En particulier, les familles dont certains membres sont liés au tourisme apparaissent à la fois fidèles à Roberto et méfiants à l’égard de la réforme agraire.

Cabirote travaille pour Roberto, comme mécanicien, et aussi électricien, plombier, chauffeur de la camionnette, etc. Il explique qu’il a tout appris à São Paulo, où il était parti après avoir été coupeur de canne (“Je ne savais rien”) il y a 22 ans. Il figure sur la liste des bénéficiaires, mais se montre peu enthousiaste pour la réforme agraire, se demandant ce qu’il va faire de la terre. Le passage par São Paulo, qui lui a permis d’acquérir une qualification hautement valorisée et de réussir une promotion sociale, l’a aussi éloigné de la terre.

Marivaldo, jeune garçon de 14 ans, sans “travailler” formellement à la *pousada*, est toujours là pour accompagner et rendre service : j’ai l’impression qu’il espère entrer au service permanent de la *pousada*¹. Sa mère figure sur la liste des bénéficiaires, mais travaille et réside à Recife. Selon Marivaldo, la parcelle sera exploitée par d’autres membres de sa famille. Il semble méfiant par rapport à la réforme agraire et évoque le risque d’une chute des prix des produits agricoles due à la concurrence des petits producteurs². Son père comme son grand-père étaient coupeurs de canne. Lui-même a commencé à travailler au désherbage de la canne à 10 ans, en aidant son oncle (qui touchait le salaire pour lui, puisqu’il était mineur). Il a commencé à couper la canne à 11 ans. Il demande alors à l’enquêteur s’il sait combien on gagne en coupant la canne : “5 reais par jour, c’est-à-dire 25 reais par semaine. “C’est peu”. Pourtant, il dira ensuite ne pas “croire” à la réforme agraire : “il vaut mieux continuer à travailler en recevant 25 R\$ par semaine, et avec de l’argent pour acheter de quoi se nourrir”.

Ce qui est sensible, c’est l’inquiétude de la disparition du salaire et de la protection du patron, dont on ne voit pas encore par quoi elle peut être remplacée.

Certains éléments laissent penser que certaines familles sont plus liées au tourisme et donc, peut-être plus, liées au patron dont elles restent plus dépendantes. Il n’a pas été possible d’éclaircir exactement la façon dont Roberto procède au recrutement des employés de la *pousada* ; il semble cependant que le choix de ceux qui vont travailler dans le tourisme obéisse à une logique identique à celle du recrutement de travailleurs pour la canne. Jouent ainsi des éléments comme la “connaissance” du travailleur, l’historique de la relation avec le patron, etc. De fait, un certain nombre d’employés sont passés du travail de la canne à celui du tourisme. C’est le cas de Gilson, mari de Vilma, l’institutrice de l’école (municipale) de l’*engenho*. Avec la venue du couple à Amaragi, où Vilma avait été envoyée par la mairie, Gilson commence à travailler pour Roberto en comptant les quantités de canne coupées et envoyées à l’usine (*apontador*). Avec le développement de la

¹ Notes B. L. En 1999, il est en fait devenu aide-mécanicien pour le compte de Roberto.

² Nous entendons plusieurs fois cet argument, qui semble préoccuper également le syndicat, qui y répond en avançant des projets de coopérative.

pousada, il est employé d'abord comme barman à la plage, puis ensuite comme "guide" des hôtes de la *Fazenda*. Il reste pendant quatre ans dans ces fonctions, puis après une dispute avec Roberto, quitte son travail à Amaragi et travaille dans un hôtel d'Ipojuca¹. De même, Amaro, le comptable de la *pousada* était auparavant "*escriturario*" de l'*engenho* : c'est lui qui payait les salaires des travailleurs ruraux. Son passage à la comptabilité de la *pousada* est symbolique de la reconversion de l'*engenho* de la canne vers le tourisme.

Pour certains (les plus engagés aux côtés du syndicat ?), la réforme agraire apporte la "liberté" (de cultiver ce qu'on veut sur sa terre, sans avoir à demander la permission au patron) et serait la fin de "l'esclavage". Ce point de vue n'est cependant pas unanime. Pour Maria-Albertina (Dona Bel), le processus de réforme agraire apparaît comme une menace, dans la mesure où il est associé beaucoup plus qu'au gain de la "liberté", à des pertes : d'un "travail assuré", élément fondamental pour elle, à un moment où "il n'y a plus de travail dans la région", mais surtout perte du patron. "Il est mauvais d'être sans patron", dit-elle².

Dona Bel bénéficie d'une relation ancienne de proximité avec la famille du patron ; outre le fait d'avoir vécu presque toute sa vie dans l'*engenho*, elle a épousé un homme qui y était né, y a eu six enfants, et "aidé à élever" deux autres, à la demande du patron. Elle est également *comadre* de Roberto et Ana (un de ses fils est leur filleul), ce qui lui assure une relation privilégiée. Elle travaillait dans la maison de Roberto et plus récemment (environ deux ans en 1997) est rentrée dans l'équipe d'employés associés au tourisme.

Dona Bel se présente comme une femme "heureuse" et "épanouie" dans la mesure où, outre un travail, elle bénéficie d'une maison neuve (récemment construite) de grande taille en contrebas de la maison de Roberto, à proximité de son lieu de travail (la maison de l'associé allemand de Roberto) et de son patron, ce qu'elle voit comme positif. De plus cette construction neuve est confortable, avec plusieurs pièces et le matériel de construction utilisé est de qualité très supérieure à celui des maisons de *moradores* habituelles car il s'agit d'une maison "en dur". Dona Bel se décrit donc comme une personne

¹ Entretien avec Vilma (C. Pinheiro, C. Baudelot, C. Zalc, D. Serre), 15/09/97. En 1999, il est revenu à Amaragi, où sa femme a obtenu une parcelle.

² Entretien C. Pinheiro.

“riche” : “par comparaison avec la personne que j’étais, je suis riche.” La situation de Dona Bel lui garantit une série d’avantages tels que l’offre de travaux temporaires pour ses enfants et, surtout, la possibilité d’avoir recours au patron en cas de nécessité, surtout en cas de maladie¹.

Pourtant, l’évaluation que fait son mari, Seu Nivaldo, est plus ambivalente : avant d’habiter la maison neuve, la famille habitait un *sítio* dans la vallée en contrebas. C’était un “très bon *sítio*” selon Seu Nivaldo, parce qu’il y avait divers arbres fruitiers, de l’espace pour des *roças* et pour élever de petits animaux, ainsi qu’une vache. Selon lui, la nouvelle maison est “très bien”, mais est sans jardin, et se trouvant au bord d’un à-pic, n’a pas de “place” (pour des activités agricoles). Nivaldo avait tenté de construire un petit poulailler sur l’unique espace disponible, mais il voulait abandonner, en raison en particulier du manque d’eau.

Lors d’une discussion avec Seu Nivaldo dans sa *roça* de manioc, en contrebas de sa maison, celui-ci présente les enquêteurs² au *morador* Joab, qui lui avait succédé sur son ancien *sítio*, et qui cultivait aussi sa *roça*. Un peu plus loin, il y avait un troisième homme, Daniel, qui cultivait une troisième *roça* (celle de son beau-père, empêché par ses problèmes de santé de le faire lui-même). Un petit groupe se forme et la conversation avec les enquêteurs porte sur la réforme agraire à Amaragi. Quoique les trois aient leurs noms sur la liste des bénéficiaires de parcelles de l’INCRA, ils ne sont pas certains que ce soit, la meilleure option pour eux. Ainsi, Joab, qui habite un *sítio*, (ce qui lui donne une certaine sécurité dans un contexte général de manque alimentaire), craint la disparition du patron. Quoiqu’il reconnaisse qu’avoir sa terre serait un changement positif dans leur vie, il est préoccupé par l’absence du patron “en cas de nécessité”. “Qui nous emmènerait à Rio Formoso ?” “Qui donnerait un remède en cas de maladie ?”. Il a “peur” de ne “plus avoir de patron”. C’est en particulier dans le cas des difficultés de santé que la protection du patron est le plus évoquée. On se souvient que c’est aussi le fait qu’il avait été emmené à l’hôpital dans la voiture des Bezerra qu’Amaro Pedro mettait en avant, en nous disant “j’ai encore un patron.”

¹ En 1999, D. Bel a perdu son travail, suite à une mésentente avec une autre employée, mais elle espère retrouver un travail grâce à l’agrandissement de la *pousada*.

² Notes C. Pinheiro.

Cette "hésitation" peut aussi être interprétée comme l'expression d'une situation structurellement ambivalente, marquée par la possibilité pour le même individu de s'identifier à des groupes d'appartenance contradictoires : les habitants d'Amaragi peuvent ainsi se définir par leur appartenance à l'ensemble des *moradores* qualifiés par leur relation avec le patron, ou au groupe des futurs *parceiros* encadré par le syndicat, ou encore à un groupe familial ou de voisinage, un réseau de parenté, un groupe religieux, etc., chaque définition entraînant des loyautés différentes¹.

Les campements : un pari sur l'avenir

De nouveaux acteurs sont aussi présents dans les *engenhos* de la famille Bezerra : nous avons en effet été emmenés par le syndicat visiter les campements situés sur les terres de Serra d'Água et Minguito². Ceux que nous avons vus dans ce cadre sont des "candidats" à l'installation sur les terres. C'est pour eux que le changement en cours est le plus important : ils peuvent passer, si les choses tournent bien, du statut de salariés agricoles "sans emploi" au statut valorisé de "petits propriétaires"³.

Le campement est établi depuis mai 1997 (juillet à Serra d'Água). Outre la proximité d'un cours d'eau et le fait que les arbres fruitiers (jaquiers, manguiers, palmiers, etc.) fournissent de l'ombre, on peut voir une dimension symbolique dans le fait que le campement de Minguito ait été installé sur l'emplacement d'une ancienne maison de *morador*. Au-dessus des arbres flotte un drapeau rouge, frappé du sigle du mouvement syndical.

¹ Pour une analyse de ces situations d'appartenance potentielle à une pluralité de groupes conflictuels, et sur la définition situationnelle des identités sociales, voir Max Gluckman, "Analysis of a social situation in modern Zululand", *Bantu Studies*, 1940.

² Nous sommes allés une fois à Serra d'Água, en compagnie du président du syndicat et deux fois à Minguito : la première fois pour un entretien collectif dominé par les coordonnateurs du campement, la seconde, où nous avons pu faire un certain nombre de discussions individuelles avec des membres de familles venus pour nous rencontrer à la demande du syndicat.

³ Selon le syndicat, ils sont 106. Cela correspond en fait au nombre de ceux qui ont été enregistrés ("cadastrados") par l'INCRA, non au nombre d'occupants effectifs.

C'est sans doute chez ceux que nous avons rencontré dans les campements que la logique du pari est la plus évidente : le fait de se mettre à camper implique en effet, au-delà des désagréments de la vie dans des abris de fortune pendant la saison des pluies (froid, moustiques, etc.) une prise de risque, en particulier du fait de la possibilité toujours présente d'une expulsion violente. A Minguito cependant, ce risque est réduit, dans la mesure même où la présence du campement est tolérée par Carlos¹.

Certains expriment clairement leur conviction que la capacité à faire ce pari doit déterminer la hiérarchie des positions futures. Selon Dinho, le "représentant" du syndicat à Serra d'Água, qui dit avoir été employé comme *safrista* dans l'*engenho*, ceux qui ont peur de prendre des risques en participant au campement sont destinés à devenir les travailleurs agricoles au service des futurs *parceiros*, qui auront "lutté" pour la terre.

«Par exemple, hein, des travailleurs qui travaillent [ont un emploi] et ont peur d'entrer dans ce mouvement, alors ils restent en dehors, vous savez ce que c'est. Dehors, ils ont peur, et d'ailleurs jetant de la terre sur la tête de ceux qui sont dans le campement, pour ne pas y aller, que ça ne marche pas, remplissant de choses qu'ils ne doivent pas dire la tête du camarade, là cette majorité-là qui a peur, qui essaie de faire partir ceux qui sont dans le campement, pour qu'ils en sortent, alors non, il ne sort pas et même insiste pour gagner, alors il y a les autres qui ne veulent rien de la vie, après que nous on aura la terre, ils vont dire : "ben mon gars, finalement vous avez réussi, hein !" "Bon, nous on a lutté pour l'obtenir, donc si vous voulez travaillez maintenant, vous travaillez pour nous". Et on lui donne un jour, trois dans la semaine, deux, autant que nous on pourra payer. Avec ça il va vivre²».

Cependant l'horizon temporel de ces paris n'est certainement pas le même pour tous. Si tous affirment qu'ils "veulent une terre", le fait de camper peut pour certains apparaître comme une issue (*saída*) temporaire, en attendant la prochaine *moagem*.

Les responsables syndicaux du campement affirment à plusieurs reprises que le campement est formé à partir de travailleurs ruraux qui habitent en

¹ A Minguito comme à Serra d'Água, on évoque l'expulsion violente qui a eu lieu quelques temps auparavant à Brejo. Cf. Sigaud et al.

² Cette catégorie de la "peur" est mobilisée dans les luttes syndicales : cf. Sigaud, 1996.

ville.¹ Les occupants viennent des zones les plus pauvres de Rio Formoso, en particulier du quartier de la *Rua da Lama*, inondé par les pluies du mois d'avril². Pour eux, la participation au campement apparaissait comme une solution au moins provisoire, dans la mesure où la mairie fournit une aide alimentaire aux occupants³. Pour la plupart de ceux qui campent à Minguito et Serra d'Água, ce n'est pas un investissement exclusif : ils ont une habitation en ville où est restée leur famille.

«Ils sont tous des travailleurs de Rio Formoso, et ils ont déjà été salariés, employés de ce propriétaire. (...) C'est pour cette raison qu'ici on ne voit pas d'enfants, ni de femmes, parce qu'ils ont aussi des habitations en ville».

Ce n'est pas non plus nécessairement une occupation à temps plein ; en particulier, nombreux sont ceux qui quittent le campement pour chercher un travail ("bico"), en particulier pendant le temps de la récolte⁴.

Naldinho, trente ans environ, me raconte son histoire avec patience, en souriant⁵. Fils de travailleurs ruraux, il est pêcheur en mer depuis l'âge de onze ans et habitait la rua de Rio Formoso. Il était, au moment du campement sans emploi ; selon lui, c'est le cas de tous les gens qui ont participé au campement et la raison de leur participation. S'il y a moins de gens présents lors de notre visite (septembre 1997), c'est parce que c'est le moment de la *safrá* et qu'un certain nombre d'occupants ont trouvé du travail à cette occasion. De fait, le campement était quasiment vide lors de notre passage la veille et Pedro Assunção donne la même explication. De ce point de vue, les occupants de Minguito et Serra d'Água se trouvent dans une

¹ Une étude plus approfondie nuancerait cette affirmation. De même, le "contrôle" revendiqué par le mouvement syndical sur le campement semble, d'après les récits ultérieurs des participants, avoir été très théorique.

² Voir dans ce volume la contribution de João Paulo Castro Macedo et José Gabriel Correa.

³ Par la suite, cette aide sera assurée par l'INCRA, qui fournit une ration alimentaire ("cesta basica").

⁴ Ce point provoquera un conflit avec l'INCRA qui, dans un premier temps, avait décidé d'exclure des bénéficiaires de la réforme agraire tous ceux qui avaient quitté le campement pour travailler, provoquant une quasi-émeute.

⁵ Notes de terrain B. L.

situation comparable à celle des *moradores* sans emploi d'Amaragi, à la différence (essentielle) près qu'ils n'ont pas d'accès à un *sítio*.

Lui-même n'est pas venu tout de suite au campement : c'est un voisin de sa rue qui lui en a parlé et l'a encouragé. Pourtant, il présente clairement ce choix comme un pis-aller ("on ne va pas vers ce qui est moins bien, sauf si on n'a pas les moyens"). Pour se faire comprendre du *gringo* qui lui fait face, il utilise une analogie entre le passage de la ville à la campagne et le passage du "premier" au "tiers-monde" : "un ingénieur qui n'a pas de travail dans le premier monde, il vient par ici, où le niveau est plus bas". Une telle analogie fait bien sentir que la décision de participer au campement n'est pas nécessairement un "choix" positif, fondé sur un "projet", mais est souvent aussi une échappatoire dans une passe difficile. Pourtant, Naldinho se montre optimiste quant à l'avenir : il dit avoir peu d'expérience de la terre mais fait confiance à ses capacités "d'administrer" et insiste, en particulier, sur l'accès au savoir qu'a donné la télévision¹. Il affirme que la coopérative est la meilleure façon de s'organiser, reprenant ainsi le discours syndical.

Pour d'autres, l'investissement dans les campements apparaît plus fort. C'est le cas par exemple pour le "coordinateur" des campements, Pedro Assunção, ancien président du Syndicat des Travailleurs Ruraux à Igarassu, dans le Nord de Pernambuco, qui a participé auparavant à l'occupation de l'*engenho* Cipó². Il explique qu'il est venu ici (à Rio Formoso) participer à la lutte pour la terre, en espérant devenir "petit producteur" :

«J'ai été transféré ici, par le mouvement [syndical], parce qu'on a un *sítio* à Igarassu, mais c'est très petit. La famille est très grande, et cela ne suffisait pas pour tout le monde. Donc, il y a de la terre inoccupée ici. J'ai du goût pour le travail, je vais bouger. Je vais lutter ici pour avoir mon morceau [de terre]».

Pedro explique que lui n'a pas la "mentalité de salarié" qu'il reproche aux gens de la *Zona da Matta*. "Moi, je n'ai jamais été salarié. Moi, non, parce

¹ En 1999, Naldinho ne faisait pas partie des *parceiros*, et je n'ai pu retrouver sa trace.

² Après avoir perdu les élections dans son syndicat, il a quitté la localité et été envoyé par la FETAPE au Sud.

que mon père était un petit producteur. Nous, on plantait.” (son père était en effet *posseiro*)¹.

Sr Gildo, travailleur rural, qui a été “chanteur” dans les meetings de la FETAPE, vit au campement avec son fils adolescent (il semble être l’un des rares à ne pas avoir de résidence en ville) ; il me confie discrètement, alors que je suis resté en arrière, la dureté de la vie quotidienne dans le campement et le fait que l’aide apportée par la mairie est insuffisante².

Un autre cas intéressant, parce qu’il montre la circulation entre les différents mondes, est celui de José Vieira, rencontré au campement de Minguito, où il se trouvait avec sa femme et au moins 3 enfants³. Il a une cabane dans le campement, même s’il ne l’occupe pas en permanence⁴. Ce jour-là, il y a aussi sa belle-mère, veuve d’un délégué syndical d’*engenho* avant 1964, et sa belle-sœur, venues pour nous rencontrer. Né à Amaragi, il est le fils d’une *moradora* qui habite près de la *casa grande*. Il a travaillé dans la *pousada* montée par Roberto, à l’ouverture (donc vers 1989-90) : il faisait des *caipirinhas*, les *churrascos* à la plage, conduisait les voitures, le bateau à moteur. Il explique qu’il aimait bien les étrangers, plus “sympathiques” que les Brésiliens (une des raisons est probablement que les étrangers donnaient des pourboires généreux, ce qui est une source de revenu considérable pour les employés). Roberto lui a demandé de conduire l’*apanhadeira*, la machine à ramasser la canne (travail qualifié), pendant un hiver (une récolte) mais il n’a pas été payé. C’était en 1995 (quand Roberto a eu un problème de liquidité après “l’invasion” de son *engenho* par l’usine). C’est probablement à ce moment là qu’il rompt avec Roberto et quitte Amaragi. Il habite maintenant le faubourg du Cossoco, à l’entrée de la ville, une maison de torchis (nous y

¹ Sur les petits producteurs, voir Garcia, 1983, et Heredia, 1979. En 1999, P.A. possède une parcelle à Minguito, sur laquelle il passe ses journées. Il espère une bonne récolte et pense déjà embaucher des ouvriers agricoles.

² J’apprendrai en 1999 (il est *parceleiro*) qu’il a été incité à participer au campement par le maire lui-même, Zé Paulo, qu’il était allé voir alors qu’il se trouvait sans emploi à la fin de la *safrá* dans l’Etat voisin d’Alagoas.

³ En fait, sa femme a six enfants, pour la plupart issus d’unions antérieures, et lui-même en a trois de son côté.

⁴ José Vieira et sa compagne Severina me confirmeront en 1999 qu’ils cesseront peu après de résider au campement, en raison de dissensions internes.

ramènerons sa femme en voiture, au retour de Minguito). Il a donc fait le parcours traditionnel de “sortie des *engenhos*”.¹ Il a alors travaillé pendant deux récoltes comme conducteur de machine pour l’oncle de Roberto, Sr Carlos. Il compte lui proposer à nouveau ses services pour la récolte qui commence et espère être pris : il serait donc dans la position paradoxale d’être à la fois occupant et employé sur le même *engenho*.²

Si José a quitté Amaragi, d’autres membres de sa famille y sont restés, comme sa mère et plusieurs frères. Un de ceux-ci, Ailton, conduit le bateau à moteur de Roberto, qui amène les touristes à la plage. Si le “pari” de José Vieira échoue à Minguito, il aura peut-être la ressource de retourner à Amaragi, où sa famille doit obtenir des terres³.

Dans l’ensemble de ces trajectoires, le fait qu’un membre de la famille reste à Amaragi constitue une sorte de “filet de sécurité”, dans la mesure où l’*engenho* reste toujours comme on l’a vu un refuge possible, en cas d’échec. C’est cette possibilité de “retour” qui fait la particularité d’Amaragi. Pour comprendre la façon dont les *moradores* réagissent aux transformations en cours, il serait donc nécessaire de reconstituer des “histoires de famille” et des réseaux de relations. Ce sera un des objectifs de la seconde étape de l’enquête.

CONCLUSION

L’analyse esquissée ici, à partir de trois *engenhos* marqués par une situation de grande incertitude quant à l’avenir individuel et collectif de ceux qui y étaient présents d’une façon ou d’une autre, permet de percevoir la diversité des attentes et des réactions face au processus de transformation sociale résumé par le terme de “réforme agraire”. L’ensemble des personnes que nous avons rencontrées doivent faire face à une situation inédite, par

¹ Cf. L. Sigaud, 1993. De fait, c’est essentiellement de ces faubourgs que viennent les occupants, d’après ce que nous a dit le syndicat et ce qui est ressorti de nos conversations avec les femmes et les enfants qui rentrent le soir vers Rio Formoso.

² En fait, il travaillera pour l’usine Trapiche.

³ José Vieira a obtenu une parcelle à Minguito, et, dès l’expropriation, y a construit sa maison à l’endroit d’un ancien *sítio de morador* et commencé à planter.

rapport à laquelle elles sont relativement désemparées. Face à une telle situation, les individus sont en effet très inégalement dotés en moyens de percevoir ce qui se passe et d'y réagir au mieux de leurs intérêts.

C'est pour tenter de rendre compte des réactions dans cette situation d'incertitude que nous proposons d'utiliser la notion de "pari", de préférence à celle de "projet" ou de "stratégie". La notion de "projet", qui suppose la formulation d'objectifs et de moyens, implique un certain rapport à l'avenir, en particulier la possibilité de s'y "projeter", soi-même ou ses enfants. Un certain nombre de ceux que nous rencontrons nous font effectivement part de "projets", qui dessinent des futurs différents (qui peuvent nous apparaître plus ou moins probables) ; pourtant rien ne permet d'en déduire que tous les comportements sont orientés par un "projet". De la même façon, parler de "stratégie" implique une orientation vers le moyen ou le long terme qui ne peut être postulée ; pour beaucoup, il s'agit sans doute plus de "tactique", c'est-à-dire de choix presque au jour le jour. Le terme de pari correspond bien à une option dans une situation d'incertitude sur l'avenir, avec la double dimension de "tenter sa chance" et de "prendre un risque", celui de perdre sa mise.

C'est à partir de discussions avec des économistes travaillant sur la réforme agraire, qui voulaient savoir si les occupants des campements effectuaient un "choix rationnel" et quelles étaient leurs "motivations", que nous est venue cette métaphore du "pari", mais elle peut s'appliquer plus généralement aux différents acteurs, aux *moradores* qui doivent choisir le camp de la "lutte pour la terre" ou celui de la fidélité au *senhor de engenho*, comme aux patrons devant faire face à la crise de la canne. C'est frappant chez les gens des campements, ils veulent saisir une "chance", en fonction de leurs parcours précédents extrêmement variés.

Cette situation permet en particulier de voir tout ce qui différencie la logique du "pari" de celle du "calcul", et la logique de "l'espoir" de celle de l'espérance mathématique. Ce n'est pas que le pari soit une décision "irrationnelle". C'est que le modèle du calcul (calcul des probabilités) est ici inadéquat. En effet, le "pari" n'est pas seulement un acte individuel ; il est

aussi pris dans des logiques collectives¹, à la fois parce que son succès est lié aux actions des autres, mais aussi parce que le pari met en jeu l'honneur ; il implique de "prendre parti", dans une logique de "faction". Il y a parfois des "paris" obligés². Dans la logique du pari, les affects, "le courage, la peur et la honte" sont des facteurs essentiels, alors qu'ils ne le sont pas dans celle du calcul. Il est aussi de l'ordre de la croyance : faire un pari implique de croire qu'on a une chance de réussir (ce qui ne veut pas dire que cette croyance puisse être caractérisée comme "réaliste" ou "rationnelle")³.

Rétrospectivement, le moment de l'enquête de 1997 apparaît bien comme un moment de basculement. Les recompositions du paysage social ouvrent des espaces nouveaux pour toute une série de personnages, qui sont précisément ceux que nous rencontrons le plus facilement en nous intéressant à ceux qui s'investissent dans le processus de réforme agraire : nous enquêtons sur les "mobilisés", ceux qui sont restés dans les campements, pas ceux qui en sont partis. Ceux que nous avons rencontrés alors dans les campements de Serra d'Água et Minguito sont ceux qui ont fait un pari sur l'avenir. Ils ont "cru" à la possibilité que les *engenhos* soient divisés. Tous ne seront pas "élus" pour autant⁴.

Cette impression d'une ouverture de l'espace des possibles, soulignée par les espoirs d'une vie meilleure qu'exprimaient nombre de nos interlocuteurs, a fait partie des conditions spécifiques, objectives et subjectives, de cette

¹ De ce point de vue, le "pari" dont il est ici question n'a rien à voir avec les dilemmes faussement concrets de la théorie des jeux.

² Cette dimension factionnelle des paris est bien mise en évidence dans l'article de C. Geertz sur le combat de coqs à Bali (1980), mais aussi, dans un cas plus proche, sur les paris au moment des campagnes électorales par Moacir Palmeira et Beatriz Heredia (1995) ; on est parfois obligé de "parier" pour manifester publiquement que l'on "prend parti" pour tel ou tel à qui on est lié par des relations personnelles.

³ Cette thématique de la "croyance" réapparaîtra systématiquement en 1999 dans les discours de nombreux interlocuteurs pour expliquer les comportements à Minguito et Serra d'Água en 1997-98, selon que les gens "croyaient" ou "ne croyaient pas" que l'*engenho* allait être exproprié.

⁴ Une de nos préoccupations est précisément de tenter de comprendre les mécanismes qui aboutissent à l'élection d'un certain nombre de candidats à la terre et l'éviction d'autres.

expérience d'enquête et a contribué à nous pousser à faire à notre tour le "pari" de poursuivre l'enquête sur les transformations en cours¹. Pourtant, il ne faut pas oublier ceux chez qui ce sont les "hésitations" qui dominent, notamment parce qu'ils appartiennent potentiellement à différents collectifs, parfois conflictuels, ce qui les pousse à temporiser, à éluder, à ne pas choisir.

Quand nous reviendrons en 1999, les jeux seront déjà (partiellement) faits ; non seulement le sort des trois *engenhos* est scellé avec les décrets d'expropriation, la liste des *assentados* (bénéficiaires des parcelles) est établie (après bien des péripéties), mais la division en parcelles, même si elle n'a pas encore reçu l'aval de l'INCRA, et fait encore l'objet de contestations, est presque définitive ; chacun ou presque, sait où va être sa parcelle, où il va construire sa maison avec les crédits de l'INCRA, et a commencé à planter. La nouvelle situation ne crée pas pour autant une "table rase", et les trajectoires antérieures, individuelles, familiales, et collectives sont déterminantes pour comprendre l'émergence de nouvelles formes sociales.

juillet 1999-mars 2000

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BELLO, Julio (1938) : *Memórias de um senhor de engenho*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora.(Recife, Fundarpe, 1985).

CORREA DE OLIVEIRA, João Alfredo (1988) : *Minha meninice & outros ensaios*, Recife, Fundação Joaquim Nabuco/ Editora Massangana.

EISENBERG, Peter (1977) : *Modernização sem mudança. A indústria açucareira em Pernambuco, 1840-1910*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

FREYRE, Gilberto (1933) : *Casa grande e senzala. Formação da família brasileira sob o regime de economia patriarcal*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora, 2v., 8^a edição.

¹ Cette impression nous frappe d'autant plus qu'elle contraste avec l'expérience des enquêtes collectives du DEA de Sciences Sociales (ENS/EHESS) au milieu des années 1990 dans la région de Meaux, où domine au contraire l'impression d'une fermeture très grande, d'une situation figée et en dégradation.

Idem, (1952) : *Maîtres et esclaves*, traduction Roger BASTIDE, préface de Lucien FEBVRE, Paris, Gallimard.

Idem, (1989) : *Terre du sucre* (traduction de *Nordeste. Aspectos da influência da cana sobre a vida e a paisagem do nordeste do Brasil*. 1937), Rio de Janeiro, Ed. Record.

Idem, (1938), «Prefação», (in) BELLO, J. *Memórias de um senhor de engenho*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora, p. IX-XIII.

GARCIA Jr, Afrânio (1983) : *Terra de Trabalho : trabalho familiar e pequenos produtores*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

Idem, (1989) : *Libres et assujettis*, Paris, éd. de la MSH, col. Brasilia.

Idem, (1990) : *O Sul, caminho do roçado*, São Paulo, Marco Zero/CNPq/UNB.

Idem, (1993) : «Permanences et mutations dans le Brésil agraire. Introduction», *Etudes Rurales*, Paris, EHESS, n° 132-133, p. 9-18.

GEERTZ, Clifford (1972) : «Jeu d'enfer : notes sur le combat de coqs Balinais», *Le Débat*, Paris, n°7, p. 412-453.

GLUCKMAN, Max (1940) : «Analysis of a social situation in modern Zululand», *Bantu Studies*, 1-30 & 2, p. 147-172

HEREDIA, Beatriz Alasia de (1979) : *Morada da Vida*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

Idem, (1989) : *Formas de dominação e espaço social : a modernização da agroindústria canavieira em Alagoas*, Marco Zero, São Paulo.

L'ESTOILE, Benoît de (1997) : «La "forme du présent", ou les ambiguïtés du don», mimeo, Laboratoire de sciences sociales.

NABUCO, Joaquim (1995) : «1900», *Minha Formação*, Editora Paraula

PALMEIRA, Moacir (1976) : «Casa e trabalho: nota sobre as relações sociais na *plantation* tradicional», Actes du XLII Congrès des Américanistes, I, p. 305-315.

Idem, (1996) : «Política, facções e voto», (in) PALMEIRA, M. et GOLDMAN, M. (dir.) *Antropologia, voto e representação política*, Rio de Janeiro, Contra Capa.

QUEIROS MATTOSO, Katia de, (1992) : *Bahia: uma provincia no imperio*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira.

SIGAUD, Lygia (1978) : «A morte do caboclo : um exercicio sobre sistemas classificatorios», *Boletim do Museu Nacional*, n°30, p. 1-29.

Idem, (1993) : «Des plantations aux villes: les ambiguïtés d'un choix», (in) *Etudes Rurales*, Paris, EHESS, n° 132-133, p. 19-37.

Idem, (1995) : «Croyances et intérêts : pour une sociologie des conduites face aux transplantations forcées», *Information sur les sciences sociales*, Paris, 34 (3).

Idem, (1996) : «Le courage, la peur et la honte : morale et économie dans les plantations sucrières», *Genèses*, Sciences sociales et histoire, Paris.

Idem, (1999) : «Les paysans et le droit : le mode juridique de règlement des conflits», *Information sur les sciences sociales*, Paris, 38 (1) p. 113-147.

Idem, (2000) : «L'honneur et le droit», *Etudes Rurales*, Paris, EHESS, n° 132-133, p. 19-37.

WEBER, Florence (1998) : *L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du XX^e siècle*, Paris, éd. Belin.

LES TRANSFORMATIONS DU POUVOIR MUNICIPAL

Isabelle COUTANT*, Frédéric VIGUIER,
Afrânio GARCIA Jr***et Jorge F. PANTALEON******

Lorsque nous arrivons à Rio Formoso, un objet s'impose de lui-même à l'investigation des enquêteurs : pour la première fois, les élections municipales d'octobre 1996 ont vu la victoire d'un groupe issu de la "base populaire", puisque le leader syndical Zé Paulo a été élu maire. Comment la nouvelle équipe adapte-t-elle son expérience syndicale à la gestion municipale ? C'est à enquêter autour de cette question générale que s'est employé une équipe "municipalité" constituée de Jean-Claude Combessie et d'Afrânio Garcia Jr pour les enseignants, d'Isabelle Coutant, de Jorge Pantaleón et de Frédéric Viguié pour les étudiants (photo 9).

Le texte qui suit rend compte de cette enquête. Tandis que la première partie analyse la question du point de vue du nouveau maire Zé Paulo, la seconde s'efforce de caractériser les nouvelles formes que prend la politique municipale. Ces deux volets sont donc parfaitement complémentaires et se veulent une réflexion sur les conditions sociales de modification des formes d'exercice du pouvoir municipal.

* Laboratoire de Sciences Sociales (ENS-EHESS).

** Laboratoire de Sciences Sociales (ENS-EHESS).

*** EHESS, CRBC.

**** Doctorant en Anthropologie Sociale au Musée National (PPGAS/Université Fédérale de Rio de Janeiro).

I. ZE PAULO, MAIRE DE RIO DE FORMOSO : LE POUVOIR MUNICIPAL, UN "HERITAGE MAUDIT" ?¹

«... foi aí que eu consegui adquirir, consegui assim herdar
essa herança. Herança assim um pouco maldita»²

Zé Paulo

Les maires des communes de Pernambuco étaient traditionnellement issus des élites locales, souvent seigneurs d'*engenhos*. A Rio Formoso, les élections municipales d'octobre 1996 ont marqué une rupture avec cet héritage. Zé Paulo, leader syndical noir de la FETAPE (une branche du syndicalisme paysan), porté par l'électorat des campagnes, a été élu maire de la commune. Ce cas, non isolé³, exemplaire d'une transformation du champ politique local, permet de réfléchir aux modalités de transfert d'un "capital" syndical (constitué de compétences mais aussi d'une crédibilité et d'une légitimité acquises à travers les luttes syndicales) en capital politique. La diversification des élites politiques, elle-même liée à une modification des critères de légitimité politique, est-elle une condition nécessaire et suffisante pour qu'il y ait une modification des formes d'exercice du pouvoir ? Quel est le poids de l'héritage dans ces périodes de transition ?

Pour les étudiants français, toutes ces questions, qui guident aujourd'hui la réflexion sur la municipalité de Rio Formoso, ne sont apparues qu'a posteriori. Du fait de la méconnaissance des enjeux locaux et de la mauvaise maîtrise du portugais, les premières réactions ont été une série d'étonnements, que l'article suivant voudrait expliciter.

Hébergés au cœur de l'*engenho* Amaragi, dans la "maison" de Roberto, nous apprenions dès le soir de notre arrivée qu'un conflit opposait Roberto à Zé Paulo. Notre hôte avait mis en cause de manière

¹ Ce premier volet a été rédigé par I. Coutant, F. Viguier et A. Garcia.

² Zé Paulo, entretien collectif du 15/09/97. "C'est ainsi que j'ai réussi à acquérir, que j'ai réussi à hériter de cet héritage. Un héritage un peu maudit".

³ Cf. Moacir Palmeira : «Os sindicatos no poder. Que poder?», (in) Barreira I. & Palmeira M. (org.), *Candidatos e candidaturas, enredos de campanha eleitoral no Brasil*. São Paulo, Annalume, 1998.

insidieuse la gestion municipale du nouveau maire de Rio Formoso et nous avait livré le fond de ses inquiétudes : Zé Paulo souhaitait que la *casa grande* transformée en hôtel par Roberto fût gérée par une coopérative pour accompagner les aménagements liés à la réforme agraire. Pour ne pas risquer d'être pris dans le jeu des accusations réciproques, il fallait rencontrer le nouveau maire très vite (Lygia Sigaud l'avait auparavant informé de notre venue et de notre installation à Amaragi) et ainsi réactiver une relation importante pour les anthropologues brésiliens depuis les luttes syndicales des années 1970. Rendez-vous fut pris et toute l'équipe fut invitée à le voir le lendemain dimanche.

UN LIEU DE RECEPTION PEU ORDINAIRE POUR UN MAIRE ?

Nous avons tout d'abord été surpris par le lieu de réception. Zé Paulo nous a tous accueillis chez lui, ce qui aurait pu être la simple marque d'un accueil chaleureux. Mais il y avait plus : il nous expliqua qu'il évitait de se rendre à la mairie, débordé par les nombreuses demandes de ses administrés qu'il ne parvenait pas à satisfaire. Nous nous sommes installés dans la véranda, en cercle. L'entretien était solennel. Zé Paulo, très attentif à l'enregistrement, s'appliquait à diriger sa voix vers le micro, marquant une pause lorsqu'il fallait changer de cassette. La blancheur élégante de sa chemise et de son pantalon soulignait plus encore sa peau noire et tous les traits physiques d'un descendant direct des esclaves des plantations sucrières. Derrière lui, dans le salon, toute la famille avait pris place, nombreuse en ce dimanche midi et tous les visages de ses enfants étaient tournés vers nous. A la décontraction de leur attitude physique, à leurs vêtements de sport, à leur coupe de cheveux, on devinait un rapport à l'école plus intime et plus prolongé que celui du patriarche. Occupée à la cuisine, la femme de Zé Paulo est réapparue au moment des photos. Plus tard, cette imbrication de l'espace privé et de l'espace public autour de la personne de Zé Paulo (c'est lui qui, assis dans la véranda, juste devant l'ouverture du salon, faisait le lien entre les deux groupes) nous a semblé réitérée par la composition de l'équipe municipale, révélatrice de l'importance des liens familiaux. La fille de Zé Paulo avait été nommée secrétaire à l'action sociale, son gendre secrétaire à l'environnement, et tous deux avaient été responsables de la campagne

municipale. Zé Paulo les a d'ailleurs sollicités à plusieurs reprises au cours de l'entretien¹.

Installés au domicile du maire, nous étions cependant visibles de la rue. Sans doute Zé Paulo avait-il intérêt à être vu en notre compagnie, ne serait-ce que parce que nous représentions des alliés potentiels prestigieux ; mais il semblait surtout désireux de nous honorer pour signaler le prix qu'il attachait à ses liens avec les anthropologues brésiliens. C'est ce qu'a confirmé la manière dont il nous a reçus, l'après-midi même, à l'occasion du match de football entre deux *engenhos* de la commune. A peine arrivés, nous² avons vu le maire et un de ses conseillers se diriger vers nous pour nous accueillir d'une accolade chaleureuse. Le maire avait opté cet après-midi-là pour un pantalon et une chemise en jean ainsi qu'une casquette. Les deux hommes nous ont emmené vers le stand tenu par le secrétariat municipal chargé du sport, indiquant implicitement le rôle qui nous était assigné. Nous figurions en bonne place au sein de l'équipe municipale, aux yeux de tous. Une petite bande d'enfants s'est approchée de nous, attirée par les appareils photo. Zé Paulo leur a généreusement offert des glaces, affirmant son rôle protecteur "d'enfants des rues"³. Après le match, le maire a prononcé un discours au cours duquel il nous a présentés comme membres d'une équipe de chercheurs venant de France et du Musée National de Rio. Il a demandé à l'un des étudiants brésiliens de participer à la remise des médailles. A la fête organisée le soir même pour clore le

¹ L'étude des secrétariats municipaux révèle l'omniprésence des liens personnels dans la gestion du *município* : les "secrétaires" sont des proches de Zé Paulo (famille, syndicat) et il semble que ce soient les "directeurs", hiérarchiquement subordonnés aux premiers, moins liés au maire, qui détiennent la compétence technique. Cette division du travail, qui nous a surpris au premier abord, n'est pourtant pas atypique. En France, l'opposition élu/administratif est également courante.

Sur le mode personnalisé de la faction politique de Zé Paulo, voir Moacir Palmeira, op. cit.

² Nous étions cinq étudiants français, trois étudiants brésiliens et deux étudiants argentins.

³ Un programme du secrétariat municipal à l'action sociale leur est consacré. Les enfants des rues sont encadrés à la sortie de l'école. Ils cultivent notamment des légumes dans le potager municipal.

tournoi, le maire, maître de cérémonie, se montrait une nouvelle fois à la hauteur d'un rôle taillé anciennement par des seigneurs pour eux-mêmes.

UN MAIRE “ENGESSADO” ?

«E aí a barra é pesada. A barra é pesada. É preciso lutar, que realmente, completamente engessado, pagando só folha de pagamento e pagando também debito atrasado. Aí ficou completamente engessado sem poder fazer praticamente nada»¹.

A plusieurs reprises, Zé Paulo utilise le terme “*engessado*” (plâtré, coincé) pour exprimer son désarroi. Dès le début de l'entretien, il nous fait part de ses difficultés face aux transformations de la région confrontée à la crise sucrière, attestées localement par trois processus : la faillite des planteurs et des propriétaires d'usine, la réforme agraire et le projet *Costa Dourada* qui prévoit une reconversion de la zone vers le tourisme “international” d'ici 2008.

«Nos estavamos falando da transformação que passa a região assim de forma muito galopante e mesmo, haja visto que a região, a lavoura que sempre dominou foi a cana, a monocultura da cana. E hoje se encontra caindo, se encontra em declínio. (...) E essa lavoura se encontra em dificuldade e a monocultura da cana e provalmente sua população se encontra também em dificuldade. Em dificuldade»².

Zé Paulo aborde le thème de la question sociale, le chômage croissant, l'exclusion, et souligne le “problème” des “enfants des rues” qu'il souhaiterait scolariser, avant d'engager une déclaration générale sur le manque de moyens pour créer des écoles, des hôpitaux, des crèches. Mais sur toutes ces questions, Zé Paulo s'attarde peu, se tournant fréquemment vers les secrétaires municipaux qui l'entourent pour obtenir des précisions. Questionné sur le nombre d'écoles par exemple, il ne

¹ “La barre est dure, la barre est dure. Il faut lutter, parce que je suis réellement complètement coincé, parce que je ne fais que payer les salaires et aussi tous les arriérés”.

² “On parlait de la transformation que connaît ma région, transformation d'une forme excessivement rapide. Il faut reconnaître qu'ici c'est la canne qui a toujours dominé. Et aujourd'hui, elle est en train de s'effondrer, elle se trouve en déclin. Et ce travail se trouve en difficulté, et la monoculture de la canne et probablement sa population se trouve en difficulté. En difficulté”.

parvient pas à nous donner de chiffre précis, se montre hésitant. Il indique que chaque *engenho* a son école mais paraît désarmé lorsqu'on lui demande de préciser l'état des écoles de la ville et s'informe auprès de son adjoint. Cette façon d'appréhender la question suggère que Zé Paulo n'attribue pas à l'école primaire le rôle d'instrument fondamental d'émancipation des *moradores*.

Après avoir rapidement évoqué ces dossiers (écoles, crèches, hôpitaux), Zé Paulo se prononce sur le thème des campements, à la demande de Lygia. Ce moment fait figure de basculement dans l'entretien, de point d'inflexion. Le maire se met à parler longuement, semblant brusquement sûr de lui. Certaines formules témoignent de cette aisance et du plaisir qu'il éprouve à s'exprimer sur cette question : "tout ce qu'on dit là, c'est pêle-mêle mais (...) demain, on pourrait reprendre ça" ; "ne soyez pas trop préoccupés par la prise de notes, on a tout le temps pour discuter". Les campements, (occupations des terres par une variante du syndicalisme destinées à obtenir désappropriation puis redistribution), ont commencé avant que Zé Paulo ne soit maire. Une fois élu, il a voulu travailler avec le syndicat autour des aménagements de la réforme agraire. Il considère de son devoir de maire d'assister aux réunions de l'INCRA (Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire), à Recife, pour participer aux discussions relatives à la redistribution des terres. Il ajoute, fièrement : "Je suis le seul maire à faire ça" et estime que "le maire d'avant-garde est en lien avec le syndicat".

LA TRAJECTOIRE DE ZE PAULO

Ce contraste dans le traitement des différents thèmes peut être analysé en référence à la trajectoire de Zé Paulo. Né en 1936 dans un *engenho*, ancien *morador*, il n'est jamais allé à l'école. Le tableau accroché dans son salon, bien visible de la véranda, témoigne de l'attachement de Zé Paulo à ce passé : dans un style très réaliste, à travers des couleurs vives, il représente des enfants sur un chemin bordé de canne à sucre semblant partir au travail. A la fin de l'entretien, Zé Paulo s'attarde un peu sur cette période de sa vie, expliquant qu'il a appris à lire dans un abécédaire avec sa sœur. Il n'a pas été élevé par sa mère qui l'a confié à l'un de ses frères jusqu'à ce qu'il ait sept ans, âge auquel il a été engagé pour couper de la canne. Il a aussi évoqué ses conditions de vie pendant la guerre, précisant que sa famille n'avait même pas les moyens de payer le carburant pour

avoir de la lumière. Il ne portait pas de chaussures jusqu'à l'âge de treize ans et s'habillait avec des vêtements réalisés à partir de sacs de farine. En 1960, il est entré dans un *engenho* qui appartenait à l'usine de Cucaú et a alors transporté la canne à dos d'âne. Malgré l'ascension professionnelle que représentait la possession d'un âne, ses conditions de vie sont restées sensiblement les mêmes : Zé Paulo précise qu'à cette époque il dormait toujours dans un lit en bambou tressé, sans matelas.

Les compétences de Zé Paulo résultent plus de son parcours syndical que de sa formation scolaire et professionnelle. Par conséquent, mal à l'aise lorsqu'il était question des écoles du municipale, en raison de la distance qui le sépare de l'institution scolaire, Zé Paulo s'est montré au contraire très volubile à propos des campements, expression des revendications des travailleurs ruraux désireux de la redistribution foncière. Zé Paulo a commencé à s'investir dans le Syndicat des Travailleurs Ruraux après le coup d'Etat, à un moment où le courant catholique orientait le mouvement de lutte vers le terrain juridique¹ afin que soient appliqués les droits prévus par la loi sur le travail rural de 1963 (statut du travailleur rural) et la loi de 1964 qui fixait les normes de fermage et de métayage (statut de la terre). Grâce à la contribution d'un avocat issu de ce courant, le syndicat de Rio Formoso s'est imposé comme l'un des plus combatifs dans la lutte pour le respect des droits du travail. En 1965, Zé Paulo était trésorier du syndicat ; en 1972, il en était le président. Etre dirigeant syndical constitue, pour les travailleurs ruraux, une ascension sociale remarquable qui se traduit notamment par une certaine augmentation des revenus accompagnée d'une stabilisation et par la possibilité de résider de manière permanente en ville et donc d'assurer

¹ On peut distinguer quatre moments du syndicalisme paysan :

- 1954-1964 : naissance du syndicalisme paysan. Il faut remarquer que dans le Pernambuco, et en particulier dans la *Zona da Mata Sul*, une dure répression s'était abattue sur certaines fractions du syndicalisme : notamment sur les ligues paysannes et certains syndicats proches du parti communiste.
- 1964-1979 : lutte sur le terrain juridique.
- 1979-1990 : grèves annuelles pour obtenir des contrats collectifs de travail. Augmentations de salaire et amélioration des conditions de vie dans les *engenhos*. Le syndicat de Rio Formoso se distingue comme l'un des plus actifs dans cette lutte.
- à partir de 1990 : crise de l'agro-industrie sucrière.

une scolarisation primaire à ses enfants. Le dirigeant syndical peut échapper aux contraintes sociales et matérielles de la vie de l'*engenho*. A partir des années soixante-dix, Zé Paulo joua un rôle actif dans les dépôts de plainte contre les propriétaires pour non-respect du droit du travail¹. Les paysans venaient le voir en personne au syndicat. Il se déplaçait souvent dans les *engenhos* et dans les usines pour négocier un accord avec les patrons. Il s'engageait personnellement dans les conflits, suivait de près les démarches. Dès 1979, Zé Paulo, dépositaire d'une très forte légitimité, a atteint les sommets du monde syndical : il est l'un des cinq leaders qui ont le plus contribué à la grande grève². A partir de 1988, le syndicalisme cesse de faire profession de neutralité politique³ et commence à discuter au niveau national sa participation directe aux élections, naturellement solidaire des forces qui se sont opposées au régime militaire. C'est ainsi que Zé Paulo soutint le nouveau candidat aux élections municipales de 1988 : il est élu comme vice-maire et occupe le poste de secrétaire à l'action sociale, mais il s'oppose bientôt au maire et quitte sa fonction. En 1992, il était lui-même candidat mais n'a pas été élu. En 1996, son élection à la mairie de Rio Formoso a consacré la reconversion du syndicaliste en "homme politique", reconversion dont il importe de souligner qu'elle ne marquait donc aucunement une rupture avec ses camarades syndicalistes puisqu'elle s'inscrivait dans la stratégie de la mouvance du syndicalisme qu'il représentait.

LE TRANSFERT DES COMPETENCES SYNDICALES DANS LA GESTION MUNICIPALE : ATOUT OU HANDICAP ?

La gestion politique de Zé Paulo résulte, au moins en partie, d'un transfert de compétences acquises dans le militantisme syndical. A travers l'évocation des campements, Zé Paulo se voit et se donne à voir comme le leader de la même "base", de la même mobilisation des anciens *moradores*. Il utilise une partie des finances municipales pour soutenir le mouvement

¹ Voir sur ce point l'article de Lygia Sigaud, «Les paysans et le droit : le mode juridique de règlement des conflits», *Information sur les sciences sociales*, Paris, 1999, p. 113-147.

² Voir Lygia Sigaud, *Greve nos engenhos*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1980.

³ Voir Moacir Palmeira, op. cit.

et apparaît comme celui qui gère le rapport syndicat / MST¹, cherchant des arrangements pour que les gens de Rio Formoso bénéficient en priorité de la réforme agraire, négociant avec les propriétaires et les “sans-terre”. Il souhaiterait accompagner les bénéficiaires de la réforme agraire dans la gestion sociale de la redistribution foncière, afin que le transfert des terres assuré par l’Etat fédéral se double d’une véritable promotion sociale.

La légitimité et les compétences acquises dans le militantisme syndical, utiles dans les discussions autour de la réforme agraire, peuvent cependant compliquer la gestion politique du municiple. Connue pour ses engagements de leader syndical, Zé Paulo a l’image d’un maire “social”, source d’un flux de requêtes personnelles qu’il ne parvient pas à endiguer. Lorsqu’il aborde la question de la *Rua da Lama*, quartier en partie détruit par de récentes inondations, il avoue son malaise et son incapacité à répondre aux exigences des personnes sinistrées qui ne sont pourtant pas socialement très différentes des personnes des campements. Mais Zé Paulo ne sait pas traiter le problème de la *Rua da Lama* qui, de plus, est le terrain de ses adversaires politiques. Au contraire, les campements correspondent à une forme qu’il connaît, avec des adversaires qu’il connaît et des résultats qu’il peut escompter. Le secrétaire des finances², porteur de diplômes secondaires (il n’a pas fini ses études universitaires, se contentant de la formation syndicale), souligne le charisme du maire -issu de son parcours syndical- mais insiste sur les ambiguïtés de la situation. Son discours élogieux pointe en même temps les limites de l’expérience syndicale pour affronter certains problèmes locaux : “Le bon côté de Zé Paulo, c’est que s’il faut abattre un arbre ou s’il faut faire une occupation, son charisme personnel est utile. Par contre, c’est aussi sa fragilité car tout le monde vient ici pour résoudre les choses avec lui directement et on ne peut pas travailler”. Zé Paulo lui-même, reprenant les propos de son collaborateur regrette la “sacralisation du pouvoir” et ajoute : “il faut que les gens cessent de penser que Zé Paulo va tout résoudre”. D’où la nécessité d’une “réforme administrative”, selon le secrétaire des finances,

¹ Mouvement des Sans Terre. Courant syndical issu du sud du pays qui n’a commencé ses activités dans le Pernambuco que vers 1990.

² Rencontré le mardi soir à la mairie, seul tout d’abord, puis en présence de Zé Paulo.

pour définir une autre forme de gestion municipale que celle résultant du charisme : il s'agirait de passer à des rapports plus impersonnels où les institutions existent, en s'appuyant sur un personnel administratif formé, scolarisé¹. Ces intentions, énoncées par le collaborateur de Zé Paulo le plus titré en capital scolaire, illustrent également l'actualité d'un discours qui tient aussi sa légitimité des normes diffusées par les institutions internationales comme le Fonds Monétaire International à travers des programmes de soutien au développement par exemple. La "réforme administrative" visant à diminuer l'emprise du pouvoir personnalisé souvent stigmatisé comme "clientélisme" devrait permettre le recrutement et la stabilisation d'un corps porteur de principes méritocratiques.

LA LOGIQUE DU DON

Pris dans son image de leader syndical, Zé Paulo doit donc se positionner par rapport à l'image du maire telle qu'elle a été constituée par l'histoire. Fonction jusqu'alors remplie par des seigneurs d'*engenhos*, elle obéissait aux règles de la domination traditionnelle, réaffirmée par différentes formes d'assistance. Les dominants s'assuraient prestige et reconnaissance en "donnant" (des festivités par exemple comme des championnats de foot ou des bals). Le système de domination qui régissait le monde des *engenhos* imprégnait également la gestion du municiple. Même si la nouvelle équipe souhaite rompre avec les politiques d'assistance (c'est ce que déclare la secrétaire à l'action sociale, fille de Zé Paulo), elle n'est pas moins tributaire de cet héritage avec lequel elle doit parfois composer. Un événement relaté par une employée de Roberto révèle cette complexité : suite à de graves brûlures dont le fils de cette employée avait été victime, Roberto, conformément à son statut de maître d'*engenho* l'engageant à assurer la protection des *moradores*, a pris en charge l'hospitalisation et son associé a ensuite payé la chemise spéciale nécessaire au soin des grands brûlés. Mais c'est Zé Paulo qui est ensuite intervenu pour financer la seconde chemise, révélant par ce geste le devoir qu'il se fait de répondre aux obligations autrefois imparties au maire.

¹ Cf. Max Weber, *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971, p. 347 : "Qui veut une domination donnée doit pourvoir à la création de directions administratives *propres* rendant possible sa *propre* domination".

**LE PROJET COSTA DOURADA :
LE POUVOIR LOCAL FACE AUX LOGIQUES INTERNATIONALES**

Le projet *Costa Dourada* a été décidé par le gouvernement fédéral et par le gouvernement du Pernambuco, en accord avec la Banque Interaméricaine du Développement. Ce projet d'aménagement touristique de l'embouchure de Rio Formoso a drainé des capitaux importants et pourrait modifier radicalement la physionomie de la côte ainsi que l'économie locale. Mais, l'information ne lui ayant pas été transmise, le maire ne connaît pas les différentes étapes du projet, ses implications exactes, ni l'importance des moyens déployés (assurément bien supérieurs aux finances locales). Le secrétaire des finances dénonce ce projet externe dans lequel "Rio Formoso est réduit à rien, juste à un pot de chambre risquant de polluer l'embouchure". L'intervention de la municipalité ne serait en effet requise que dans le seul cas d'assainissement des eaux du fleuve, condition *sine qua non* de la réalisation du projet. Dans ce contexte, le thème de l'environnement semble constituer un moyen, pour l'équipe municipale, de se faire entendre dans la défense des intérêts locaux face aux logiques internationales. Et de la même façon qu'il fédérait les différents dirigeants syndicaux, Zé Paulo tente de réunir les maires de la région pour élaborer une mobilisation commune autour du projet *Costa Dourada* : nouvelle tentative d'activer ses compétences syndicales dans son rôle de maire.

L'accession de Zé Paulo à la fonction de maire de Rio Formoso, permet donc de mesurer *in situ* la complexité de la modification des formes d'exercice du pouvoir dans une période de transition politique et sociale. D'abord, il est extrêmement difficile pour le nouveau maire et son équipe municipale de prendre pied dans des enjeux qui dépassent le cadre étroit de la municipalité et dont les conséquences seront, à l'évidence, profondes pour la commune : c'est ce que montre l'analyse du projet *Costa Dourada*. Ensuite, si la victoire électorale indique une diversification des critères de légitimité politique, elle ne signifie pas pour autant une transformation des critères de légitimité de l'exercice du pouvoir. La fonction de maire impose à Zé Paulo la gestion de questions pour lesquelles sa trajectoire syndicale ne l'a pas préparé (écoles, problèmes urbains, santé). Elle lui impose également une forme personnalisée d'exercice du pouvoir (interventions "charismatiques", requêtes personnelles, prégnance de la logique du don) qu'il lui est d'autant plus délicat de combattre que

l'influence syndicale dans la région repose sur un tissu de relations personnelles et que son prestige de leader syndical s'est fondé sur sa capacité à aider les travailleurs ruraux dans leur conquête des droits sociaux. Notre réflexion a porté sur les difficultés de la conversion d'un capital syndical en capital politique. Elle ne se voulait nullement fataliste tant le contexte historique de la réforme agraire et de la crise de l'agro-industrie sucrière appelle la transformation profonde du champ politique local.

Juillet 1999

II- NOUVELLES MEDIATIONS A RIO DE FORMOSO : OBSERVATIONS SUR LA MAIRIE¹

Il s'agit ici de poser quelques questions liées au domaine d'action de la mairie de Rio Formoso. Ces questions ont été examinées à partir d'une situation récente : l'arrivée au gouvernement de la mairie d'un groupe politique issu du Syndicat des Travailleurs Ruraux.

L'administration de la mairie se compose d'un chef exécutif (le maire, fonction remplie en l'occurrence par le syndicaliste Zé Paulo) et de neuf secrétariats ayant chacun leur domaine d'intervention spécifique. Ce sont les secrétariats des Finances et du Plan, de l'Administration, de l'Infrastructure (services urbains), de l'Education et la Culture, de la Santé, de l'Agriculture, des Sports et du tourisme, du Travail et de l'action sociale et des Affaires spéciales.

A partir d'une enquête générale dans ces secrétariats, nous rendrons compte de certaines régularités qui les traversent et des contradictions dans lesquelles leurs responsables se trouvent.

MEDIATION ET VOLONTE

Les nouvelles bonnes façons d'administrer à Rio Formoso pour la municipalité actuelle, résident en un principe multiplicateur : la génération d'institutions et/ou de groupes stables qui canalisent la demande de la population. C'est dire que l'un des traits du modèle de gestion syndicale s'aperçoit à présent dans un autre contexte institutionnel –la mairie– à travers la création de corps administratifs spécifiques capables de traiter de manière connue les demandes qui prennent à présent d'autres caractéristiques que celles qu'elles avaient dans l'appareil syndical. En ce qui concerne ceux qui sont arrivés récemment à la mairie, la tâche primordiale consiste à transformer les agents de l'offre de services publics comme ceux de la demande selon les principes d'un "fonctionnement administratif effectif". En d'autres termes, il s'agit d'introduire

¹ Ce deuxième volet a été rédigé par J. Pantaleón.

de nouvelles règles dont l'origine et le but soient contrôlés par les nouveaux responsables de la mairie.

Cette recherche de médiation apparaît très visiblement dans plusieurs secrétariats de la mairie dont les occupants des charges principales ont pour propriété sociale l'appartenance au groupe syndical, que ce soit en qualité de militants et/ou de parents de figures de ce groupe. C'est le cas du secrétariat des Affaires spéciales créé par la gestion actuelle : la section Environnement de ce secrétariat a pour directeur un militant syndical qui est aussi le gendre du maire. Ici, l'implantation en 1997 d'un Conseil municipal de l'Environnement composé d'organismes qui offrent une consultation technique et de groupes présentés comme "directement intéressés" révèle la volonté de favoriser l'émergence de nouveaux médiateurs. Parmi les organismes techniques, on compte l'EMATE (Assistance Technique Rurale), l'IBAMA, la COMPESA (Compagnie des Eaux) et la CPH (Police Environnementale des Ressources Hydriques) ; parmi les seconds on trouve la Colonie des Pêcheurs, l'usine de Borracha, l'usine de Cucaú, un représentant de l'hôpital et un représentant du Syndicat des Travailleurs Ruraux. En outre, les fonctionnaires ont créé un Conseil étudiant composé d'enfants et d'adolescents dont le but est la "conscientisation" sur les problèmes environnementaux et le recyclage des ordures. De cette manière, a été assurée la viabilité d'une nouvelle catégorie et d'un nouveau domaine de la vie du gouvernement municipal : la politique environnementale comme problème social.

Dans le cas du secrétariat des Finances et du Plan occupé par l'un des conseillers syndicaux de Carpinhas, par un autre syndicaliste de Campo Alegre et, apparemment, par l'un des conseillers techniques liés au maire, le désir de réorganiser l'organigramme de la mairie apparaît plus explicite encore. A travers un programme global de formation, dans un discours qui juxtapose les notions d'efficacité et de volonté, sont proposées trois dimensions de la formation :

a) Formation professionnelle (rurale et urbaine). b) *Profesional de Servicio*. c) Exercice de la citoyenneté : cela inclut coopératives, gestion en coopérative, associations (urbaines), incitation à la création de Conseils ("pour que le peuple puisse effectivement décider").

Ce n'est pas par hasard que la tâche de développer cette rééducation générale (dont le coût s'élève à 300 000 reais et qui s'étendra sur une année avec un total de 38 cours) est échue à une coopérative de service appartenant à la FETAPE/CONTAG. C'est dire que cette création de médiation et de rééducation des médiations existantes, implique l'extension du modèle de gestion syndicale au champ de l'administration publique sous la forme d'un enseignement systématique (et la croyance en la possible efficacité de cette forme chez ses initiateurs). Parallèlement, cette rééducation devrait permettre de résoudre un problème annexe (habituel pour ceux qui doivent penser la continuité du pouvoir sous des formes administratives) : la dépendance qui existe à l'égard du maire. Ainsi pour le secrétaire :

« Il s'agit de ne pas dépendre de Zé Paulo. La formation est destinée à mobiliser, à faire décider par soi-même et à résoudre avec responsabilité les problèmes qui se présentent ».

Il en va de même dans le domaine du secrétariat du Travail et de l'action sociale, dirigé par la fille du maire. Administrant et du même coup légitimant (ambiguïté classique) les problématiques (ou problèmes) sociaux, ses représentants s'efforcent, de manière brillante et souvent dilettante, d'arriver à réduire une des conséquences des modifications sociales de la région. Selon les données de l'IPEA, le municipale détient 44% de sa population (de 19 931 personnes selon les données de L'IBGE pour 1996) en état de pauvreté (soit environ 2 000 familles). Les familles dont le chef ne touche que le salaire minimum représentent 72% du total et environ 50% des familles ne disposent pas de l'eau courante. Les endroits où se concentre la population démunie sont les quartiers de la *Rua da Lama*, d'*Alto da Bela Vista*, d'*Entra e Pulso*, de la *Rua da Estrada*.

Dans ce contexte, une des priorités affichées par les autorités est d'arrêter la migration de la main d'œuvre sans travail – du fait de la diminution substantielle de l'activité canavière – vers la ville de Rio Formoso et d'autre part d'introduire un modèle organisationnel coopératif et associatif pour la population déjà arrivée à la ville. En ce qui concerne les coopératives, de petites unités productives ont été créées : culture d'un potager par des femmes dans la périphérie de la ville, production de farine de manioc, conservation de poisson, confection de vêtements, projet de fabrication et de distribution de vases sanitaires (surtout destinés aux

familles de la zone urbaine). Pour ce qui est des associations, quelques explications supplémentaires s'imposent.

La distribution de vivres, de médicaments et de matériaux de construction (par le truchement de coupons échangeables) aux secteurs perçus comme les plus défavorisés a été l'une des caractéristiques marquantes du secrétariat du Travail et de l'action sociale dont le budget mensuel de 20 000 reais est essentiellement affecté à ce type de "donation". C'est sur ce point, celui de la "donation", que l'introduction de nouvelles médiations apparaît avec le plus d'évidence. Selon l'un des nouveaux fonctionnaires de ce secrétariat :

«Ce secrétariat a toujours été très assistantiel. A présent nous voudrions changer cela : la donation traditionnelle».

Cependant, pour se promouvoir comme intermédiaires légitimes, les responsables de l'action sociale éprouvent le paradoxe de devoir continuer les actions pour les modifier :

«Afin d'obtenir la participation des vecinos (par exemple au budget participatif), nous devons donner un peu afin de pouvoir discuter».

La création de médiations légitimes, comme le seraient les associations de *moradores* pour les quartiers marginaux, est la démonstration de l'intention de contrôler et d'administrer les demandes jusqu'alors personnalisées et représente une manière de domestiquer des groupes sociaux (les quartiers susmentionnés par exemple) auxquels le groupe gouvernant n'avait pas accès de manière permanente. Cela explique comment un même acte, la distribution de paniers de vivres, peut être ici conditionné (dans le quartier de la *Rua da Lama*) par l'organisation d'une association de *moradores* –corrigeant ainsi le "vice de la donation"– et là pratiqué sans condamnation aucune (pour les campeurs du syndicat).

DEPLACEMENTS MORAUX

La multiplication d'étapes médiatrices ne se comprend pas bien sans observer la production de nouveaux problèmes à résoudre qui sont des conduites ou des groupes sociaux identifiés par de nouvelles formulations. Ainsi, cette lutte pour re-constituer et administrer les problèmes de la région n'est pas exempte d'une moralisation des conduites et des actions des dirigeants de la mairie comme des employés, moralisation qui se

distingue des formes anciennes par le déplacement des actions politiques et des populations visées.

Pour les nouveaux administrateurs de Rio Formoso, ce qui doit être réformé ce sont des questions énoncées en termes de “problèmes de manque de culture, d’éducation et d’habitudes”. De là vient que pour le secrétaire des Finances si le système administratif comptable fonctionne mal, c’est parce “qu’il existe une culture de non-paiement des impôts” d’un côté¹ et “un manque d’efficacité des fonctionnaires publics” (qui sont 1074 employés à la mairie) d’un autre côté. Pour le secrétaire des Affaires spéciales et son directeur de l’Environnement, il faut mobiliser les moyens –entre autres le Conseil étudiant déjà mentionné– pour créer une “conscience environnementale” qui puissent mettre un terme au problème de la pollution déversée dans les eaux de la rivière adjacente à la ville. Peut-être cette moralisation est-elle plus intense encore dans le domaine éducatif et se présente-t-elle plus explicitement combinée à un discours égalitariste de participation qui, il faut le dire, n’a jamais laissé d’être présent dans les autres cas. La directrice de l’enseignement qui appartient au secrétariat de l’Education et de la culture a une trajectoire liée au Syndicat des Travailleurs de l’Education et se trouve liée à la Pastorale. Les problèmes éducatifs auxquels le municpe est confronté sont l’absentéisme scolaire (69% dans la zone urbaine et 30% dans la zone rurale, selon les données fournies par les fonctionnaires), le haut niveau d’analphabétisme (de 45% parmi les enfants de 11 à 14 ans) et la désuétude de la formation des maîtres d’école ruraux. Selon la directrice de l’enseignement, il faut opposer à cela, comme élément de la solution, la consolidation au niveau municipal de projets nationaux comme celui “d’Enfance citoyenne”, la valorisation des crèches comme “lieu essentiel pour la socialisation des enfants et même de leurs parents” dans les quartiers démunis –à nouveau– ainsi que “l’organisation populaire” : c’est

¹ Le municpe de Rio Formoso a en principe quatre sources de financement : le Fonds de Participation Municipale (FPM), l’Impôt sur la Transmission des Biens Immobiliers (ITBI), l’Impôt Sur les Services (ISS) et l’Impôt Foncier et Territorial Urbain (IPTU). Les modifications dans la structure productive –avec la crise et la reconversion des *engenhos* et des usines– s’est répercuté sur la recette municipale. La municipalité doit développer des mécanismes capables de garantir un meilleur recouvrement et, par suite, d’assurer un meilleur positionnement des administrateurs municipaux.

là un discours qui amalgame le volontarisme pédagogique et la nécessité de “l’administrabilité”.

On voit donc comment les notions de “vice du clientélisme” et de “vice de la donation” s’identifient dans les quartiers marginaux en même temps que ceux-ci apparaissent comme les porteurs privilégiés des problèmes d’éducation, de pauvreté et d’environnement.

L’événement d’une inondation dans l’un des quartiers les plus peuplés a placé cette perspective face à une autre morale, celle des demandeurs qui ont perçu comme insuffisante l’aide de la mairie. Ils ne se sont pas sentis assistés comme sous d’autres administrations et, bien qu’ils ne veuillent pas se placer dans une attitude d’attente des aides, ils jugent de manière négative la posture des responsables actuels. A leur manière, les agents de la mairie ont tenté, devant cette urgence, d’instaurer le modèle d’association de *moradores* en remplacement de l’habitude (mauvaise) de la demande personnelle et individualisée (le “clientélisme”).

Si une accusation morale se concentre sur un type de conduite, l’autre morale (celle de ceux qui espèrent la distribution de paniers de vivres, base des règles d’échange avec les administrateurs antérieurs) se borne à juger les donateurs selon leur respect de la dette générée par une relation (celle des *moradores* avec les fonctionnaires du gouvernement municipal). Quand s’impose comme publique une logique qui en ce cas serait celle de la “participation citoyenne appelée par les administrateurs actuels, cette logique objective et isole comme intolérable l’autre qui n’existait pas auparavant en tant que telle, à savoir comme type délimité et identifiable de conduite. Par la suite, cette accusation se fait plus forte quand un groupe spécifique s’en fait le porteur et s’identifie contre un autre groupe qui pratique un “autre type de politique”. Cette nouvelle charge de valeur crée alors un problème de caractère municipal : le vice du clientélisme.

REQUALIFICATIONS ET REPOSITIONNEMENTS

La nomination de sphères qui se transforment en problèmes municipaux a été un des mécanismes par lesquels ont pu se positionner et s’institutionnaliser ceux qui se voyaient comme acteurs légitimes. Trois aspects concrets pourront illustrer une partie de ces transformations générales que connaît actuellement Rio Formoso.

La forte attente créée par le projet *Costa Dourada* a augmenté depuis quelques années pour devenir un axe de la vie de ce municípe. Ce projet a pour but de créer un pôle touristique d'envergure internationale et prévoit un gros investissement dans la branche hôtelière et les services adjacents. En principe, il semble (le projet rédigé n'était pas parvenu aux mains de la mairie) que seront construits cinq hôtels "cinq étoiles"¹. Devant la préoccupation exprimée par la direction du milieu environnemental – créée en 1995 et renommée en 1997 – qu'aucun plan de reboisement n'était prévu par le projet, l'exigence de préservation environnementale s'est vue reconnaître et son soin confié au Conseil municipal pour que le projet *Costa Dourada* soit viable. Ainsi, comme le résume un des conseillers de cette officine : "On essaie de faire en sorte que le projet *Costa Dourada* passe d'une question financière à une question environnementale".

Si le projet *Costa Dourada* se pose en des termes plus concrets avec la question environnementale, il est possible pour la mairie, selon l'état du rapport de forces, de réactiver trois demandes qui n'avaient jusqu'alors pas été prises en compte : le reboisement, le problème de la pollution fluviale et celui des déchets (ménagers et industriels). En ce qui concerne le reboisement, il existe à Rio Formoso deux réserves écologiques : la réserve municipale de Cosocó laquelle doit être reboisée. L'autre réserve est celle de Tamandaré. Pour ce qui est de la contamination fluviale, Rio Formoso présente une caractéristique : la ville est construite à côté de la rivière et les déjections des maisons y sont déversées alors que coquillages et poissons servant à l'alimentation de la population sont pêchés dans les mêmes eaux. Ainsi, les hommes de la mairie demandent à ce que l'eau de la zone du delta de Rio Formoso (c'est là que va être développé le projet *Costa Dourada*) soit assainie parce qu'ils la considèrent comme indispensable à la viabilité de la réserve environnementale et ils font observer que les sources des rivières doivent donc être préservées. En outre, les responsables de la zone environnementale cherchent à positionner les pêcheurs comme les premiers concernés par l'implantation du projet *Costa Dourada* et les encouragent à se grouper en une organisation non-gouvernementale ou en coopérative de travailleurs ; en d'autres termes ils les incitent à se constituer en groupe visible et organisé. Enfin, l'action

¹ Le financement en est assuré par le gouvernement fédéral et de Pernambuco, la Banque du Nordeste et la Banque Interaméricaine de Développement.

de la mairie en matière de déchets consiste à obtenir la transformation de l'usine d'Amaragi (dont un rapport de l'IBAMA observait que son activité était polluante) en usine de recyclage des déchets. A cet égard, un litige oppose l'usine Central Barreiros, la mairie et le MST. Ce sont donc là les quelques éléments qui soutiennent la mise en place et la nomination d'une politique environnementale.

Cette idée de politique environnementale a donc suscité une série de situations qui ont permis de parler de la nécessité d'une politique sociale pour la région. Cette requalification est en train de modifier les notions antérieures par lesquelles les problèmes sociaux étaient identifiés, comme par exemple la notion d'assistance. Valorisée négativement par les nouvelles autorités, cette catégorie désigne désormais une mauvaise politique. Cette modification de nom n'a pas été acquise par la simple promulgation d'un "nouveau type de conduite" réglant les rapports entre la mairie et les habitants du municipe ; elle s'est également développée à travers le contact noué avec des groupes et des organisations régionales et nationales, comme dans la rencontre régionale sur les politiques sociales, en cours au moment de notre enquête dans la ville.

Ce sont là les quelques caractéristiques prises par le pouvoir municipal à Rio Formoso, dans ce contexte où il est occupé par un groupe politique d'extraction syndicale qui s'efforce de se positionner à divers niveaux où interviennent les changements.

Juillet 1999

traduction : **Frédéric Vignier**

“AIDER LE PEUPLE EN DIFFICULTE”. LA MAIRIE ET LES INONDATIONS DE LA RUA DA LAMA

**João Paulo de CASTRO*et
José Gabriel SILVEIRA CORREA****

INTRODUCTION

Ce texte est issu des recherches réalisées dans le cadre d'une enquête effectuée dans une commune de la partie sud de la *Zona da Mata* de Pernambuco¹. Au même titre que les autres articles réunis dans ce volume, il s'agit d'une première exploration, par immersion, de la situation que nous avons rencontrée sur le terrain. L'objectif sera donc de souligner certains thèmes qui nous ont paru intéressants et susceptibles de servir à des enquêtes futures.

Ce travail se fonde sur des observations et des entretiens réalisés dans un quartier de la commune de Rio Formoso, connu sous le nom de *Rua da Lama*². A l'origine, il n'était pas prévu que ce quartier fasse partie des thèmes à aborder lors de notre enquête. Ce fut lors des premiers entretiens réalisés avec les employés de la municipalité que mention fut faite d'une "inondation" survenue *Rua da Lama* quatre mois auparavant. C'est l'existence d'un ensemble de problèmes pour l'administration municipale, allant au-delà des dégâts dus à la pluie du mois de mai, qui attira notre curiosité. D'une certaine manière, on peut dire que c'est à partir du moment où la *Rua da Lama* s'est présentée comme un problème pour l'administration municipale qu'elle est devenu un objet de recherche.

* Doctorant en Anthropologie Sociale au Musée National (PPGAS/Université Fédérale de Rio de Janeiro).

** Titulaire du *Mestrado* en Anthropologie du Musée National (PPGAS/Université Fédérale de Rio de Janeiro).

¹ L'enquête a été réalisée avec Jean-Claude Combessie.

² NDT : littéralement, la rue de la boue.

Nous sommes entrés dans le quartier avec un employé de la préfecture, ce qui amena les habitants à nous identifier comme des membres de l'administration municipale. Pour cette raison, nous avons été la cible d'une avalanche de réclamations et de demandes de solutions pour des problèmes locaux liés, pour l'essentiel à l'inondation. Notre "guide" manifesta à plusieurs reprises un certain malaise, essentiellement à cause du caractère incessant de ces demandes et de l'insatisfaction manifestée par certains habitants à l'égard de la municipalité.

RUA DA LAMA

L'inondation

Le 12 mai 1997, une pluie qui dura l'après-midi entière fit déborder le cours d'eau qui traverse la ville de Rio Formoso, inondant ainsi l'ensemble du quartier de la *Rua da Lama*. L'eau monta rapidement, envahissant les maisons, arrivant en certains secteurs du quartier jusqu'à un mètre cinquante de hauteur, ce que nous avons pu constater au moment de notre enquête par les marques laissées sur les murs des habitations. Les maisons en torchis et en maçonnerie n'ont pas résisté ; certaines furent déformées, d'autres disparurent. En racontant cette journée, les habitants soulignèrent la difficulté qu'eurent certains d'entre eux à quitter leur maison, à cause de la force du courant. Le pont –point de jonction principal entre le quartier et le reste de la ville– avait été recouvert par les eaux, rendant difficile tant la sortie des habitants que l'arrivée des secours.

En début de soirée, avec la diminution du niveau de l'eau, les gens ont put retourner chez eux et prendre la mesure des dégâts provoqués par l'inondation. Certains y avaient perdu tous leurs biens, maison comprise, et furent relogés dans le siège du club municipal. Les autres retournèrent chez eux et commencèrent à récupérer ce qui avait résisté à la pluie, en essayant d'enlever la boue qui avait envahi leur maison.

Après quelques mois, en septembre 1997 (lors de l'enquête), l'inondation du 12 mai était encore un des problèmes les plus discutés par les habitants de la *Rua da Lama*. La pluie et le débordement de la rivière n'étaient pas des nouveautés ; comme le souligne un des habitants, "chaque année avec les pluies, la rivière monte". Les témoignages étaient pourtant unanimes pour dire qu'il s'agissait de la pire inondation

des dernières années. Le problème de l'inondation de 1997 résidait dans le degré de destruction et dans l'intensité des pluies, ainsi que dans l'attitude de la municipalité et plus particulièrement du maire face à l'événement. Il existait un consensus entre les habitants selon lequel la municipalité et le maire "n'aidaient pas la *Rua da Lama*". Ce consensus apparent révélait en fait l'existence de conceptions différenciées de ce que signifie aider.

Pour l'administration municipale également, et essentiellement pour les adjoints concernés, le quartier faisait donc partie des principaux "problèmes" administratifs auxquels la municipalité avait dû se confronter pendant la première année de son mandat. Notre première visite sur place et nos conversations avec les adjoints et des employés de la mairie nous ont amenés à comprendre que ces "problèmes" n'étaient pas seulement liés à l'inondation, mais à un ensemble de questions relatives aux différentes conceptions possibles de l'action politique.

Morphologie

La *Rua da Lama* se situe sur une transversale à la rue principale de la ville. Toute cette partie de la ville qui aujourd'hui est appelée *Rua da Lama* était à l'origine une zone marécageuse, sur laquelle on évitait de construire. Son occupation commença avec l'installation de l'abattoir municipal et la circulation issue des activités de cet établissement. Bien qu'il s'agît d'une zone difficile pour la construction, l'inexistence de propriétaires –encore aujourd'hui, les habitants considèrent que le terrain appartient à la Marine– et la proximité du centre-ville favorisèrent l'installation de ses habitants.

Le quartier est délimité d'un côté par la rivière qui démarque la ville et de l'autre par la rue qui mène à la route et la *Rua da Lama* proprement dite. La première longe un segment de la route fédérale qui coupe la commune, principale voie d'accès à la capitale de l'Etat. La deuxième, qui donne son nom au quartier, est en partie parallèle à la précédente ; c'est là que se trouve la place de l'abattoir, ainsi que plusieurs bars. Entre ces deux rues, qui composent l'axe communément appelé *Rua da Lama*, on trouve des ruelles qui relient les deux extrémités du quartier, sachant que la zone n'est pas totalement construite et qu'il existe encore une zone de marais. En venant du centre de Rio Formoso, à droite de l'abattoir, les maisons que l'on rencontre sont de deux types : certaines, peu nombreuses, sont en

ciment et en briques ; les autres sont faites de bois et de glaise (torchis). Ces dernières se distinguent substantiellement des premières par leur modèle de construction plus rudimentaire. A l'exception d'une demeure en bois qui sert de "pension", les seules maisons à deux étages sont en maçonnerie. Ces dernières peuvent être également différenciées de plusieurs manières : murs et marches, vérandas et éléments décoratifs, comme les chaises, les tableaux, les plantes. Les maisons qui se trouvent dans la rue principale (*Rua da Lama*) sont pour la plupart surélevées, afin d'empêcher l'eau d'entrer lorsque le niveau monte en fin d'après-midi. A gauche de l'abattoir et dans ses environs, les maisons sont de plain-pied : ce sont elles qui sont les plus exposées en cas de forte pluie. La *Rua da Lama* se termine sur la route, où l'on trouve de petits commerces et quelques maisons en torchis.

Si l'on suit le récit de certains habitants, on peut prendre la mesure de la diversité de l'implication de chacun dans l'occupation du quartier. Nous avons rencontré des familles qui se trouvent *Rua da Lama* depuis au moins deux générations, ce qui amène à penser qu'il s'agit d'un espace d'habitation depuis plus de quarante ans. Seu Juvenal, le père d'une interlocutrice, fait partie de ceux qui, après avoir travaillé à la construction de la route fédérale (qui fait la liaison entre la commune et la capitale) dans les années 1950, construisirent leur maison à cet endroit. D'autres familles sont venues du sertão nordestin depuis cinq ans à la recherche d'un travail dans la canne à sucre : c'est le cas de Seu Amaro, venu de l'intérieur de l'Etat il y a cinq ans ; il est enregistré (*fichado*) à l'usine, sans qu'on ait encore fait appel à lui. Plus récemment, d'anciens ouvriers agricoles, retraités ou licenciés des plantations, se sont installés dans le quartier.

La diversité de ces situations, que l'on trouve dans la composition sociale de ses habitants, s'exprime également dans la variété des stratégies de subsistance, qui vont du travail saisonnier lors de la récolte de la canne (*moagem*) aux "petits boulots" dans les autres villes, notamment à Tamandaré, la commune voisine, importante ville touristique de l'Etat de Pernambuco. On y est livreur de journaux, pêcheur et vendeur de crabes, coupeur de bambous, tenancier de bistrot de plage. Le travail saisonnier et les "petits boulots" ne sont pas considérés comme des "emplois", mais bien comme des moyens de subsistance, en raison de leur incertitude et de leur instabilité. Il existe un certain consensus entre les habitants selon lequel les activités liées à la municipalité ou aux plantations autorisent des

situations plus stables. Travailler à la préfecture suppose cependant que l'on soit introduit dans le milieu de l'administration publique – ce qui fut le cas du mari de Dona Fátima, qui a réussi à trouver un emploi comme fonctionnaire de la municipalité grâce à ses contacts avec l'ancien maire. Quant aux débouchés dans les plantations, ils se réduisent de plus en plus avec les transformations que subit actuellement l'agro-industrie sucrière.

L'appartenance locale

Comme on va le voir, les origines et les trajectoires variées des habitants ont créé des conceptions variables de ce que signifie habiter *Rua da Lama*.

Le père de Dona Fátima (une des plus anciennes habitantes), Seu Juvenal, a construit le premier bar en brique de la rue, devenu plus tard une maison de prostitution. Depuis sa naissance, Dona Fátima a toujours résidé dans le quartier, en aidant sa famille à tenir le bar. La mort de son père et ses difficultés pour gérer le bar l'amènèrent à vendre, ce qui lui permit de se construire une maison en ciment. La vente du bar entraîna une chute du niveau de vie de la famille ; elle dû chercher d'autres moyens de subsistance. Pendant plusieurs années, elle a été professeur dans l'enseignement public, à la maternelle.

En parlant du quartier, Dona Fátima fait preuve d'une certaine nostalgie en évoquant le passé : l'arrivée de son père, et les investissements que celui-ci y réalisa, comme la construction du bar. On découvre dans son récit un sentiment d'appartenance au lieu, d'identification à l'histoire locale qui, dans bien des cas, se confond avec la sienne. Son enfance dans le quartier et l'arrivée de nouveaux habitants correspond pour elle au début d'une déstructuration des liens locaux, le plus souvent associée à une augmentation de la violence locale :

«La délinquance a augmenté. Avant il n'y en avait pas (...) Je crois que c'est parce qu'il y a beaucoup de gens de l'extérieur qui se sont installés. Avant il n'y avait personne de l'extérieur. Du temps de mon père, après 10 heures du soir, il baissait le son, par respect pour les voisins. Aujourd'hui, on laisse la musique très fort et jusqu'à très tard».

Les nouveaux habitants sont considérés comme des voyous, des fauteurs de troubles ; on leur fait porter la responsabilité du désordre

dans le quartier. Dona Fátima a fait installer des barreaux, contre les cambriolages et braquages éventuels. Elle ne l'a fait que récemment, car dans le passé cela n'était pas nécessaire, dans la mesure où "(...) tout le monde se connaissait et que les enfants pouvaient rester dans la rue". Connaître les voisins et les rapports entre les gens était pour Dona Fátima la garantie d'un "bon endroit" pour élever ses enfants. Avec l'arrivée de nouveaux habitants, le "comportement local" a fini par évoluer, amenant certains (de ses amis et parents) à chercher un autre endroit où habiter ; Dona Fátima s'est sentie ainsi de plus en plus mise à l'écart de l'espace commun du quartier. Cette déstructuration des liens locaux se sent également dans la manière dont elle parle de l'installation des nouveaux habitants :

«Les gens envahissent l'endroit, aménagent un terrain, construisent leur maison et s'y installent. Ces maisons, là (...) avant c'était un marais, elles n'existaient pas, là c'est des nouveaux. Les gens ont coupé les roseaux et ont construit des petites maisons en chaume. Pas de loyer, mais pas de vraie maison. Ils envahissent le marais et se font une maison».

Envahir¹ et ne pas payer de loyer relèvent d'un comportement opposé à celui que Dona Fátima met en valeur dans son récit. Le respect que son père avait pour ses voisins, en baissant la musique le soir, était la preuve de la valorisation du quartier comme lieu de vie. Ces éléments sont importants dans le récit de Fátima : ils mettent en valeur le type d'engagement qu'elle et sa famille ont cherché à maintenir à l'égard de leurs voisins, par opposition aux individus qui n'auraient pas ce respect, ne paient pas de loyer et détruisent le marais.

Le transitoire

Dona Iraci et son mari habitaient sur les terres de l'usine Cucaú, où Seu Dorival, son mari, travaillait à la coupe de la canne. Avec le licenciement du mari, la famille a dû chercher un nouveau travail et un nouvel endroit où habiter : ils partirent pour l'Etat de São Paulo, à Barueri. Seu Dorival y travailla comme maçon, jusqu'à ce que "(...) les

¹ NDT : le terme portugais (invadir) désigne toute occupation illégale d'un terrain. Le même terme est utilisé pour parler des campements de la réforme agraire.

parents nous appellent, alors on est revenu”. Le retour à Rio Formoso et la difficulté de Seu Dorival à trouver un emploi dans les plantations amenèrent Dona Iraci à s’installer *Rua da Lama* en 1991. Son mari travaille actuellement comme “coupeur de canne pour quelqu’un de Recife qui fait du papier”. Dans le récit de Dona Iraci, on repère une manière différente de décrire la *Rua da Lama*, non plus comme un endroit où vivre, comme c’est le cas pour Dona Fátima, mais au contraire comme une *fatalité*, liée à l’impossibilité de revenir à la plantation¹. Comme *projet de vie*, la *Rua da Lama* représente un moment marqué par la difficulté et l’incertitude, un lieu à quitter dès que les conditions le permettront. Quant à la représentation de l’endroit, Dona Iraci est d’accord avec Dona Fátima : il s’agit bien d’un lieu de “délinquance” ; mais pour elle, c’est la ville, et en particulier sa périphérie qui sont le lieu de la délinquance et de l’insécurité, par opposition à la plantation². Ce qui pour Dona Fátima est le fruit de l’arrivée de nouveaux habitants (l’augmentation de la violence et de l’insécurité) devient pour Dona Iraci une caractéristique de la ville en général.

Du “vice” au don

Pour les responsables de l’administration municipale, la *Rua da Lama* représente un “problème” au cœur duquel on trouve le manque de crédits. Comme nous l’avons signalé, un autre problème se posait pour la municipalité : celui de la manière dont les demandes étaient acheminées à la mairie, considérées comme *malsaines*, relevant du vice.

¹ Dans son article “Des plantations aux villes”, *Etudes rurales*, n° 132-133, 1993, Lygia Sigaud montre comment le fait d’aller à la ville engendre pour certains travailleurs ruraux un sentiment de malaise. “Etre en ville est perçu comme un état transitoire, comme l’atteste le mot utilisé par les salariés pour désigner leur logement : un *rancho* (habitation précaire et provisoire) au lieu d’une *casa* (maison en dur), comme celle qu’ils habitaient dans les plantations” (p. 20).

² Comme le fait remarquer Lygia Sigaud, “Fondamentalement perçue comme un lieu privilégié pour ceux qui ne travaillent pas, dans la mesure où toute sa conception du travail est ancrée dans le travail agricole, la ville ne fait jamais l’objet d’une idéalisation de la part du travailleur rural (...)” (Sigaud, 1979, p. 211)

Avant d'entrer dans l'analyse des considérations de l'administration municipale, il convient de revenir sur un certain nombre de données relatives à la perception de la mairie par les habitants de la *Rua da Lama*.

En faisant l'inventaire des mesures municipales attendues par les habitants de la *Rua da Lama* après l'inondation, nous avons relevé les préoccupations suivantes : la présence physique du maire, la donation de matériaux de construction (ciment, briques et bois), l'assainissement minimal (le goudronnage des rues, la construction et l'entretien du pont, la suppression de l'abattoir), la sécurité et l'emploi. Dans toutes ces revendications, on trouvait des représentations communes : la municipalité a brillé par son absence avant, pendant et après l'inondation ; la municipalité actuelle "n'aide pas la *Rua da Lama*" ; le maire devrait se faire plus présent. Ce consensus apparent révélait par ailleurs l'existence de préoccupations variables, qui soulignent l'hétérogénéité locale.

Pour Dona Iraci, l'absence de la préfecture représente un véritable souci : le maire étant un ancien dirigeant syndical, on attendait de lui qu'il *aide* les personnes qui se trouvaient en difficulté à cause de l'inondation. Pour Dona Iraci, la municipalité s'est tout de même manifestée quand la fille du maire, adjointe aux affaires sociales, s'est rendue *Rua da Lama* pour y distribuer des rations alimentaires.

«Flavia (la fille du maire), c'est quelqu'un de bien. Elle a fait beaucoup pour nous. Mais elle n'a pas beaucoup d'argent. Zé Paulo (le maire) est un homme bon. Il a *aidé* le Syndicat des Travailleurs Ruraux, mais il faudrait qu'*il vienne ici* et qu'il nous aide» (souligné par les auteurs).

La présence de la fille du maire n'a pas suffi pour que Dona Iraci considère qu'il s'agissait d'une "aide" de la municipalité. Il aurait fallu la présence physique du maire pour démontrer sa préoccupation et son "engagement" vis-à-vis des habitants du quartier. Si pour Dona Iraci, le maire s'est tout de même manifesté par le biais de sa fille ou par la distribution de rations alimentaires (sans pour autant mettre de côté la nécessité de la présence physique du maire), dans le discours de Dona Fátima, par contre, nous n'avons trouvé aucune référence positive relative à la présence du maire ou à celle de sa fille.

«Ce maire, il n'est venu qu'après la montée des eaux, quand tout était sec. Il est venu avec TV Globo et SBT¹. Ici. Il est entré. Les reporters ne se sont adressés qu'à lui. Il est venu ici, il est resté à l'entrée, et après il n'est plus revenu».

«Quand il y a eu la montée des eaux, l'adjointe à l'Action Sociale a donné des rations alimentaires aux gens qui étaient logés dans l'école. Elle a pris les noms et ces gens-là ont eu des rations alimentaires. Une voiture est venue, et les rations ont été distribuées» (souligné par les auteurs).

Quant Dona Iraci mentionne l'adjointe à l'Action Sociale, elle ne précise pas le type d'aide apporté. Elle l'identifie seulement comme une action bonne et *généreuse*, alors que pour Dona Fátima, il s'agit là d'une action distanciée et formelle. Cette disqualification, de la part de Dona Fátima, d'actions qui pour Dona Iraci manifestent un souci, une volonté d'aider de la part de la mairie, a probablement à voir avec les liens qu'elle entretient avec l'ancien maire.

Le terme d'*aide* utilisé par les habitants de la *Rua da Lama* et par les employés de la préfecture a plusieurs significations. *Aider* est moins lié à l'acte en soi qu'à la personne qui réalise cet acte ; le terme est ainsi soumis à des codes déterminés : “en tant que relation asymétrique qui a le caractère d'aide, elle implique un code éthique déterminé qui prévoit les comportements adéquats pour les parties impliquées” (Meyer, 1979, p. 120). L'*aide* à une personne signifie la reconnaître comme faisant partie d'un réseau de solidarité². Une des caractéristiques de l'ancien maire, c'était “(...) d'aider les gens en difficulté”. C'est cette aide qui a permis au mari de Dona Fátima de trouver un emploi.

Hacker (l'ancien maire), propriétaire d'une plantation de la région, recrutait pour certains services des habitants de la *Rua da Lama*. Le mari de Dona Fátima a eu l'occasion de travailler pour Hacker en un moment

¹ Il s'agit de deux chaînes de télévisions brésiliennes.

² Selon Meyer (1979) les formes de solidarité sont établies entre des personnes que l'on qualifie d'*amis*, de *voisins*, de même position sociale (p. 120). Dans d'autres travaux, Palmeira et Heredia (1995) et Sigaud (1979) ont montré que l'aide peut également exister entre des personnes de positions sociales différentes. Dans ces cas-là, il serait moins question de l'idée d'*aide* que de l'expression d'une forme de solidarité.

difficile pour sa famille, avant de devenir plus tard fonctionnaire. L'ancien maire est considéré par Dona Fátima comme "(...) une bonne personne, préoccupée par les difficultés des gens". Ce genre de préoccupation se manifeste dans les pratiques et les actions de l'ancien maire :

«(...) La dernière fois qu'il y a eu une inondation, elle était un peu moins forte. Avec de l'eau jusque là et les maisons pleines de boue, *il est venu (Hacker). Pour secourir tout le monde.* Hacker, c'était un bon maire. Papa Hacker. Tous les vendredis il donnait l'autorisation et les gens allaient chercher à manger. Avec Hacker, personne ne mourait de faim. Avec le maire actuel, les travailleurs ont faim. Il a supprimé les heures supplémentaires» (souligné par les auteurs).

Cette idée selon laquelle Hacker "aidait" les gens se retrouve dans le récit du propriétaire d'un des quatre bars situés sur la place de l'abattoir. Selon João André, "(...) Hacker, lui, il prêtait un bus pour emmener les malades, il était toujours là".

Pour Dona Fátima et João André, la Rua da Lama représente plus qu'un endroit où habiter ; c'est le lieu où se sont construites leurs histoires et leurs relations familiales. A l'opposé, nous avons Dona Iraci, qui s'est installée *Rua da Lama* après un parcours marqué par une très grande mobilité. Son expérience dans la canne à sucre, le contact avec les travailleurs ruraux, dont son mari, révèlent une perception et une relation différente au quartier. La *Rua da Lama*, au même titre que les autres *quartiers à problèmes*, n'avait jamais reçu d'attention particulière de la part de l'administration municipale ; d'après les témoignages recueillis cependant, en des moments importants pour les habitants, l'ancien maire était présent.

Hacker, l'ancien maire, actuellement maire de la commune voisine (Sirinhaém), semble être la grande référence des habitants de la *Rua da Lama*, surtout pour les plus anciens. Parler de la municipalité actuelle, c'est en parler par comparaison avec la gestion de Hacker. L'ancien maire donnait : *il donnait des maisons, du ciment, du bois, des emplois, à manger.* Les "problèmes" de ce type n'existaient pas *Rua da Lama*.

L'élection d'un ancien syndicaliste avait créé une attente chez certains habitants du quartier, dans la mesure où ils se considéraient comme des travailleurs, groupe au centre des attentions du maire. Mais le maire

ne *donnait* pas, il ne *valorisait* pas les gens, il n'*aidait* pas les travailleurs. La pluie de mai, la plus forte depuis 27 ans, peut être considérée, d'après la façon dont certains habitants racontent l'épisode, comme un événement exceptionnel. Il s'agit d'un moment où l'on exige des “politiciens professionnels” qu'ils exercent leur fonction, qu'ils fassent leur office et mettent en place des mesures d'*aide* appropriées. Selon Dona Fátima, l'ancien maire, lui, aurait eu cette attitude.

«Seu Hacker, il était toujours là. Hacker, c'était le père de Rio Formoso ; “était”, non. Il l'est encore (...) Seu Hacker, quand il a gagné sa campagne électorale et qu'il a été élu maire de Rio Formoso, il a fait construire beaucoup de maisons, pour beaucoup de gens. Les gens allaient chez lui et à la mairie, ils demandaient, et après ils recevaient les matériaux de construction».

L'inondation comporte une dimension dramatique : elle a considérablement changé la vie de certains habitants du quartier. Ce qu'on cherche, c'est à établir ou rétablir des codes de régulation des relations. Cela fonctionnait ainsi du temps de Hacker, ce n'est plus le cas avec Zé Paulo. Le problème pour les habitants réside dans la posture assumée par le maire actuel, qui peut être résumée à son absence sur place. On s'attendait à ce que le maire se fit présent, étant donné la situation ; présent non pas par l'intermédiaire de ses représentants administratifs mais personnellement.

Ce que ces données révèlent, c'est que les attentes vis-à-vis de l'administration municipale sont construites à partir d'expériences et de trajectoires variées ; ce qui est en jeu, c'est de savoir qui seront les bénéficiaires de la gestion publique. En ce sens, des termes comme *aide* doivent être compris non pas comme une pratique politique mais comme un type de relation qui implique des attentes et des croyances.

PRATIQUES DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

L'élection d'un leader syndical à une mairie de la région sucrière a impliqué un nombre plus important d'acteurs sociaux dans le scénario politique local. Historiquement, les syndicats ruraux étaient opposés à une participation ouverte aux élections, afin de séparer activités politiques et activités syndicales. Cette perspective évolua à partir de l'élection de l'Assemblée constituante en 1986 (Palmeira, 1998), quand les leaders

syndicaux commencèrent à penser que l'élection de parlementaires pourrait aider le mouvement syndical. Il s'agissait donc d'élire des candidats syndicaux ou des candidats *engagés* dans les intérêts syndicaux. Malgré ce "changement" et le rapprochement du syndicat de la sphère politique, le "paradoxe de la participation" (id., p. 210) existait encore. Pour les leaders syndicaux, les candidatures de syndicalistes à la proportionnelle ou au système majoritaire gardaient un lien direct avec le mouvement syndical ; les candidats avaient également cette idée à l'esprit¹. Ce que l'on constate, c'est que le type de lien établi entre le candidat syndicaliste et les leaders syndicaux se retrouve également entre les travailleurs ruraux et le syndicat. Selon l'analyse de Lygia Sigaud, le syndicat était perçu par les travailleurs ruraux comme un *médiateur*, "*comme un instrument pour garantir les droits* (des travailleurs ruraux) *pour lesquels ils luttaien*t" (1979, p. 224), ainsi que comme un service de prestation médicale. Les droits n'étaient cependant pas considérés comme *automatiques*, à partir de l'établissement d'un contrat de travail, mais bien comme une *concession* qui devait être rétribuée. La rétribution prenait la forme du paiement de la mensualité au syndicat par chacun de ses membres².

En ce sens, on dira que l'engagement qui existe entre le candidat syndicaliste, le syndicat et les travailleurs ruraux, de même que l'engagement qui existe entre le travailleur rural et le syndicat, doivent être compris dans le cadre des relations d'*interdépendance* par lesquelles ces différents types d'engagement se mettent en place en fonction du degré

¹ Comme le souligne Palmeira (1998), "(...) ce qu'on attend des maires et des conseillers municipaux syndicalistes, ce n'est pas seulement une bonne gestion, ni seulement de s'occuper des revendications des travailleurs, mais de définir de manière adéquate ses relations avec le syndicat ; ce que l'on attend du syndicat, ce n'est pas seulement l'appui à son dirigeant, qui est désormais maire ou conseiller municipal, mais aussi les actions nécessaires pour l'aider ou le forcer à orienter sa politique dans la voie la plus favorable à la catégorie (...)" (p. 211-212).

² "Même si maintenant les *droits* se présentent comme un *don* de Miguel Arraes (NDT/gouverneur de l'Etat de Pernambuco), il s'agit d'un don qui n'est effectif que s'il y a contre-prestation du travailleur rural. Cette contre-prestation, c'est la cotisation au Syndicat". Si le travailleur ne cotise pas, il ne rétribue pas le *don* initial, il rompt la chaîne de réciprocité, et c'est pour cela qu'il ne se sent pas autorisé à revendiquer des droits" (Sigaud, 1979, p. 224).

de dépendance existant entre les acteurs sociaux ; ce qui correspond à l'existence de relations de dépendance mutuelle entre travailleurs ruraux, leaders syndicaux et candidats syndicalistes.

Les liens existants entre l'actuelle municipalité et les entités syndicales peuvent être repérés dans la composition de l'équipe municipale¹. Sur les neuf postes d'adjoint au maire, six au moins ont été occupés par des personnes directement ou indirectement liées au mouvement syndical ; quant au poste d'adjoint aux Finances et au Plan (chargé de réorganiser l'administration municipale, en mettant en place des procédures de requalification ou de formation professionnelle pour les cadres administratifs), il est occupé par un ancien conseiller de la Fédération des Travailleurs de l'Agriculture de l'Etat de Pernambuco (FETAPE).

Palmeira et Heredia (1995) ont souligné dans plusieurs textes que le *moment de la politique* est marqué par la subversion du quotidien, ou plus précisément par la subversion des activités de la vie sociale. C'est pendant cette période que les individus et les groupes participent de manière différente aux activités politiques (manifestations, défilés de rue, comices, etc.)². Dans le *moment de la politique*, les différentes *factions* deviennent plus visibles et mieux définies. C'est le moment où il n'y a plus d'espace pour l'indécision. Avant et après le *moment de la politique*, le quotidien de la vie sociale (visites familiales, réunions syndicales, travail, etc.) n'est pas pensé comme une activité politique, pas plus que les activités des “professionnels de la politique”³ ; il sont plutôt considérés comme relevant de l'assistance et de la prestation de services.

¹ Les secrétariats de la mairie sont les suivants : Finances et Plan, Administration, Infrastructure, Education et Culture, Santé, Agriculture, Sport et Tourisme, Action Sociale, Affaires spéciales (cf. Pantaléon).

² Sur les différentes activités correspondant au moment de la politique, voir Palmeira et Heredia (1995).

³ Selon Palmeira et Heredia (1995), on peut désigner comme “professionnels de la politique” tous les gens exerçant une activité qui peut aller de l'occupation d'une charge publique à la position de permanent d'un parti (p. 31).

Partant de là, on peut penser qu'entre deux élections, nombreux sont les engagements qui peuvent se faire et se défaire. L'incertitude sur la durée des engagements amène les individus à chercher des moyens de renouveler leurs alliances, en étendant leurs liens sociaux. La politique de faction n'est dès lors plus la référence principale pour l'établissement de liens personnels.

L'occupation d'un espace politique tel que l'administration municipale par un maire d'origine syndicale implique des jeux d'alliance, inscrits dans l'histoire du mouvement syndical de la région, avec les plantations comme référence. Dans les entretiens avec le maire de Rio Formoso, on peut constater sa préoccupation pour les transformations qui touchent la région, notamment dans l'industrie sucrière, et leurs conséquences.

«L'usine Cuaú, qui est dans la commune, comptait à elle seule 6 700 personnes dans les plantations, sur 4 communes, en 1993 : Rio Formoso, Gameleira, Ribeirão, Sirinhaém. Aujourd'hui, elle n'en compte plus que 2 700. Elle en a viré 4 000. Je dis ça, mais Trapiche a fait la même chose. Maintenant, ces 4 000 personnes sont dispersées sur ces quatre communes. Ils sont là-bas vers Santo Amaro, dispersés dans ce secteur. Et je ne parle que de l'usine Cuaú. Trapiche, elle, a viré à peu près 3 500 personnes, depuis 1993, et ils sont tous ici. Sans parler des plantations de particuliers. Je dis à peu près, parce qu'on n'a pas d'enquête. En tout cas on ne descend pas en dessous de 4 à 5 000 familles qui sont au chômage dans la ville. Pas 5 000 personnes : 5 000 familles».

La ville, par opposition à la plantation, fait office de réceptacle des transformations qui atteignent les plantations. En ce sens, la *Rua da Lama* et les autres *favelas* reflètent de manière générale la crise de la canne à sucre, à l'origine de la migration de plus en plus significative des travailleurs des plantations vers les périphéries des villes. Etant donné que les plantations et les tensions qui y règnent sont au cœur des préoccupations et des mesures politiques locales, le centre et sa périphérie font moins figure d'espace privilégié de l'intervention politique que de reflet des problèmes qui viennent des plantations.

Les changements de politique gouvernementale en termes d'investissement dans l'agro-industrie sucrière ont provoqué une série de

transformations liées à la fin de la monoculture du sucre. Le maire souligne ce fait :

«Comme je disais, cette culture se trouve en difficulté. La monoculture de la canne et sans doute sa population se trouve aussi en difficulté. Il y a des licenciements en masse. Les usines ferment, réouvrent, referment... et des difficultés énormes pour la population. Au-delà des résistances de la part des patrons, pour les raisons stratégiques qui sont les leurs, il y a celle de la population, des gens qui ne veulent pas quitter le *sítio*, pour aller à la sortie de la plantation, quitter l’enclos, pour en finir avec le *sítio*. Et maintenant, avec les licenciements, pour aller en ville» (maire de Rio Formoso).

La fermeture de certaines usines et les licenciements ont amené bon nombre de travailleurs ruraux à abandonner les plantations pour les centres urbains, accroissant ainsi le chômage, la faim et la misère. Cette situation que rencontrent certains travailleurs ruraux est considérée comme exceptionnelle par le maire, dans la mesure où elle reflète une transformation des relations existant dans les plantations. Une des conséquences de ce vaste processus de changement et de transformation se trouve dans l’accroissement de certaines pratiques, telles que la mendicité, comme le note le maire :

«*Ma grande angoisse, c’est d’attendre que ces gens puissent avoir la possibilité de s’installer sur une terre. Parce que pour l’instant, c’est la municipalité qui doit supporter ça, les gens à la porte, à la mienne, tous les jours, pour demander à manger. Ça n’est pas grand chose, un kilo de farine, ou 200 grammes de sardines. Quelqu’un qui demande ça, il ne mendie pas, il n’a pas le vice de la mendicité*».

Revenons à la notion de vice : utilisée à propos d’une personne ou d’une pratique, elle se réfère à une relation entre une personne qui donne un bien matériel, qui rend un service, et une personne qui demande ce bien ou ce service. Ces faveurs peuvent être recherchées, comme on l’a vu, parmi les personnes du même cercle de relations ; elles peuvent l’être aussi auprès des personnes détentrices d’un prestige ou de recours financiers plus importants.

Dans l’extrait que l’on vient de citer, on notera le souci du maire de préciser que tout acte de demande n’est pas nécessairement synonyme de vice, dans la mesure où il peut s’agir dans certains cas de situations exceptionnelles, liées à la crise de la canne et au chômage, d’où la faim et

les “demandes”. On soulignera le fait que ceux qui mendient sont des travailleurs ruraux qui ont perdu leur statut d’habitant (*morador*) d’une plantation ou l’emploi qu’ils y avaient.

Avec l’inondation du 12 mai, c’est un autre segment de la population, habitant dans la périphérie de la ville, qui s’est senti aussi en droit de demander de l’aide (maison, brique, ciment, nourriture, travail). Ce qui distingue ces demandes –celles qui sont formulées par d’anciens travailleurs ruraux et celles des habitants de la *Rua da Lama*– c’est la place occupée dans l’espace social par la personne qui demande. Les demandes sont classifiées et qualifiées, avec une distinction entre les demandes considérées comme “naturelles” (celles des travailleurs ruraux sortis des plantations) et les demandes vues comme “malsaines” (demandes de maison ou de nourriture), par les habitants de la *Rua da Lama*. Du point de vue du maire, les habitants de la *Rua da Lama* seraient en train de reproduire des pratiques issues des relations qui avaient été établies par le pouvoir municipal dans le passé, dans des situations qu’on ne saurait qualifier d’exceptionnelles. Le fait que des travailleurs ruraux aient des revendications ne correspond pas nécessairement à un type de pratique politique ; il s’agit plutôt d’une demande d’aide de leur part, dans le but de sortir de leur situation. Dans un extrait de l’entretien réalisé avec le maire, on peut repérer la trace de cette différence qu’il fait entre les habitants des plantations (les travailleurs ruraux et leur famille) et les habitants de la zone urbaine ; on comprend mieux ainsi comment les revendications sont qualifiées et interprétées.

«Si on veut aborder la question sociale qu’il y a dans ce problème, ce qu’on peut dire, c’est que c’est du sérieux. Il y a le problème des enfants ici ; le nombre d’enfants qui mendient augmente. Ils viennent mendier aux portes. Sans parler d’autres choses qui arrivent avec les enfants en ce moment, et ça n’est pas bon pour nous. C’est un problème sérieux, que les enfants qui viennent des plantations se retrouvent à se mélanger avec ceux de la ville (...). Il faut qu’on s’en occupe».

Pour certains fonctionnaires de la municipalité, le fait de quémander, peut être admis dans des situations exceptionnelles (crise de la canne à sucre ; les travailleurs ruraux qui quittent les plantations). Ce caractère exceptionnel ne s’applique cependant pas à tous ; comme on l’a vu, ceux qui font la demande font l’objet d’une différenciation. L’exemple le plus représentatif de cela nous a été raconté par l’adjointe à l’Action Sociale :

selon elle, avec l'équipe municipale précédente, tous les vendredis, certains habitants de la *Rua da Lama* se rendaient au secrétariat à l'Action Sociale pour y prendre un ticket et recevoir une ration alimentaire. Selon elle, c'est ce genre de pratique qui a instauré ce type de relation entre la mairie et ces habitants en question ; une relation considérée comme “naturelle” par certains habitants de la *Rua da Lama*, mais pas par l'équipe municipale actuelle. D'après le récit d'une habitante du quartier, cependant, seuls les nécessiteux (par manque de travail ou d'argent) pouvaient bénéficier de cette aide. Autrement dit, il ne s'agissait pas là d'une situation exceptionnelle.

CONCLUSION

On pourrait résumer le problème de la *Rua da Lama* –tel qu'il se présente aux intéressés– de la manière suivante : d'un côté, il existe un certain consensus sur le fait que les zones qualifiées de favelas, de par leurs “très mauvaises conditions”, ne sont pas adaptées pour qu'on puisse y habiter. Néanmoins, d'après le témoignage du maire et de certains de ses adjoints, la municipalité ne dispose pas de crédits pour apporter une solution au “problème”. Ce que l'on peut constater, c'est qu'il ne s'agit pas d'un manque de crédits mais de la manière dont les demandes sont formulées dans les quartiers concernés : c'est le point de vue explicite de l'adjoint au Affaires Spéciales de la mairie. L'inexistence d'un canal de communication dans ces quartiers rend impossible le traitement de certaines demandes. Ce souci d'une meilleure communication entre les habitants et la municipalité est à rapprocher du type de gestion proposée par l'administration actuelle¹, qui insiste sur la dimension organisationnelle de ses actions sociales.

Notre recherche sur la *Rua da Lama* est partie d'une sorte de “refrain” : il y avait un problème dans ce quartier, dû au débordement de la rivière. Notre passage sur place nous a permis de voir que cet événement avait provoqué une série de problèmes pour les habitants touchés par l'inondation et pour la municipalité, en quête de solutions. En se penchant sur ce “problème de l'inondation”, nous nous sommes rendus

¹ NDT : cet article a été rédigé avant les dernières élections municipales. “L'administration actuelle” dont il est question n'est plus au pouvoir.

compte qu'il n'y était pas seulement question de thèmes d'urgence (l'habitation, l'alimentation), mais aussi des attentes et des intérêts qui s'inscrivent dans les relations entre l'administration municipale et les habitants de cette rue ; et cela aussi bien pour la municipalité, qui voyait dans cette rue un "problème administratif", que pour les habitants qui jugeaient problématique la gestion municipale du moment. Ce que l'on pouvait constater, c'était non seulement l'importance du travail de réajustement des bases de cette relation mais également la prise en compte des relations entre les groupes et les individus. Les divergences ne sont pas apparues avec l'inondation, comme on aurait pu initialement le penser ; elles étaient déjà là, inscrites dans la dynamique et la complexité du tissu social de la région.

Decembre 1998

Traduction : **David Fajolles**

SUR LE CHEMIN DES ECOLES ... REGARDS SUR LE SYSTEME EDUCATIF DE RIO FORMOSO

Delphine SERRE* et Claire ZALC
avec Christian BAUDELOT*****

Pourquoi avoir constitué un groupe de travail sur les écoles de Rio Formoso, alors que ce terrain était relativement méconnu autant du côté français que brésilien¹ ? Certains d'entre nous pouvaient y projeter leur propre intérêt de recherche ; ainsi de Christian Baudelot, sociologue de l'éducation, qui s'intéressait aux possibilités de promotion sociale *via* l'école et à la différenciation sexuelle en son sein, ou de Delphine Serre, doctorante en sociologie, qui s'interrogeait sur les formes de normalisation à l'œuvre à travers l'éducation des enfants. D'autres, venant d'horizons disciplinaires différents (Claudio Pinheiro et Claire Zalc, doctorants en histoire), avaient choisi ce thème parce qu'il leur semblait d'emblée familier et donc plus facile d'accès. Enfin, pour les Français, majoritaires dans ce groupe de travail, l'obstacle linguistique paraissait moindre car d'autres approches que l'entretien étaient envisageables, comme les observations dans les classes. Mais ces raisons pratiques sont loin d'expliquer à elles seules que les interrogations autour des conditions de scolarisation à Rio Formoso soient nées du côté français de l'équipe. Celles-ci ont d'ailleurs, dans un premier temps, surpris les collègues brésiliens. L'évidence plus ou moins grande de l'école comme objet d'étude était, en soi, un premier indicateur des différentes conceptions nationales du rôle de l'école, de sa construction plus ou moins forte non seulement comme objet sociologique mais aussi, en amont, comme enjeu politique majeur.

* Laboratoire de Sciences Sociales (ENS-EHESS).

** Laboratoire de Sciences Sociales (ENS-EHESS).

*** Ecole normale supérieure (ENS).

¹ Les écoles n'avaient pas fait partie des nombreux objets d'étude des équipes du Museu Nacional (Université Fédérale de Rio de Janeiro) sur le terrain depuis plus de vingt ans. Quant à la bibliographie en français sur le système éducatif brésilien, elle est pratiquement inexistante.

Les remarques qui suivent doivent donc être considérées à leur juste mesure : il s'agit d'observations faites par des "novices", ignorants du système éducatif brésilien, et leur seul intérêt repose sur l'hypothèse que ce regard *nécessairement comparatif* a permis de mettre au jour certains aspects du système scolaire observé, certains de ses traits "spécifiques" en référence (ethnocentrique) au système français. Notre propos n'est pas de formuler des "résultats" de recherche, ni même des descriptions "objectives" du système scolaire brésilien, mais de retranscrire nos observations en y intégrant leurs conditions de production, c'est-à-dire sans nier tout ce qu'elles doivent aux positions nationales, sociales¹ et sexuées des observateurs.

Les données recueillies sont de statuts très divers : elles vont de statistiques établies par la municipalité de Rio Formoso sur la scolarisation, à des discussions informelles avec des directeurs d'établissement et des entretiens avec des enseignants (individuel ou collectif) et des responsables politiques (secrétaire municipal à l'éducation et maire), en passant par des visites d'écoles et des observations de classes (9 écoles visitées, 5 classes observées). Nos présentes remarques s'appuient essentiellement sur ce dernier matériau.

La préoccupation centrale touchant à la question scolaire, qui est apparue dès l'entretien avec le maire de Rio Formoso, Zé Paulo², concernait le problème de l'*evasão* (abandon), autrement dit du faible taux de scolarisation, et de sa conséquence directe, l'analphabétisme. Ce thème de l'*evasão* et des difficultés à scolariser les enfants revenait systématiquement dans les discours des membres de l'équipe municipale, du personnel enseignant et même de certains responsables syndicaux³. La récurrence de ces préoccupations a d'abord surpris les Français, plus habitués à s'interroger sur les inégalités scolaires à

¹ Evoquons entre autres éléments de positionnement qu'il faudrait creuser : tous les observateurs ont, à un degré différent bien entendu selon leur pays et leur génération, des trajectoires scolaires "réussies", ce qui implique des attentes spécifiques vis-à-vis du rôle de l'école et une certaine conception de sa légitimité.

² Cf. entretien avec Zé Paulo le 14/9/1997. Entretien collectif fait le premier jour du terrain. Pour plus de détails voir dans ce numéro l'article de I. Coutant et F. Viguier avec A. Garcia : "Zé Paulo, maire de Rio Formoso. Le pouvoir municipal, un 'héritage maudit' ?".

³ Cf. entretien avec Chiquinho, responsable de l'association des travailleurs ruraux en train de se monter sur l'*engenho* Amaragi, le 19/9/1997.

partir des processus de sélection et d'orientation à l'œuvre à l'intérieur du système scolaire lui-même. Elle reflétait pourtant l'acuité particulière de ce problème national dans la région du Nordeste (Nord-Est), qui fait figure de région sinistrée au Brésil. Les données concernant l'accès aux équipements sociaux et éducatifs en témoignent : ainsi du taux d'analphabétisme qui en 1985, au sein de la population âgée de plus de 15 ans, atteignait environ 40% dans le Nordeste contre 13% dans le Sud et Sud-Est, régions les plus développées, alors que le Centre-Ouest, en position intermédiaire, comptait 18% d'analphabètes¹. A Rio Formoso en 1997, les chiffres seraient encore plus "alarmants" puisque selon la secrétaire à l'éducation, seuls 60% des enfants entrés en première année (niveau qui correspond au CP) finiraient l'année scolaire... ce qui laisserait augurer de taux d'alphabétisation encore plus bas.

Ce phénomène de déscolarisation était, selon les responsables politiques, spécifique aux zones rurales et cette corrélation était un deuxième thème récurrent de tous les discours. Les données statistiques recueillies, établies par la municipalité, étaient d'ailleurs organisées autour de l'opposition entre la zone rurale et la zone urbaine du *município* de Rio Formoso², et notre "tournee des écoles" a, elle aussi, été structurée suivant ce clivage. L'assistant de la secrétaire à l'Éducation, chargé de nous faire visiter les écoles, notre "guide", avait en effet constitué un échantillon distinguant clairement les écoles des campagnes des écoles de la ville. C'est pourquoi nos observations s'articulent autour de cette opposition même si, au fil des jours, elle nous a semblé de moins en moins déterminante.

¹ J. Domingo et A. Gauthier, 1991, p. 65.

² La coexistence d'une zone rurale et urbaine au sein d'un même *município* n'est pas rare au Brésil : unités administratives de base, les *municípios*, selon leur histoire, recouvrent une zone plus ou moins étendue et une communauté humaine plus ou moins dense. C'est pourquoi le *município* de Rio Formoso regroupe aussi bien la ville que ses environs, les différents *engenhos*. Pour plus de détails sur l'histoire du *município* et son rôle dans le maillage administratif du territoire brésilien, voir Philippe Waniez, 1992, p. 57 et sq.

LES ECOLES DE LA ZONE RURALE

Les écoles (publiques)¹ sont bien plus nombreuses en zone rurale qu'en ville (17 contre 2)² et ce vaste ensemble des écoles "de la campagne" n'est pas homogène : on compte ainsi, parmi les écoles de la zone rurale, quinze écoles dans les *engenhos*, à classe unique en règle générale, avec en moyenne 60 élèves inscrits³, n'assurant que les premiers niveaux de la scolarité, et deux écoles bien plus grandes (1 029 élèves inscrits) –réunies dans le même bâtiment– dans le district de Cucaú appartenant à une usine sucrière, qui assurent elles les deux cycles complets⁴.

Notre premier contact avec les écoles de Rio Formoso a eu lieu sans intermédiaire, à Amaragi, l'*engenho* où nous résidions ; nous avons assisté à l'un des cours de cette petite école à classe unique de 28 élèves. Cette première expérience d'observation a été marquée par l'étonnement face à la relative absence de contraintes pesant sur les enfants : la porte restait toujours ouverte et les enfants pouvaient sortir pendant les cours et arriver en retard sans susciter de remarques de la part de l'enseignante ; son bureau était placé de telle sorte qu'elle pouvait surveiller tant l'intérieur de la classe que ce qui se passait à l'extérieur ; les élèves pouvaient se mouvoir dans l'espace librement à l'intérieur de la classe, c'est-à-dire se lever, changer de place etc. ; l'appel avait lieu à la fin du cours et non au début ; les réponses étaient toujours posées à la cantonade par l'enseignante et les enfants répondaient en chœur,

¹ Nous verrons plus loin comment ce critère (public/privé) ne nous est apparu que tardivement. Ce que nous pensions alors simplement être des "écoles" étaient en fait des "écoles publiques".

² Ne sont pas comptées ici parmi les écoles "urbaines" celles de l'Etat de Pernambuco, au nombre de deux, dont personne ne nous avait parlé au moment de l'enquête.

³ Données du recensement scolaire de 1997 du *município* de Rio Formoso.

⁴ Les deux cycles renvoient au premier degré (*primeiro grau*), qui commence à 7 ans et comprend 8 niveaux (*séries*), et au deuxième degré (*segundo grau*) de 15 à 19 ans, qui regroupe trois niveaux. Ces dénominations ont été changées par la Constitution fédérale de 1988 mais elles étaient encore utilisées à l'époque de l'enquête. Les dénominations officielles "correctes" sont celles d'enseignement fondamental (*ensino fundamental*) pour le premier cycle et d'enseignement moyen (*ensino médio*) pour le second.

parfois criaient leurs réponses... Tout semblait donc être fait pour réduire la contrainte scolaire au minimum et ne pas décourager les enfants : ne pas isoler et stigmatiser l'enfant qui se trompe, ne pas exiger un temps strict de présence à l'école, ne pas faire de certains comportements corporels marqués par la retenue (dans les mouvements, la voix) des conditions nécessaires de l'apprentissage. La menace de l'absentéisme semblait donc être omniprésente et déterminer la structure et l'organisation du cours.

La menace latente de la déscolarisation s'est vite avérée être une réalité puisque, lors de notre tournée en zone rurale, deux des écoles que nous avions l'intention de visiter étaient fermées. La première, celle de l'*engenho* Vermelho, se présentait comme une petite école, située dans un bâtiment en mauvais état, entourée de barbelés, vraisemblablement à classe unique puisque nous n'apercevions qu'une seule salle de classe ; elle évoquait bien l'image d'une école désertée. La fermeture de la deuxième école, celle de l'*engenho* Castelo semblait plus surprenante : il s'agissait là d'une école plus grande, comportant deux salles de classe où quatre cours différents avaient lieu (deux par demi-journée) et dans laquelle une centaine d'élèves étaient recensés par la mairie (contre une quarantaine dans l'école précédente). Dans ce cas, la fermeture paraissait provisoire : les dessins aux murs, les bancs disposés dans le hall d'entrée, la présence d'une gardienne signalaient une vie momentanément interrompue. Ces fermetures d'écoles n'avaient visiblement pas été anticipées par notre guide, comme le signalaient sa surprise et son embarras, qui trahissaient sa méconnaissance du terrain et/ou le faible contrôle de la mairie sur ses écoles ; elles prenaient, en outre, une signification particulière dans le contexte de déscolarisation tant redouté.

Le contraste entre ces écoles et l'école Imaculada Conceição de l'*engenho* Pedra de Amolar (photo 9), en était d'autant plus frappant. Dans cette école à classe unique, plus de trente enfants étaient présents dans la classe, celle-ci débordant d'ailleurs à l'extérieur de l'école où des petits groupes préparaient un spectacle pour une fête, ce qui rendait l'accès à la classe difficile. Nous avons été accueillis par un message de bienvenue, chanté en chœur par tous les élèves qui se sont levés à notre entrée, concrétisant ainsi le slogan affiché sur le mur du fond "*Sejam Bem Vindos !*" (Soyez les bienvenus). La classe semblait donc doublement ouverte sur l'extérieur : ni cloisonnée sur elle-même ni réduite au seul espace de la classe, elle accueillait chaleureusement les intrus que nous représentions. Les murs, entièrement recouverts de dessins d'enfants, de lettres servant à l'apprentissage ou encore de personnages connus

de dessins animés récents, signalaient une appropriation totale des lieux, sous des formes multiples plus ou moins ludiques, appropriation perceptible également dans l'aisance des enfants face à nos questions ou à l'appareil photo.

C'est ici, pour la première fois, que l'on nous a montré la cuisine de l'école, attenante à la salle de classe : l'enseignante nous y a accompagnés et nous a désigné fièrement les galettes chaudes que la cuisinière était en train de préparer pour le goûter. Nous n'y avons alors pas porté une attention particulière. Pourtant, le détour par le garde-manger et les fourneaux s'est avéré être un passage obligé et souvent premier de nos visites d'écoles. Les cuisines aux odeurs variées et alléchantes nous étaient présentées comme le signe évident d'un bon fonctionnement de l'école alors que les cantines vides étaient vécues comme l'illustration d'une crise. Ainsi, lors de la visite de l'école José Monteiro de Cucaú, les étagères entièrement vides de la cuisine ont été les premières choses que nous a montrées, impuissante, la directrice de l'école, avant même de nous conduire à la bibliothèque. Pourtant cette école qui assurait les deux cycles avait potentiellement à sa charge 1 029 élèves d'après le recensement scolaire et elle était d'aspect imposant : elle se présentait comme une immense bâtisse sur deux étages, rivalisant presque avec l'usine attenante, traversée par les odeurs de canne à sucre broyée et résonnant de cris d'enfants invisibles, juxtaposant de nombreuses salles de classe, de grands halls et de longs couloirs, espaces communs qui avaient pour seuls éléments décoratifs des slogans inscrits sur les murs, plus ou moins ambitieux, puisqu'on pouvait autant y lire une phrase du pédagogue Paulo Freire ("Un éducateur est un créateur de mondes, médiateur d'espérances, pasteur de projets") que des maximes plus "traditionnelles" ("Lire est plus important que tout" ou "Obéir est aussi noble que commander").

Deux choses nous ont donc particulièrement surpris lors de ces premières visites : l'absence relative de contraintes dans le déroulement des cours et l'importance de la nourriture, deux éléments qu'il nous est possible de comprendre, en les rapportant aux discours, comme deux moyens concrets mis en œuvre pour lutter contre *l'evasaõ*.

LES ECOLES DE LA VILLE DE RIO FORMOSO

Dans un deuxième temps, après notre tournée des écoles de la zone rurale, nous avons entrepris de visiter trois écoles situées dans la ville. Précisons d'emblée que ces trois écoles "urbaines" différaient là encore grandement entre elles, que ce soit par leur statut ou leur taille : l'école publique Pedro de Albuquerque, fondée en 1962, avait 1 111 élèves inscrits et assurait les cours pour les deux cycles complets ; l'école pour les enfants des rues, créée récemment par la municipalité, avait en charge une vingtaine d'élèves et assurait avant tout la scolarisation de base ; quant à l'école privée Maria José Monteiro, elle était la plus grande des dix écoles privées de Rio Formoso, scolarisant à elle seule 144 élèves sur les 655 inscrits dans le privé.

L'école Pedro de Albuquerque, située en centre ville non loin de la mairie, se distinguait peu au premier abord de la grande école du district de Cucaú en zone rurale : vaste bâtisse traversée de longs couloirs et s'élevant sur un étage (ce qui est peu fréquent dans la ville de Rio Formoso), une équipe enseignante nombreuse, un environnement bruyant et peu personnalisé par des dessins d'enfants, bref, de véritables "machines" scolaires, "impersonnelles" par opposition aux petites écoles des *engenhos*... L'opposition entre écoles des zones rurale et urbaine ne semblait donc pouvoir se mesurer à des différences matérielles et organisationnelles mais elle restait néanmoins vivace, surgissant dans le discours des enseignants de façon plus ou moins explicite... Ainsi lors de nos visites de classes, certains désignaient du doigt les enfants résidant dans les *engenhos*, ou de façon plus euphémisée, dans une classe de CP, ceux qui n'avaient pas été scolarisés en maternelle... et qui avaient de fortes chances d'être des enfants originaires de la zone rurale où il n'y a pas de maternelle. La différence rural-urbain, si nous ne pouvions l'objectiver par des éléments d'observation, était donc fortement ancrée dans les représentations des différents acteurs du système scolaire et en cela, elle avait des effets bien réels, comme l'attestait le récit fait par Chiquinho de son expérience scolaire douloureuse : seul *morador* de son *engenho* (Amaragi) à avoir poursuivi des études à la ville jusqu'en 7^e série¹ et à avoir obtenu

¹ Rappelons que le premier cycle de la scolarité comporte 8 séries. En règle générale, les enfants originaires de la zone rurale (qui sont scolarisés) vont jusqu'à la 3^e, parfois jusqu'à la 4^e (cela dépend des niveaux assurés par les écoles dans les *engenhos*).

ensuite un diplôme de technicien agricole, il nous fit part en entretien du souvenir encore très vivace de la stigmatisation dont il avait souffert, du fait de son origine rurale, en allant étudier à la ville¹.

L'implantation urbaine de l'école Pedro de Albuquerque avait cependant des effets spécifiques qui apparaissaient dès le premier regard : tous ses murs, aussi bien extérieurs qu'intérieurs, avaient été repeints récemment en bleu et rouge, couleurs du parti du nouveau maire, Zé Paulo... La proximité géographique avec le pouvoir municipal (ainsi que sa taille) faisait de cette école un enjeu explicitement politique, elle devenait partie prenante de la politique municipale, comme l'attestait également la nomination d'un nouveau directeur lors du changement de l'équipe municipale. La politisation de la question scolaire nous a donc paru plus nette en ville et il en a été de même pour ce que nous pourrions appeler, de façon ethnocentriquement française, sa "laïcisation relative"². En effet, à la fin de l'un des cours que nous observions dans cette école, l'enseignante a fermé la porte et a fait prier les enfants debout, en chœur et à haute voix, avant de les laisser sortir un par un de la classe... Cette prière collective et orchestrée par l'enseignante revêtait un caractère hautement symbolique tant par sa signification directe (transmission d'une pratique religieuse au sein de l'école) que par sa position particulière dans l'ensemble des activités scolaires : il s'agissait, dans un contexte général faiblement contraignant (le cours précédant la prière fonctionnait de façon similaire à celui de l'école d'Amaragi), d'un des rares moments d'"imposition" normative (porte fermée, réquisits de silence et d'immobilité puis codification des paroles et de la posture...).

Cette première visite d'une école urbaine relativisait donc la différence tant affirmée entre les écoles de la zone rurale et celles de la zone urbaine : tant au niveau des conditions matérielles que de l'organisation concrète des cours, des similitudes apparaissaient à chaque fois avec

¹ Cf. entretien op. cit.

² Il faudrait resituer plus précisément nos observations dans le contexte institutionnel brésilien qui, pour des Français socialisés à une rupture radicale depuis 1905, reflète la même ambiguïté : dans toutes les constitutions fédérales brésiliennes depuis celle de 1934, il est inscrit que l'offre d'enseignement religieux est obligatoire dans tous les établissements scolaires, l'inscription à celui-ci étant toutefois libre. Cf. Carlos Roberto Jamil Cury, 1996.

certaines écoles de la zone rurale, qui elles-mêmes ne formaient pas un ensemble homogène. Cette impression a été confirmée lors de la visite de l'école des enfants des rues, née dans le cadre d'un projet mis en place par la nouvelle municipalité pour (re)scolariser les enfants de la ville déscolarisés¹. Dans cette école aménagée au rez-de-chaussée d'un bâtiment, non loin du centre-ville, les deux classes étaient ouvertes sur la rue et n'avaient pas de porte ; une dizaine d'élèves à peine étaient présents dans chaque cours et le matériel scolaire nécessaire à chaque exercice (feuille, crayon, gomme) leur était distribué sur place et repris ensuite ; des activités périscolaires comme le jardinage (culture de salades) étaient organisées, ce dont les enfants paraissaient fiers car à l'occasion d'une photo, ils ont brandi le produit de leur travail (des salades !). Il était donc encore plus net, dans cette école un peu en marge de la scolarité classique, que la légitimité de l'école ne se fondait pas sur l'affirmation d'une rupture avec le monde extérieur mais qu'elle cherchait plutôt à aménager des passages² ... La "formation" au sens académique n'était explicitement pas l'unique but de cette école. Ainsi, le moment le plus ritualisé était lié au repas : avant la soupe du goûter, tous les enfants se sont levés, se sont mis en rang les mains derrière le dos, les filles en tête, et silencieusement, presque solennellement, sont allés se laver les mains avant de manger. Une des fonctions de l'école semble bien être de nourrir les enfants...

C'est à la fin de notre tournée des écoles urbaines que, par hasard, nous avons découvert qu'il existait non loin du centre ville une école privée. Aucun

¹ Ce projet (*Criança Cidadã*) semblait être le cœur de la politique scolaire de la municipalité, car les responsables, tout en affirmant l'importance de l'école, ne paraissaient pas toujours très informés sur la réalité du système scolaire (le maire par exemple n'a pas pu nous dire avec certitude combien il y avait d'écoles sur sa commune...). Il faudrait réfléchir de façon plus précise aux conditions institutionnelles de ce flou, à la fois au niveau local (arrivée récente de l'équipe municipale) et au niveau national (clarification récente des attributions en matière d'éducation avec la loi de 1996 –*Lei das Diretrizes e Bases da Educação Nacional*). Pour ce qui est des difficultés de la gestion municipale, voir dans ce numéro l'article de I. Coutant et F. Viguié avec A. Garcia : «Zé Paulo, maire de Rio Formoso. Le pouvoir municipal, un "héritage maudit" ?».

² Cette question de la continuité ou de la rupture entre l'univers scolaire et familial est un point déterminant pour caractériser le type de socialisation scolaire à l'œuvre. C'est ce qu'a bien montré Muriel Darmon à propos de la socialisation des enfants dans une classe de maternelle. Cf. Muriel Darmon (à paraître).

de nos informateurs de l'équipe municipale ne nous en avait parlé, ce qui se comprenait étant donné l'hostilité de la municipalité à son égard, tuée dans les discours mais arborée, par la secrétaire à l'éducation, sur un tee-shirt qui proclamait : "Défense de l'éducation publique". Cette visite (tardive) d'une école privée a été déterminante car des différences flagrantes nous sont alors apparues avec les écoles visitées jusque-là.

D'emblée, l'organisation des deux espaces se distinguait très nettement : à l'ouverture du public répondait la fermeture du privé. L'école privée José Monteiro, lors de notre visite, était fermée à clé pendant les cours, par un gros cadenas attaché autour d'une grille, au contraire des écoles publiques aux portes toujours ouvertes... L'omniprésence des couleurs de l'école, verte et blanche, tant sur les murs peints qu'à travers les uniformes et le matériel scolaire (cartables...) affirmait à tout moment l'appartenance des élèves et des enseignants à l'école et la rupture entre cet univers scolaire et le monde extérieur. La sélection socio-économique opérée par l'institution privée (la scolarité coûtait 30 Reais par mois alors que le salaire moyen était de 120 Reais) semblait alors prendre des formes matérielles : l'objectif "affiché" de cette institution était de marquer la différence entre l'intérieur et l'extérieur, de valoriser la distinction sociale, et non pas d'"attirer" au maximum les élèves et de lutter contre l'absentéisme en ouvrant l'espace au maximum et en réduisant les facteurs de discrimination. Alors que les écoles publiques, parfois désertées, tentaient de lutter contre l'évasion scolaire, l'école privée connaissait une expansion notable, comme en témoignaient les travaux de surélévation d'un étage de l'école : elle comptait ouvrir quatre classes supplémentaires à la rentrée suivante...

Cette fermeture spatiale de l'école privée s'accompagnait d'une forte individualisation des relations au sein de l'institution. Dans toutes les salles de cours, de petite taille, chaque élève bénéficiait d'un bureau individuel doté d'un pupitre, dans lequel il pouvait ranger ses propres affaires. Cette appropriation individuelle de l'espace, en complète opposition avec la distribution temporaire de matériel scolaire observée dans l'école des enfants des rues, allait de pair avec une appréciation beaucoup plus individualisée des résultats. Ainsi, l'enseignante posait ses questions à un enfant particulier, qu'elle désignait nommément et qui venait réciter sa leçon, seul, au tableau. Cette relation plus individualisée entre enseignante et élève mettait donc l'accent sur la performance individuelle alors que, rappelons-le, dans le public, les réponses étaient le plus souvent criées par toute la classe, collectivement.

Notre tournée des écoles, accompagnée d'observations ponctuelles de classes, nous a donc permis d'avoir une vue d'ensemble relativement diversifiée du système scolaire de Rio Formoso, et notamment d'esquisser certaines oppositions ou au contraire certaines similitudes. C'est ce cheminement qui nous a conduit à relativiser progressivement la différence entre zone rurale et zone urbaine au profit de la différence plus ostensible à nos yeux entre écoles privées et publiques.

LES ECOLES ET LE GENRE

Il est un autre principe de différenciation qui nous a semblé important dans le fonctionnement des écoles et que nous voudrions évoquer pour finir cette description : il s'agit de la différence garçons-filles dans le rapport à l'école. Celle-ci a été saisie à travers l'observation des comportements en classe mais aussi à travers des mini-sondages portant sur les projets professionnels des enfants : nous avons demandé aux enfants de six classes différentes, reflétant la diversité des écoles¹, ce qu'ils voulaient faire plus tard... Les réponses obtenues ont été d'une telle régularité du point de vue de la différenciation sexuelle que nous aimerions en rendre compte, sans toutefois extrapoler ni nier les effets d'imposition et d'imitation existants ...

Signalons, tout d'abord, que ce thème de la fréquentation et de la réussite différentes selon les sexes est totalement "importé" de problématiques françaises autour de l'école car le sexe des élèves ne constituait pas une catégorie de perception ni dans le recensement scolaire fait par la mairie, ni dans les discours. La question du genre n'était jamais explicitement évoquée par les responsables politiques ou les enseignants et elle suscitait même de l'étonnement quand nous l'évoquions... Ainsi, l'institutrice d'une petite école d'*engenho* n'a pas su dans un premier temps que répondre quand nous lui avons demandé pourquoi il y avait plus de garçons que de filles dans sa classe et a évoqué les hasards de la procréation... Ce n'est que plus tard au cours de l'entretien, à propos d'un autre sujet, qu'elle a formulé l'hypothèse selon laquelle les filles devaient souvent garder leurs frères et sœurs...

¹ Plus précisément, l'échantillon est le suivant : une classe dans une école en zone rurale (celle de l'*engenho* Pedra de Amolar), deux classes dans l'école des enfants des rues, deux dans l'école (urbaine) Pedro de Albuquerque et une classe de l'école privée (urbaine).

La différence garçons-filles est d'abord apparue à travers le taux de fréquentation : dans les classes observées, les garçons étaient en général plus nombreux que les filles, même si cette tendance était plus nette en zone rurale et que la ville semblait égaliser les taux de présence. Néanmoins, les taux de fréquentation plus faibles chez les filles semblaient aller de pair avec une assiduité plus grande : alors que dans l'école d'Amaragi, minoritaires (9 filles contre 19 garçons), elles étaient toutes assises au premier ou deuxième rang (sur cinq), les cinq rangs de la classe de 1^e série de l'école Pedro de Albuquerque comportaient à peu près le même nombre de filles et de garçons (et ils étaient en nombre quasiment égal dans la classe, 13 filles et 12 garçons). La sélection à l'entrée de l'école, qui semblait peser plus fortement sur les filles que sur les garçons, surtout en zone rurale, avait donc pour conséquence un rapport plus "sérieux" à l'école¹, mais aussi des attentes précises quant au rôle de cette dernière.

Nous nous sommes aperçus de ces attentes spécifiques et différenciées à l'égard de l'école grâce aux mini-sondages évoqués plus haut. Les réponses à la question : "Que voulez-vous faire plus tard ?" étaient, toujours et quelle que soit la classe, sexuellement différenciées : aux professions citées par les filles (professeur, largement en tête, ou encore avocate, docteur, vétérinaire, actrice, chanteuse)... s'opposaient celles citées par les garçons (conducteur du camion qui transporte les cannes à sucre, réponse la plus fréquente, ou quelquefois, policier, juge pour enfants...). Les réponses des filles dénotaient toutes une volonté de promotion sociale, impliquant souvent une réussite scolaire (les professions "espérées" sauf celles qui relevaient du registre artistique, étaient toutes très qualifiées). En revanche, les garçons semblaient négliger le capital scolaire ; les professions évoquées étaient liées à l'agriculture ou au maintien de l'ordre, ce qui pourrait être interprété comme la marque d'une valorisation masculine du capital physique.

Il faut bien sûr se garder de tirer des conclusions générales à partir de ces quelques "sondages" : on ne peut en effet négliger l'effet d'imitation dans les réponses, l'imposition symbolique exercée par notre présence et l'autocensure qui pouvait résulter de la crainte des réactions des autres (ainsi des rires quand

¹ Ces phénomènes de sursélection en période de fréquentation moindre pour les filles et de compétences scolaires différenciées dans des périodes de mixité et d'égalité (voire de supériorité) numérique ont été analysés pour le système scolaire français. Cf. Christian Baudelot & Roger Establet, 1992, p. 27-28 et p. 108-110.

un élève a annoncé vouloir être coupeur de cannes ou la remarque ironique et cinglante “Comme une fille !” quand un autre a déclaré vouloir être professeur). Cependant, les régularités observées sont telles qu’il semble bien qu’il y ait deux rapports à l’école sexuellement différenciés : plus souvent scolarisés, les garçons sont aussi ceux qui n’utilisent pas l’école comme un moyen de promotion. Et même s’il est évident que les professions évoquées, globalement peu variées, reflétaient avant tout l’univers social des enfants et les contraintes effectives pesant sur leur choix professionnel (les débouchés professionnels pour les filles semblaient se limiter de fait à domestique ou professeur) et/ou manifestaient l’identification aux personnes de leur environnement (tous les professeurs que nous avons rencontrés, sauf un, étaient de sexe féminin), cela ne contredit pas la réalité du lien intrinsèque qui semblait exister pour les filles entre la volonté d’avoir un emploi et les études.

A partir du regard, certes extérieur et naïf, que nous avons porté sur le système éducatif de Rio Formoso, quelques caractéristiques sont apparues, qui pourraient servir de points de départ à une nouvelle étude.

- L’hypothèse d’un rapport à l’école différencié sexuellement, qui ne se réduit pas pour autant à une simple discrimination comme l’indique l’assiduité plus visible des filles, serait à creuser, et ce d’autant plus que les données statistiques issues d’une enquête de 1996 confirment ce résultat paradoxal. En effet, de façon surprenante, il apparaît que le niveau d’analphabétisme des femmes est plus bas que celui des hommes dans le Nordeste (26,6% contre 31%), contrairement à d’autres régions ; pour Martine Droulers, il semblerait bien que “dans les pires conditions, les femmes réussissent à mieux étudier que les hommes, alors qu’en milieu urbain et industriel, les hommes sont plus alphabétisés que les femmes”¹.

- Il serait aussi intéressant d’analyser de plus près la façon dont les rapports de force locaux et leurs évolutions ont des répercussions sur l’école : il est apparu en effet que son autonomie n’était pas totale, que ce soit d’un point de vue politique ou religieux. De même, de façon plus générale, il nous a semblé que les discours dominants sur les difficultés que l’école avait à surmonter en priorité (*l’evasão*) comportaient des répercussions concrètes et

¹ Martine Droulers, 1999, p. 99.

façonnaient les pratiques pédagogiques ; ce lien entre discours et pratique, cette perméabilité pourraient faire l'objet d'une étude plus approfondie.

- Enfin, il nous a semblé que le clivage rural-urbain, qui organisait les représentations indigènes, était moins net que celui de la différence entre le public et le privé mais là encore, il faudrait examiner de plus près la réalité de ces principes de différenciation. Il ne faudrait pas tomber pour autant dans le travers de nier l'existence de la différence rural-urbain qui a, comme on l'a vu, des effets liés à sa persistance dans les représentations, et qui est indéniable d'un point de vue statistique (la corrélation entre ruralité et analphabétisme est nette¹). Il s'agirait plutôt de repérer, de façon plus précise, les différences et similitudes concrètes au niveau du fonctionnement des écoles, en montrant en quoi ces oppositions masquent en partie des diversités internes : de même qu'il est apparu que les écoles "rurales" et "urbaines" ne formaient pas des ensembles homogènes, il faudrait préciser ce que couvre l'opposition entre écoles "publiques" et "privées" pour éventuellement déconstruire en partie ce clivage².

Mars 1999

¹ Martine Droulers, *idem*, p. 95.

² C'est un des objets de l'enquête menée par Delphine Serre et Liliane Bernardo en septembre 1999 dans des conditions similaires (enquête sous la direction de Lygia Sigaud) : il apparaît alors que la distinction entre public et privé se double d'autres différences internes. Signalons parmi ces dernières celles entre écoles publiques municipales et écoles publiques d'Etat (de Pernambuco), ou encore celles entre écoles privées gérées par une usine et destinées aux enfants du personnel de l'usine et celles implantées en ville recrutant "seulement" sur critères économiques.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BAUDELLOT, Christian ; ESTABLET, Roger (1992) : *Allez les filles !*, Paris, éd. du Seuil (Points).

CURY, Carlos Roberto Jamil (1996) : «Os Parâmetros Curriculares Nacionais e o ensino fundamental», *Revista Brasileira de Educação*, n° 2, p. 4-17.

DARMON, Muriel (a paraître) : «La socialisation, entre famille et école : observation d'une classe de première année de maternelle», *Sociétés & Représentations*.

DOMINOGO, J. ; GAUTHIER, A. (1991) : *Le Brésil. Puissance et faiblesse d'un géant du Tiers-Monde*, Paris, éd. Bréal.

DROULERS, Martine (1999) : «L'analphabétisme», *Cahiers du Brésil Contemporain*, Paris, n° 37, p. 95-99.

WANIEZ, Philippe (1992) : *Les cerrados. Un "espace frontière" brésilien*, Montpellier, G.I.P. Reclus- ORSTOM.

D'UNE INFRACTION HEUREUSE AUX REGLES DE METHODE

JEAN-CLAUDE COMBESSIE*

De son séjour de recherche dans la commune de Rio Formoso, le groupe des sociologues français revient “enchanté”, avec le double sentiment d’avoir enfreint toutes les règles de méthode et de déborder de connaissances nouvelles. Très vif sur le terrain, plusieurs fois commenté, ce double sentiment mérite une attention d’autant plus vive que, rétrospectivement, à mesure que s’élabore la mise en forme et en ordre des connaissances, recouvert par cet ordre même, il tend à s’estomper et à glisser dans l’oubli des “non dits” de toute enquête. C’est dire qu’en parler suppose une reconstruction gagnée contre tous les motifs obscurément conjugués pour “normaliser” la recherche, en lisser le parcours et en valider les acquis¹.

CHRONIQUE D'UN ENCHANTEMENT

A l’instar de bien des programmes de coopération internationale, l’évasion belle du séjour brésilien projette le chercheur d’un univers souvent routinisé —toujours à quelque titre plus austère, marqué d’urgences et d’astreintes répétées— vers un espace et des rythmes nouveaux marqués du signe de la découverte

Un dépaysement de classe

En l’occurrence le site d’Amaragi offrait à ses nouveaux hôtes, qui pour la plupart découvraient le *Nordeste*, une alliance de choix entre une architecture tout à la fois épurée, confortable et moderne et un paysage que tout signalait comme digne d’une prochaine opération de promotion touristique à l’intention de cadres fortunés de leur vieux continent (et

* Université Paris 8, CSE-GRASS, IRESKO.

¹ Pour une présentation du contexte institutionnel de cette expérience de recherche, voir l’introduction de ce numéro.

d'ailleurs) : vue large et dominante sur les collines plantées de canne, descendant vers les méandres du fleuve, les cocotiers, la longue plage de sable clair et un horizon d'océan miroitant sous le soleil subtropical.

Une hospitalité superbe

A l'ouverture des horizons, répondait celle d'une hospitalité de choix.

- celle d'abord des chercheurs brésiliens "ouvrant" leur territoire de recherche et leurs connaissances conjuguées "des terrains et des hommes" : Lygia Sigaud tout d'abord qui recevait le groupe et en avait préparé l'accueil, Afrânio Garcia, arrivé plus tardivement au Brésil avec la délégation française, mais qui avait déjà conduit de longues recherches sur le même terrain, d'autres chercheurs aussi du Museu Nacional, absents de ce séjour mais dont le travail auprès des populations avait participé à l'accumulation d'un crédit partagé d'inter-connaissance et de confiance ;
- celle des étudiants du mestrado du Museu de licence participant à la recherche et offrant avec une disponibilité sans faille leur médiation indispensable pour des Français trop souvent dépourvus de la maîtrise linguistique suffisante pour conduire un entretien ;
- celle de Roberto traitant en hôtes bienvenus ceux qui auraient pu n'être que ses clients, réservant à leur intention l'espace combiné d'une structure hôtelière et de sa résidence personnelle, partageant et ordonnant avec sa femme leurs repas quotidiens pris à la grande table d'hôtes et s'ingéniant à leur faciliter en toute occasion informations et contacts ;
- celle enfin de tous les autres informateurs auprès desquels fut introduit le groupe, et, au premier chef, le maire Zé Paulo —par qui furent ouverts aux chercheurs les divers services municipaux— ainsi que les responsables actuel et futur du Syndicat des Travailleurs Ruraux.

Un objet d'exception : réforme ou révolution ?

A Rio de Janeiro, durant le colloque précédant le séjour de terrain, un des thèmes les plus saillants des exposés de recherches —celles des étudiants notamment— était celui de la "reconstruction sociale des rapports sociaux". Le soir même, arrivant à Rio Formoso, le groupe se découvrait au cœur du processus de "la réforme agraire", objectif récurrent et *leitmotiv* lancinant des

grandes luttes paysannes modernes, des militantismes syndicaux et politiques engagés contre les structures latifundiaries pour donner "la terre à ceux qui la travaillent". Le mythe, l'Utopie, la "révolution des rapports sociaux de production" était en acte sur toute la commune de Rio Formoso, très précisément dans l'*engenho* même où le groupe était hébergé et dans plusieurs communes alentour : avec ses occupations de terre, ses campements flanqués de drapeaux rouges et bâchés de noir, ses leaders et sa rhétorique. Les chercheurs brésiliens eux-mêmes en découvraient l'intensité que ne laissaient pas prévoir leurs séjours précédents. Pour tous, habitants et chercheurs, cette réforme engagée et non encore conclue était "la grande affaire", moment décisif où paraît basculer l'histoire, moment longtemps espéré ou redouté ouvrant sur un avenir où la radicalité des changements attendus le disputait aux multiples et confuses inquiétudes. L'issue des actions engagées dépendait des capacités de persuasion et de négociation mais aussi de résistance, de mobilisation, d'intimidation et de violence symbolique des "acteurs locaux" et de leurs protagonistes. L'avenir en dépendait et les chercheurs en étaient les "témoins historiques".

Mais la reconversion économique et sociale, sur laquelle pouvait déboucher la réforme, dépendait aussi d'autres bouleversements majeurs, récents ou annoncés, comme les immenses investissements financiers engagés pour transformer une partie de la commune en "zone protégée" pour un tourisme international de luxe.

Au bonheur du chercheur

La figure du chercheur français néophyte de ce terrain si nouveau en était transformée. Quelles qu'aient été ses expériences antérieures il devenait avec ravissement un autre :

- comme Fabrice à Waterloo, "il était là", dans une Histoire à majuscule ;
- comme un intellectuel qui avait lu, il touchait au terrain de ses livres, voyait s'éveiller en lui des réminiscences de morceaux et de pages d'histoire lus et, même sans connaître, savait déjà de quelque manière.
- comme sociologue chercheur et témoin, il avait dans un camp et dans l'autre des informateurs privilégiés, concurrents tour à tour affrontés ou complices...

- comme sociologue aussi, il était assez averti, soutenu, conseillé, encadré pour n'être pas saisi du sentiment accablant d'incompétence et pouvait transférer ses acquis et ses apprentissages pour tenter l'analyse de la situation.
- comme *Enfant Roi*, il voyait s'ouvrir les portes, les secrets, "les institutions et les cœurs" : pour tous ceux qu'il rencontrait, parler allait de soi, le témoin était bienvenu ; l'enfant qui reçoit tout savait son amicale dette à ceux qui lui avaient donné la chance d'être là et pouvait savourer sans payer.
- comme citoyen du vieux continent et d'un pays alors saisi par la morosité, incertain de l'issue d'un déclin qui fait crise, il découvrait l'Espoir des lendemains qui chantent...
- comme un homme qui s'éveille, il accédait à la double et vive conscience de lui-même et de ces nouveautés.

Ajoutons que, dans ce contexte, prévalaient au sein de chaque équipe partant "sur le terrain" et chaque soir dans les réunions plénières du groupe, un consensus d'écoute attentive, un intérêt vivant pour les informations recueillies par chacun et le respect de sa contribution. Les inévitables tensions restaient sous le boisseau : affinités et prises de position s'exprimaient sans ruptures ni conflits ouverts, le sentiment s'imposait du progrès commun de la connaissance par l'échange ainsi organisé. L'enchantement des uns était aussi la récompense des autres.

Tous ces bonheurs empilés, emmêlés, petits ou grands, sont plus faciles à vivre qu'à raconter et à dire qu'à analyser. On s'en tiendra à ces quelques éclairages possibles d'un bonheur partagé. Le propos n'est pas ici d'en faire la critique —celle de Sisyphes heureux par exemple— mais d'en dessiner le profil pour en étudier mieux les ombres, ces ombres au bonheur allant de peurs mal rassurées à des états récurrents de "mauvaise conscience", dont nous parlerons d'un point de vue bien particulier, celui du "malaise méthodologique".

INFRACTIONS AUX REGLES DE METHODE

Inquiétude à Rio de Janeiro

A Rio, les organisateurs, côté Brésil et côté France, partageaient une inquiétude et une mauvaise conscience d'institution nourrie du contraste entre les enjeux de ce séjour de recherche et de formation, première expérience

collective associant et mêlant étudiants et enseignants chercheurs d'institutions renommées sur un terrain de recherche étranger pour plus d'un tiers d'entre eux, et les risques pris en faisant ce que, chacun s'en inquiétait, "il n'aurait pas fallu faire". Une "troupe" de sociologues allait s'abattre sur un petit village, où certes un capital de confiance avait été accumulé par des chercheurs brésiliens, mais dont tous les autres n'avaient qu'une connaissance "par les textes" ; tous ces autres comptaient, côté français, une majorité d'ignorants de la langue ; ils allaient travailler avec des étudiants brésiliens et argentins qu'ils rencontraient pour la première fois et qui eux aussi, certes mieux préparés, "débarquaient" néanmoins en force pour la première fois dans ces lieux. L'image s'imposait d'une invasion, qui plus est étrangère, avec ses mauvais relents d'enquête coloniale, "d'enquête raid" sur des autochtones dont on ignore "même la langue". Que penser alors des capacités à conduire des entretiens semi-directifs, à susciter la parole et effectuer les relances pertinentes ? des "biais" introduits par la troupe étrangère dans des rapports qu'on prétend observer ? de la défiance trop prévisible des "acteurs sociaux" et de la qualité de "vérité" qu'ils donneront à voir et à entendre à ces perturbateurs ?

Malaises à Rio Formoso

Sur le terrain, d'autres écarts s'imposent à l'orthodoxie des méthodes.

- Un entretien "se conduit". Or c'est Roberto qui, dès le premier soir, conduisait la conversation "à la cantonade" autour de la table d'hôte qu'il présidait avec sa femme. Et, dès le lendemain, Zé Paulo, réunissant chez lui le groupe entier en présence de membres de sa famille, tient à tous un long "discours" de bienvenue et d'analyse "politique". Ces deux situations, certes extrêmes, cumulaient les contre-exemples de la conduite d'entretien orthodoxe. D'autres, bien plus nombreuses et d'apparence un peu plus orthodoxe, s'inscrivaient néanmoins dans le registre des plaidoyers et des professions de foi militantes comme lors des rencontres avec un chef du syndicat, des *senhor d'engenho*, des responsables de services municipaux ou les occupants des campements ...
- L'obstacle linguistique partiellement levé par la constitution de groupes linguistiquement mixtes n'en a pas moins le plus souvent interdit le déroulement "normal" des entretiens : l'obstacle linguistique vouait les uns à des positions infantiles au sens propre du terme et aux apprentissages malhabiles du déchiffrement de sens, tant celui des

conversations que celui des situations ; les lusophones appelés à assumer le double rôle de traducteurs et d'enquêteurs ne pouvaient que gérer dans le tâtonnement et l'inconfort le *double bind* des fonctions cumulées : donner à l'enquêté écoute et intérêt et au francophone le sens de la conversation. Ils devaient enfreindre jusqu'aux "lois de la conversation", ce modèle sous-jacent à l'orthodoxie de l'entretien réussi, et interrompre la conversation, sinon pour traduire, du moins pour résumer. Le malaise, le regret ou l'inquiétude exprimés par certains attestent la prégnance dans les représentations de ce modèle de conduite d'entretien dans un face à face interpersonnel propre à alimenter la "spontanéité" d'un flux conversationnel inspiré de la "conversation quotidienne" et de la confiance, forme intime de la relation de confiance entre deux.

- Quant à "l'observation", elle n'a été ni "participante" ni "discrète" : au groupe, à l'évidence, on donnait à voir et à entendre et il n'était jamais l'observateur effacé dont on peut "ignorer la présence".

Questions pour un bonheur paradoxal

Le groupe est reparti heureux, heureux de ses pratiques et de ses infractions. Pour avancer quelque peu dans l'analyse de ce bonheur paradoxal, à la liste précédente des bonheurs empilés qui en esquisse la complexité contradictoire, on devrait encore ajouter le bonheur même d'enfreindre et rappeler qu'enfreindre est découvrir et qu'infraction vaut connaissance. Mais un point de vue est à privilégier et la question des méthodes permet d'éclairer quelques aspects décisifs de ce bonheur paradoxal et de ce qui en fut peut-être une des évidences les plus paradoxales. Le groupe —ce fut au moins un groupe pour huit jours— se sépara "enchanté" mais non pas "converti" à "une autre sociologie" et moins encore tenté de "jeter aux orties" le froc de la vocation doublement scientifique et empirique de ses convictions antérieures. Pour filer la métaphore religieuse, prévalait tout au contraire le sentiment que "l'expérience de terrain", l'expérience enchantée, confirmait les "vocations" pour cette sociologie-là, celle de leurs formations et expériences antérieures. On doit alors, retournant le bâton, s'interroger non seulement sur les censures que l'orthodoxie dominante impose aux représentations de la bonne méthode "à vocation scientifique et empirique", mais sur ce qui fonde la pertinence sociologique des orthodoxies et sur le statut d'autres méthodes autrement "bonnes" et donc, en ce sens, heureuses. Leur évaluation supposera un détour par l'examen critique de quelques non

dits, tensions et paradoxes de l'orthodoxie dominante.

L'ORTHODOXIE DES METHODES : TENSIONS ET PARADOXES

La servante maîtresse

Aux racines du malaise méthodologique et au principe des censures, il faudrait rappeler la déjà longue histoire d'une discipline dont la reconnaissance académique est indissociable de sa revendication à un statut scientifique dont la méthodologie est le point d'ancrage : non les méthodes à elles seules mais l'expérimentation méthodique des thèses et hypothèses et les méthodes d'enquête comme outil privilégié de découverte et vérification. L'histoire serait à parfaire du travail de légitimation de la discipline par transfert de méthodes et de concepts outils importés des sciences expérimentales reconnues (biologie, physique et autres sciences de la nature), de même que celle du statut scientifique des méthodes les plus "quantitatives". On se bornera ici à rappeler que la structuration des méthodes en noyau dur de la scientificité va de pair avec la définition d'une orthodoxie technicisée et avec l'autonomisation relative de la méthodologie au sein du processus d'élaboration des connaissances : à la fois conditions de différenciation entre l'élaboration scientifique et l'élaboration profane des connaissances et bloc technicisé au service des élaborations conceptuelles ; subordonnées en tant que moyens pour la connaissance et sommées d'en certifier de façon souveraine l'orthodoxie scientifique, elles ont le statut ambigu des servantes maîtresses. Il en résulte une tension récurrente entre visées paradoxales, dont les fluctuations répétées entre le primat de l'élaboration conceptuelle et celui de l'investigation illustrent bien le mouvement récurrent. Et qui n'est étranger ni à l'obligation d'une présentation des méthodes dans le compte rendu d'une recherche à vocation scientifique ni au primat scientifique des élaborations conceptuelles opérées à partir des matériaux qu'elles ont de façon orthodoxe permis de réunir.

Le paradoxe intime de la connaissance sociologique

Mais le paradoxe le plus intime de la sociologie est sans doute à chercher dans son rapport à l'élaboration des connaissances et dans une mission paradoxale dont la méthodologie peut être investie de ce fait. La spécificité fondamentale de la sociologie est de poser, comme l'histoire, que toute connaissance procède d'un rapport social : qu'elle varie comme varie l'histoire des sociétés et des groupes sociaux et se spécifie en fonction des trajectoires et

des positions occupées en leur sein. La connaissance sociologique ne peut à ce titre esquiver la question de l'élaboration sociale de ses propres représentations. La discipline postule et ne cesse de vérifier le caractère sociocentré (dont l'ethnocentrisme est un cas particulier) des connaissances qu'elle étudie : opinions, cultures, idéologies, croyances et représentations savantes. Elle doit armer ses analyses des représentations les plus légitimes en rompant avec les "illusions éternisantes" et "naturalisantes" dont elle observe qu'elles sont, de façon récurrente, associées aux représentations dominantes. Le paradoxe de la méthode en sociologie est de se trouver soumise à la double contrainte d'avoir à légitimer une vocation d'objectivité scientifique dont le modèle dominant procède de sciences "naturelles" et expérimentales a-historiques et à armer un mode d'objectivation critique qui peut se retourner contre cette vocation même : la sociologie ne serait pas une "science véritable" puisque tributaire, comme elle le reconnaît elle-même, des rapports sociaux dans lesquels elle s'inscrit. Elle se trouve constamment rappelée à la question du sociocentrisme de ses propres productions de connaissance et de la méthode pour les objectiver : elle peut être tentée de la différer mais ne peut ni l'éluder ni la traiter avec la sereine indifférence des sciences "naturelles".

Cohérences et adhérences : le sujet au cœur de l'objet.

La question est cruciale lorsque le sociologue s'engage dans une histoire sociale de sa discipline mais plus encore lorsqu'il interroge sa propre pratique. Ces approches socio-analytiques ouvrent un espace critique d'autant plus redoutable qu'il est en outre miné par les divisions internes à la discipline qui y alimentent les querelles d'école ou de chapelle : la question des méthodes soutient alors bien des argumentaires et les concurrences entretiennent notamment la césure entre méthodes dites quantitatives et qualitatives. Un autre obstacle à l'approche socio-analytique doit peut-être, à l'inverse, être cherché dans la reconnaissance sociale même dont bénéficie la sociologie. Alors que l'anthropologie par exemple a dû, tant bien que mal, faire la critique de sa période coloniale une fois celle-ci révolue, la sociologie, science des sociétés industrielles, n'a pas été sommée de le faire ni de se connaître pour ce qu'elle est : une discipline qui a pour objet privilégié les classes moyennes des sociétés industrielles —dont ses chercheurs le plus souvent procèdent— et leurs relations aux autres classes et aux institutions.

C'est dans ce rapport socio-centré que la discipline a produit la plupart de ses connaissances et spécifié ses méthodes. Elle ne cesse

d'observer "la montée des individualismes" : comment ses chercheurs et ses méthodes ne seraient-ils pas en affinité avec cette émergence ? Un courant sociologique a proclamé la nécessité d'un "individualisme méthodologique" : il s'adresse notamment à la sociologie quantitative dont les méthodes certes supposent le grand nombre mais dont les développements récents trouvent dans l'étude des réseaux un mode statistique d'approche des "constellations individuelles". Les avancées les plus récentes et les nouveaux acquis de connaissance en sciences sociales privilégient l'étude de l'interaction au sein des petits groupes et une focalisation sur la question du sujet fut au principe des dernières tentatives d'importation conceptuelle cherchant dans la psychanalyse un renouvellement des approches : elles posèrent alors sans pouvoir y répondre la question de l'adéquation des méthodes sociologiques à cette nouvelle conceptualisation mais renforcèrent l'attention portée dans le travail de terrain sur les modalités du face à face et de la relation interpersonnelle.

Ces évolutions confortèrent la place privilégiée accordée au sein des méthodes de terrain à l'entretien semi-directif face à face et aux recommandations de méthode dont les plus élémentaires font la part belle au traitement de la relation interpersonnelle et suggèrent comme modèle d'entretien réussi celui qui, à partir d'une neutralité axiologique du sociologue, évolue vers une forme de conversation "spontanée" entre intimes. Les manuels de psychosociologie sont souvent recommandés aux étudiants sociologues et la situation d'entretien rarement rapportée à l'illusion de neutralité que le sociologue dévoile dans son objectivation des interactions sociales de classe, de genre, de génération...

S'agissant d'observation, tout se passe alors comme si, à l'intention d'un sociologue déjà familier des situations culturelles qu'il doit observer, les recommandations principales étaient de définir un plan d'observation, de procéder à un enregistrement systématique et de ne pas perturber son objet par sa présence. Lorsqu'une perturbation est souhaitée, c'est exceptionnellement et plutôt à titre pédagogique, pour que l'apprenti sociologue trop familier de son objet prenne conscience en bousculant un ordre établi que ce qui lui semblait aller de soi relève bien d'un ordre au sens contraignant du terme. Mais tout se passe comme si, l'exception confirmant la règle, un même postulat, le plus souvent implicite, traversait ces recommandations : l'observateur idéal, parce qu'il est "invisible" ou "intégré", doit pouvoir observer des rapports sociaux "normaux", "spontanés",

“naturels”. Comme si le mode de traitement d’un hôte, d’un étranger, d’un enquêteur ne relevait pas de modes plus généraux de traitement des relations sociales.

Ainsi l’orthodoxie de mise en œuvre des méthodes de recherche tend à reproduire comme mode privilégié d’“authenticité” la familiarité des relations interpersonnelles qui est au principe de la relation endogène initiale (native et naturelle en ce sens) unissant le sociologue et son objet et à tenir toute autre relation pour perturbatrice. La sociologie pourtant pose comme incontournable pour sa connaissance la notion de situation, et l’entretien, la conversation, toute prise de parole et plus généralement toute pratique, relèvent à l’évidence de situations sociales. La discipline a combattu les illusions de spontanéité et naturalité en invitant à les lire à partir des savoirs (savoir-faire, savoir être) antérieurement constitués et actualisés dans une improvisation réglée pour répondre aux situations récurrentes ou nouvelles. Mais, la focalisation récurrente de ses pratiques sur la société dont elle procède et la prégnance sociale des modèles de scientificité sur lesquels elle a dû asseoir sa propre légitimité semblent l’avoir détournée de construire une orthodoxie de méthode arrimée sur ses postulats fondateurs. Le paradoxe n’est pas mince du hiatus entre sa fixation (adhérences ?) sur les relations interindividuelles et le niveau collectif des contraintes qu’elle postule pour rendre compte des représentations et des actions.

UNE APPROCHE METHODIQUE DE L’INDIVIDU COLLECTIF

L’individu sociologique collectif

Ce rappel est d’autant plus nécessaire qu’une telle pratique a difficilement prise sur une situation d’action collective forte, c’est-à-dire à proprement parler politique au sens où des affrontements ont pour objet une recomposition rapide des alliances et des relations de pouvoir entre groupes, avec mise en scène de provocations publiques et d’infractions réglées aux ordres prévalents.

A revisiter la mémoire des rencontres et des échanges opérés sur le terrain de Rio Formoso, il se confirme que les “acteurs sociaux” étaient porteurs d’un projet politique collectif défini en ce sens et que les chercheurs étaient pris à témoin de cet enjeu collectif et des intérêts que leurs porte-parole s’attachaient à faire reconnaître et prévaloir contre d’autres intérêts collectifs

et d'autres argumentaires (éthiques, économiques, tactiques, ...). Dans cette conjoncture stratégique où toute initiative, quelle qu'en fût le poids, semblait pouvoir peser sur leurs évolutions, on ne pouvait oublier la dimension collective de toute interaction et même d'un entretien prolongé face à face : derrière l'individu, le groupe, derrière la personne ceux qu'elle personnifie, des individus collectifs en quelque sorte. Aux deux pôles des interactions de recherche s'imposait cette figure collective, non seulement celle des "enquêtés" mais aussi celle de ces témoins venus d'ailleurs, ce collectif d'universitaires et chercheurs introduits par des médiations de confiance elles-mêmes personnalisées et collectives. Favorisant la rencontre d'enjeux et d'intérêts de part et d'autre collectifs, la conjoncture était au principe de la vivacité du désir partagé : pour les uns celui d'apprendre et de comprendre, pour les autres celui d'informer et convaincre ce témoin collectif socialement légitime, potentiellement influent : la situation leur commandait de lui réserver un traitement de choix, de travailler à son "bonheur de chercheur".

Aux deux pôles de la relation c'est bien un "individu collectif" qui était en jeu, en question et en acte. Le postulat d'un individualisme méthodologique n'était acceptable que pour autant que primat soit donné aux dimensions collectives de l'individu, qu'il soit objet ou sujet de la recherche. La plus élémentaire des règles de méthode ajustées à la situation impliquait alors un traitement collectif de relations à ce point définies par des enjeux collectifs.

La construction sociale d'un collectif de recherche

Ce point acquis —point d'orgue pour l'orthodoxie du cadre de référence et de méthode— l'examen des pratiques du collectif de recherche en situation de travail reste à faire. S'agissant de l'objet, le bonheur de la connaissance était aussi celui de la découverte progressive et conjointe des grands clivages collectifs et de la variabilité de leurs figures. Pour les protagonistes des concurrences engagées pour une mobilisation collective, les enjeux étaient précisément de savoir comment, en pratique, faire prévaloir une de ses modalités possibles plutôt que d'autres, comment composer des alliances sur quelques fronts communs et exercer quelque influence sur leurs ultérieures recompositions. L'approfondissement quotidien des connaissances issues d'entretiens et d'observations concomitants en des espaces sociaux et auprès d'acteurs différents interdisait d'hypostasier les figures polarisées

des “collectifs” (paysan versus *senhor d'engenho*, leader de mouvement versus “simple” paysan ou simple administré, maire versus dirigeant syndical ou *senhor d'engenho...*). Un retour rétrospectif sur les séquences de la recherche confirme qu'une de ses leçons décisive fut d'illustrer la variabilité et l'évolution constantes des objets mêmes et, de ce fait, celles des représentations, analyses et dispositifs de recherche (approches et méthodes) engagés pour en parfaire la connaissance.

S'impose tout d'abord la remarque que du point de vue de l'interconnaissance, l'évolution majeure de la recherche fut de passer de relations et de représentations collectives abstraites à des formes plus concrètes. Des rencontres par petits groupes entre “acteurs sociaux” et chercheurs (au café, dans la rue, dans l'école, dans un des espaces différenciés de l'*engenho*) furent au principe d'une personnalisation des rapports. Les récits détaillés des engagements, positions, espoirs et craintes des uns, les modalités de l'écoute, des questionnements et de l'*hexis* des autres personnalisent la relation mais dans le même mouvement font entrer chacun dans une représentation plus finement différenciée du groupe des autres et de sa structuration, le font passer d'une représentation abstraite du collectif à celle, enrichie “de déterminations multiples”, de groupes plus concrets.

Il en fut de même de l'interconnaissance au sein des équipes de recherche. Progressivement, la capacité et le besoin d'autodétermination de chaque équipe progressent : les rencontres, les acquis de la journée écoulée suscitent l'emploi du temps de la suivante. On peut parler en ce sens d'une individualisation des équipes mais à condition de préciser qu'issu d'une différenciation progressive par rapport au groupe, cet “individu-équipe” se fortifie de solidarités internes et d'une identité collective partagée. Au sein des équipes en effet les relations se structurent dans un double mouvement de personnalisation des relations et de construction d'une identité collective. A cet égard, la coopération pendant l'enquête et les discussions qui s'ensuivent facilitent une mise “à niveau” des moins lusophones et vérifient la valeur de quelques observations de ceux qui sont moins à même de prendre une part active aux entretiens (les hésitations des enquêtés ou leur animation, le passage furtif ou la présence attentive d'un témoin nouveau de l'entretien ou du meeting...). Illustration, si besoin était, du fait qu'une dimension collective repose sur un traitement social d'inégalités —et de hiérarchies— qu'il n'annule pas pour autant.

La dimension hétérogène d'une construction collective fut autrement illustrée par les réunions quotidiennes de synthèse organisées par Lygia Sigaud et Benoît de L'Estoile : elles constituaient le dispositif méthodologique central ajusté à la prise en charge collective de la recherche, tant à l'accumulation des savoirs quotidiennement enrichis par chaque équipe qu'à leur examen critique collectif. Sa pertinence fut une des conditions décisives de la fécondité de la recherche, de son bonheur donc en un sens qui n'est pas dissociable de l'enchantement précédemment évoqué. Son déroulement eut toutefois à compter avec quelques impatiences : elles n'eurent pas pour origine quelque tension entre les équipes mais une difficulté plus générale à produire les éléments d'une socio-analyse renvoyant à l'expérience de terrain de l'individu-chercheur et de son équipe. Même si elle ne les épuise pas, une des explications de cette impatience ou réticence est à chercher dans une résistance à rendre publique une composante de la dynamique privée de l'individu-équipe. En ce sens elle est coextensive à la construction d'une identité collective d'équipe et, s'agissant de l'identité collective d'ensemble du groupe des chercheurs, elle rappelle à quel point une identité collective se structure à partir de —avec et contre— la coexistence de niveaux et de formes d'identités collectives à quelque égard premières.

S'agissant de socio-analyse, c'est-à-dire de regard introspectif sur le paradoxe majeur de l'objectivation et du sociocentrisme en sociologie, l'expérience des réunions plénières quotidiennes mérite un développement particulier.

UNE CONSTRUCTION COLLECTIVE SOUS CONTROLE CROISE

La demande de contrôle socio-analytique

A ce titre, les réunions plénières sont à comparer à d'autres injonctions de méthode récemment renforcées pour rappeler l'exigence d'un regard rétrospectif (évaluateur, distanciateur, critique, bref socio-analytique) sur le déroulement de la recherche. On peut à cet égard saluer comme un progrès important pour la connaissance des pratiques de recherche l'élévation du journal de terrain (journal de bord, notes de recherche, ...) au rang de méthode incontournable (orthodoxie de premier rang) et le fait que son analyse puisse être considérée une composante nécessaire de la publication scientifique des compte-rendus de recherche à vocation scientifique. Cette orthodoxie renforcée, dette de la sociologie à l'ethnographie, fait pendant et contrepoids à un état plus ancien de l'orthodoxie et atténué la prépondérance,

déjà évoquée, accordée par certains manuels à la situation d'entretien face à face. Mais autant l'objectif visé par l'injonction de tenir un journal de terrain est concret (chronique et non histoire, récit aussi complet que possible de ce qu'on voit, pense, ressent, projette ou regrette), autant sont souvent vagues et abstraites les recommandations sur la manière de le tenir et de l'exploiter : dans la plupart des cas, elles rappellent qu'il faut "tout noter et le plus fréquemment possible" et proposent des principes de classement (de type "pour mémoire" *versus* "pour action") qui, certes utiles pour l'enregistrement et pour la relecture, n'en demeurent pas moins de portée limitée : une chronique en acte de la recherche de terrain peut-elle avoir des règles de méthode ? Le journal de terrain du chercheur est-il bien la pièce maîtresse d'une analyse des pratiques et de leur socio-analyse ? C'est le deuxième aspect que nous traiterons d'abord en observant ce que fut l'évolution des pratiques dans ce "journal de terrain collectif" que chaque soir établirent oralement les réunions où les diverses équipes exposaient et discutaient le bilan —présentation, analyse, synthèse...—de leurs activités du jour.

Au principe de l'objectivation collective

Un premier constat s'impose : la recherche en groupe transformait l'exigence de méthode.

D'abord, le temps consacré au journal personnel, qu'il soit prise de notes sur le vif ou retour rapide sur mémoire (au terme d'un entretien, d'une observation ou d'une séquence plus longue), s'intégrait à celui du journal collectif ; une diversification des éclairages et des modes d'appropriation procédait de ces rythmes alternés d'un ensemble de notations et analyses auxquels participaient aussi les échanges oraux internes aux équipes.

L'espace de collaboration ouvert par ces diverses modalités de mise en commun des expériences fut aussi celui de la confrontation pratique des sociocentrismes. Certains furent parfois signalés, avec courtoisie ou de manière plus acérée ; certains —des europeocentrismes par exemple— furent "corrigés" par le rappel des différences (historiques, institutionnelles, culturelles, ...). Mais tous furent d'une manière ou d'une autre "travaillés", car l'essentiel des leçons à tirer procéda de la confrontation des attentes, approches et pratiques "scientifiques" issues de chaque trajectoire de

recherche. Qu'il s'agisse de la propension d'un chercheur confirmé à persévérer sur son aire, ses hypothèses et ses mises en perspective ou de l'impatience plus radicale d'un chercheur néophyte, les "sociocentrismes" faisaient pour l'essentiel corps avec des orientations de recherche. Et le principal travail d'objectivation procéda des décentrement induits par leur confrontation dans une perspective commune de recherches partagées. La nature collective du projet donna sens et consistance au dispositif de diversification et de multiplication des modes d'analyse et des formes de sensibilité : il joua un rôle d'autant plus important qu'il portait sur des situations de recherche concrètes développées dans une perspective commune.

S'agissant des bilans collectifs quotidiens nous avons évoqué la réticence parfois embarrassée des chercheurs (des jeunes chercheurs notamment) à satisfaire à la demande de présentation et analyse de leur "relation enquêteur-enquêté". Elle s'exprimait par des détours dont, nous l'avons souligné, ne suffisent à rendre compte ni l'hypothèse d'une défense de "l'esprit d'équipe" ni celle d'un "quant à soi" défensif, même si l'on doit admettre que le contexte institutionnel de la demande exposait à l'évaluation du groupe partiellement composé de "supérieurs" et de "juges" passés, actuels ou futurs. L'hypothèse la plus forte est qu'elle confrontait le chercheur aux exigences "scientifiquement légitimes" d'une objectivation jamais aboutie de ses affects ou catégories d'analyse et de l'improvisation plus ou moins obscurément réglée de la partie vive de ses interactions en situation de recherche, c'est-à-dire au paradoxe intime de sa discipline : en prendre acte est une des leçons de l'expérience. Mais l'autre est à chercher dans l'examen des cas où, à la même demande des organisateurs, ont répondu des évocations "enthousiastes". Ce furent plutôt celles de traitements collectifs dont avait été l'objet le chercheur (individu-chercheur et équipe de recherche) et celles de sa participation à un événement collectif.

Pour s'en tenir à deux cas, on citera celui de la première visite d'équipe à l'un des campements et celui d'un jeune chercheur qui, assistant avec son équipe, à un match de football sur le terrain du village, fut choisi pour remettre la coupe à l'équipe gagnante. Les deux événements certes relevaient de circonstances exceptionnelles qui, en tant que telles, pouvaient expliquer le "plaisir" pris à les communiquer. Mais on soulignera aussi que ce plaisir partagé n'est autre qu'un plaisir d'équipe dont la communication au groupe prolonge le moment et élargit l'audience d'autant plus aisément qu'il procède, dans l'un et l'autre cas, d'un événement collectif. On évoquait un peu

lus haut, les décentrement opérés pour le développement de perspectives communes ; ces deux exemples signalent la dynamique spécifique ouverte par l'évocation des événements d'exception dont la nouveauté même crée chez le chercheur une attente, un désir de confronter son regard à d'autres points de vue, une demande objectivable de diversifier le réseau de significations possibles. La dimension triplement collective de l'équipe, du groupe et de l'événement facilitait ainsi la mise en œuvre d'une des exigences fondamentales du dispositif de méthode (diversifier les éclairages) et le développement de la tension féconde qu'elle installe entre significations plurielles et mise en ordre théorique au sein d'un espace critique de représentations sociales objectivables.

Ainsi à l'exigence d'auto-analyse et d'objectivation des pratiques peut s'ouvrir une voie de méthode qui passe par l'observation des formes les plus collectives d'interaction "sur le terrain" et "entre pairs" et qui, à la différence d'autres voies ouvertes pour l'auto-analyse, procède des prémisses mêmes d'une discipline qui fait du social sa matière, du collectif le principe des contraintes qu'il exerce et de l'objectivation des pratiques une arme contre les prénotions.

Bref

Observer les pratiques de recherche pour les soumettre à analyse a d'abord pour enjeu la possibilité d'objectiver des manières de faire que leur écart même à un certain état de l'orthodoxie des méthodes risque de vouer à la méconnaissance. Ce n'est pas un hasard si un sentiment d'infraction aux règles de méthode nous a conduit à interroger la tension souterraine et les états de quasi-équilibre d'une orthodoxie arbitrant entre les exigences contradictoires de "règles de méthode" investies à la fois d'une fonction de légitimation scientifique "à la manière" des sciences naturelles et d'une fonction spécifique d'objectivation du caractère sociocentré de modes de connaissance dont la connaissance scientifique est une forme savante.

La manifestation de ces tensions et la mise en question de cet équilibre procédèrent de la conduite quasi expérimentale d'un groupe de recherche hétérogène sous plusieurs rapports (disciplinaire, linguistique, de genre et de génération...), réuni pour travailler huit jours de rang sur un terrain où la plupart des chercheurs se rendaient pour la première fois alors

que l'ampleur comme la rapidité des transformations sociales qui s'y jouaient étaient nouvelles pour ceux-là mêmes qui l'avaient depuis longtemps investie. L'urgence, l'hétérogénéité relative du groupe et la nouveauté de la situation participèrent avec la résidence partagée et la régularité des réunions de travail à l'émergence d'une dynamique collective dont l'improvisation réglée alimenta en même temps les découvertes heureuses et les sentiments de malaise et d'infraction aux règles de méthode. Or, le temps passant, les premières ont été approfondies, les seconds tendent à glisser dans l'oubli.

La première leçon à tirer de ce contraste concerne donc l'attention qu'il convient d'accorder, lors de l'enregistrement sur le vif des pratiques et des questions qu'elles font naître, à celles qui se laissent le plus difficilement inscrire dans le compte-rendu orthodoxe que l'on pourrait en faire.

La seconde suggère une lecture exigeante et sans doute renouvelée d'une règle parfois traitée *a minima* : mettre en œuvre des dispositifs de diversification des éclairages, une "triangulation des méthodes". La même vigilance doit être apportée à la diversification des éclairages quand il s'agit de l'objectivation raisonnée des formes et niveaux d'appartenance des groupes étudiés, des modalités d'actualisation de leurs ressources, notamment identitaires, et de la genèse de leurs représentations et quand il s'agit de ceux et celles du chercheur. Dans cette optique, l'objectivation engage une définition des rapports sociaux d'enquête dans lesquels il est "pris". Observateur observé, sujet objet agissant et agi, le chercheur est, à l'instar de ceux qu'il étudie, un individu collectif dont les représentations évoluent dans leur interaction avec celles des sujets-objets de son étude. Ces évolutions sont à analyser en tant que produits de négociations du sens ouvertes par les pratiques de terrain et engagées avec des représentations savantes tenues pour "orthodoxes" : la recherche en groupe a donné l'opportunité d'observer une forme personnalisée des variations possibles de ces orthodoxies dans lesquelles le chercheur est collectivement pris et partie prenante et d'analyser leur traitement collectif à travers ajustements, tensions et représentations négociées. Ce double éclairage prend place dans un dispositif plus vaste de diversification et de confrontation des points de vue (que pensent, par exemple, les "enquêtés" des points de vue du chercheur ?) et donne relief aux voies par lesquelles les pratiques de recherche, ces méthodes en acte, fonctionnent comme autant de grilles de lecture à pas variable, porteuses de significations négociées, élaborées en situation et invitant à revisiter "l'état de la question".

Ce qui n'est pas sans rappeler un des "bonheurs" du colloque qui, à Rio, avait précédé le départ au terrain : quelle qu'ait été la diversité des thèmes, des terrains et dispositifs de méthode de chacun, s'était alors imposée l'évidence d'un enjeu commun, l'analyse des processus sociaux de construction des représentations et des identités.

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

**CENTRE DE RECHERCHES SUR
LE BRÉSIL CONTEMPORAIN
(C.R.B.C.)**

Le CRBC a pour objectif de promouvoir et de soutenir scientifiquement les recherches portant sur les dynamiques socio-culturelles, politiques et économiques du Brésil contemporain. Il s'agit donc d'un centre à vocation pluridisciplinaire qui vise à encourager les échanges entre les groupes de recherches brésiliens et les équipes de chercheurs français travaillant sur le Brésil, à l'Ecole ou hors de celle-ci. Le CRBC maintient également des contacts nombreux avec divers centres universitaires spécialistes des études brésiliennes, dans d'autres pays d'Europe. Les recherches actuelles se développent autour de trois axes principaux :

- 1- L'analyse interdisciplinaire du développement brésilien, avec comme but théorique la reconstruction de la théorie du développement capable d'aider à l'interprétation des changements structurels survenus dans la longue durée.
- 2- Les changements politiques et socio-culturels intervenus dans la société brésilienne au cours des deux dernières décennies et, en particulier, les formes de démocratisation qui sont en train de s'y développer. Les reconstructions identitaires qui y sont à l'oeuvre et les spécificités socio-culturelles dans les domaines de la religion et de la famille.
- 3- Les divers effets socio-économiques des politiques de réforme agraire (établissement de paysans sans terre et de boias-frias, entre autres) développées, tant au niveau fédéral qu'à celui des états fédérés, durant les quinze dernières années, ainsi que leur impact sur l'environnement.

Directeurs : Pr Ignacy SACHS
Dr Afranio GARCIA

54, Boulevard Raspail 75270 Paris Cedex 06
Tél : 01 49 54 20 85
Fax : 01 45 48 83 53
e-mail : crbc@ehess.fr - web : www.ehess.fr/crbc

Revue Cahiers du Brésil Contemporain

Déjà parus

1987

N°1 Recherche urbaine au Brésil.
Etudes sur le logement. (épuisé)

N°2 Thèses sur le Brésil soutenues en France, 1980-1984.
Répertoire bibliographique en sciences sociales et sciences humaines. (épuisé)

1988

N°3 Le capitalisme brésilien : inflation, contrôle des prix, dette extérieure.

N°4 Structures agraires. (épuisé)

N°5 Anthropologie : Brésil aux racines multiples. (épuisé)

1989

N°6 Problèmes de développement économique du Brésil.

N°7 Genèse d'une politique et gestion locale.

N°8 Famille et habitat. (épuisé)

1990

N°9 Défis politiques et économiques.

N°10 Les Boias-Frias et la terre : politique publique dans l'état de São Paulo. (épuisé)

N°11 Amazonie : mythe d'actualité et réalités en devenir. (épuisé)

N°12 France-Brazil : une histoire croisée. (épuisé)

1991

N°13/14 Thèses sur le Brésil soutenues en France, 1985-1989.

N°15 L'éducation : affaire d'Etat et de vie quotidienne. (épuisé)

N°16 Conférence européenne : "Le Brésil au seuil du XXI^e siècle", Paris, 17-20 décembre 1990.

1992

N°17 Dynamiques sociales et politiques.

N°18 Les organisations en milieu rural : patronat et paysannerie.

N°19 De la Vieille République à l'Etat Nouveau. (épuisé)

1993

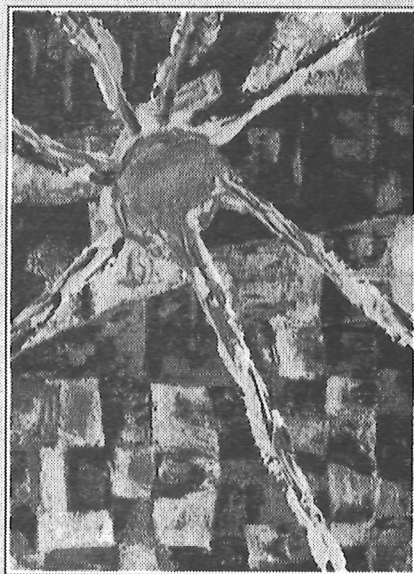
N°20 Environnement et développement : après le Sommet de la Terre. (épuisé)

- N°21 Amazonies : problèmes globaux, données locales. (épuisé)
- N°22 Violences et politique : aléas de la construction du citoyen et dilemmes de la modernité.
- 1994**
- N°23-24 Pouvoir et nation : l'idée nationale au Brésil.
- N°25-26 La ville et l'entre-deux.
- 1995**
- N°Spécial 27/28 Le statut de la terre : 30 ans de questions agraires au Brésil.
- 1996**
- N°29/30 Thèses sur le Brésil soutenues en France, 1990-1994.
- N°31 "Miscellanea".
- 1997**
- N°32 Le Brésil à l'époque moderne : perspectives missionnaires et politiques européennes.
- N°33/34 Le développement qu'est-ce ? L'apport de Celso Furtado.
- 1998**
- N°35/36 Religions - Orthodoxie, hétérodoxie et mysticisme.
- 1999**
- N°37 Les inégalités socio-économiques au Brésil : cartographie de quelques indicateurs. (épuisé)
- N°38/39 Les villes et ceux qui les disent (Histoire, mémoires, regards).
- 2000**
- N°40 Brésil - Le siècle des grandes transformations.
- N°Hors-Série Catalogue général des thèses soutenues en France sur le Brésil (1823-1999).
- N°41/42 L'économie brésilienne et la mondialisation.

Magda Zanoni et Hugues Lamarche (coord.)

Agriculture et ruralité au Brésil

Un autre modèle de développement



KARTHALA

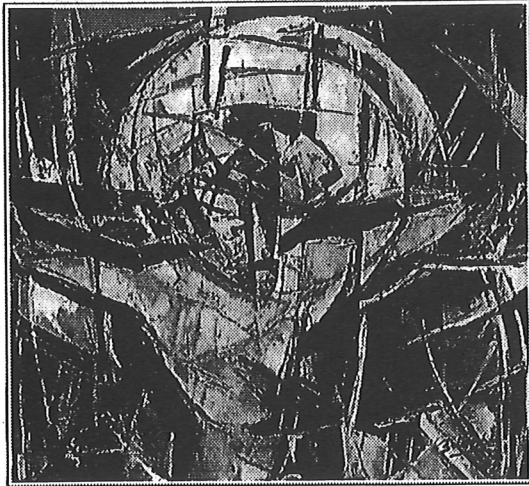
Préface de Marcel Jollivet, traduit du portugais par Marie Hautbergue. 2001, 346p.

Editions KARTHALA
22-24, boulevard Arago - 75013 PARIS

SOUS LA DIRECTION DE
Jean-Pierre Bastian

La modernité religieuse en perspective comparée

Europe latine - Amérique latine



KARTHALA

Actes du colloque de Strasbourg 4 au 6 oct. 1999, organisé par le Centre de
Sociologie des Religions - Université Marc Bloch. 2001, 322p.

Editions KARTHALA

22-24, boulevard Arago - 75013 PARIS

LUSOTOPIE

ENJEUX CONTEMPORAINS DANS LES ESPACES LUSOPHONES

Volume 2000
765pages

Lusophonies asiatiques, Asiatiques en lusophonies

Un grand dossier sous la direction de Michel Cahen,
Déjanirah Couto, Peter Ronald De Souza, Louis Marrou &
Alito Siqueira

Pour la première fois étudiés simultanément, l'état des anciens territoires portugais
et des communautés luso-créoles d'Asie, et la présence des Asiatiques dans les
pays lusophones.

*Egalement au sommaire de ce volume : São Tomé après dix ans de libéralisme, les Français
du Portugal, les Brésiliens de Guyane française, les jésuites au Mozambique, le fado, les
élections de 1999 au Mozambique, la cartographie de la mortalité au Brésil, l'élection
présidentielle brésilienne depuis 1989, les enjeux de la lusophonie, l'avortement au Portugal,
le Salon du livre de Paris 2000 ...*

Editions Karthala
22-24 Bd Arago, 75013 Paris

Imprimé en France par INSTAPRINT S.A.
1-2-3, levée de la Loire – LA RICHE – B.P. 5927 – 37059 TOURS Cedex 1
Tél. 02 47 38 16 04

Dépôt légal 3^e trimestre 2001



Publié par :

Maison des Sciences de l'Homme

Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain (E.H.E.S.S.)

Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (Paris III)

